



W

3050 IV. S. J.
3057 IV. S. J.

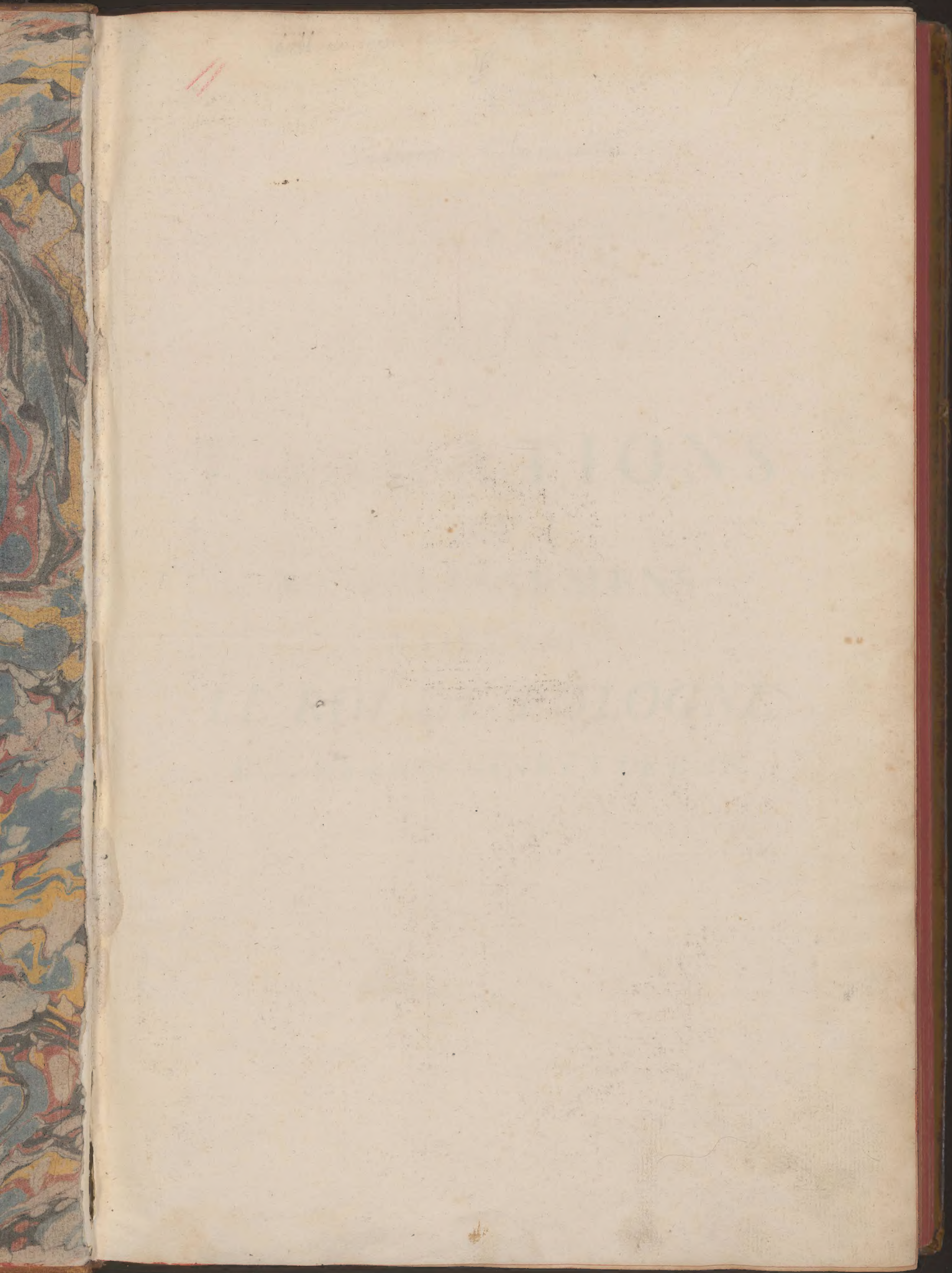


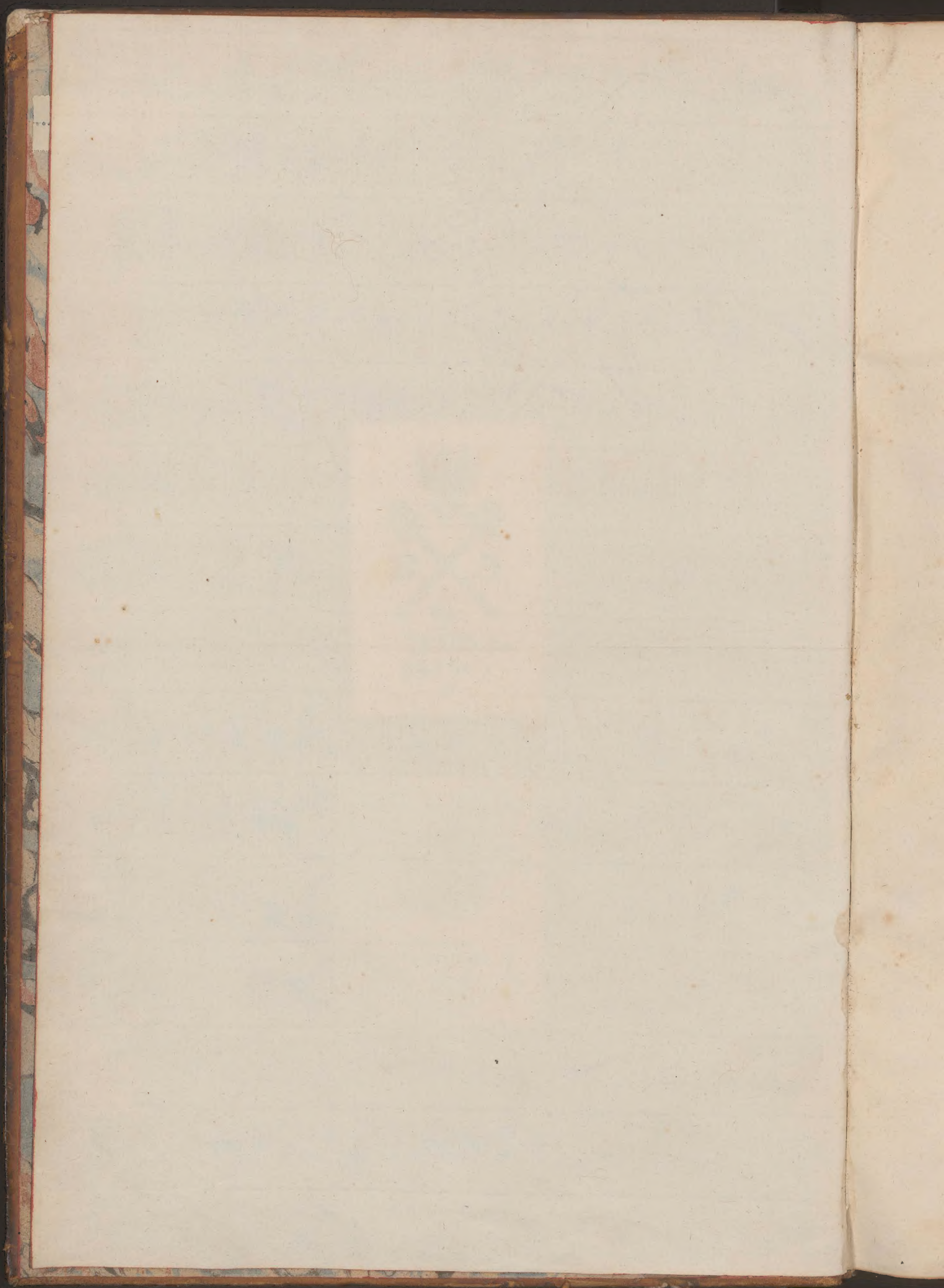
394959
394960
IV



Ex-Libris
PODHORCE

1921





RECUEIL
DES
FONDATAIONS
ET
ÉTABLISSEMENTS
FAITS PAR
LE ROI DE POLOGNE
DUC DE LORRAINE ET DE BAR.

RECEIVED

DE

ROYAUME

DE

FRANCE

LE

MINISTRE

DE L'INTERIEUR

A PARIS

LE 25 SEPTEMBRE 1870

PAR

LE

LE ROI DE L'ESPAGNE

DE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

RECUEIL
DES
FONDATI O N S
E T
ÉTABLI S S E M E N S
FAITS PAR

LE ROI DE POLOGNE
DUC DE LORRAINE ET DE BAR,

Qui comprend la construction d'une nouvelle Place, au
milieu de laquelle est érigée la Statue de *LOUIS XV.*
& les Bâtimens que *SA MAJESTÉ* Polonoise à fait
élever dans la Ville de Nancy pour son embellissement.

Nouvelle édition, augmentée & corrigée.



Par le Cabinet de Mr le P. Alexan. Labomirsky
A LUNÉVILLE,

Chez CLAUDE-FRANÇOIS MESSUY, Imprimeur du Roi.

M. DCC. LXII.

3k



394959

IV

Klocek

Podh.

Bibl. Jag.
1946/57 KZ 320.

DISCOURS PRÉLIMINAIRE.

DONNER au Public la Liste des Etablissmens fondés par le Roi de Pologne Duc de Lorraine & de Bar, c'est honorer, c'est servir l'humanité; imprimer un Livre destiné à retracer les bienfaits de Sa Majesté, c'est donner l'Histoire de son Règne.

L'Europe connoit déjà le Recueil des Edifices - Royaux élevés en Lorraine, par les soins & aux frais de Sa Majesté : Ses rivaux dans les Arts, les plus grands Maîtres, y ont trouvé des modesles; ses Emules en magnificence ont cherché à expliquer comment, avec un revenu médiocre, un Prince peut sans nuire à l'éclat de son Trône, multiplier les Maisons-Royales, avec tant de grandeur, de dépense & de variété.

Voici un Phénomène plus étonnant encore : Ce même Prince trouve dans ses lumieres le discernement du plus grand bien, dans son cœur la passion de le faire : Sa grande ame ne voit rien de trop vaste dans le projet, sa sage économie applanit toutes les difficultés de l'exécution.

Les étrangers, qui ne connoïtroient que le Recueil des Edifices que S. M. à fait construire, rendroient hommage au génie créateur de tant de prodiges, ils lui assigneroient une place distinguée dans la Classe des Rois vraiment magnifiques; quand ils auront vû le Recueil de ses bienfaits, ils applaudiront à la reconnaissance qui a décoré le Trône du beau Nom de *Roi bienfaisant*; ils jugeront que ce titre n'est ni un hommage à la Puissance, ni un effet de l'adulation, c'est la vérité qui la sollicite, c'est le cœur qui la déferé.

Ce Livre contiendra une suite étonnante de dispositions destinées à concourir au bien général : Pour en concevoir le projet, il falloit les entrailles d'un Pere; pour en diriger le plan, il falloit les vuës d'un Sage; pour en assurer l'exécution, il falloit tout l'amour de l'ordre, dont est capable un Roi Philosophe.

Notre Recueil cependant ne sera jamais qu'une image bien imparfaite de la belle ame que nous aurions voulu peindre; Plin y eut trouvé la matiere du plus beau des panegyriques : Nous ne faisons que l'office d'Annaliste, nous exposons les événemens tels qu'ils sont en eux mêmes; nous compilons les actes qui ont marqué chacun des jours du beau Règne de notre Maître : L'éloignement de S. M. pour les éloges les plus mérités, notre propre insuffisance, nous font une loi de supprimer les réflexions qui pourroient découvrir les sources de tant de bienfaits, qui en annaliseroient les principes, qui en marqueroient toutes les conséquences; notre Ouvrage est un nouveau présent que le Roi fait à ses Peuples; S. M. ne nous permet de publier que ceux de ses dons qui tendent directement au bien général; Elle nous impose

silence sur les bienfaits également importants, qu'Elle a secrettement repandu dans le sein de l'indigence, sur toute la part qu'Elle a voulu avoir aux fortunes de ceux qui ont l'avantage de l'approcher, Elle veut que tous ses Sujets apprennent les droits que son génie bienfaisant leur a donné aux établissemens qu'Elle a formé : C'est à notre bonheur qu'Elle aspire, & non aux acclamations de notre reconnoissance.

Toujours l'irréligion, l'ignorance, l'esprit de chicanne exerceront sur les hommes un Empire tyrannique : Toujours l'indigence, les maladies, la disette, les incendies, l'infortune, les calamités de toutes espèces, couvriront la terre & en désoleront la surface : En écarter l'influence, en arrêter le progrès pendant le cours d'un long Règne, c'est s'ériger un Trône dans le cœur de chacun de ses Sujets; concevoir & exécuter le projet d'en préserver la postérité, c'est l'Héroïsme de la bienfaisance, c'est celui de STANISLAS.

L'impiété, déjà vaincuë sous nos yeux, par les exemples & les écrits d'un Roi qui a scû nous en montrer toutes les foiblesses : L'impiété, ce monstre qui se reproduit sous autant de faces différentes qu'Elle a d'adversaires à combattre, ou de Prosélytes à séduire; l'impiété, toujours arrêtée en Lorraine par le zèle & les lumieres d'un Clergé savant & Religieux, par les dispositions heureuses d'un Peuple docile à la voix de ses Pasteurs, a vû opposer de nouvelles digues à ses efforts. Depuis 1739, plusieurs Missions faites chaque année par des Hommes Apostoliques, avec l'approbation des Evêques qui en fixent le nombre, les lieux, la durée : Plusieurs Eglises élevées ou embellies : Des Messes & des Prières publiques ou particulieres fondées dans plusieurs Monastères, seront peut-être l'objet des railleries impuissantes de l'incrédulité, comme elles en sont l'écueil : Aux yeux de la saine raison & d'une foi simple & éclairée, elles seront toujours un moyen de plus, mais un moyen puissant, d'accréditer & de maintenir dans la société les vertus les plus propres à en faire le bonheur.

Un Peuple ignorant est presque toujours un Peuple vicieux : C'est de ces hommes que la Providence a appelé au Gouvernement, qu'il faut apprendre toute l'importance de cette vérité. Pour la défendre des Sophismes d'un trop ingénieux adversaire, STANISLAS n'a pas dédaigné de descendre dans la Carrière; il a vaincu; & nous devons à ce combat littéraire le développement des principes qui l'ont déterminé à donner aux Villes des ses Etats des Ecoles gratuites; à la Ville de Nancy des Chaires de Mathématiques, de Philosophie & d'Histoire; à la Province une Accadémie & une Bibliothèque publique : Par les soins de S. M. le Peuple apprend tout ce qu'il doit savoir; la Jeunesse dévouée à l'Etude acquiert de la justesse dans le raisonnement, de l'étendue dans les connoissances; & tous les savans de l'Europe se réunissent pour faire éclore par leurs leçons les talens de la Nation, pour les encourager par leurs exemples, pour les couronner par leurs suffrages.

Les Historiens rendront compte de tout ce que la sagesse de STANISLAS

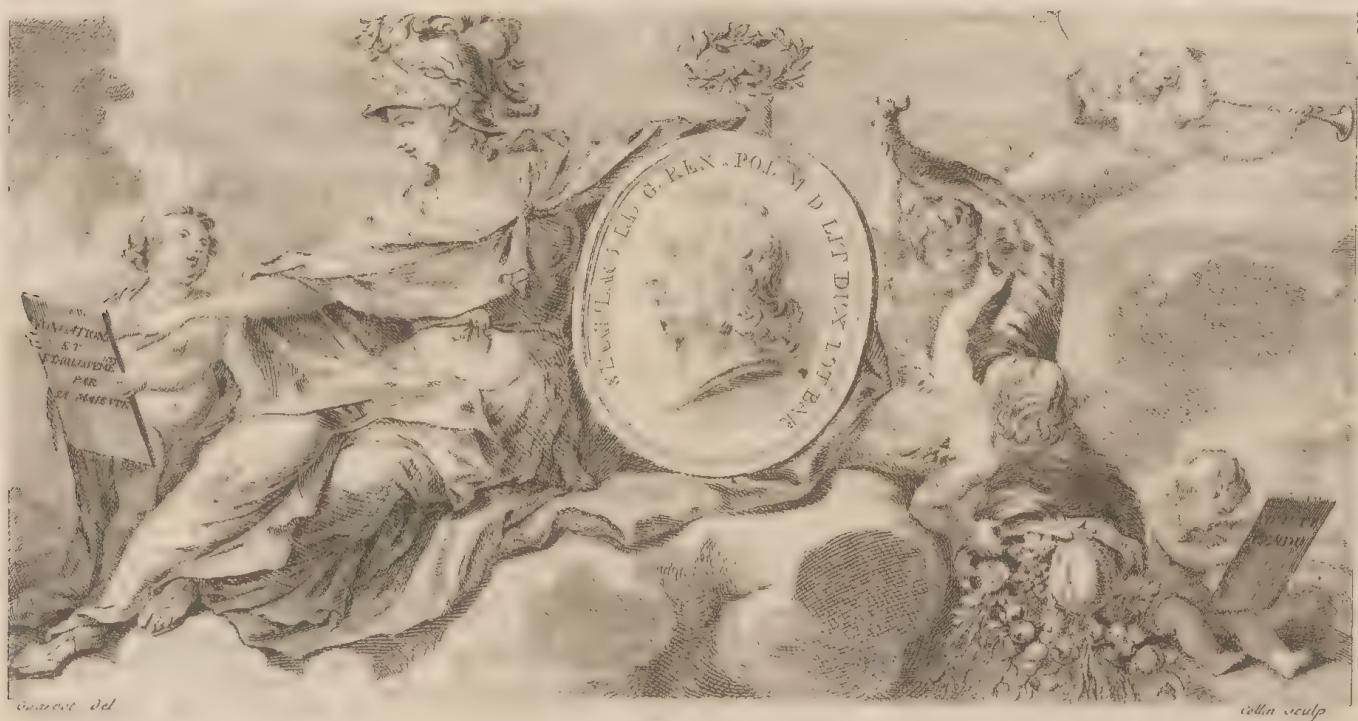
lui a suggéré , pour maintenir les loix établies & pour en donner de nouvelles ; Mais non seulement , S. M. a connu , a faisi les vrais principes de la législation civile , Elle en a encore apperçu les inconvéniens , Elle en a cherché le remède : l'esprit de chicanne abuse de la multitude , comme du silence des loix , il faut un frein bien puissant pour suspendre la rapidité avec laquelle les Plaideurs qui l'écoutent se précipitent dans les longueurs & dans les frais : La Chambre des consultations établie par le Roi remplit cet objet important : Tous les Citoyens ont la liberté d'y recourir dans les causes d'appel , ils y obtiennent gratuitement les avis les plus sages , les plus profondément réfléchis , & les pauvres qui trouvoient déjà un azile dans la loi , des défenseurs dans la généreuse miséricorde des Avocats , trouvent encore aujourd'hui des Consultations par lesquelles cette Chambre annonce aux Tribunaux Supérieurs la Justice de leurs appels quand ils sont fondés , ou étouffe les cris de la chicanne contre les Jugemens de première instance , quand la loi seule les a dictés.

Cette institution dont l'histoire ne fournit point de modele , annonce déjà que le Roi a fixé sur les indigens ses regards Paternels ; & malheur aux Nations dont les chefs écouteront quelques mauvais politiques qui s'élèvent aujourd'hui , sans Missions comme sans discernement , contre les avantages mêmes civils du précepte de l'aumône ; c'est la dureté de leurs principes qui multiplie les Pauvres ; STANISLAS les voit & il tend à tous un bras secourable ; il est l'appui des Familles Nobles , cette portion si digne de l'attention des Rois & de la reconnaissance des Peuples ; il est le Pere des orphelins , ces tristes rejettons que la Providence ne semble oublier que pour montrer au monde tous les ressorts de sa sagesse ; il est la ressource & presque la seule ressource des pauvres honteux , cette classe malheureuse d'indigens qui rougissent de leur pauvreté parce qu'ils redoutent l'avilissement ; il est le Consolateur des infortunés , dont la grêle a ravagé les champs , dont le feu a consumé les habitations ; il est l'azile de ceux dont les maladies épidémiques menacent les jours , il est le Médecin de ceux dont les infirmités attaquent la constitution.

Penfèra-t-on que S. M. ait méconnu l'importance de l'Agriculture & du Commerce , & tous les droits que ces deux pivots du Gouvernement avoient à ses encouragemens : Les bons Citoyens connoissent l'accueil qu'Elle a toujours fait à ceux qui pourroient concourir à la perfection de l'œconomie rurale , aux avantages du Négoce : Philosophe éclairé , Elle en a fait l'objet de ses méditations ; Roi magnifique & Pere tendre , Elle en a calculé les vicissitudes & a voulu les réparer : Depuis plusieurs années , des greniers établis à grands frais dans les Villes des deux Duchés , les défendent des horreurs de la disette , les consolent de l'inconstance des saisons : *Cent mille livres* données au corps des Marchands de Nancy , augmentées chaque jours par les intérêts seront contre les bisareries du sort , une ressource

d'autant plus puissante que le tems qui détruit tout ne pourra que la fortifier.

Les nouvelles largesses faites par le Roi à ses Sujets pendant qu'on imprimoit cet Ouvrage, ont donné lieu à un supplément ; l'édition des œuvres d'un Auteur vivant est bien-tôt incomplète, le Recueil des bienfaits d'un Prince qui ne perd pas un seul jour manque bien-tôt d'exactitude.



RECUEIL
DES FONDATIONS
ET ÉTABLISSEMENTS FAITS
PAR
SA MAJESTÉ LE ROI DE POLOGNE,
Duc de Lorraine & de Bar.

CHAPITRE PREMIER.
SÉMINAIRE ROYAL DES MISSIONS,
établi au Faubourg Saint Pierre, près de Nancy.



LE ROI voulant signaler son avènement à la Couronne de Lorraine, par un établissement qui pût procurer à ses nouveaux Sujets des secours spirituels, & aux Pauvres en particulier, quelque soulagement dans leur misère, proposa au Révérend Pere Général de la Compagnie de JESUS, d'autoriser le projet que SA MAJESTÉ avoit formé d'établir pour toujours dans la Maison du Noviciat des Jésuites de Nancy, huit Prêtres de cette Société, pour faire chaque année douze Missions dans les Paroisses de ses Etats de Lorraine & Barrois, & aux tems qui seroient désignés par les Evêques qui en fixeroient aussi la durée de trois ou quatre semaines l'une, selon la nécessité des lieux; de sorte que quatre Missionnaires feroient ensemble six Missions par année, & les quatre

autres autant; moitié dans le Diocèse de Metz , & successivement dans les autres Evêchés de Lorraine & Barrois ; pendant lesquelles douze Missions , les Peres Missionnaires distribueroient tant en aumônes aux Pauvres des lieux où elles se feroient , qu'en bonnes œuvres , proportionément au besoin , une somme de *dix mille livres* au cours de France , par année. Pour l'exécution de cette fondation , S. M. s'engageoit de donner à titre d'aumône , aux Jésuites de la Province de Champagne , ou à la Maison du Noviciat de Nancy , une somme de *six cent vingt-six mille livres* , au cours de France de principal , en Contrats de Constitutions , sur les Domaines & Gabelles , ou sur l'Hôtel de Ville de Paris , produisans , au denier quarante , *quinze mille six cent cinquante livres* , de rente perpétuelle , dont *cinq mille six cent cinquante livres* , seroient employées chaque année à l'entretien des huit Missionnaires , à leur nourriture & aux autres dépenses des Missions ; & les *dix mille livres* restans , distribuées en aumônes & autres bonnes œuvres.

Cette proposition ayant été présentée au R. P. Lamothe , Provincial des Jésuites de la Province de Champagne , le 9 Mars 1739 , il signa un Acte au bas , par lequel il promet , au nom de sa Province , d'accomplir les intentions du Roi , tant que la rente subsisteroit , & d'en produire dans trois mois l'approbation du R. P. Général de la Société.

Le 23 Avril suivant , le R. P. François Retz Général des Jésuites , agréa & ratifia cet Acte , avec injonction aux Provinciaux de la Province de Champagne , & aux Recteurs de la Maison du Noviciat de Nancy , présent & avenir , d'avoir soin que le tout fût accompli avec la dernière exactitude , & selon l'intention du Roi Fondateur.

Le Roi donna en conséquence , le 21 Mai de la même année , des Lettres-Patentes en forme de Déclaration , par lesquelles SA MAJESTÉ veut :

A R T I C L E P R E M I E R.

Que , suivant l'accord rapellé ci-dessus , il soit établi à perpétuité dans la Maison du Noviciat des Jésuites de Nancy , huit Missionnaires de cette Compagnie , qui feront chaque année des Missions avec l'approbation des Evêques qui en fixeront le nombre , les lieux & la durée , chacun dans son Diocèse ; savoir , quatre dans celui de Toul , & quatre , moitié de l'année dans celui de Metz , moitié dans les autres Diocèses des Etats de S. M. successivement & par proportion à leur étendue.

A R T I C L E I I.

SA MAJESTÉ fait don à la Maison , de la somme de *six cent vingt-six mille livres* monnoye de France , en Contrats sur l'Hôtel de Ville de Paris , de la rente desquels , il sera employé annuellement *dix mille livres* de France à la distribution des aumônes dans les Paroisses où se feront les Missions , aux véritables Pauvres tels que les Curés , Seigneurs , ou autres Personnes notables les indiqueront , & le surplus à la subsistance , entretien , frais de voyages & autres généralement quelconques desdits Missionnaires & des Missions.

A R T I C L E I I I.

Qu'il sera établi dans les Missions , chaque année pendant trois jours avec

la permission des Evêques, une prière publique pour demander à Dieu, le premier jour, la conversion des pécheurs; le second, la prospérité de la Famille Royale de France; & le troisieme, le repos des Ames des Pere & Mere du Roi Fondateur; de celle de S. M. après son décès; & de celle de la Reine son Epouse. Lesquelles trois intentions seront aussi recommandées aux peuples par les Missionnaires dans le cours de leurs Missions.

Ces Lettres-Patentes ont été adressées à la Cour Souveraine, aux Chambres des Comptes de Lorraine & Barrois, aux Bailliages de Bar & du Bassigny, au Siège Saint-Thiebaut & aux autres Tribunaux des Etats, avec mandement de faire jouir les Missionnaires de tout leur effet; & l'accord du 9 Mars précédent, a été déposé en copie collationnée & enregistrée au Greffe de la Cour Souveraine, en exécution de son Arrêt du 31 Août de la même année, après avoir été parafé *ne varietur*.

Par Contrat passé devant Baron & son Confrere, Notaires au Chatelet de Paris, le 12 Novembre 1739, confirmé par Lettres-Patentes de la Grande Chancellerie de France le 27, le Sr. Claude Becet, Bourgeois de Paris, a cédé & transporté à la Maison du Noviciat des Jésuites de Nancy, *quinze mille six cent cinquante livres*, de rente en argent de France, sur les Aydes & Gabelles, au principal de *six cent vingt-six mille livres*, en trente-neuf parties, distribuées en quinze portions détaillées au Contrat, pour en jouir en toute propriété, à compter du premier Janvier précédent, conformément aux Contrats de création, par le Supérieur de cette Maison, qui doit en faire l'aplication aux usages déterminés par la fondation du Roi; pour le prix de ce transport, S. M. a fait payer de ses deniers au Sr. Becet la somme de *trois cent mille livres* cours de France, cy

300000^{fr} 0^{sc} 0^{dr}

Par autres Lettres-Patentes du 21 Mars 1740, enregistrées aux Greffe de la Cour Souveraine & des Chambres des Comptes de Lorraine & Barrois les 23, 26 Mai & 12 Août de la même année; le Roi a concédé à perpétuité à la Maison du Noviciat des Jésuites de Nancy, le fond & la superficie des terrains dits *des Meuriers*, situés près la ville de Nancy, les arbres, les près, les clôtures, les bâtimens, circonstances & dépendances, designés en la Carte topographique qui est annexée aux Lettres. Cette Maison doit en jouir dès le jour de la concession en toute propriété, & en apliquer le produit annuel aux besoins & aux commodités particulières des Missionnaires, & aux autres charges de la Mission, conformément à l'accord; à la condition de payer à titre de reconnoissance *trente livres* de cens annuel au Domaine de S. M. & à la charge des

300000 - 0 - 0 -

servitudes dont les terrains peuvent être tenus, notamment de souffrir dans tous les tems les visites des Officiers de la ville de Nancy, aux tuyaux & regards des fontaines qui traversent les terrains, & de ne point empêcher les ouvrages nécessaires pour l'entretien & les réparations de ces tuyaux & regards.

Ces terrains rapportent annuellement *quatre cent livres* de rente d'une sorte, suivant le Bail emphytéotique qui en a été passé par le Pere Gautier, Provincial des Jésuites, à Barthelemi Simonet, Bourgeois des Trois - Maisons près de Nancy, devant Leclerc Notaire, le 14 Novembre 1740. Et *trois cent livres* d'autre sorte, suivant un second Bail emphytéotique passé devant le même Notaire, le 13 Mai 1743, à Sébastien Thomas & Nicolas Lhermite, Jardiniers à Saint Pierre près de Nancy, ce qui fait en tout *sept cent livres*; desquelles, après déduction faite des *trente livres* de cens, reste *six cent soixante & dix livres* de Lorraine, faisant en argent de France *cinq cent dix-huit livres quatorze sols*, qui donnent de capital.

10374 - 0 - 0 -

Par Arrêt du Conseil d'Etat du Roi Très-Chrétien, du 27 Décembre 1740, S. M. voulant concourir avec le Roi son Beau-pere, à l'affermissement & succès de cet établissement, a confirmé, approuvé & ratifié les Lettres-Patentes du 21 Mai 1739, & celles du 21 Mars 1740, pour être exécutées & fortir leur effet lors de la réunion à la Couronne de France du Duché de Lorraine, & de la propriété du Duché de Bar.

Le 28 Juillet 1740, il fut passé devant Pierre Notaire à Nancy, un Contrat entre M. le Marquis de la Galaizière Chancelier, stipulant pour le Roi, & le P. Lamothe Provincial des Jésuites de la Province de Champagne, au nom de la Maison du Noviciat de Nancy. Par ce Contrat, S. M. fonde une Procession annuelle & perpétuelle qui doit se faire le 14 Septembre, jour de l'Exaltation Ste. Croix, par les Missionnaires de cette Maison, depuis l'Eglise de Notre-Dame de Bon-Secours, aux Chapelles du Calvaire près la Mal-grange. L'un des Missionnaires doit faire à chacune des Chapelles une exhortation ou prière sur le Mystere qui y est représenté, & finira par celle où est la Croix, à laquelle la station se termine par *O Crux ave*, & d'où l'on reviendra processionnellement à l'Eglise de Bon-Secours, en chantant

des Pseaumes, Hymnes & Cantiques propres aux Myfteres de la Passion de notre Seigneur.

Suivant ce Contrat, au cas que les Chapelles soient renversées & non entretenues, dans la suite, l'exhortation & les prières se feront à la Croix de la Mission; & au cas que la Croix soit détruite par accident, ou par vétusté, les Jésuites seront obligés d'y en faire planter une simple & sans ornemens.

Cette Procession s'est faite pour la première fois le 14 Septembre 1740, tems auquel il a été payé aux Missionnaires *cent cinquante livres* à titre d'aumônes, lequel paiement a été & sera continué d'année à autre, pendant la vie de S. M. par le Trésorier de sa Maison; & après son décès, cette rente sera prise sur les revenus de la Terre de Huviller, qui y est affectée & hypothéquée jusqu'à concurrence.

S. M. accorde encore aux PP. Jésuites une somme de *deux mille livres* par année, par augmentation aux *dix mille livres* d'aumônes déjà fondées à la Mission Royale; laquelle rente de *deux mille livres* est aussi affectée sur la Terre de Huviller, jusqu'au rachat de *quarante mille livres*.

Plus une somme de *vingt mille livres* de capital, ou *mille livres* de rente, à prendre sur la même Terre, pour servir à l'entretien & au soulagement des Missionnaires qui seront hors d'état de travailler.

Par un autre Contrat passé le même jour 28 Juillet 1740 devant Pierre, avec les RR. PP. Minimes de la Maison de Bon-Secours, le Roi étoit convenu par l'Article 2, qu'il y auroit dans leur Eglise, & à perpétuité, les jours de fêtes de l'Immaculée Conception, de la Purification, de l'Annonciation, de la Visitation, de l'Assomption & de la Nativité de la St^e Vierge, Sermons prêchés par les plus célèbres Prédicateurs Séculiers, ou Réguliers, à la nomination de l'Ordinaire, auxquels les Religieux de Bon-Secours seroient tenus de payer *cent livres* de France pour rétribution de chacun de ces Sermons.

Et par l'Article 7. Que le jour de la fête des Trépassés de chaque année, à perpétuité, les Religieux Minimes de Bon-Secours seroient tenus de distribuer à cent Pauvres de l'un & de l'autre sexe, nommés par le Lieute-

nant-Général de Police de Nancy, deux livres de pain blanc, une chopine de bon vin vieux, & vingt sols argent de France; laquelle distribution devoit se faire immédiatement après l'Office qui seroit célébré le matin en leur Eglise.

Pour rétribution de ces charges & d'autres énoncées au Contrat, le Roi avoit assigné aux PP. Minimes un fond de *quarante-sept mille livres* de France, à prendre sur la Terre de Huviller, qui y étoit spécialement affectée & hypothéquée.

Mais par autre Contrat passé avec le R. P. Lamothe Provincial de la Province de Champagne, & le P. Gautier Recteur de la Maison du Noviciat de Nancy, devant Pierre Notaire, le 22 Avril 1741, confirmé par Lettres-Patentes du 7 Mai (même année) & Régistré au Greffe de la Cour le 10 du même mois, S. M. a déchargé les PP. Minimes de Bon-Secours de l'exécution de ces deux objets de Fondation; en conséquence a cassé & annullé les Articles 2 & 7 du Contrat du 28 Juillet 1740 passé avec eux, & les PP. Jésuites s'étant offert volontairement de prêcher, ou faire prêcher, tous les ans & à perpétuité, les six Sermons, par les plus célèbres Prédicateurs à leur choix; ils en ont été chargés au moyen d'une somme de *douze mille livres* cours de France, que S. M. leur a accordé, afin que la Maison du Noviciat ne souffre pas des dépenses que peuvent occasionner les Prédicateurs; à condition néanmoins, que lorsqu'ils feront prêcher quelqu'un de ces Sermons par d'autres Prédicateurs que ceux de leur Compagnie, ils seront tenus & obligés de payer à chacun *cent livres* de France par chaque Sermon.

Ils se sont en outre chargés de faire la distribution des aumônes en pain, vin & argent réglés par l'Article 7, à commencer le 2 Novembre 1741, & à continuer à perpétuité, & pour cet effet, d'envoyer es jours de la fête des Trépassés, d'année à autre, un de leurs Religieux à l'heure de l'Office, en l'Eglise de Bon-Secours, pour y distribuer les aumônes. Pour leur en faire le fond, le Roi leur a encore donné une somme de *quatre mille livres* de France, qui jointe à celle de *douze mille livres*, appliquée à l'exécution de la Fondation des six Sermons, fait celle de *seize mille livres*, qui leur a été payée comptant, cy.

16000.	0.	0.
326374.	0.	0.

Au moien du payement effectif de cette somme , la Terre de Huviller a été déchargée de toute hipotèque à cet égard , & les Jésuites ont promis de placer cette somme à intérêts , ou en acquisition de biens fonds , dont le revenu doit être annuellement appliqué à l'exécution de ces deux objets de Fondation.

Par quittance du 20 Avril 1741 au bas du Contrat du 28 Juillet 1740 , le P. Lamothe Provincial , & le P. Gauthier Recteur de la Maison du Noviciat des Jésuites de Nancy , ont reconnu avoir reçu comptant des deniers de S. M. la somme de *cinquante-trois mille livres* de France , pour extinction & payement de plusieurs objets de fondation ci-devant rapellés.

S A V O I R :

Trois mille livres pour le fond de la Procession depuis Bon-Secours jusqu'aux Chapelles du Calvaire à la Mal-grange , fixée au 14 Septembre de chaque année , jour de l'Exaltation Sainte Croix , cy. 3000. 0. 0.

Quarante mille livres pour le payement du fond des *deux mille livres* de rente , que S. M. a ajouté aux *dix mille livres* déjà fondées pour aumônes dans les Missions , cy. 40000. 0. 0.

Et *dix mille livres* pour payement & extinction du fond de *cinq cent livres* de rente , auxquelles S. M. a restraint le don fait par le Contrat du 28 Juillet 1740 , en faveur des Missionnaires qui se trouveront hors d'état de servir ; lesquelles *cinq cent livres* de rente seront délivrées au P. Demenoux Missionnaire , auquel S. M. les a accordé par forme de pension alimentaire , tant qu'il servira dans la Mission Royale ; pour être ensuite employée à l'entretien & au soulagement des Missionnaires qui seront hors d'état de travailler , cy. 10000. 0. 0.

Au moien du payement effectif de ces sommes , les RR. PP. Jésuites ont déchargé la Terre de Huviller des droits & hipotèques qu'ils pouvoient y avoir précédemment , & ont promis de placer ces sommes à intérêt , pour l'exécution perpétuelle de ces objets de Fondation.

Par Contrat passé devant Duval & son confrere Notaires à Paris , le 20 Mai 1741 , confirmé par Lettres-Patentes de la grande Chancellerie de France du 3 Juin même année , la Dame Marguerite-Elisabeth Maclot , veuve de M. Jean-Nicolas Thiébaut Président à Mor-

rier au Parlement de Metz , a cédé & transporté à la Maison du Noviciat des Jésuites de Nancy, *quinze cent livres* de rente annuelle , au denier quarante , de *soixante mille livres* de principal , en deux parties de chacune *sept cent cinquante livres* de rente , sur les Aydes & Gabelles de France , créées au profit des Sieur & Dame Thiebaut.

Par autre Contrat du même jour 20 Mai 1741 , passé devant le même Notaire , & pareillement confirmé par les Lettres-Patentes du 3 Juin même année , M. Jean-Charles de Bournel Marquis de Mouchy , & Madame son épouse , ont aussi cédé & transporté à la Maison du Noviciat , *mille livres* de rente annuelle , créée à leur profit au denier quarante , de *quarante mille livres* sur les Aydes & Gabelles de France , par un Contrat rapellé en l'Acte de transport.

Ces deux dernieres acquisitions produisans *deux mille cinq cent livres* de rente annuelle ont été faites , ainsi que celle du S^r. Jenneffon rapportée ci-après , avec les *soixante-neuf mille livres* rapellées ès Articles précédens , fournies par S. M. & il en est fait mention dans ces transports , avec promesse de la part des Jésuites d'en faire l'aplication conformément aux volontés de S. M.

Par Acte sous seing-privé du 14 Mai 1741 , signé du R. P. Bernard Provincial de la Province de Champagne , & du R. P. Gauthier Recteur de la Maison du Noviciat de Nancy ; ils ont consenti que l'établissement des Missionnaires fondés par S. M. dans la Maison du Noviciat , fût transféré au Faubourg de Bon-Secours près l'Eglise de S^t. Stanislas , où ils projettoient d'acquérir un emplacement pour la construction d'une Maison.

Par Contrat du 17 du même mois , passé devant Leclerc Notaire à Nancy , le S^r. Jean-Nicolas Jenneffon Architecte à Nancy , & Jeanne Martin sa femme , ont vendu en tous droits de propriété aux RR. PP. Jésuites du Noviciat , une partie des bâtimens & terrains qui leur apartenoient , situés à côté de l'Eglise S^t. Pierre & S^t. Stanislas au Faubourg de Bon-Secours , moyennant la somme de *vingt mille livres* cours de France , provenant des deniers & bienfaits du Roi , ainsi qu'il est porté au Contrat.

Par autre Contrat du 15 Février 1745 , passé devant Pierre Notaire à Nancy , entre M. le Chancelier , stipulant

lant pour le Roi, & le R. P. Duchesne Provincial des Jésuites, il est porté, Art. 5. Qu'au-delà des *vingt mille livres* payées au S^r. Jenneffon pour prix principal de cette vente, il lui a été donné *mille livres* pour pot de vin, & pareille somme pour acôtage de murs contre sa maison & l'Eglise S^r. Pierre & S^r. Stanilas, qui lui appartenoit pour lors.

Par Lettres-Patentes du 27 Mai 1741, S. M. a approuvé & confirmé le Contrat d'acquisition du 17 du même mois, pour être suivi & exécuté selon sa forme & teneur, & a permis que la résidence des Missionnaires, fixée au Noviciat de Nancy, fût transférée dans la maison acquise de Jenneffon; à condition qu'elle demeureroit toujours dépendante de celle du Noviciat de Nancy, sans qu'elle puisse en être séparée ni être réputée une Maison particulière, la Maison du Noviciat étant chargée, garante & responsable, à perpétuité, de l'exécution & de l'accomplissement des Missions établies par les Lettres-Patentes du 21 Mai 1739, & des autres Fondations portées au Contrat du 22 Avril 1741; au surplus duquel, S. M. a dérogé en ce qu'il y étoit stipulé que la somme reçue d'elle par les Jésuites, seroit par eux employée en acquisition de rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris, l'acquisition de la maison de Jenneffon ayant été payée avec partie de cette somme.

Par adjudication faite judiciairement à la Cour Souveraine de Lorraine le 13 Décembre 1741, au Décret des biens immeubles d'Antoine Soriot, il a été vendu au Recteur des Jésuites du Noviciat de Nancy, des biens fonds situés aux environs de la maison acquise du S^r. Jenneffon, pour la somme de *sept mille deux cent livres* cours de Lorraine, payée des deniers du Roi, ce qui fait en argent de France, avec les frais de Justice, Lettres-Patentes & de l'entérinement, celle de *six mille cent vingt-sept livres douze sols quatre deniers*, cy. 6127. 12. 4.

Par Contrat passé devant Pierre Notaire à Nancy, le 28 Juin 1742, avec les Chanoines Réguliers de l'Abbaye de Lunéville, la Fabrique de la Paroisse S^r. Jacques de la même ville, & les RR. PP. Jésuites du Noviciat de Nancy, le Roi a fondé une Procession annuelle le vendredi, lendemain de l'Octave du S^r. Sacrement, jour de la fête du sacré-Cœur de JESUS, en mémoire de la plantation de la Croix de Mission éri-

d'autre part. 385501[#] 12^s 4^o

gée à Lunéville sur le chemin de Huviller, avec une Messe solennelle qui se célèbre en l'Eglise Paroissiale le même jour. Dans ce Contrat, les PP. Jésuites se sont obligés de faire prêcher après cette Messe, un Sermon à l'honneur de la Croix, par un des Missionnaires de la Mission Royale, qui assistera après les Vêpres à la Procession de la Croix, au pied de laquelle il fera, lorsque la Procession y sera arrivée, une exhortation sur le mystère de la Passion. Pour rétribution de cette Fondation, S. M. a fait délivrer comptant au P. Clevy Recteur de la Maison du Noviciat, *mille livres* de France, dont la rente doit être employée annuellement à payer les frais du voyage, du séjour, le Sermon & l'exhortation du Missionnaire à Lunéville. La quittance donnée par le P. Clevy des *mille livres* est du 2 Juillet 1742, & jointe à la minute du Contrat de Fondation, cy. . . . 1000. 0. 0.

Par Brévet du 16 Mars 1743, S. M. a fait don à la Maison du Noviciat des Jésuites d'une somme de *trois mille livres*, à prendre & percevoir chaque année pendant vingt ans, sur l'Abbaye de Belchamp, Ordre des Chanoines Réguliers de St. Augustin, à laquelle M. le Prélat de Bouzey a été nommé, avec la réserve de cette somme de *trois mille livres* pendant ce terme : cette somme doit être employée par supplément, à l'entretien des Missionnaires, & aux autres dépenses de la Maison fondée par S. M.

Par Contrat passé devant Pierre Notaire à Nancy, le 13 Mars 1744, Adam Leloup Jardinier en cette Ville & sa femme, ont vendu aux RR. PP. Missionnaires, stipulans par le P. Clevy Recteur de la Maison du Noviciat, une maison située au faubourg St. Pierre, avec un jardin au derrière, entre le Presbytère de St. Pierre d'une part, Jean Génin d'autre, pour la somme de *trois mille quatre cent livres* de Lorraine, & *deux Louis d'or* pour chapeau & coëffe aux vendeurs, faisant en tout *deux mille six cent quatre-vingt livres cinq sols* de France, que l'acquéreur a déclaré provenir des deniers & bienfaits de S. M. qui a bien voulu en gratifier la Maison des Missions, cy. 2680. 5. 0.

Le lendemain, il fut passé, devant le même Notaire un Contrat d'échange par lequel, le P. Clevy céda aux Officiers de l'Hôtel-de-Ville de Nancy, l'acquisition

de la maison & du jardin d'Adam Leloup , pour faire une maison d'Ecole & un Cimetière à l'Eglise succursale de St. Pierre ; & les Officiers ont cédé à la Maison des Missions , l'allée & le terrain qui étoient entre son bâtiment & l'Eglise de St. Pierre , ensemble le Cimetière qui étoit dans le fond de l'allée , & le P. Clewy a reçu comptant *huit cent livres seize sols* de mieux valuë.

Ce Contrat porte pour conditions expresses , que les PP. Jésuites ne pourront faire à côté de l'Eglise de St. Pierre aucuns bâtimens ni élévations qui puissent en diminuer la clarté , la propreté & la décence ; que pour les réparations à y faire alors & dans la suite , les Officiers de l'Hôtel-de-Ville auront en tous tems l'accès libre dans le terrain par eux cédé , même pour le dépôt des matériaux nécessaires aux réparations , sans qu'il puisse y être apporté aucun obstacle ; que ce même terrain demeurera chargé de recevoir les eaux pluviales de la toiture de l'Eglise , en telle sorte qu'elle ne puisse être endommagée par leur cours en façon quelconque ; que le mur de clôture à faire entre l'héritage des Dames Prêchereffes , & celui qui est cédé à l'Hôtel-de-Ville par les PP. Jésuites , sera fait dans toute son étendue & sa longueur aux frais des Jésuites , sur une hauteur au moins de huit pieds au dessus du rez-de-chaussée , & une largeur proportionnée , les autres murs restant à la charge de la Ville. Enfin , que les PP. Jésuites se déportent du droit de passage dont ils avoient usé jusqu'alors , à côté de l'héritage des Dames Prêchereffes ; à l'effet de quoi , ils feront murer à leurs frais , la porte d'entrée qu'ils avoient sur ce terrain , sans pouvoir la faire démolir ni déboucher en aucun tems , ni pour quelle raison que ce soit , ou puisse être.

Par autre Contrat passé entre M. le Chancelier , stipulant pour le Roi , & le R. P. Duchesne Provincial des Jésuites de la Province de Champagne , au nom de la Maison du Noviciat de Nancy , en date du 15 Février 1745 , devant Pierre , qui rapelle dans les premiers Articles , la plupart des Fondations mentionnées ci-devant , il est porté :

Article 8. Que les bâtimens & jardins faits dans la Maison des Missions , ayant occasionné une dépense considérable , S. M. s'est chargée de la payer en entier ,

même de la faire meubler , & de lui faire fournir tous les ustensils nécessaires , soit pour les chambres d'hôtes & les chambres de Religieux & de domestiques , soit pour les Chapelles , l'Infirmierie , le Réfectoire , la Cuisine & l'Office.

En effet , S. M. s'étant fait représenter tous les comptes & les mémoires des Ouvriers , des Marchands & des Fournisseurs employés à ce sujet ; ils se sont trouvés monter (après règlement & vérification) à la somme de *deux cent trente-deux mille cinq cent trente-neuf livres deux sols cinq deniers* cours de France , qu'Elle a fait payer par ses Trésoriers , cy. 232539. 2. 5.

L'Article 9 rapelle le don de *trois mille livres* de pension à percevoir pendant 20 ans , sur l'Abbaye de Belchamp.

L'Article 10 porte que S. M. désirant augmenter & perpétuer le culte de la S^{te}. Croix , a fondé à perpétuité une aumône de *six livres* de France , qui sera distribuée par les Missionnaires le matin de chaque vendredi de l'année , à douze Pauvres , à raison de *dix sols* chacun au pied de la Croix de Mission de la Malgrange , à moins que le mauvais tems ne s'y oppose : auquel cas , la distribution s'en fera à la porte de la Maison des Missions Royales , à commencer au vendredi 20 Septembre 1744. Pourquoi S. M. a fait délivrer à la Maison , un fond de *sept mille livres* de France , cy. . . . 7000. 0. 0.

Il est dit par l'Article 11 : Que , vû la dignité du Fondateur & l'utilité de ce grand établissement , le R. P. Général des Jésuites se propose d'ériger cette Maison des Missions en Séminaire-Royal des Missions , ainsi qu'il le témoigne au P. Provincial , par sa lettre datée de Rome le 23 Décembre 1744 ; en conséquence de laquelle recton , le Séminaire-Royal des Missions fera dès-lors indépendant de la Maison du Noviciat de Nancy , si le Roi avoit la bonté de donner une déclaration à cet égard.

Suivant l'Article 12 , au moien de tous ces divers Articles de Fondations , & d'une autre somme de *cinquante mille livres* que S. M. a fait délivrer comptant aux Jésuites , pour être placée en fonds ou en Contrats de constitution de rentes , & assurer un revenu suffisant à cet établissement , le R. P. Duchesne a déclaré être en état , tant que ces fonds subsisteront , d'entrete-

nir cette nouvelle Communauté, qui sera composée d'un Supérieur, de douze Missionnaires, de deux Freres & des domestiques nécessaires; de faire régulièrement chaque année, à perpétuité, les douze Missions fondées par S. M. & d'acquiescer toutes les charges des Fondations, d'autant mieux que S. M. fait payer tous les ans sur l'état de sa Maison, *cinq cent livres* de France au Supérieur, pour son entretien & sa nourriture, & qu'Elle assigne par ce Contrat, à perpétuité, une pension de *quatre cent livres* par an après sa mort, pour celui qui fera Supérieur de la Maison, cy. 50000. 0. 0.

Par l'Article 13, le Roi avoit assigné à la Maison des Missions un fond de *quarante mille livres* de France, payable à son décès, pour assurer aux RR. PP. Ubermanovitz & Radominsky, Confesseurs de S. M. & de la Reine son Epouse, chacun une pension viagère de *huit cent livres*, à l'extinction desquelles, les *seize cent livres* en provenant devoient rester à la Maison pour être employées à fournir aux pauvres malades des Paroisses où se feront les Missions, des remèdes jusqu'à la concurrence de *mille livres* de France, & les *six cent livres* restant, devoient servir à fournir à la Maison des Missionnaires les remèdes nécessaires aux malades de cette Maison.

Et à l'égard des *quatre cent livres* faisant le surplus des *deux mille livres* de rente des *quarante mille livres* de fond, S. M. les avoit destinés à l'entretien & à la nourriture du Supérieur du Séminaire des Missions-Royales, à perpétuité.

Mais le R. P. Radominsky étant mort depuis, & le Roi ayant pourvu, par des arrangemens postérieurs, tant à ce qui regarde le P. Ubermanovitz, qu'à l'entretien & à la nourriture du Supérieur du Séminaire, ainsi qu'à la fourniture des remèdes réels nécessaires aux Religieux malades de la Maison, & aux Pauvres des lieux où se feront les Missions, tant en procurant au Séminaire les biens du Prieuré de Lay, que par le fond énoncé au Contrat du 12 Juin 1748, rapellé ci-après; S. M. a jugé à propos d'annuler les dispositions contenues en l'Article 13 de l'Acte du 15 Février 1745; en

conséquence, il en a été passé un Acte de révocation par S. M. stipulant en Personne, le 5 Février 1757, devant Febvrel Notaire de son Hôtel à Lunéville.

L'Article 14 porte: Que si par quelque événement imprévu, les Missionnaires étoient empêchés de faire les douze Missions fondées par le Roi, dans aucun des Diocèses de ses Etats, sa volonté est, qu'ils soient dispensés de les faire ailleurs, Elle ordonne que dans ce cas, les *douze mille livres* d'aumônes qui doivent être distribuées chaque année aux Pauvres des Paroisses dans lesquelles elles doivent se faire, soient appliquées au soulagement des Pauvres les plus nécessiteux de ses Etats de Lorraine & Barrois, & distribuées par les Missionnaires mêmes, ainsi qu'il a été réglé, à la participation des Curés, des Seigneurs, ou Officiers des Paroisses.

L'Article 15 dit: Que toutes les sommes délivrées par S. M. tant en Fondations différentes, qu'en augmentation d'aumônes, en réachat du don sur Jolivet, en acquisition de fond, en bâtimens & fournitures de meubles, qu'en fond de pension après la mort du Roi, montent à la somme de *sept cent cinq mille six cent soixante-six livres quatorze sols neuf deniers*, argent au cours de France.

Ce total de *sept cent cinq mille six cent soixante-six livres quatorze sols neuf deniers*, a été formé des parties rapportées ci-devant & ci-après récapitulées, savoir:

Pour le premier fond donné par le Roi.	300000	[#] 0	^s 0	²
Pour le fond des Sermons & aumônes				
de Bon-Secours.	16000.	0.	0.	
Pour la Procession du 14 Septembre,				
depuis Bon-Secours à la Mal-grange.	3000	0.	0.	
Pour augmentation de distribution d'aumônes dans les Missions.	40000	0.	0.	
Pour le fond des <i>cinq cent livres</i> de pensions accordées aux Missionnaires infirmes.	10000.	0.	0.	
Pour l'acquisition des Biens de Soriot.	6127.	12.	4.	
Pour le fond de la rétribution du Missionnaire qui doit assister à la Procession de Lunéville, le lendemain de l'Octave du S. Sacrement.	1000.	0.	0.	
Pour le montant des bâtimens & ameublemens payés par le Roi.	232539.	2.	5.	
Pour le fond de l'aumône fondée tous les Vendredis à la Croix de Mission de la				

608666. 14. 9.

678720. 19. 9.

<i>ci-contre.</i>	678720	#	19	5	9	2
<i>en ligne ci-contre.</i>	608666	#	14	5	9	2
Mal-grange, porté en l'Article 10 du Contrat.	7000.		0.	0.		
Pour augmentation de fonds énoncés en l'Article 12.	50000.		0.	0.		
Pour les arrangemens portés en l'Article 13, & supprimés par Acte postérieur du 5 Février 1757, suivant qu'il est observé ci-devant.	40000.		0.	0.		
Somme pareille.	705666.		14.	9.		
Mais en faisant distraction de la somme de <i>quarante mille livres</i> , portée en l'Article ci-dessus, supprimée.	40000.		0.	0.		
Il ne restera plus que.	665666.		14.	9.		
Et en y ajoutant la somme de <i>dix mille trois cent soixante-quatorze livres</i> , pour le fond des terrains des Meuriers, rapellé ci-devant & obmis dans le relevé ci-dessus.	10374.		0.	0.		
Ainsi que celle de <i>deux mille six cent quatre-vingt livres cinq sols</i> , pour l'acquisition faite de Henry Leloup.	2680.		5.	0.		
Le total général reviendra au montant de la page cy à côté de.	678720.		19.	9.		

L'Article 16 du même Contrat porte : Que pour la parfaite exécution de ces Fondations, en ce qui concerne l'exacte distribution des aumônes, soit en argent, soit en remèdes, S. M. charge expressément les Premiers Présidens, les Procureurs-Généraux de la Cour Souveraine de Lorraine & Barrois, & de ses Chambres des Comptes de Lorraine & de Bar, & le Lieutenant-Général de Police de Nancy, actuels & leurs successeurs à perpétuité, d'y tenir exactement la main.

Par l'Article 17, le P. Duchesne Provincial, a promis pour lui & ses successeurs, de faire exécuter à perpétuité toutes les clauses, charges & conditions portées en ce Contrat & dans ceux qui y sont rapellés ; de le faire registrer dans les Régistres des Fondations de la Compagnie pour éternelle mémoire ; d'en faire mention dans les Comptes qui seront rendus d'année à autre ; de veiller avec tout le soin possible à l'accomplissement de toutes les volontés du Roi Fondateur, suivant les Régles de l'Institut des Jésuites, & conformément à l'Ordre positif du R. P. Général, par lequel il s'est engagé de faire ratifier le Contrat.

Cette ratification a été faite par Acte du 31 Mars

1745, portant injonction au Provincial de la Province de Champagne & à ses successeurs, d'avoir soin que tout ce qui y est porté soit exécuté selon la pieuse intention du Roi Fondateur, & les Régles de l'Institut.

Par un second Acte du même jour, le P. Général a érigé en Séminaire-Royal des Missions, sous l'invocation de S^t. Jean-François-Régis, la Maison des Missions, & la déclaré indépendante de celle du Noviciat & de toutes autres de la Compagnie de J E S U S.

Ces deux Actes sont signés *Franciscus Retz*, & restés ès mains du R. P. Demenoux Supérieur de la Maison des Missions, après avoir été représentés en originaux à Pierre Notaire à Nancy, qui en a dressé Acte le 3 Mai 1745, dans lequel ils sont copiés.

Par Lettres-Patentes du 10, le Roi a aprouvé, autorisé & confirmé le Contrat du 15 Février précédent, pour être exécuté suivant sa forme & teneur; a permis, autorisé & confirmé l'établissement de la Maison de Mission en Séminaire-Royal des Missions, sous l'invocation de S^t. Jean-François-Régis pour être dès lors, & conformément à l'Acte donné par le P. Général, indépendant tant de la Maison du Noviciat de Nancy, que de toutes autres de la Compagnie; à l'effet de quoi, S. M. a dérogé à tous les Actes antérieurs qui pouvoient y être contraires; Elle a pris le Séminaire des Missions sous son autorité & protection royale, pour jouir de tous les privilèges, prérogatives, immunités, franchises & droits qui appartiennent à de semblables établissemens.

Par autres Lettres-Patentes du 26 Juillet 1747, entérinées à la Cour Souveraine le 28, le Roi a confirmé le Jugement rendu le 12 par M. l'Official-Général de Toul, par lequel il a éteint & supprimé à perpétuité, le Titre de Prieur & Prieuré de Lay, & en a uni & incorporé tous les biens, droits & revenus à la Maison du Séminaire-Royal des Missions, pour, par elle, en jouir aux termes, charges & conditions détaillées en la Bulle de Notre Saint Pere le Pape, en date des Kalendes de Juillet 1746, & au Jugement de l'Official de Toul, que S. M. veut avoir leur plein effet, conformément au consentement qu'Elle avoit déjà donné

précédemment à cette union, notamment par son Brévet du 20 Septembre 1746.

La Cour Souveraine, par son Arrêt du 28 Juillet 1747, a permis au Supérieur du Séminaire de prendre possession éventuelle du Temporel dépendant du Prieuré de Lay; & le lendemain elle a reçu de lui le serment de fidélité au cas requis.

Par Contrat passé devant Pierre le 12 Juin 1748, entre M. le Chancelier stipulant pour le Roi, & les RR. PP. Gauthier Provincial, & Demenoux Supérieur du Séminaire des Missions-Royales, il conste que S. M. a fait délivrer aux PP. Jésuites une somme de *douze mille livres* de France, dont la rente, faisant *six cent livres*, doit être par eux employée annuellement & perpétuellement, savoir: *Quatre cent livres* en achat de remèdes qui seroient distribués dans chacune des douze Missions, aux pauvres malades des Lieux où elles se feroient en Lorraine & Barrois, sur les ordonnances des Médecins, & *deux cent livres* pour avoir, aux gages du Séminaire, un Garçon-Chirurgien-Apoticaire, pour les distribuer & les appliquer sans rétribution, cy.

12000. 0. 0.

Ce Contrat a été ratifié par Lettres-Patentes de S. M. du 17 Septembre même année, pour être exécuté selon sa forme & teneur, & le tout a été enregistré à la Cour Souveraine & en la Chambre des Comptes de Lorraine en exécution de leurs Arrêts des 21 Septembre & 18 Novembre 1748.

Le R. P. *Franciscus Retz* Général de la Société de Jésus, l'a aussi ratifié par Acte sous seing-privé du douze Février 1749, mis au bas d'un exemplaire imprimé du Contrat, & des Lettres de confirmation.

Mais le Roi ayant postérieurement jugé à propos de fonder à Nancy, une Maison de Religieux de la Charité, Ordre de St. Jean-de-Dieu, pour le soulagement des pauvres malades de ses Etats, il en fut passé un Acte authentique devant Febvrel Notaire de son Hôtel à Lunéville, le 25 Avril 1750, dans lequel il est stipulé Articles 8, 9 & 10: Que ces Religieux fourniront gratuitement aux Pauvres les remèdes nécessaires, pour l'achat desquels, le Séminaire-Royal des Missions leur payera annuellement une rente de *quatre cent livres* de France, jusqu'au rachat du principal de *huit mille*

ci-contre. 690720 ^{fr} 19 ^s 9 ^{dr}

livres, faisant les deux tiers des *douze mille livres* portées à l'Article précédent; au moien de quoi, le Séminaire est déchargé de la fourniture des remèdes énoncés au Contrat du 12 Juin 1748; & S. M. lui laisse & abandonne les *quatre mille livres* de fond destinées à un Garçon Apoticaire, pour en employer la rente à payer un domestique qui suivra les Missionnaires dans les Missions.

Le R. P. Demenoux Supérieur, a accédé à cet arrangement, & a promis de l'effectuer, par Acte du 5 Mai 1750, déposé ès Minutes de Febyrel le 14 du même mois.

Dès le 28 Octobre 1758, le Roi chargea les RR. PP. Jésuites du Séminaire-Royal des Missions, de dire tous les Vendredis de l'année à la Chapelle de St. François-Xavier, une Messe basse à l'honneur de la divine Providence; & S. M. ayant désiré qu'ils continuassent de la dire au même Autel tous les Vendredis de l'année pendant sa vie, à la même intention, & après son décès à perpétuité, pour le repos de son ame, le R. P. Joseph Demenoux Supérieur du Séminaire, en a signé la soumission, par Acte sous seing-privé du 18 Juin 1760, pour se conformer aux intentions de S. M. qui se propose de lui faire remettre à cet effet, une somme de *six cent livres* de France, pour servir de fond à cette Fondation, cy.

600.	0.	0.
Total.	691320.	19. 9.

CHAPITRE II.

FONDATIIONS FAITES A NOTRE-DAME De Bon-Secours, & Construction de l'Eglise, & des Bâtimens

AL'AVE'NEMENT DU ROI dans ses Etats de Lorraine & Barrois, S. M. ayant trouvé l'Eglise & le Monastère des Religieux Minimes de Bon-Secours dans un état de vétusté & de délabrement qui en présageoit la ruine, résolut de les réédifier, sur un plan dont la magnificence répondoit à sa dévotion; de l'enrichir par ses bienfaits; d'y fixer sa sépulture & celle de la Reine son Epouse, & d'y fonder plusieurs Aumônes, Messes, Prières & autres Exercices de piété.

Pour remplir ces vuës, Elle destina à cette réédification la démolition de l'ancien Château de la Malgrange. La construction de l'Eglise & des Bâtimens de la Maison des Minimes, a couté à S. M. après un compte exact de toutes les dépenses qu'Elle a faites à cette occasion, la somme de *quatre-vingt-seize mille cent soixante-seize livres quatorze sols neuf deniers* cours de France, cy. 96176^{fr} 14^s 9^d

Ensuite, Elle fit passer le 28 Juillet 1740, devant Pierre Notaire de son Hôtel à Nancy, un Contrat entre M. le Chancelier stipulant pour Elle, & les RR. PP. Minimes de la Maison de Bon-Secours, par lequel Elle a fondé dans cette nouvelle Eglise les Messes & prières ci-après détaillées, que les Religieux Minimes se sont obligés de dire & célébrer à perpétuité, & d'année à autre,

S A V O I R :

1^o. De réciter, en psalmodiant, tous les Samedis de l'année & successivement toutes les années, le petit Office de la Vierge en entier tel qu'il est dans le Bréviaire; & s'ils se trouvoient déjà chargés de cette obligation à pareil jour que le Samedi par une Constitution de leur Règle, ou par quelques Fondations particulières, ils sont obligés de répéter l'Office de la Vierge, pour satisfaire aux volontés de S. M.

2^o. De dire & célébrer tous les jours de la semaine à perpétuité dans cette Eglise, une Messe basse qui s'appliquera suivant les intentions de S. M. savoir:

Le Dimanche, pour le repos des Ames des Pere & Mere de S. M.

Le Lundy, pour ses amis & ses ennemis, vivans & défunts.

Le Mardy, pour ceux & celles auxquels S. M. pourroit avoir donné sujet de scandale & de péché.

Le Mercredi, pour ceux qui ont péri à la guerre pendant ses révolutions.

Le Jeudy, pour les ames de tous les Officiers & domestiques morts à son service.

Le Vendredy, pour le repos de l'Ame de S. M. après sa mort, & pendant sa vie à son intention.

Et le Samedi, pour les Ames du Purgatoire qui ne sont pas aidées ni secouruës par les prières de leurs parens & amis.

3^o. Cette Messe doit se dire tous les jours à onze heures précises, avec les ornemens de la couleur qui lui est propre les jours non empêchés; mais elle sera toujours apliquée à l'intention ci-dessus marquée; & pendant sa célébration, un Religieux en surplis récitera à genoux, dévotement, posément & d'une voix intelligible dans l'Eglise, les Litanies de la Ste. Vierge, auxquelles les Assistans répondront, & à la fin le Religieux dira la Collecte.

Enfin, ils doivent aller dire la Messe dans la Chapelle de la Mal-grange, toutes les Fêtes & Dimanches de l'année, & même les jours ouvriers, lorsque S. M. le désirera.

Par le même Contrat, S. M. avoit encore chargé ces Religieux de faire prêcher six Sermons par année, aux fêtes de la Vierge, & de donner *cent livres* pour rétribution de chacun, aux Prédicateurs; de distribuer le jour de la fête des Trépassés de chaque année, à cent Pauvres, deux livres de pain, une chopine de vin & vingt sols; mais Elle les en a déchargé par Acte passé devant Pierre le 22 Avril 1741, qui impose ces obligations aux Jésuites des Missions-Royales.

Pour rétribution de toutes ces charges, le Roi avoit assigné aux PP. Minimes une somme de *quarante-sept mille livres* de France, hipotéquée & à prendre sur sa Terre & Seigneurie de Huviller, qui répondoit de la rente de cette somme. Mais S. M. ayant dans la suite voulu décharger sa Terre de cette hipotèque, Elle a fait délivrer en argent comptant aux PP. Minimes de Bon-Secours, une somme de *trente-un mille livres* de France, à laquelle a été évalué le fond des obligations qui restent à leur charge par le Contrat du 28 Juillet 1740, & ils en ont donné quittance au pied de la Minute le 11 Avril 1741 devant Pierre; au moien de quoi, ils ont renoncé à tous droits sur la Terre de Huviller, & ont promis d'exécuter la Fondation aux restrictions ci-dessus, même de fournir, à perpétuité, le pain, le vin, les ornemens & le luminaire nécessaire pour la célébration des Messes, sans autre rétribution, & de placer cette somme de *trente-un mille livres* à intérêt, pour la pleine & entière exécution de la Fondation, qu'ils se sont obligés de faire réregistrer dans les Livres de

Fondations de leur Maison de Bon-Secours, & de la rapeller dans les comptes qui se rendent d'année à autre à leur Supérieur, pour éternelle mémoire, cy.

31000. 0. 0.

Ce Contrat a été confirmé & ratifié par Lettres-Patentes de S. M. du 7 Mai 1741, pour être suivi & exécuté à perpétuité suivant sa forme & teneur; il a été ensuite enregistré au Greffe de la Cour Souveraine de Lorraine, en exécution de son Arrêt du 10 du même mois, pour y avoir recours le cas échéant.

Par un autre Contrat passé devant Pierre le 9 Août 1742, par M. le Chancelier au Nom du Roi, avec les Religieux Minimes de Bon-Secours, S. M. a fondé deux Messes-basses de *Requiem*, à l'intention des Ames du Purgatoire les plus abandonnées, & qui ne sont pas aidées ni secourues des prières de leurs parens & amis. Ces Messes doivent être dites dans l'Eglise de Bon-Secours par les PP. Minimes, tous les Mardis & tous les Vendredis de chaque semaine de l'année, & à perpétuité, à neuf heures du matin; & le Célébrant doit, à la fin, réciter au pied de l'Autel les Litanies de la Croix, auxquelles il doit être répondu par le Religieux en surplis qui aura servi la Messe. Le texte ajoute: Qu'au cas que l'exécution de cette Fondation seroit empêchée es jours de Mardi & Vendredi de la semaine par quelques fêtes d'obligation de Messe, les PP. Minimes seront tenus d'y suppléer dès le lendemain de ces fêtes ou jours suivans non empêchés, sans que les Messes & Litanies puissent déranger en rien la célébration de celles déjà fondées précédemment, que S. M. veut être effectuées aux termes & en la manière portée dans les Contrats. Pour rétribution de cette Fondation nouvelle, ainsi que pour la fourniture du pain, du vin, des ornemens, du luminaire & des autres choses nécessaires à son exécution, S. M. a fait payer comptant aux Religieux Minimes, la somme de *trois mille livres* pour être placée à intérêt, ou employée à tel usage qu'ils jugeront à propos. Au moyen de quoi, ils se sont engagés, pour eux & leurs successeurs à perpétuité, d'exécuter cette Fondation; de la faire enregistrer dans les Livres des charges de leur Maison pour éternelle mémoire; d'en faire mention dans les comptes qu'ils rendront annuellement à leurs Supérieurs, & de faire

agréer & accepter ce Contrat par leur Provincial & par le Chapitre, pour plus grande sûreté; ce qui a été fait par Acte du même jour 9 Août 1742, mis au bas de la Minute, & signé des RR. PP. Bourgeois Provincial, & Bourgeois son Collègue, cy. 3000. 0. 0.

Par un Inventaire dressé suivant les Ordres du Roi, par Febvrel Notaire de son Hôtel à Lunéville, le 7 Avril 1752, en présence des RR. PP. Minimes qui l'ont signé, il conste que S. M. a donné à l'Eglise de Notre-Dame de Bon-Secours un Soleil enrichi de diamans, une Couronne & un Sceptre d'or au titre de Paris, pesant neuf marcs six onces six gros. Les Figures de Jesus-Christ & des douze Apôtres, avec une nappe d'Autel; les consoles, les ornemens qui garnissent les crédances; les garnitures & les ornemens qui sont en face du devant d'Autel & la porte du Tabernacle; les quatre girandoles qui sont à côté du Tabernacle; une petite croix & son Christ qui se met sur l'Autel; une lampe & deux jambes données par Feuë S. M. la Reine, le tout d'argent au titre de Paris, pesant trois cent soixante-dix-huit marcs sept onces sept gros; & enfin deux ornemens d'Eglise, l'un de damas blanc, drap & galon d'or, consistant en une Chasuble & deux Dalmatiques; l'autre de velour noir galonné d'argent, consistant en trois Chasubles, deux Dalmatiques, trois Chapes & un Poêle; ce qui a coûté à S. M. suivant le relevé qui en a été fait, *vingt-deux mille cent quarante-huit livres quatre sols trois deniers*, non compris plusieurs fournitures en or & en argent, ni la valeur intrinsèque de quatre bocalles ou vases de fleurs, pesans cinq marcs quatre onces cinq gros, qui proviennent de quatre paniers ciselés, dont deux étoient aux armes de la Maison de Gerbéviller, & qui ont été convertis, par Ordre du Roi, en bocalles dont S. M. a seulement payé la façon, cy. 22148. 4. 3.

Par un troisième Contrat passé devant Febvrel le 5 Juin 1753 par M. le Chancelier, au Nom du Roi, avec les Religieux de Bon-Secours, S. M. a fondé en leur Eglise, un Service qui se fera annuellement & perpétuellement à pareil jour que celui auquel arivera le décès de S. M. pour le repos de son Ame & de celle de S. M. la Reine, dont le Corps repose en cette Eglise. Le Service sera précédé, la veille au soir, des Vigiles.

Il consistera en une Messe-haute au Maître-Autel, avec Diacre & Sou-diacre, suivie du *Libera*. Le même jour il se dira à tous les Autels des Messes-basses depuis cinq heures jusqu'à midi, sans discontinuation, pour le repos des Ames de LEURS MAJESTÉ'S; & les Peres Minimes fourniront, à leurs frais, le pain, le vin, les ornemens, la sonnerie & le luminaire, tant des Autels que du Catafalque, qui sera dressé avec décence & dignité. Pour rétribution de cette Fondation, S. M. a promis de faire délivrer comptant, lors de son décès, une somme de *cinq mille livres* de France aux Peres Minimes, qui, à ce moien, ont accepté la Fondation, & ont promis pour eux & leurs successeurs, de l'exécuter annuellement & à perpétuité. Mais par une disposition particulière & postérieure, S. M. a ordonné que ce fond seroit payé à raison de *six mille livres*, (même cours,) cy.

6000. 0. 0.

Le Contrat du 28 Juillet 1740, met la Fondation sous la direction de M^{rs}. les Premiers Présidens & Procureurs-Généraux de la Cour Souveraine & de la Chambre des Comptes de Lorraine, & du Lieutenant-Général de Police de Nancy, que S. M. charge expressément du soin de la faire exécuter. Celui du 9 Août 1742 nomme les mêmes Directeurs, & y ajoute les Officiers de l'Hôtel-de-Ville de Nancy. Et celui du 5 Juin 1753, charge les Magistrats de la Ville de veiller à l'exécution de la Fondation y énoncée.

Par un autre Contrat passé devant Febvrel le 10 Novembre 1759, entre M. le Chancelier stipulant au Nom de S. M. & le R. P. Etienne Bourgeois Provincial des Religieux Minimes de la Province de Lorraine, au nom de ceux de la Maison de Bon-Secours, S. M. a encore fondé une rente annuelle & perpétuelle de *sept cent livres* cours de France, sur laquelle elle a ordonné qu'il seroit distribué tous les jours de l'année, à commencer dès celui-là, & à perpétuité, à l'issuë de la Messe qui se dit journellement en l'Eglise de Bon-Secours à onze heures, *trois sols* de France à chacun des douze Pauvres des sept Paroisses des deux Villes & Faubourgs de Nancy, qui seront choisis par les Supérieur & Religieux composans la Maison, & changés quand ils croiront devoir le faire; en observant de choisir toujours les plus nécessiteux & les moins en état de gagner leur vie; de

consulter à cet effet les Curés des Paroisses, afin que tous participent successivement & perpétuellement à cette charité; d'obliger les douze Pauvres d'assister à cette Messe, pendant laquelle ils prieront Dieu pour S. M. ainsi qu'ils y seront exhortés par le Supérieur, ou par un autre Religieux de la Maison; cette distribution revenant à *trente-six sols* argent de France par jour, à *six cent cinquante-huit livres seize sols* pour les années bissextiles, & pour les autres, à *six cent cinquante-sept livres*; l'excédant de la rente de *sept cent livres* est pour les peines des Religieux & les autres soins qu'ils ont à donner pour l'administration & la conservation du fond. M. le Chancelier a promis, pour le Roi, de faire délivrer sur les deniers qui se trouveront dans la cassette de S. M. au moment de son décès, aux Supérieur & Religieux de la Maison des Minimes de Bon-Secours, une somme de *quatorze mille livres* de France, qui sera par eux placée sûrement à intérêt à cinq pour cent, & servira perpétuellement à l'exécution de cette Fondation; & jusqu'au paiement effectif de cette somme, S. M. fait délivrer depuis le premier Novembre 1759, aux Religieux pareille rente de *sept cent livres* de France, par le Trésorier de sa Maison, afin que son intention soit remplie dès-à-présent. Le Pere Etienne Bourgeois Provincial a promis, au nom des Religieux, d'exécuter ainsi journellement, annuellement & perpétuellement les charges, clauses & conditions de la Fondation, sous l'obligation de tous les biens de la Maison de Bon-Secours, &c. cy.

14000. 0. 0.

Ce Contrat a été confirmé & ratifié par Lettres-Patentes de S. M. du 19 du même mois de Novembre, pour être exécuté selon sa forme & teneur, & a été ensuite enregistré aux Greffes de la Cour Souveraine & de la Chambre des Comptes de Lorraine, en exécution de leurs Arrêts des 28 du même mois, & 5 Décembre 1759, pour y avoir recours, le cas échéant.

Dès le 28 Octobre 1758, le Roi chargea les Minimes de Bon-Secours de dire tous les Samedis de l'année une Messe-basse à l'honneur de la Divine Providence, au Grand'Autel de la S^{te}. Vierge de leur Eglise; & S. M. ayant désiré qu'ils continuassent de la dire tous les Samedis de chaque semaine à la même intention pendant

fa

172324. 19. 0.

sa vie, & après son décès à perpétuité pour le repos de son ame. Il en a été passé un Acte authentique devant Febvrel Notaire à Lunéville, le 21 Juin 1760, par lequel le Provincial des Minimes de Lorraine, & le Supérieur de la Maison de Bon-Secours s'y sont obligés, au moyen d'une somme de *six cent livres* de France, que le Roi leur a fait délivrer pour servir de fond, cy.

600. 0. 0.

Total. 172924. 19. 0.

CHAPITRE III.

FONDATIONS POUR DES ENFANS-ORPHELINS

A l'Hôpital Saint Julien de Nancy.

EN L'ANNEE 1746, le Roi conçut le dessein de former dans la Ville Capitale de ses Etats, un établissement qui pût procurer aux pauvres enfans-orphelins, les secours nécessaires pour être élevés dans la Religion chrétienne, & mis en état de gagner leur vie par une profession. Dans cette idée, S. M. commença par assurer le fond de cet établissement, en déposant au trésor-royal de France une somme de *deux cent vingt mille livres*, dont la rente à cinq pour cent, faisant *onze mille livres* au cours de France, étoit destinée à son exécution.

Elle fit ensuite passer en son Nom, par M. le Chancelier avec M^{rs}. les Directeurs & Administrateurs de l'Hôpital St. Julien de Nancy, devant Pierre Notaire de son Hôtel, en la même Ville, un Contrat en date du 21 Février 1747, par lequel S. M. a fondé à perpétuité dans cette Maison, à commencer à son décès, vingt-quatre places pour douze Garçons-orphelins & douze Filles-orphelines, reconnus véritablement pauvres & dénués de tous secours. Pour le soutien de cette Fondation, il est stipulé, que la rente d'*onze mille livres* sera payée aux Directeurs annuellement & à perpétuité, sur les revenus des Domaines de Lorraine & Barrois, du jour que la Fondation aura lieu pour les Sujets du dehors, S. M. s'étant réservée, pendant sa Vie, la nomination des places, en faveur des enfans de ses domestiques. Suivant les conditions de ce Contrat :

1^o. L'entretien des bâtimens & salles que le Roi se proposoit dès lors de faire dans l'Hôpital, pour le logement & l'instruction des enfans, demeurera perpétuellement à la charge de l'Hôpital, de même que les meubles & ustensils nécessaires, après que S. M. en aura fait la première fourniture.

2^o. Il n'y sera reçu que des enfans nés dans les Etats de Lorraine & Barrois, orphelins & véritablement pauvres, parmi lesquels on choisira, de préférence, les orphelins de pere & de mere.

3^o. Les Garçons ne pourront y être reçus avant l'âge de neuf ans, ni après

celui de douze accomplis; & les Filles avant l'âge de huit ans, ni après dix ans accomplis.

4°. Les enfans des deux sexes coucheront dans des salles séparées, & ne feront ensemble qu'autant que les Directeurs le jugeront nécessaire pour leur travail.

5°. Les Garçons & Filles-orphelins qui se présenteront pour être admis, produiront les Extraits-mortuaires de leur pere & mere, leur Extrait-baptistaire, & un Certificat des principaux Officiers, du Curé & du Seigneur, s'il est résidant dans le lieu, par lequel il constera qu'ils sont orphelins, de bonnes mœurs, n'ayant aucune maladie contagieuse, absolument pauvres, & dans l'impossibilité de subsister.

6°. Si néanmoins on venoit à découvrir que quelques-uns, depuis leur entrée à l'Hôpital, ne seroient pas de bonnes mœurs, ou seroient attequés de maladies qui se communiquent, comme écrouelles, humeurs froides, mal-caduc, & autres de cette nature, ou que depuis leur entrée elles leur soient survenues, ils seront sur le champ renvoyés, en leur donnant la retenue en argent qui sera échue depuis le jour de leur entrée jusqu'à celui de leur sortie; & on leur laissera l'habit complet & la chemise qu'ils auront sur le corps.

7°. Comme le nombre des aspirans excédera sans doute celui des vingt-quatre places, S. M. veut qu'elles soient tirées au sort par les Directeurs de l'Hôpital, dans la forme qui suit : Il sera établi une Personne de confiance pour recevoir des aspirans des deux sexes les Extraits-baptistaires & les Certificats de pauvreté. Ce Préposé tiendra un registre en règle, parafé par l'un des Directeurs de l'Hôpital, sur lequel il inscrira dans des classes séparées, les noms & surnoms des Pauvres des deux sexes qui se présenteront, leur âge, le lieu de leur naissance, & il y fera mention des Extraits-mortuaires & de Batême, & des Certificats qui auront été produits, lesquels resteront entre ses mains pour être examinés en assemblée, & pour reconnoître si l'état des Pauvres est tel que le Roi le veut pour prétendre place. Lorsque les Directeurs auront fait cet examen & le choix des Sujets, conformément aux intentions du Roi, il sera dressé un rôle général des Pauvres des deux sexes par eux admis, qui sera signé d'eux. Il sera fixé entr'eux un jour pour procéder au tirage du sort des douze places de Garçons & des douze places de filles. Il sera fait autant de billets d'égale grandeur, qu'il y aura de Sujets portés au rôle, & sur chaque billet les noms & les surnoms de chaque Garçon ou Fille sera écrit, avec le lieu de sa naissance & de sa résidence. Tous les billets ainsi dressés, seront vérifiés à l'assemblée des Directeurs sur l'état général des Sujets par eux admis au tirage. Après la vérification, tous ces billets seront roulés séparément. Ceux renfermant les noms des Garçons, seront mis dans une rouë de loterie, & ceux des Filles dans une autre. Ces deux rouës seront exposées en public dans une salle destinée à ce tirage, auquel assisteront les Directeurs, & où il sera libre d'entrer. Le tirage des billets se fera par un enfant de six à sept ans dans l'une, & l'autre rouë, en présence des Directeurs, & publiquement. Les douze premiers billets

tirés dans la rouë où seront les noms des Garçons, assigneront une place à l'Hôpital sur la Fondation, à chacun des pauvres orphelins qui y sera inscrit; & les douze premiers billets tirés de la rouë des Filles, assigneront une pareille place à celles dont les billets porteront les noms. Chacun des vingt-quatre billets sera enregistré avec les noms & surnoms des enfans, suivant l'ordre de leur tirage, & les particuliers y dénommés, tant Garçons que Filles, seront reçus à l'instant dans la Fondation à l'Hôpital.

8°. Incontinent après le tirage de ces vingt-quatre places, il en sera fait un second de la même manière que le précédent, de vingt-quatre autres billets dont les noms seront enregistrés suivant l'ordre du tirage, pour servir à remplacer les Sujets de l'un & l'autre sexe du premier tirage qui pourroient mourir ou être renvoyés, pour les causes énoncées ci-dessus; leurs places seront données à ceux du second tirage, suivant l'ordre de l'état d'enregistrement. Et les enfans entrés par remplacement, resteront à l'Hôpital pendant quatre ans, à compter du jour de leur entrée.

9°. Le tirage général des places se renouvellera tous les quatre ans, de la manière qui vient d'être prescrite, & sera indiqué deux mois avant l'expiration des quatre années.

10°. Les orphelins de chaque sexe ainsi reçus, ne pourront rester à l'Hôpital que pendant quatre années, après lesquelles ils seront remplacés par d'autres successivement de tirage en tirage, à perpétuité.

11°. Ces enfans seront élevés dans la Religion catholique, apostolique & romaine; on leur donnera, aux frais de l'Hôpital, des Maîtres pour les enseigner à lire & à écrire; ils y apprendront ceux des métiers qui y sont, auxquels ils auront le plus de disposition; ils y seront nourris, logés, chauffés, éclairés, blanchis; leurs hardes & linges entretenus aux frais de l'Hôpital.

12°. Ils seront habillés uniformément, simplement, mais proprement & complètement en tout, deux fois dans les quatre ans, savoir: En entrant & au commencement de la troisième année, & ils emporteront avec eux le dernier habit complet; l'habillement des Garçons sera composé d'un juste-au-corps, veste & culotte d'un drap de pays commun de couleur brune, avec les boutons de même étoffe, & d'un bonnet du même drap que l'habit. L'habillement des Filles sera d'un corset & d'une jupe d'une étoffe de pays, aussi de couleur brune; les bas & les souliers seront fournis aux Garçons & aux Filles au moins une fois l'année, & plus souvent, s'il est nécessaire; & aux uns & aux autres, selon son sexe, le linge nécessaire en chemises, mouchoirs, cravattes, cornettes, mouchoirs de poche de toile de chanvre, un peu plus fine pour les cravattes & cornettes que pour les chemises. Le pauvre-orphelin qui en remplacera un autre, en cas de mort, aura les habits du défunt, & attendra, pour en avoir un neuf, le tems prescrit par l'Article ci-dessus.

13°. La nourriture sera frugale, mais bonne, composée d'un morceau de pain suffisant à déjeuner & à goûter. En gras, on servira aux enfans une soupe & un morceau de bouilly soir & matin; & en maigre, une soupe & des légumes, ou

œufs. S. M. laissant à la prudence des Directeurs de faire distribuer, par extraordinaire, les jours de l'Epifanie, du Mardi-gras, de Pâques, de St. Stanislas & de St. Louis, un morceau de viande rôtie & un goblet de vin.

14°. L'Hôpital fournira, à ses frais, tous les médicamens nécessaires aux orphelins des deux sexes, & payera les Médecins & les Chirurgiens qui y seront employés.

15°. SA MAJESTÉ ayant en même tems en vuë l'établissement de ces enfans à leur sortie de l'Hôpital St. Julien, veut que sur la rente d'onze mille livres, il soit mis chaque année par les Directeurs cent vingt-cinq livres en masse pour chaque Garçon, & deux cent cinquante livres aussi par année pour chaque Fille, ce qui fera au bout de quatre ans de séjour pour chacun des douze Garçons, une somme de cinq cent livres de France, & de mille livres même cours pour chacune des douze Filles, & que ces sommes soient remises en argent comptant par le Receveur de l'Hôpital, aux Garçons & aux Filles à leur sortie au bout de quatre ans, pourvu que les uns & les autres aient trouvé à l'instant de leur sortie un établissement, soit par mariage, soit en entrant en qualité de domestique dans une maison sûre, soit même, pour les Garçons, en prenant le parti du Service militaire. Dans le cas contraire, il ne sera donné que cent livres à chaque Garçon, & deux cent livres aux Filles, & le surplus retenu pour n'être délivré qu'en rapportant dans l'année un Certificat de bonne conduite & d'un établissement convenable; au moyen de quoi, les quatre cent livres restans pour les Garçons, & les huit cent livres pour les Filles, seront délivrées sur le champ à chacun des Sujets qui en fera porteur; & après ce délai d'un an, ces sommes seront perduës pour eux, & accroîtront au profit de leurs successeurs, par augmentation de ce qu'ils doivent avoir à leur sortie, de manière que les Garçons profitent seuls de ce qui reviendra des Sujets de leur sexe, & les Filles, des fonds restans des Filles sorties.

16°. Le Roi invite les Directeurs à procurer aux vingt-quatre Sujets fondés, des établissemens convenables, d'y travailler même pendant le séjour, afin que les fonds à eux destinés par ses bontés, puissent leur être distribués sans délais, leur soient profitables & non pas une occasion de se perdre ou de se déranger.

17°. Si un pauvre orphelin de l'un ou de l'autre sexe, vient à mourir avant l'expiration des quatre ans de séjour, ou au terme même de quatre ans, l'intention de S. M. est, que la somme qui lui étoit destinée, conformément aux Articles précédens, soit également partagée entre les pauvres orphelins de son sexe, lors de leur sortie.

18°. La volonté du Roi est aussi que ces vingt-quatre orphelins assistent tous les ans à la Procession fondée par S. M. de l'Eglise Nôtre-Dame de Bon-Secours à la Croix de Mission, qui est au Bois de la Mal-grange.

19°. Elle veut aussi que les comptes, tant en recette que dépense de tout ce qui pourra concerner cette Fondation, circonstances & dépendances, soient dressés, rendus, auditionés & arrêtés séparément des autres comptes, biens & affaires de l'Hôpital St. Julien, sans qu'ils puissent jamais être confondus ni mêlés

mêlés ensemble; & qu'enfin tous les Articles de ce Contrat soient exécutés à la lettre, tant & si long-tems que la rente d'*onze mille livres* sera payée; mais si par des cas imprévus elle diminueoit, ou que le paiement en fut totalement éteint, S. M. consent que sa Fondation diminuë à proportion, ou soit totalement abolie; sous laquelle restriction, les Directeurs ont promis, tant pour eux que pour leurs successeurs, d'effectuer les obligations mises à leur charge.

Le trois Avril 1747 il a été passé à Paris entre M. le Comte de Lucé, Envoyé extraordinaire du Roi T. C. près le Roi de Pologne, Duc de Lorraine & de Bar, & M. Hulin, Ministre de S. M. Polonoise en Cour de France, un Traité portant :

ART. I. Que le Roi de Pologne' ayant requis le consentement du Roi T. C. pour assurer la durée de sa Fondation dans l'Hôpital St. Julien de la Ville de Nancy, & S. M. desirant seconder les intentions du Roi de Pologne à cet égard, Elle promet de confirmer & de maintenir un établissement si utile aux Peuples de la Lorraine & du Barrois.

ART. II. Que la somme de *deux cent vingt mille livres* monnoie de France que S. M. Polonoise a fait remettre le 28 Septembre précédent au St. Paris de Monmartel Garde du trésor-royal en exercice, servira de fond à cette Fondation, ainsi qu'il sera déclaré dans la quittance de Finance qui sera expédiée à cet effet au Nom de S. M. Polonoise, par le St. Paris de Monmartel.

ART. III. Qu'au moyen du paiement fait au trésor-royal de cette somme de *deux cent vingt mille livres*, S. M. T. C. consent à l'emploi qui sera ordonné être fait par S. M. P. dans l'état de ses Finances de Lorraine & Barrois, d'une rente d'*onze mille livres* par an, payable, monnoie de France, de six mois en six mois, à compter du 28 Septembre précédent, aux Administrateurs de l'Hôpital de St. Julien de la Ville de Nancy présens & avenir, pour le soutien de la Fondation. Et entend S. M. Polonoise, que l'emploi continuera à perpétuité d'être fait dans ses Etats, pour être la rente payée conformément au Contrat qui est passé de cette Fondation, & pour subvenir à ses charges.

ART. IV. Promet en outre S. M. Très-Chrétienne de faire exécuter toutes les clauses & conditions amplement détaillées dans le Contrat. Et pour conclusion de cette convention, les ratifications en bonne forme seront réciproquement fournies dans le terme d'un mois, à compter du jour de sa signature.

Par Lettres-Patentes du Roi T. C. datées de Versailles le 5 Avril, S. M. a ratifié cette convention, & a promis, en foi & parole de Roi, de la garder & observer inviolablement selon sa forme & teneur, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu en quelque manière que ce soit, directement ni indirectement, non-obstant toutes Loix, Coutumes & Ordonnances contraires, auxquelles Elle a, pour ce regard, dérogé.

Le 22, M. Paris de Monmartel Garde du trésor-royal, expédia sa quittance, par laquelle il reconnut avoir reçu de S. M. le Roi de Pologne Duc de Lorraine & de Bar, la somme de *deux cent vingt mille livres*, savoir: *Deux cent mille livres* dès le 28 Septembre, & *vingt mille livres* dès le 5 Décembre précédens, en Louis d'or, d'argent & monnoie, pour le fond de la présente Fondation, cy. 220000 ^{fr} 0. ^{sc} 0. ²

Le 15 Mai même année 1747, S. M. P. donna des Lettres- Patentes par lesquelles Elle aprouva, confirma & ratifia, tant le Contrat du 21 Février, que la convention faite entre son Ministre & celui du Roi son Gendre, le 3 Avril suivant, pour être exécutés selon leur forme & teneur; & le tout a été enregistré au Greffe de la Cour Souveraine de Lorraine & Barrois, en exécution de son Arrêt du 16 du même mois de Mai.

Quoique cette Fondation ne dût avoir lieu qu'après la mort du Roi de Pologne, S. M. fit néanmoins construire dès la même année dans l'emplacement de l'Hôpital, un corps de bâtiment destiné à son exécution, & le fit garnir de lits, meubles, linges, vaisselles, &c. que S. M. a fait payer en totalité, ce qui lui a coûté *quarante mille cent cinquante livres*, cy. 40150. 0. 0.

Dès le 27 Novembre de la même année, Elle fit passer un second Contrat devant le même Notaire, entre M. le Chancelier stipulant pour Elle, & les Directeurs de l'Hôpital St. Julien, par lequel il est porté: Que S. M. voulant faire profiter dès ce moment de sa Fondation les pauvres Sujets de ses Etats, en même tems que les enfans des domestiques de sa Maison, Elle renonce au droit qu'Elle s'étoit réservé de nommer, pendant sa vie, aux vingt-quatre places en faveur des enfans de ses domestiques, & veut que dès cet instant elles soient tirées au fort par-devant les Administrateurs, dans la forme portée au Contrat du 21 Février précédent, pour donner à sa Fondation tout son effet, même pendant sa vie.

Elle avoit en même tems formé un autre établissement semblable au premier, en faveur des enfans des domestiques de sa Maison, au nombre de douze Garçons & de douze Filles qu'Elle s'étoit réservée de nommer, & qui entrèrent en effet à l'Hôpital dès le premier Avril 1748. Pour leur nourriture, habillement, entretien & instruction, S. M. faisoit payer annuellement

260150. 0. 0.

à Mrs. les Directeurs une somme de *quatre mille huit cent livres* de France, outre *trois mille deux cent livres* aussi par année, pour être cette somme mise en réserve, & former au bout de trois ans un capital de *neuf mille six cent livres*, qui devoit être employé en gratification de *trois cent livres* à chacun des douze Garçons, & de *cinq cent livres* à chacune des douze Filles, pour les aider à s'établir après les trois ans de séjour.

* Mais S. M. ayant depuis fondé à Lunéville un établissement de Freres des Ecoles-chrétiennes, dans lesquelles Elle pouvoit faire instruire ces enfans, Elle prit le parti de les retirer de l'Hôpital au premier Avril 1750; de les faire envoyer dans ces Ecoles, & de former un autre arrangement, au moien duquel, Elle leur fait apprendre des métiers. C'est ce qui a lieu, & s'exécute depuis dix ans à la satisfaction & sous les yeux de S. M.

Le 27 du même mois d'Avril, Elle donna des Lettres-Patentes, par lesquelles Elle supprima l'établissement porté au second Contrat du 27 Novembre 1747, & fit d'ailleurs d'autres arrangemens sur sa première Fondation, dont voici l'Extrait.

Elle a réduit & fixé les dotes attribuées par celui du 21 Février même année, aux douze Garçons-orphelins & aux douze Filles-orphelines nés dans ses Etats de Lorraine & Barrois, à *trois cent livres* pour les Garçons au lieu de *cinq cent*; & à *cinq cent livres* pour les Filles au lieu de *mille*; au moien de laquelle fixation, la somme d'*onze mille livres* de France qui étoit annuellement payée pour l'acquit de la Fondation, est réduite à *huit mille neuf cent livres* au même cours, S. M. ayant disposé du surplus, montant à *deux mille cent livres*, en faveur de la Maison des Freres de la Charité de l'Ordre de St. Jean-de-Dieu qu'Elle a fondée à Nancy, pour le soulagement des pauvres malades, par Contrat passé devant Febyrel Notaire de son Hôtel à Lunéville, le 25 du même mois d'Avril. S. M. ordonne en conséquence, que ce surplus soit payé à l'avenir, & à perpétuité, à compter du premier Juin 1750, à la Maison des Freres de la Charité; & qu'au surplus, le Contrat du 21 Février 1747, soit suivi & exécuté en tout son contenu.

Ces Lettres-Patentes ont été envoyées & registrées 260150. 0. 0.

d'autre part. 260150 # 0 0 0 2

ès Cours Supérieures de Lorraine & Barrois, & particulièrement à la Chambre des Comptes de Bar, en exécution de son Arrêt du 4 Mai 1750.

Cette Fondation, en ce qui regarde l'Hôpital de St. Julien, est confiée aux soins de M^{rs}. les Directeurs & Administrateurs de cet Hôpital.

Par l'Article 16 du Contrat d'établissement des Freres des Ecoles-chrétiennes à Nancy & Maréville, passé devant Pierre le 29 Juillet 1749, S. M. avoit réglé :

Que ces Freres seroient obligés d'en fournir un pour enseigner à l'Hôpital St. Julien pendant toute l'année, sans qu'il y eut des vacances, & avoir soin des enfans-mâles de cet Hôpital, & principalement des orphelins de la Fondation de S. M. depuis les six heures du matin jusqu'à onze, & depuis une heure après midi jusqu'à cinq; lequel Frere seroit tenu de se conformer aux Réglemens faits, ou à faire par M^{rs}. les Directeurs de l'Hôpital, qui seroient donner annuellement aux Freres la somme de *trois cent livres* au cours de France pour la nourriture, les meubles, les frais de voyages, l'habillement & l'entretien de ce Frere, sain ou malade.

Mais par l'Article 3 des Lettres-Patentes du 29 Mars 1751, portans des Réglemens nouveaux sur les Ecoles-chrétiennes fondées à Nancy, S. M. a jugé à propos d'ordonner que ces enfans seroient reçus à l'une de ces Ecoles pour y être enseignés avec les autres. Ainsi les obligations contenuës en l'Article 16 du Contrat du 29 Juillet 1749, ne subsistent plus.

Total. 260150. 0. 0.

Sur quoi déduisant le fond des *deux mille cent livres* de rente cédés aux Religieux de St. Jean-de-Dieu, faisant. 42000. 0. 0.

Reste pour la présente Fondation. 218150. 0. 0.

CHAPITRE IV.

FONDATION EN FAVEUR DES PAUVRES Sujets de Lorraine & Barrois affligés de maladies épidémiques, de la grêle, ou des incendies.

LE ROI, toujours compâissant aux misères publiques, voulant étendre ses soins sur les pauvres affligés de maladies épidémiques & populaires, sur-tout sur ceux de la campagne, qui, dans ces circonstances, sont ordinairement

ordinairement privés des secours qui se trouvent plus facilement dans les Villes; sur ceux qui perdent leur recolte par la grêle, les orages, les débordemens ou la gélée, & sur ceux dont les maisons seroient incendiées par accidens, commença par faire remettre en 1748 au trésor-royal à Paris, une somme de *soixante mille livres* au cours de France, pour en appliquer au soulagement de ces malheureux, annuellement & perpétuellement la rente, faisant *trois mille livres* de France.

La quittance que le Sr. Gaudion de Lagrange, Garde du trésor-royal en a donné à SA MAJESTÉ, est datée de Paris le 19 Juillet 1748, & contrôlée par M. Machault Contrôleur-Général des Finances, à Compiègne le 31 du même mois, cy.

60000 # 0 5 0 2

Il fut ensuite passé une convention entre M. Hulin & M. de Lucé, Ministres de S. M. & du Roi T. C. son Gendre, signée à Paris le 30, par laquelle il est stipulé:

ART. I. Qu'il sera payé par chacune année, à commencer du premier Juillet de la même année, & de six mois en six mois, sur le produit des Fermes générales de Lorraine & Barrois, au Receveur établi par les Premiers-Présidens, Procureurs-Généraux des Cours Souveraine & Chambre des Comptes de Lorraine, Lieutenans-Généraux du Bailliage & de Police de Nancy, Commissaires nommés pour l'exécution de cette Fondation, une somme de *trois mille livres* argent au cours de France, pour la rente des *soixante mille livres* même monnoie remises par les Ordres du Roi de Pologne au trésor-royal à Paris, pour capital de la Fondation.

ART. II. Que cette somme de *trois mille livres* fera, par préférence à toute calamité publique, employée au soulagement des maladies populaires des petites Villes & de tous les Villages, Censés & Hameaux des Etats de Lorraine & Barrois, suivant le détail qui en sera fait dans l'Acte de fondation.

ART. III. Que si, après une année révolue de son établissement, il n'y avoit point eu de maladies populaires dans les Etats de Lorraine & Barrois, pour absorber la totalité ou partie de ces *trois mille livres*, l'intention du Roi est que le tout, ou ce qui pourroit en rester, soit employé à soulager les pauvres-laboureurs & particuliers dont les moissons & héritages auront été saccagés par la grêle & les orages.

ART. IV. Qu'au cas que pendant l'année il n'y eut

60000. 0. 0.

ni maladie populaire ni dommage de grêle & d'orage, cette somme de *trois mille livres* sera employée à aider & secourir les pauvres particuliers dont les maisons auront été incendiées.

ART. V. Que la distribution de cette rente se fera par les Directeurs ci-dessus nommés, sur les Procès-verbaux de visite qui leur seront présentés; qu'ils auront une attention singulière, suivant l'intention du Roi Fondateur, à l'employer toujours par préférence au soulagement des malades atteints de maladies populaires; au défaut de celles-ci, à celui des pauvres-laboureurs & particuliers dont les héritages auront été saccagés par la grêle & les orages; & au défaut de ces deux sortes de malheurs, à celui des Pauvres dont les maisons auront été brûlées.

ART. VI. Que S. M. T. C. promet pour Elle & ses Successeurs, de faire payer, à perpétuité, sur le produit des Domaines de Lorraine & Barrois, cette somme de *trois mille livres* argent au cours de France, à commencer au premier Juillet 1748.

ART. VII. Que ce Traité sera ratifié par les deux Rois, & les ratifications échangées dans le terme de quinzaine.

En effet, S. M. T. C. l'a approuvé, & a promis en foi & parole de Roi, suivant ses Lettres-Patentes données à Compiègne le 4 Août 1748, de l'accomplir inviolablement; & S. M. P. a fait la même chose par ses Lettres-Patentes expédiées à Commercy le 13 du même mois.

SA MAJESTÉ Polonoise manifesta ensuite plus particulièrement ses volontés au sujet de sa Fondation, par une Déclaration qu'Elle fit publier en date du 17 Septembre 1748, elle porte ce qui suit:

ART. I. SA MAJESTÉ nomme les Premiers Présidens & les Procureurs-Généraux des Cours Souveraines & Chambre des Comptes de Lorraine, & les Lieutenants-Généraux des Bailliages & de Police de la Ville de Nancy, pour, successivement & à perpétuité, en qualité de Commissaires, ordonner la distribution de la rente de *trois mille livres*, & tenir la main à ce qu'elle soit employée conformément à ses intentions.

ART. II. Les Commissaires nommeront aussi

successivement, & à perpétuité, un Receveur solvable & charitable, pour toucher annuellement cette rente; & ce Receveur fera, en vertu de sa commission, autorisé à en donner quittance & décharge valable.

ART. III. Elle sera employée, par préférence à toutes calamités, au prompt soulagement des Habitans des Villages, Bourgades, Hameaux & Censés de Lorraine & Barrois, qui se trouveront affligés de maladies épidémiques & populaires; sans pouvoir, durant l'année de son échéance, être employée à aucun autre usage.

ART. IV. Dans les cas que l'année se trouveroit révolue sans qu'il y ait eu de maladies épidémiques pour absorber la totalité, ou partie de la rente, S. M. veut & son intention est, que le tout, ou la partie qui restera, soit employée à secourir les pauvres-Habitans des Villages, Bourgades, Hameaux & Censés dont les héritages auront été endommagés par grêle, orages, débordemens ou gélée, suivant la distribution qui en sera ordonnée par les Commissaires.

ART. V. Après la même année révolue sans maladies épidémiques, ou dommage de grêle, d'orages, débordemens & gélée, les *trois mille livres* seront employées en faveur des pauvres-Habitans des Villages, Bourgades, Hameaux & Censés dont les maisons & habitations auront été incendiées par accident, & la distribution en sera également ordonnée par les Commissaires.

ART. VI. SA MAJESTÉ veut que la préférence accordée par l'Art. 3 pour les cas de maladies épidémiques, de même que celles accordées par l'Art. 4 pour les dommages de grêle, orage, débordement & gélée, soient à perpétuité inviolablement observées, sans qu'il y puisse être rien changé ni innové.

ART. VII. La distribution de cette rente de *trois mille livres* sera faite par les Commissaires, sur les Procès-verbaux, ou attestations en forme qui leur seront présentés, au bas desquels ils feront expédier une Ordonnance pour le paiement de la somme qu'ils estimeront devoir être délivrée; laquelle sera, sans retard, acquittée par le Receveur établi, qui en prendra quittance suffisante pour être représentée lors de l'audition des comptes de sa gestion, qu'il rendra annuellement par-devant les Commissaires.

ART. VIII. SA MAJESTÉ leur recommande bien expressément de pourvoir avec célérité & le plus promptement qu'il sera possible, au soulagement des maladies épidémiques, afin d'en éviter, autant qu'il se pourra, le progrès & les suites.

ART. IX. Les sommes qu'ils feront délivrer à cet effet, seront remises entre les mains des Curés des Villages & Lieux affligés de maladies épidémiques, ou en celles d'autres personnes de confiance y résidentes, pour être employées à fournir aux malades de ces Lieux seulement, le bouillon, le pain, le vin, & les remèdes qui leur seront ordonnés.

ART. X. L'intention de S. M. est au surplus, que ses Chambres des Comptes de Lorraine & Barrois, & autres chargés de régler les diminutions d'impositions publiques qui pourroient être demandées par les Communautés ou particuliers qui, à l'avenir se trouveroient dans quelques-uns des trois cas ci-dessus exprimés, y procèdent & le fassent sans avoir égard aux sommes qui pourroient leur avoir été délivrées sur sa Fondation, & de même que s'ils n'en avoient rien reçu.

Cette Déclaration a été adressée aux Cour Souveraine, Chambre des Comptes & autres Tribunaux Supérieurs de Lorraine & Barrois, pour y être publiée, enregistrée & exécutée selon sa forme & teneur, notamment au Parlement de Nancy, où elle a été enregistrée en exécution de son Arrêt du 21 Septembre 1748; à la Chambre des Comptes de Bar, en exécution de son Arrêt du 23 du même mois; & à celle de Lorraine, par Arrêt du 16 Novembre suivant.

Le Roi voulant pourvoir plus particulièrement à ce que cette rente de *trois mille livres* fût employée utilement & distribuée promptement, sans aucun frais, en expliquant encore plus précisément ses intentions sur l'ordre & la forme dans lesquels cette somme doit être distribuée annuellement, pour que ses Sujets fussent instruits de tout ce qu'il conviendrait faire pour jouir du bénéfice de sa Fondation, S. M. rendit le 7 Mars 1749 un Arrêt en son Conseil d'Etat, par lequel Elle ordonna :

1^o. Que lorsqu'il regneroit dans quelques-uns des Villages, Bourgades ou Hameaux de ses Etats, quelques maladies épidémiques ou populaires, ou lors qu'il

y 60000. 0. 0.

y auroit eu dans les récoltes des dommages & pertes considérables causés par orages, grêles, inondations ou gélées, & enfin lorsqu'il y auroit des maisons incendiées par accidens, les Curés, ou Vicaires, & Administrateurs, conjointement avec les Maire & Gens-de-Justice de chacun de ces Lieux, en dresseroient & signeroient, sur papier blanc, des Procès-verbaux qui en attesteroient la vérité, & contiendroient, autant qu'il se pourroit, le détail & le progrès des accidens.

2°. Que ces Procès-verbaux seroient envoyés au Subdélégué du District des Lieux, qui les adresseroit aussi-tôt & sans retardement en la Ville de Nancy, aux Commissaires nommés par la Déclaration de S. M. du 17 Septembre 1748, pour y être par eux statué, suivant l'ordre & dans la forme prescrite par la même Déclaration.

3°. Que lorsque les Commissaires auroient réglé la somme qui devoit être remise à une Communauté, ou à quelques particuliers, le Receveur par eux établi, en donneroit promptement avis au Subdélégué du District, par une lettre missive qui seroit affranchie par l'un des Procureurs-Généraux; que le Subdélégué en avertiroit sans retard les Curés ou Vicaires, & Gens-de-Justice du Lieu; & que ceux qui sont à portée de la Ville de Nancy, enverroient le Syndic de la Communauté, ou telle autre personne de confiance qu'ils jugeroient à propos, en cette Ville, avec un pouvoir signé d'eux pour toucher gratuitement & sans frais, la somme qui auroit été réglée.

4°. Que le porteur du pouvoir, le remettrait avec son reçu de la somme au dos; au Receveur qui, à ce moien, en demeureroit bien & valablement déchargé.

5°. Et qu'à l'égard des Lieux plus éloignés, les sommes y seroient remises par la voie des Receveurs particuliers des deniers de S. M. auxquels il seroit aussi donné pareille décharge.

6°. Que la somme délivrée au porteur, seroit par lui remise au Curé ou Vicaire du Lieu, qui lui en donneroit décharge, pour être par lui employée, dans les cas de maladies, à fournir aux malades du lieu le bouillon, le pain, le vin, & les remèdes nécessaires; & dans les cas de grêle, débordement & gélée, la distribution

en feroit par lui faite, à la participation des Officiers de Justice, avec le plus d'équité & d'égalité qu'il leur feroit possible, ou fuivant qu'elle leur auroit été ordonnée par les Commissaires.

7°. Que dans le cas d'incendies arrivés par accidens, la somme feroit remise à celui, ou à ceux dont les habitations auroient été incendiées, fuivant la répartition qui en feroit faite par les Commissaires.

8°. Que les Commissaires s'assembleroient toutes les fois que le cas le requerreroit, à l'Hôtel-commun de la Ville de Nancy, sur l'invitation du Chef de la Commission; & qu'en cas d'absence, ou d'empêchement d'aucun d'eux, les préfens pouroient statuer au nombre de quatre, & leurs délibérations sur papier blanc, feroient signées par le Chef & par l'un des Commissaires préfens.

9°. SA MAJESTÉ a ordonné enfin, que copies de cet Arrêt feroient envoyées dans tous les Villages & Paroisses de ses Etats, & que lecture en feroit faite à l'issuë des Messes Paroissiales de chacun des Lieux.

En conséquence de ce dernier Article, le Roi adressa cet Arrêt à tous les Tribunaux Supérieurs de ses Etats, avec Mandement de le faire lire, publier, régistrer & afficher par-tout où besoin feroit, & dans tous les Villages & Paroisses des deux Provinces, afin que personne n'en ignore. Les Lettres-Patentes données par S. M. à ce sujet, sont datées de Lunéville le 10 Mars 1759, & ont été exécutées.

Mais S. M. ayant jugé à propos de faire quelques changemens & additions à cet Arrêt, pour en rendre l'exécution & la distribution des *trois mille livres* plus facile & plus exacte, Elle en a rendu un second en son Conseil d'Etat le 16 Janvier 1750, par lequel, Elle ordonne qu'au lieu & place des Subdélégués auxquels les Procès-verbaux dressés par les Curés ou Vicaires des Lieux, avec les Maire & Gens-de-Justice, devoient être adressés, ils seront envoyés aux Procureurs de S. M. des Bailliages ou Sièges-Bailliagers, dans l'étendue desquels seront les Villages & Hameaux, pour lesquels les Procès-verbaux auront été faits, lesquels Procureurs de S. M. enverront aussi-tôt & sans retardement, aux Commissaires nommés par la Déclaration du 17 Sep-

tembre 1748 en la Ville de Nancy , les Procès-verbaux qui auront été dressés pour les maladies populaires; & à l'Egard de ceux qui auront été dressés pour les eaux d'orages , de grêles , d'inondations , gélées ou incendies ils ne les enverront aux Commissaires, que lors qu'ils en auront reçu avis qu'il reste des fonds à distribuer pour ces cas , à l'effet de quoi les Commissaires avertiront les Procureurs de S. M. au commencement de chaque année s'il reste des fonds de l'année précédente , après la distribution faite pour les maladies populaires , & fait deffense aux Communautés d'envoyer aucune personne en la Ville de Nancy pour solliciter une distribution en leur faveur , ou pour y porter les Procès-verbaux. Ordonne en outre S. M. que les Curés ou Vicaires, après l'employ qu'ils auront fait des deniers qui leur auront été remis pour le soulagement des maladies, conformément à l'Article 6 de cet Arrêt , enverront aux Commissaires un état , ou certificat de l'employ signé d'eux ; & qu'au surplus son Arrêt du 7 Mars 1749 sera exécuté.

Le ROI adressa encore ce dernier Arrêt aux Cours Souveraine, Chambre des Comptes & autres tribunaux Supérieurs de ses Etats, avec mandement de le faire lire, publier, registrer & afficher , par tout ou besoin seroit, afin que personne n'en ignorât; ce qui a été exécuté en conséquence des Lettres - Patentes de S. M. du 26 du même mois de Janvier 1750.

Par Contrat passé devant Febvrel Notaire de l'Hôtel du Roi a Lunéville le 9 Mars de la même année; S. M. stipulant en personne , a acquis de M. le Marquis de La Galaizière son Chancelier , *sept mille cinq cent livres* de rente héréditaire au principal de *cent cinquante mille livres* argent de Lorraine, à prendre sur les deniers provenant de la Ferme-Générale des Domaines & tabacs de Lorraine & Barrois, constituée au profit de la Dame Marquise de Maulevrier, de qui Monsieur de La Galaizière l'avoit acquise le 8 Mai 1745, par acte passé devant Bouron & son confrere Notaire aux Châtelet de Paris, ratifié par Arrêt du Conseil d'Etat de S. M. du 5 Juin même année.

Cette acquisition a été faite moyennant pareille somme de *cent cinquante mille livres* cours de Lorraine,

d'autre part.

60000 7 0 0 0 2

faisant en argent de France, celle de *cent seize mille cent vingt-neuf livres sept deniers*, que S. M. promet de faire payer à M. de La Galaizière le 10 Avril suivant, & déclara dans le Contrat vouloir appliquer sur cette somme celle de *cent mille livres* de France, faisant *cent vingt-neuf mille cent soixante-six livres treize sols quatre deniers* de Lorraine, à l'augmentation de sa Fondation de *trois mille livres* de rente annuelle, pour le soulagement des Pauvres de ses Etats dans les maladies populaires, & de ceux qui ont souffert de la grêle, des orages & des débordemens, où dont les maisons ont été incendiées, conformément à l'Acte de sa Fondation du 17 Septembre 1748, & le surplus montant à *seize mille cent vingt-neuf livres sept deniers* de France, à l'établissement de trois Freres des Ecoles Chrétiennes dans la Ville de Lunéville; & qu'à cet effet les Grosses de ces Contrats de rentes héréditaires, au nombre de trois, de *cinquante mille livres* de Lorraine chacun, l'expédition du transport de la Dame de Maulevrier & de l'Arrêt de subrogation, seroient remis, tant aux Directeurs de la Fondation des maladies populaires, qu'au fondé de procuration des Supérieurs des Freres.

Par quittance du 19 du même mois de Mars, mise au bas de la Minute de ce Contrat, M. le Chancelier a déclaré avoir reçu de S. M. par les mains de M. Alliot, son Conseiller Aulique & Commissaire-Général de sa Maison, en une rescription sur le S^r. Coster l'ainé Banquier à Nancy, payable le dix Avril suivant, la somme de *cent cinquante mille livres* de Lorraine, & l'en décharger, cy pour ce qui en est attribué à cette Fondation.

100000. 0. 0.

Les trois Contrats constitutifs de cette rente de *sept mille cinq cent livres* de Lorraine, furent originairement passés devant Oudot Tabellion-Général à Nancy, le 16 Septembre 1720, sous les N^{os}. 43 44 & 45 de la création du 8 Juillet 1720, au profit de la Dame Marthe-Henriette de Froulay de Telsé, veuve du S^r. François Edouard de Maulevrier.

En conséquence de cette acquisition, le Roi rendit un Arrêt en son Conseil Royal des Finances & Commerce le 14 Mars 1750, par lequel S. M. a subrogé les Administrateurs de sa Fondation pour le soulagement

des 160000. 0. 0.

des m
Chan
ploys
Gabel
cher
Recev
mier
cent c
Lorra
de sep
lesque
sous l
de ce
neuf
denier
huit l
mêm
trent
quar
appan
autou
chacu
cinq
la ch
Le
Pater
verai
porta
& pu
n'en
S.
cinq
seco
jets a
d'y a
de c
livre
a fai
Mess
Acte
S. M
Adm

des maladies populaires , au lieu & place de M. le Chancelier , & ordonne qu'ils soient à l'avenir employés sur l'état des rentes affectées sur les Domaines , Gabelles & Tabacs de Lorraine & Barrois , pour toucher annuellement par leur Receveur des mains du Receveur-Général en exercice , à commencer du premier Janvier précédent , la rente de *six mille quatre cent cinquante-huit livres six sols huit deniers* cours de Lorraine , faisant *cinq mille livres* de France , sur celle de *sept mille cinq cent livres* portée ès trois Contrats , lesquels appartiendront dès ce moment : Savoir , ceux sous les N^{os}. 43 & 44 en entier aux Administrateurs de certe Fondation , & celui sous le N^o. 45 pour *vingt-neuf mille cent soixante-six livres treize sols quatre deniers* en principal & *mil quatre cent cinquante-huit livres six sols huit deniers* d'intérêts , le surplus du même Contrat N^o. 45 , montant à *vingt mille huit cent trente-livres six sols huit deniers* en principal , & *mil quarante-une livres treize sols quatre deniers* de rente , appartiendra aux Freres de l'Ecole chrétienne , S. M. autorisant les uns & les autres de recevoir & toucher chacun à leur égard le capital de la somme de *cent cinquante mille livres* en cas de Remboursement , sous la charge & condition expresse du remploi.

Le ROI donna encore sur cet Arrêt des Lettres-Patentes le 16 Mars , adressées aux Compagnies Souveraines , & autres Tribunaux supérieurs de ses Etats , portant Mandement de le faire incessamment registrer & publier par tout où besoin seroit , afin que personne n'en ignorât ; ce qui a été exécuté.

S. M. trouvant encore ces deux rentes de *trois & cinq mille livres* , trop modiques pour remplir les secours qu'Elle a dessein de procurer à ses pauvres Sujets affligés de ces espèces de calamités , Elle a résolu d'y ajouter après son décès une autre rente perpétuelle de *cinq mille livres* , pour former en tout *treize mille livres* de distribution annuelle ; & pour cet effet Elle a fait passer en son nom , par M. le Chancelier , avec Messieurs les Directeurs de sa Fondation , un nouvel Acte devant Febvrel le 9 Décembre 1756 , par lequel S. M. promet de faire délivrer lors de son décès aux Administrateurs une somme de *cent mille livres* cours

de France, pour être par eux placée, le plus sûrement qu'il sera possible, à intérêt à *cinq* pour *cent*, au profit de sa Fondation & distribuée avec les *huit mille livres* ci-devant fondées, selon les intentions de S. M. & conformément à sa Déclaration du 17 Septembre 1748, Actes & Réglemens faits postérieurement, en observant de donner toujours la préférence aux pauvres atteints de maladies populaires, ensuite aux pauvres Habitans dont les héritages auront été endommagés par la grêle, les orages, les débordemens ou la gélée, & enfin à ceux dont les maisons auront été incendiées par accidens. Laquelle augmentation de distribution n'aura néanmoins lieu qu'après l'année qui suivra le décès de S. M. & l'employ qui aura été fait des *cent mille livres*, ce qui a été ainsi accepté par M^{rs}. les Commissaires, Directeurs & Administrateurs qui se sont obligés pour eux & leurs successeurs, d'exécuter le tout conformément aux volontés du Roi, cy. . 100000. 0. 0.

Ce Contrat a été ratifié & confirmé par Lettres-Patentes de S. M. du 17 Janvier 1757, & enregistré à la Souveraine de Lorraine & Barrois, en exécution de son Arrêt du 14 Février suivant.

Enfin, le Roi reconnoissant chaque jour l'utilité de cet établissement pour le soutien de nombre de malheureux qui, sans ces secours, courroient risque de succomber sous le poids d'une misère extrême; S. M. a jugé à propos de l'augmenter encore, en y convertissant d'autres Fondations dont Elle a jugé l'objet moins utile.

Dans cette idée, Elle rendit le 26 Novembre 1757, un Arrêt en son Conseil-Royal des Finances & Commerce, par lequel Elle ordonne que les *cinq cent livres* de France attribuées annuellement à chacun des quatre Censeurs créés par son Edit du 28 Décembre 1750, & appliquées par sa Déclaration du 15 Mai 1752, en supplément d'acquisition de livres pour la Bibliothèque publique que S. M. a fondée dans la Ville de Nancy, seront & demeureront affectées à perpétuité, & à mesure de la vacance de chacune, par accroissement aux fonds destinés à l'assistance des sujets que les maladies populaires, la grêle, le feu, ou autres fléaux mettront dans le cas d'avoir besoin d'être secourus sur

le champ par cette voie , en observant exactement pour l'administration de cette Fondation (dont l'objet fera un jour , moyennant cette addition , de *quinze mille livres* de France annuellement ,) & pour la répartition de cette somme , tout ce qui est prescrit par la Déclaration du 17 Septembre 1748 , & Lettres-Patentes sur Arrêt du 10 Mars 1749 ; dérogeant au surplus S. M. entant que de besoin aux Edits du 28 Décembre 1750 & Déclaration du 15 Mai 1752 , en ce qui est contraire à cet Arrêt , sur lequel Elle a donné le 28 dudit mois de Novembre ses Lettres-Patentes adressées à la Cour Souveraine , qui en rendit un autre le 5 Décembre , qui ordonne qu'il sera enregistré en ses Greffes , ensemble les Lettres-Patentes pour être suivis & exécutés selon leur forme & teneur , & y avoir recours le cas échéant , imprimés & affichés par tout où besoin sera.

En ajoutant à cette somme celle de *quarante mille livres* , faisant le fond des *deux mille livres* d'honoraires attribués aux quatre Censeurs-Royaux & remis à cette Fondation. 40000. 0. 0.

Le Total fera de. . . 300000. 0. 0.

CHAPITRE V.

MAISON DE RELIGIEUX DE LA CHARITÉ, *Ordre de Saint Jean-de-Dieu, fondée à Nancy.*

LA Fondation faite par le ROI pour le soulagement des pauvres de la campagne attaqués de maladies populaires , & les secours qu'il avoit ordonné qu'on portât aux malades des lieux où se feroient les Missions-Royales , parurent à S. M. exiger un autre établissement , au moien duquel Elle put être assurée de l'effet qu'Elle attendoit de ses Fondations.

C'est ce qui l'engagea de faire passer en son nom , par M. le Chancelier , devant Febvrel Notaire de son Hôtel à Lunéville , le 25 Avril 1750 , un Contrat portant ce qui suit :

1°. Le Roi fonde à Nancy une Maison composée de trois Religieux de la Charité , Ordre de St. Jean-de-Dieu , qui seront fournis à perpétuité par le Pere Provincial , & tiré du nombre des plus habils Religieux de l'Ordre en chirurgie & Pharmacie.

2°. La Ville de Nancy leur cédera & abandonnera en propriété , une maison qui lui appartient , avec le jardin & terrain fermé d'une palissade entre les deux Villes , le potager du Roi d'une part , & un chemin de Ville d'autre.

3°. Cette maison sera mise en état aux frais de S. M. suivant le plan par Elle arrêté.

4°. Il y sera fourni pareillement aux frais de S. M. des lits complets , tables , chaises , linges & autres effets nécessaires , pour l'établissement des Religieux.

5°. Le Roi accorde à chacun d'eux , une somme de *cinq cent livres* argent au cours de France pour nourriture & entretien , & *quatre cent livres* pour gages , nourriture & entretien d'un domestique.

6°. A chacune des douze Missions-Royales qui se feront par année , le Supérieur enverra un Religieux qui accompagnera les Missionnaires , pour y voir , soigner , panser & soulager sans aucune rétribution les pauvres malades qui se trouveront dans les lieux où se feront les Missions.

7°. Le Supérieur des Missions-Royales , donnera , à cet effet , chaque année au Supérieur des Religieux de la Charité , une liste des endroits où se feront les Missions-Royales , ou il l'en avertira tous les mois , afin qu'il puisse nommer un Religieux pour exécuter les pieuses intentions du Roi ; mais le Religieux ne dépendra en rien des Missionnaires.

8°. Les remèdes nécessaires , & qui conviendront aux pauvres malades , seront fournis gratuitement par les Religieux de la Charité ; pourquoi le Séminaire des Missions leur fournira annuellement une somme de *quatre cent livres* cours de France , & à ce moien , le Séminaire sera à jamais déchargé de la fourniture des remèdes , à laquelle il étoit obligé par le Contrat du 12 Juin 1748.

9°. Il sera libre au Séminaire des Missions-Royales , de rembourser aux Religieux de la Charité , le capital de cette rente de *quatre cent livres* , en leur délivrant une somme de *huit mille livres* cours de France , que ces derniers seront tenus de placer au profit de leur Fondation , pour en employer l'intérêt suivant l'intention de S. M.

10°. Au moien de la rente de *quatre cent livres* , que payera exactement le Séminaire jusqu'au remboursement du capital , S. M. lui laisse & abandonne les *quatre mille livres* portées par le Contrat du 12 Juin 1748 , dont l'intérêt sera employé à payer un domestique qui suivra les Missionnaires.

11°. Le Roi accorde pour frais de voyages & nourriture du Religieux qui accompagnera les Missionnaires dans chacune des douze Missions , une somme de *deux cent livres* cours de France par an.

12°. Cette somme de *deux cent livres* , & celle de *mil neuf cent livres* même monnoie de France , accordée par le Roi pour nourriture & entretien des trois Religieux de la Charité , & d'un domestique , conformément à l'Article 5 , leur seront payées chaque année à perpétuité , de six mois en six mois , à commencer du premier Juin 1750 , par le Receveur-Général des Finances de Lorraine & Barrois , sur la somme d'*onze mille livres* aussi cours de France ,
donnée

donnée par S. M. aux Directeurs de l'Hôpital St. Julien de Nancy, par Contrat du 21 Février 1747 ; lesquels au moien de la Déclaration que S. M. fera rendre , ne percevront plus à l'avenir & par an sur cette somme que *huit mille neuf cent livres*.

13°. Le Supérieur de la Maison de Charité fournira les Religieux qui lui seront demandés par les Directeurs nommés par S. M. pour l'exécution de sa Fondation du 17 Septembre 1748 , au sujet des maladies populaires , lesquels seront obligés de se rendre dans les lieux qui en seront attaqués , pour leur donner tous les secours dont ils seront capables.

14°. Les Directeurs de la Fondation des maladies populaires , remettront au Supérieur des Religieux de la Charité les Procès-verbaux , ou avis qui leur seront envoyés des maladies regnantes , afin que le Religieux charge d'aller y porter du secours puisse se fournir des remèdes propres & convenables , ces remèdes seront payés par ordre des Directeurs à la Maison de Charité , des deniers de la Fondation du Roi.

15°. Il sera pareillement fourni au Religieux , par les Directeurs , une somme en argent , pour les bouillons , le pain & le vin nécessaires aux malades des lieux où il sera employé , dont il rendra compte à son retour.

16°. Les frais de voyages & de nourriture pendant le tems que ce Religieux sera employé par les Directeurs , seront payés suivant la convention qui sera faite avec le Supérieur de la Maison , sur les deniers de la Fondation des maladies épidémiques.

17°. Le Religieux restera dans les Villes ou Villages attaqués de maladies populaires , pendant tout le tems qu'elle durera avec danger de communication , & jusqu'à ce que son savoir & sa prudence lui permettent d'en sortir , sans risque de retour ; & il aura soin de laisser aux Curés dans les lieux où il y en aura , & aux principaux Habitans des endroits où il n'y aura pas de Curé , le régime que devront suivre les pauvres convalescens pour un prompt & parfait rétablissement , & les Habitans en santé pour se préserver de la maladie.

18°. Il donnera exactement avis aux Directeurs , de l'état où il aura trouvé les malades auxquels il aura été envoyé , du progrès que la maladie pourroit faire , & leur rendra un compte exact à son retour.

19°. Il restera toujours à Nancy un des trois Religieux de la Charité , afin qu'il puisse , en cas de besoin , envoyer à ceux qui seront employés au dehors , soit par les Directeurs de la Fondation des maladies populaires , soit par les Missionnaires , ce dont ils pourroient avoir besoin en remèdes & autres choses.

20°. Les Freres de la Charité seront obligés de voir les prisonniers malades dans toutes les prisons de Nancy , & leur donneront gratuitement tous les secours dont ils auront besoin ; sans néanmoins être attenus de leur fournir des remèdes , & ceux qu'ils pourront fournir , leur seront payés comme ils l'ont été jusqu'à lors.

21°. Ils traiteront gratuitement les pauvres des Villes & Faubourgs de Nancy , & autres qui auront recours à eux , & ils feront toutes opérations ,

faignés , &c. suivant le genre de maladie , sans être obligés de les loger chez eux , ni de leur fournir des remèdes.

Le R. P. Amateur Meroir Religieux de l'Ordre de la Charité de S^t. Jean-de-Dieu , Supérieur du Couvent de la Charité établi à Gondreville , en qualité de Procureur fondé du R. P. Elisée Gontier Provincial & Vicaire-Général des Religieux de l'Ordre & de ses Assistans , demeurans au couvent de la Charité établi à Paris , rue des S^{rs}. Peres , par procuration jointe à la Minute du Contrat , a accepté cette Fondation aux clauses , charges & conditions ci-dessus , & s'est soumis de les exécuter fidèlement & à perpétuité.

Par Acte autentique du 5. Mai 1750 , déposé ès Minutes de Febvrel le 14 , les Officiers de l'Hôtel-de-Ville de Nancy ont agréé & ratifié ce Contrat , en ce qui les regarde , & en conséquence , ils ont abandonné aux Religieux de la Charité la maison , le jardin & les dépendances énoncés en l'Article second.

Le Roi pour loger les Religieux a depuis fait construire & meubler sur cet emplacement une maison spacieuse , dans laquelle il y a une Chapelle ornée à ses frais , ce qui a coûté suivant le relevé des mémoires d'ouvriers & fournisseurs la somme de

69234 ^{fr} 10 ^l 2 ^{ss}

Par autre Acte du premier Mai 1750 , les Supérieurs de l'Ordre de S^t. Jean-de-Dieu , ont approuvé & ratifié le Contrat de Fondation en tout son contenu & ont promis , tant pour eux que pour leur successeurs de l'exécuter à perpétuité.

Le R. P. Demenoux Jésuite Supérieur du Séminaire des Missions-Royales , l'a aussi ratifié par Acte du 5 , pour sortir son effet , en ce qui concerne les obligations qui y sont imposées au Séminaire , notamment ès Articles 7 , 8 , 9 & 10 qu'il a promis d'exécuter.

Et M^{rs}. les Directeurs de la Fondation des maladies populaires , y ont accédé , par autre Acte du même jour , en ce qui les concerne , notamment pour l'exécution des Articles 14 , 15 & 16 qu'ils ont promis d'effectuer.

Ces trois derniers Actes ont été déposés pour Minute chez Fevrel le 14.

Le Contrat du 25 Avril a été approuvé , autorisé & confirmé par Lettres-Patentes de S. M. du 27 , portant en outre , qu'Elle a fixé & réduit les dotes attribuées par le Contrat du 21 Fevrier 1747 , aux douze Garçons-orphelins & aux douze Filles-orphelines fondés à l'Hôpital S^t. Julien à *trois cent livres* pour les Garçons au lieu de *cinq cent livres* , & à *cinq cent livres* pour les Filles au lieu de *mille livres* , en conséquence de

69234. 10. 2.

laquelle modération la somme d'*onze mille livres* cours de France , qui étoit annuellement payée pour l'acquit de cette Fondation , demeurera à l'avenir & à commencer du premier Juin 1750, réduite à *huit mille neuf cent livres* au même cours, S. M. ayant disposé du surplus montant à *deux mille cent livres* en faveur de l'établissement par Elle fait en la Ville de Nancy, d'une Maison des Freres Religieux de la Charité de l'Ordre de St. Jean-de-Dieu, pour le soulagement des malades pauvres, aux charges, clauses & conditions plus amplement détaillées au Contrat du 25 Avril.

Ces Lettres-Patentes ont été envoyées & enregistrées ès Cours supérieures de Lorraine & Barrois, & particulièrement à la Chambre des Comptes de Bar, en exécution de son Arrêt du 4 Mai 1750.

Le 22 Fevrier 1753, M. Emanuel-Maurice de Lorraine Duc d'Elbeuf, remit au Roi le Domaine de Gondreville, consistant dans la ferme-générale faite à la veuve Frimont, sur le pied de *six mille livres* de Lorraine, une rente de *mil six cent livres* même monnoie, sur la recette-générale de Lorraine, une autre rente de *quatre cent livres* de France, payable par le Trésorier-Général de l'extraordinaire des Guerres à Paris, vingt milliers de foin, seize vaxels de sel, les Château, Bâtimens, droits d'affouage, de chasse, de pêche & généralement tout ce dont il jouïssoit sans aucune reserve, pour en jouir par S. M. à compter du premier Avril 1753, à charge de faire acquiter toutes les prestations, rentes & redevances dont ce Domaine est chargé, de faire remettre au Duc d'Elbeuf à Paris, annuellement & par quartier, une pension viagère de *quatre mille huit cent livres* de France, exemte de toutes espèces de retenues d'impositions; & enfin, de faire payer à l'Hôpital de Gondreville tous les ans une somme de *deux mille sept cent cinquante livres* cours de Lorraine, de manière qu'il ne puisse être inquiété par les Religieux de cet Hôpital, pour le passé ni pour l'avenir.

L'Acte de cette cession est passé sous seing privé, & signé Emanuel-Maurice de Lorraine Duc d'Elbeuf.

Le Roi se l'étant fait représenter, avec un Décrêt du 6 Novembre 1715, & les Lettres-Patentes du 11

du même mois & 3 Avril 1716, portant l'aliénation des château & domaine de Gondreville, en faveur de M. le Duc d'Elbeuf; S. M. a rendu un Arrêt en son Conseil des Finances le 2 Mars suivant, par lequel Elle ordonne qu'à l'avenir, les droits & revenus en seront perçus à son profit par le Trésorier de sa Maison, qui continuera de payer les prestations, rentes & redevances dont ces Domaines peuvent être tenus, ainsi que la rente annuelle de *deux mille sept cent cinquante livres* cours de Lorraine à l'Hôpital de Gondreville, & en outre à M. le Duc d'Elbeuf, sa vie durant annuellement, la somme de *quatre mille huit cent livres* de France par quartier, & d'avance, à commencer du premier Avril, sans retenue de vingtième, dixième ou autres impositions.

Sur cet Arrêt, le Roi donna ses Lettres-Patentes le même jour 2 Mars 1753, par lesquelles il l'adressa à la Chambre des Comptes de Lorraine, avec Mandement de le faire enregistrer incessamment, ainsi les Lettres, en ses Greffes, pour y avoir recours le cas échéant, & de tenir la main à sa pleine & entière exécution.

Le 16 Mars 1754, S. M. a rendu un second Arrêt en son Conseil des Finances, par lequel Elle a ordonné qu'à commencer du jour de la S^t. George de la même année, les pauvres de l'Hôpital de Gondreville & les Religieux établis pour sa direction, jouiront pendant la vie de S. M. du Domaine de Gondreville, circonstances & dépendances, sans en rien retenir ni excepter, & ainsi que M. le Duc d'Elbeuf l'a pû ou dû posséder, pour sur le produit des revenus de ce Domaine, lui payer annuellement, & aux termes portés en l'Arrêt du 2 Mars 1753, la somme de *quatre mille huit cent livres* de France, & payer en outre les autres charges & redevances généralement quelconques dont le Domaine & dépendances peuvent être tenus; S. M. leur permettant de démolir les Bâtimens du Château & dépendances, & de disposer des matériaux à leur profit, à la charge de fournir un logement à la Demoiselle Ronerle pendant sa vie; de payer à l'Hôpital de Nancy, à compter du jour S^t. George suivant, & tant que cette jouissance aura lieu, la somme de *mil livres* de France, pour la subsistance & l'entretien de deux

Religieux

69234.

10.

2.

Religieux que S. M. a jugé à propos d'ajouter aux trois qu'Elle y a déjà fondés pour y vaquer aux mêmes exercices & fonctions, & d'employer le surplus des revenus de ces Domaines & dépendances, au soulagement des pauvres malades ses sujets, qui se présenteront à l'Hôpital de Gondreville, jusqu'à concurrence du nombre qu'il se trouvera en état d'en recevoir, eu égard au logement & au produit de ses biens, &c.

Le Roi donna sur ce second Arrêt de nouvelles Lettres-Patentes du 21, adressées à la Chambre des Comptes de Lorraine, portant Mandement de le faire incessamment registrer, avec les Lettres en ses Greffes, pour y avoir recours le cas échéant, ce qui a été effectué le 27, en exécution de son Arrêt du même jour.

Et depuis, S. M. ayant considéré que ce nombre de cinq Religieux étoit insuffisant pour remplir ses vûes; Elle avoit eu dessein de supprimer l'Hôpital de Gondreville, pour l'unir à celui de Nancy, avec tous ses biens & n'en former qu'une seule masse; mais les Supérieurs-Majeurs des Religieux en ayant été instruits, supplièrent S. M. d'oublier ce projet, & d'accepter en place leurs offres d'une augmentation de deux Religieux à fournir dans la Maison de Nancy. Le Roi ayant bien voulu y déferer, le Pere Theophile Turpin Provincial & Vicaire-Général en France, avec ses Assistans, firent le 6 Décembre 1754, une Délibération, par laquelle ils s'obligèrent & leurs successeurs, d'entretenir dans l'Hôpital de Nancy à perpétuité, deux Religieux, outre les cinq que S. M. y avoit fondés, jusqu'à ce qu'il ait été fait dans cet Hôpital, soit par S. M. ou autres personnes bien intentionnées pour les Pauvres, quelques Fondations qui pussent en tenir lieu.

Cette délibération ayant été communiquée au Roi, il fit expédier le 23 du même mois ses Lettres-Patentes, par lesquelles, en confirmant, en tant que besoin étoit, les Fondations contenuës tant au Contrat du 25 Avril 1750, qu'en l'Arrêt du Conseil des Finances du 16, & Lettres-Patentes du 21 Mars 1754, que S. M. déclara être faites en faveur de cet Hôpital, pour le soulagement des pauvres malades & infirmes de ses Etats, sous la direction des Religieux; Elle accepta l'offre de l'augmentation à perpétuité de deux, aux cinq déjà établis, pour

tenir lieu des deux premiers qui pourroient être fondés par S. M. ou quelqu'uns de ses Sujets zélés à concourir à cette bonne oeuvre, & pour, par ces sept Religieux, régir & administrer l'Hôpital de Nancy, sous l'autorité de leurs Supérieurs, aux charges & conditions portées aux Titres de Fondations, & aux honneurs, prérogatives, franchises, exemptions, exercice de leurs professions dont jouir, ou doit jouir la Maison - Hôpital du même Institut établie à Paris; S. M. déclarant tous les Titres de cette Maison communs à cet égard, à celle de Nancy, & voulant qu'ils servent de règle à l'avenir pour son gouvernement en ce qu'ils ne seront contraires aux Titres de Fondations, & que toutes ses Cours & Juges y aient égard, tant en jugement qu'autrement; S. M. accorde en même tems pareils Privilèges à la Maison-Hôpital de Gondreville.

Ces Lettres furent adressées à la Cour & à la Chambre des Comptes de Lorraine, avec Mandement de faire jouir ces Religieux & leurs successeurs de tout leur effet pleinement & paisiblement.

Enfin, S. M. ayant considéré que la rente de *mille livres* de France affectée à la nourriture & entretien des quatrième & cinquième Religieux n'étant assurée que pour sa vie, il pourroit arriver dans la suite que cette Maison seroit réduite à cinq Religieux, & par-là hors d'état d'en supporter les charges; Elle résolut d'éviter cet inconvénient, en assignant un fond proportionné, pour la maintenir après son décès & à perpétuité, au nombre de sept, afin que les Pauvres de ses Etats en reçoivent les secours qu'Elle s'est promise de son établissement.

En conséquence, Elle fit passer en son Nom le 16 Novembre 1756 par M. le Chancelier, avec le R. P. Arcange Sevin, Prieur de la Maison de Nancy, devant Febvrel Notaire à Lunéville, un Contrat par lequel il est stipulé: Que S. M. fonde à perpétuité les 4^e. & 5^e. Religieux d'augmentation dans la Maison, qui, à ce moyen, sera toujours composée de sept Religieux qui s'occuperont exactement & perpétuellement à remplir les obligations de leur Institut & de leur Fondation, relativement aux Actes cy-devant rappelés. S. M. a promis en même tems, de faire délivrer, lors de son décès au Supérieur, une somme de *vingt mille livres* au cours de France, qui

fera par lui placée sûrement à intérêts, ou en acquisition de biens fonds au profit de la Maison, & les rentes en provenant employées à la nourriture & entretien général de ces 4^e. & 5^e. Religieux. cy.

20000. 0. 0.

Le P. Arcange Sevin a déclaré accepter, avec reconnaissance, cette nouvelle marque de la piété du Roi, & s'obliger, pour lui & ses successeurs, de faire exécuter les charges & conditions énoncées dans le Contrat & conformément aux volontés de S. M. & le R. P. Godefroy Rasset Provincial & Vicaire-Général de l'Ordre, l'a ratifié avec ses Assistans, & a promis de l'exécuter selon sa forme & teneur, par Acte authentique du premier Décembre 1756, déposé pour minute chez Febyrel le 18 du même mois.

Le Roi a aussi ratifié & confirmé ce Contrat pour sortir son plein & entier effet, par ses Lettres-Patentes du 17 Janvier 1757, adressées à la Chambre des Comptes de Lorraine, où elles ont été registrées, avec le Contrat, en exécution de son Arrêt du 14 Février suivant.

Le fond des *deux mille cent livres* de rente cédé par le Contrat du 25 Avril 1750, est de

42000. 0. 0.

Total 131234 10. 2.

CHAPITRE VI.

FONDATION POUR LES PAUVRES MALADES *Des Etats, à l'Hôpital de Plombière.*

EN l'année 1739, le Roi ayant été informé qu'il avoit été fondé dans le lieu de Plombière un Hôpital pour y entretenir des pauvres malades, que la modicité des revenus dont il se trouvoit doté, & le défaut d'administration ne permettoient pas d'y en admettre un aussi grand nombre que le Bâtiment pouvoit en contenir, en sorte que les Sujets, à qui le remède des eaux minérales de toutes espèces dont ce lieu abonde, seroit salutaire, ne tiroient pas de cet établissement tout le secours que les Fondateurs avoient eu en vue de leur procurer, S. M. résolut d'augmenter cette dotation & de remédier à la mauvaise administration de l'Hôpital, & pour y parvenir, Elle rendit le 18 Décembre de la même année, un Arrêt en son Conseil d'Etat par lequel il est ordonné :

Que l'Hôpital fondé à Plombière sera à l'avenir, à commencer au premier Janvier 1740, régi & administré par le Curé de Plombière, le Prévôt d'Arches

& trois Habitans de Plombière qu'il plaira à S. M. de nommer tous les trois ans, l'un desquels, aussi désigné par S. M. sera chargé de la recette des biens de l'Hôpital, & de toutes les dépenses arrêtées par les Administrateurs, auxquels il rendra compte, à la fin de chaque année, dans un Bureau, où M. l'Evêque de Toul, son Vicaire-Général, Archidiacre, ou tel autre Commissaire ecclésiastique par lui député, présidera, Permet S. M. aux Administrateurs d'acquérir des fonds, recevoir des legs & des donations & de faire pour le bien & l'avantage de l'Hôpital, tout ce qu'ils jugeront convenable en bons & fidèles œconomes, néanmoins sans aucune rétribution, ni honoraires. Et S. M. a nommé pour cette fois les sieurs Gravel, Florent & Gros-Jean, qui sera en outre chargé de la recette.

Le Roi voulant ensuite augmenter la dotation par une Fondation qui répondit à ses vûes, Elle fit négotier l'acquisition d'une rente proportionnée, sur l'Hôtel-de-Ville de Paris; & par Contrat passé devant Bronod & son Confrere Notaires à Paris le 8 Février 1740, il conste que M. Charles-Armand de Gontault Duc de Biron, & Dame Marie-Antoine de Beautru de Nogent son épouse, ont cédé & transporté, avec promesse de garantie, à l'Hôpital de Plombière, acceptant par le Sr. Jacques Verdeillant Desfournielles, chargé des affaires du Roi à Paris, *douze cent cinquante livres* de rente annuelle & perpétuelle, au principal au denier quarante *de cinquante mille livres*, créées & constituées au profit de M. le Maréchal Duc de Biron, par trois Contrats passés par-devant Masson & Baudin Notaires à Paris, le même jour 23 Décembre 1720; savoir, deux de *cinq cent livres* de rente, au principale de *vingt mille livres* chacun, en marge desquels est mise une mention du 19 Octobre 1722, signée Clément, qu'ils subsistent en entier; & le 3^e aussi de *cinq cent livres* de rente, au même principal de *vingt mille livres* en marge duquel est une mention du même jour 19 Octobre 1722, aussi signée Clément, portant que les *vingt mille livres* ne subsistent plus que pour *dix mille livres* de principal, & qu'à compter du premier Janvier 1722, les arérages seroient réduits à *deux cent cinquante livres* par an, laquelle réduction a été consentie par Madame la Duchesse de Biron, au nom & comme Procuratrice de M. le Duc son Mari. Pour de cette rente de *mille deux cent cinquante livres*, jouir, faire & disposer par l'Hôpital de Plombière, ses Administrateurs & leurs successeurs, à commencer du premier

Janvier

Janvier 1740. lequel transport a été fait, savoir :
 Pour les arrérages échus du premier Janvier 1740,
 moyennant bon paiement & satisfaction, & pour le
 principal, moyennant pareille somme de *cinquante*
mille livres que M. & Madame de Biron ont reconnu
 avoir reçu du Sr. Desfournielle, qui a déclaré que
 les deniers provenoient de S. M. le Roi de Pologne
 Duc de Lorraine & de Bar, cy.

50000 *livres* 0 *deniers* 0 *deniers*

Ce transport a été ratifié par Lettres-Patentes de
 S. M. T. C. du 12 Février 1740, pour être exécuté
 selon sa forme & teneur, au profit de l'Hôpital de Plom-
 bière, comme propriétaire incommutable de ces ren-
 tes, purgées de tous droits & hypothèques.

Après cette acquisition, le Roi fit passer en son Nom
 par M. le Chancelier, avec le S^r. Leopold Baron de La-
 marre, Prévôt, Gruyer & Chef de Police d'Arches,
 tant en son nom, comme Directeur de l'Hôpital de
 Plombière, qu'en qualité de Procureur-fondé des au-
 tres Administrateurs, un Contrat devant Pierrot No-
 taire de l'Hôtel de S. M. à Lunéville, en date du 29
 Mars 1740, par lequel, le S^r. de Lamarre s'est obligé,
 tant pour lui que ses Co-Directeurs & leurs successeurs
 à perpétuité.

1^o. De traiter avec les Supérieures des Sœurs-Grises
 de Metz, pour obtenir d'elles deux de leurs Sœurs, pour
 entrer & résider à l'Hôpital de Plombière, où elles se-
 ront logées, nourries, chauffées & entretenues perpé-
 tuellement sur ses revenus, y tiendront Ecole de Filles,
 & visiteront les pauvres malades ordinaires du Lieu,
 dans les tems où elles ne seront point employées à soi-
 gner & servir ceux qui seront admis à l'Hôpital, & qui
 seront l'objet de leur principale occupation.

2^o. De fournir des revenus de l'Hôpital à la subsis-
 tance & entretien, soins, médicamens & pensément
 de douze pauvres malades ou infirmes des Etats de Lor-
 raine & Barrois, six de chaque sexe, depuis le 15 Mai
 jusqu'au 15 Septembre de chacune année, lesquels ne
 seront reçus à l'Hôpital que sur les Certificats des Mé-
 decins préposés par S. M.

3^o. De faire construire aussi-tôt, fournir & garnir
 convenablement douze lits au-delà de ceux qui y sont
 déjà, pour servir aux douze malades & infirmes, pour
 la dépense desquels lits, du linge nécessaire à l'usage des

d'autre part.50000^{fr} 0 5 0 2

Pauvres & l'établissement d'une Pharmacie, achat de batterie de cuisine, meubles & ustenciles, S. M. a fait délivrer à l'instant par son Trésorier, une somme de *six mille livres* de France au S^r. de Lamarre qui a déclaré l'avoir reçue, ainsi que les Titres concernant les *douze cent cinquante livres* de rente acquises de M. le Maréchal Duc de Biron, & s'obliger d'exécuter tout ce qui est prescrit ci-devant, cy.

6000. 0. 0.

Ce Contrat a été confirmé & ratifié par Lettres-Patentes de S. M. du 11 Avril 1740, pour être suivi & exécuté suivant sa forme & teneur, & jouir par les Administrateurs de tout ce qui y est contenu, à la charge de satisfaire de leur part aux clauses & conditions y portées. L'Arrêt du Conseil du 18 Décembre 1739, le Contrat & les Lettres-Patentes de confirmation, ont été enregistrés à la Cour Souveraine, en exécution de son Arrêt du 5 Avril 1740, pour y avoir recours, le cas échéant.

Pour exécuter l'Article premier de ce Contrat, les Directeurs de l'Hôpital s'adressèrent d'abord aux Sœurs-Grises de Metz, pour avoir deux de leurs Sœurs; mais ces Religieuses manquant alors de Sujets, ne purent accepter cet établissement. Les Directeurs recoururent aux Sœurs-Hospitalières de S^t. Charles de Nancy, avec lesquelles ils firent un traité portant.

1°. Que la Maison de S^t. Charles de Nancy, enverroit dans le Bourg de Plombière, trois mois après l'Aprobation de M. l'Evêque de Toul, deux de ses Sœurs pour conduire, gouverner, soigner & soulager les Pauvres de l'Hôpital du lieu, sous la direction & l'autorité des Administrateurs.

2°. Que ces deux Sœurs ne pourront prétendre d'y être nourries saines ni malades aux frais de l'Hôpital; mais qu'il leur sera payé à chacune annuellement une somme de *deux cent livres* au cours de France, de six mois en six mois & d'avance, à commencer du jour de leur entrée, à l'effet de quoi, elles seront employées dans le tableau des charges pour les recevoir des mains du Receveur sur leurs simples quittances.

3°. Les deux Sœurs pourront depuis le 15 Mai jusqu'au 15 Septembre de chaque année, se faire aider si elles le jugent convenable par une troisième, à

56000 0. 0.

laquelle il sera payé *vingt livres* au cours de France par chacun de ces quatre mois, les frais de nourriture & de voyages restant à son compte.

4°. Les deux Sœurs qui résideront dans l'Hôpital, y tiendront l'Ecole pour les Filles du lieu, depuis le 15 Octobre jusqu'à la my-Avril.

5°. Pendant ce tems, elles soulageront aussi par remèdes & par leurs soins les pauvres malades du lieu dans leurs maisons, sans les recevoir dans l'Hôpital.

6°. Elles y seront logées dans un appartement convenable, séparé de celui des Pauvres, de celui du Chapelain & du Receveur, au cas qu'ils viendroient résider à l'Hôpital.

7°. Elle y auront chacune un lit garni & les autres ameublemens convenables à leur état, dans une Chambre particulière, qui sera suffisante pour contenir trois lits.

8°. La Supérieure de la Maison de S^t. Charles de Nancy, pourra changer & rappeler quand elle trouvera à propos celles qu'elle y aura envoyées, & en ce cas elle sera tenuë d'en substituer d'autres, & de prendre à son compte les frais de voyages.

9°. Les Sœurs qui seront envoyées à l'Hôpital, seront toujours soumises à l'autorité & juridiction de M. l'Evêque de Toul.

10°. Elles se conformeront aussi aux Usages, Statuts & Réglemens faits & à faire par les Administrateurs en tout ce qui ne sera pas contraire aux règles, état & constitutions de leur Maison de S^t. Charles.

11°. Les Administrateurs feront fournir à la Sœur oeconome de Plombière, par son Receveur, les deniers nécessaires pour la dépense ordinaire, dont elle rendra compte, ainsi que de ce qu'elle touchera d'ailleurs, aux Administrateurs, de deux mois en deux mois, ou par chaque mois au choix de ces derniers.

12°. Au moyen de la pension cy-dessus accordée, tous les profits que les Sœurs pourront faire par leur industrie, ou autrement, tourneront au profit de l'Hôpital.

13°. Les Sœurs y venant à décéder seront inhumées & leurs obsèques faits aux frais de l'Hôpital.

14°. Elles ne seront tenuës de soulager les femmes

en couche qu'après leur délivrance, & ne seront en aucuns tems obligées de secourir les personnes attaquées de maladies honteuses, non plus que les riches.

15°. Lors de leur entrée, il sera fait un inventaire de tous les meubles & effets dépendans de l'Hôpital, lequel sera signé des Parties, & renouvelé de deux ans en deux ans, ou d'année à autre, s'il échet.

Ce traité a été accepté par les Supérieure, Assistante, Procureuse & Conseilleres de la Congrégation des Sœurs Hospitalières de la Maison de Charité & Hôpital S. Charles établies à Nancy, par un Acte au bas, du 9 Mars 1741, ainsi que par les Directeurs de l'Hôpital de Plombière, pour avoir lieu du premier Avril suivant; il a aussi été approuvé & confirmé par M. l'Evêque de Toul, pour être exécuté selon sa forme & teneur, aux charges & conditions y énoncées, par autre Acte mis au bas du premier Avril 1741.

Le Roi pensa alors à faire construire un corps de logis séparé, pour recevoir les pauvres malades de sa Fondation, & pour cet effet, S. M. fit acheter plusieurs petites maisons dans le voisinage de l'Hôpital, & rendit le 27 Mars 1741 en son Conseil des Finances, un Arrêt, par lequel Elle ordonna que les maisons de Gaspard Bert, de la veuve Parisot, de Claude Antoine, de la veuve Piquot & de Pierre Claudin seroient réunies & incorporées à l'Hôpital, moyennant la somme de *cinq mille huit cent quatre-vingt douze livres quinze sols six deniers* cours de Lorraine, qui seroit payée par S. M. aux propriétaires, savoir à Bert *trois mille deux cent livres*, à la veuve Parisot *douze cent vingt-cinq livres treize sols* à Claude Antoine, *quatre cent vingt-huit livres onze sols cinq deniers*, à la veuve Piquot autant, & à Claudin *cinq cent cinquante livres*.

Et par autre Arrêt du 29 Juillet même année, Elle ordonna que cette somme de *cinq mille huit cent quatre-vingt douze livres quinze sols six deniers*, seroit remise ès mains de Morel Notaire à Remiremont pour en faire la distribution, tant aux propriétaires qu'à leurs créanciers.

En exécution de ces Arrêts, il fut passé de l'Ordre de S. M. par le S. de Lamarre, devant Morel,

plusieurs 56000. 0. 0.

ci-contre. 56000^{fr} 0 0 0

plusieurs Contrats, les 5 & 14 Octobre de la même année, par lesquels ces propriétaires & Nicolas Grillot vendirent au profit de l'Hôpital les maisons, écuries & mazures qu'ils possédoient dans son voisinage, montantes ensemble à la somme de *six mille six cent soixante dix-huit livres quinze sols* de Lorraine, qui fut fournie des deniers du Roi par forme d'augmentation à la Fondation, & distribuée aux propriétaires & à leurs créanciers hipotéquaires; laquelle somme fait en argent de France celle de

5170. 12. 8.

S. M. fit ensuite bâtir sur l'emplacement de ces maisons & mazures, un corps de logis en augmentation de l'Hôpital, dans lequel Elle fit encore faire plusieurs changemens & réparations nécessaires, ce qui lui a coûté la somme de

12498. 0. 0.

Sur les remontrances qui furent faites à S. M. que le nombre des malades, qui avoient besoin du secours des eaux, étoit considérable, & qu'on ne pouvoit en recevoir à l'Hôpital qu'un petit nombre, au delà de ceux de la Fondation, à défaut de lits, qui manquoient plutôt que la nourriture; Elle a eû la bonté d'y en faire placer douze autres pour l'équipement desquels elle a fait payer la somme de

2437. 18 4.

Au moyen de cet établissement on reçoit alternativement de trois semaines à autres sur la Fondation du Roi depuis le 15 Mai, jusqu'au 15 Septembre de chaque année, six pauvres Hommes, & six Pauvres Femmes, dans deux salles séparées, où ils sont nourris, médicamentés & soignés comme baignans, jusqu'à l'expiration de ces trois semaines, après lesquelles, pareil nombre leur succède. Ces malades sont nommés, par ordonnances du Roi signées de M. l'Intendant de Lorraine, ensuite des Certificats de Médecins & de pauvretés qui lui sont présentés, ce qui procure tous les ans, par sept envoys, quatre-vingt-quatre places, moitié pour Hommes & l'autre pour Femmes: ces envoys se font, savoir:

Le 1^{er}. du 15 Mai au 4 Juin.

Le 2^e. du 5 Juin au 23.

Le 3^e. du 24 Juin à l'11 Juillet.

Le 4^e. du 12 Juillet au 28.

Le 5^e. du 29 Juillet au 14 Août.

Le 6^e. du 15 Août au 31.

Et le 7^e. du 1^{er}. Septembre au 15.

76106. 11. 0.

Les deux Sœurs permanentes n'ayant pû suffire pour le soulagement des malades de la Fondation du Roi, & des autres Pauvres reçûs sur les Mandemens des Directeurs; la troisième, qui ne devoit séjourner à l'Hôpital que pendant la saison des eaux, est devenuë permanente aussi, par nécessité, tant pour tenir l'Ecole, que pour aider les autres. Mais S. M. s'apercevant que ces Filles ne pouvoient subvenir à remplir ses vuës en entier, par la surcharge de leur travail; Elle fit passer en son Nom par M. le Chancelier, devant Febvrel Notaire de son Hôtel à Lunéville, le 10 Novembre 1759, un nouveau Contrat, par lequel Elle a encore fondé à l'Hôpital de Plombière.

1°. Une quatrième Sœur de S^t. Charles de Nancy pour y demeurer, dès ce jour continuellement & perpétuellement, & s'y occuper, avec les trois autres, au traitement médicament & soulagement, tant des pauvres malades des Etats de Lorraine & Barrois, qui y seront envoyés en exécution de la Fondation de S. M. que de ceux du Bourg de Plombière, & à l'instruction des jeunes Filles, conformément au traité du 9 Mars 1741; laquelle Sœur sera à jamais fournie, nourrie, habillée, & entretenue à l'Hôpital de Plombière par la Maison de S^t. Charles, & à ses frais, ainsi qu'il est réglé pour les trois autres, par le traité rapellé ci-devant.

2°. Un infirmier qui sera nommé & changé à la volonté de la Sœur oëconome de l'Hôpital de Plombière, pour le soulagement des Sœurs dans les saisons des eaux seulement, annuellement & perpétuellement; lequel sera logé, nourri aux frais de l'Hôpital & gagé par la Maison de S^t. Charles.

Pour rétribution de laquelle Fondation, S. M. a promis de faire délivrer au moment de son décès à la Supérieure de la Maison de S^t. Charles de Nancy, une somme de *cinq mille livres* cours de France, qui sera par elle placée sûrement à intérêts à cinq pour cent, produisant *deux cent cinquante livres* de rente annuelle & qu'elle emploiera à l'exécution de cette Fondation, savoir: *deux cent livres* pour la nourriture & entretien de la 4^e. Sœur, & les *cinquante livres*, restant, à payer les gages de l'infirmier, jusqu'à

la délivrance de laquelle somme principale, S. M. veut bien faire payer annuellement à compter du premier Octobre 1759, à la Supérieure de St. Charles pareille rente de *deux cent cinquante livres* de France, par le Trésorier de son Hôtel, afin que dès-lors les vuës de S. M. soient remplies à cet égard, cy 5000. 0. 0.

Ce Contrat a été accepté par Sœur Marie François Chrétien Supérieure Générale des Filles de la Charité de St. Charles de Nancy, tant en son Nom, qu'en ceux du Supérieur Local, & du Conseil de la Communauté, avec promesse de l'exécuter ponctuellement tant que la rente de *deux cent cinquante livres* lui fera délivrée, ou le fond payé. Il a aussi été ratifié par M. Charles-François de Tervenus Chanoine de la Primatiale de Nancy, Supérieur Local, & les Sœurs composans le Conseil de la Supérieure Générale, par Acte Authentique, du 12 Novembre, déposé pour Minute chez Febvrel, le lendemain. Il a encore été agréé, & confirmé par Lettres-Patentes de S. M. du 19, registrées avec le Contrat ès Greffes de la Cour Souveraine & de la Chambre des Comptes de Lorraine, en exécution de leurs Arrêts des 28. Novembre & 5 Décembre de la même année.

Total 81106. 11. 0.

CHAPITRE VII.

DONATION FAITE A L'HÔPITAL St. JACQUES De Lunéville.

LE ROI ayant trouvé en arrivant dans ses Etats de Lorraine & Barrois, un établissement dans l'Hôpital de Lunéville, au moyen duquel on faisoit gratuitement & avec succès, dans les deux saisons de l'année, l'opération de la taille aux pauvres sujets atteints de la pierre, ce qui s'étoit soutenu jusqu'à-lors par différentes concessions des Ducs ses prédécesseurs, notamment du droit de Sceau du Tabellionage de Lunéville, & ce droit ayant été retiré, pour être uni aux Fermes-Générales, ce qui mettoit cet établissement dans le cas de tomber; S. M. a bien voulu le soutenir pendant sa vie, en faisant payer annuellement au Receveur de l'Hôpital une somme de *douze cent livres* de France; & pour le perpétuer après Elle, Elle engagea en 1740.

feu M. le Baron de Mefchek , alors grand Maréchal de la Cour , de faire l'acquisition d'un fonds suffisant à cet effet , & de le donner à cette Maison après sa mort & celle des usufruitiers qu'il nommeroit.

Enforte que par Contrat passé devant Pierre Notaire à Nancy le 17 Février 1740 , le S^r. Stanislas-Constantin Baron de Mefchek , acheta de Messire Pierre-Paul-Maximilien Comte Duhautoy de Guffainville , la Terre & Seigneurie de Chanteheux , située près de Lunéville , moyennant la somme de *trente six mille livres* cours de Lorraine , outre *mille livres* pour une coëffe à Madame Duhautoy , le tout payé comptant.

Et par autre Contrat du 10 Mars suivant , passé devant le même Notaire , M. le Maréchal de Mefchek , acheta encore du S^r. Fiacre Lequiader dit Launay , Traiteur des Gentils-Hommes-Cadets de S. M. & Barbe Taraillon sa femme , un corps de gagnage qui leur appartenoit au Village , ban & finage de Chanteheux & voisins , consistant en maisons de Maître & de Fermier , jardins , mazure , terres , prés , chenevières & autres dépendances , au contenu des Titres d'acquisition qu'ils en avoient faits de plusieurs particuliers & qui furent remis à Monsieur le Baron de Mefchek ; moyennant la somme de *vingt-quatre mille livres* cours de Lorraine payée comptant à Launay , qui en a promis la garantie , & d'employer *quatorze mille cinq cent livres* , de cette somme à payer ses créanciers hipotéquaires dénommés au Contrat , à la suite duquel est un état portant que ce gagnage consiste :

- 1^o. En la maison avec le jardin , contenant trois jours huit ommées vingt-deux toises.
- 2^o. Quatre-vingt deux jours & demi de terres labourables.
- 3^o. Vingt-cinq fauchées deux ommées de prés.
- 4^o. Trente jours de terres labourables & vingt-quatre fauchées de prés , d'acquisitions postérieures.

M. le Maréchal de Mefchek signa ensuite un autre Contrat passé devant Pierre le même jour 10 Mars 1740 , par lequel il est dit , que pour donner des marques de son amitié à M. Maximilien-François Duc de Tenezin Ossolinski , Grand Maître de la Maison du Roi , & à Madame la Duchesse Ossolinska son Epouse ; il leur fait donation à cause de mort , de la Terre & Seigneurie de Chanteheux , appartenances & dépendances , par lui acquise de M. le Comte Duhautoy par le Contrat du 17 Février précédent , pour en jouir du jour de son décès , pendant leur vie & au survivant d'eux deux seulement , à laquelle époque , M. le Baron de Mefchek déclare faire donation de cette Terre & Seigneurie de Chanteheux , appartenances & dépendances , de même que de tous les meubles , bergerie & marcairie qui s'y trouveront pour lors , à la Maison & Hôpital S^r. Jacques de Lunéville , pour en jouir comme d'un bien à lui appartenant , & être employé à l'augmentation des lits des malades , & au soulagement des Pauvres , soit calculeux , soit autres , dans toutes saisons de l'année , & d'année à autre , selon la prudence des Magistrats & Directeurs de l'Hôpital. Veut néanmoins le Donateur , qu'au cas que le

Roi

Roi le survivroit & M. & Madame Ossolinsky, S. M. jouisse pendant sa vie seulement, de la Terre & Seigneurie de Chanteheux, & des meubles & effets qui s'y trouveront alors; qu'après le décès de S. M. l'Hôpital entre en jouissance de ses biens, & qu'au cas que dans la suite le Souverain régnant voulut augmenter les Bosquets & Jardins du Château de Lunéville, & qu'il trouvât que Chanteheux lui convint pour cet effet, il lui soit loisible d'en retenir la propriété & jouissance, à la charge de payer & délivrer en argent comptant & non autrement, la somme de *trente-sept mille livres* de Lorraine, faisant au cours de France *vingt-huit mille six cent quarante-cinq livres trois sols deux deniers*, entre les mains du Receveur de l'Hôpital, pour être employée suivant l'intention du S^r. de Meschek, outre tous les meubles, effets mobiliers & choses réputées meubles, comme appartenant à l'Hôpital.

Par un autre Contrat passé le même jour devant le même Notaire, M. le Baron de Meschek a encore fait donation, dans les mêmes termes & sous les mêmes conditions à l'Hôpital, des maisons, jardins, terres, prés, chénevières, effets mobiliers & autres appartenances & dépendances du gagnage situés à Chanteheux, par lui acquis du S^r. Launay & de sa femme, par le Contrat du 10 Mai. Cet Acte porte aussi que, si le Souverain régnant juge à propos de joindre Chanteheux aux jardins du Château de Lunéville, il ne pourra le faire qu'à la charge de payer à l'Hôpital en argent comptant, & non autrement, la somme de *vingt-quatre mille livres* cours de Lorraine, faisant le prix de l'acquisition de Launay, pour être employée selon les intentions du S^r. de Meschek, expliquées ci-dessus.

Ces donations ont été insinuées, après la mort de M. de Meschek, au Bailliage de Lunéville, à la Requête de M. le Duc Ossolinsky premier usufruitier, & enregistrées au Greffe, en exécution d'une Sentence du 7 Juillet 1747.

Le Roi étant devenu usufruitier de cette Terre, il a fait bâtir à Chanteheux un salon magnifique, vis-à-vis la grande avenue du Château de Lunéville, & l'y a, en quelque sorte, attaché par une continuité d'allées & de jardins. C'est ce qui a engagé S. M. de faire une disposition particulière, par laquelle Elle veut, qu'après son décès, il soit payé à l'Hôpital sur le produit de sa succession, une somme de *vingt-huit mille six cent quarante-cinq livres trois sols deux deniers* cours de France, faisant le prix de l'acquisition faite de la Seigneurie, des mains de M. le Comte Duhautoy, par le Contrat du 17 Février 1740; au moyen de quoi le Roi Gendre de S. M. jouira de la Seigneurie sans en payer autre chose; à la charge par l'Hôpital d'exécuter les charges, clauses & conditions portées dans l'Acte de donation de M. Meschek &

d'employer cette somme en acquisition de biens fonds dont le produit servira à perpétuité, à entretenir un nombre suffisant de bons Chirurgiens, chargés de faire dans les deux Saisons les opérations de la pierre aux Pauvres des deux sexes de ses Etats, qui en seront attaqués, & qui se présenteront à l'Hôpital, lesquels, après y avoir été reconnus tels, y seront logés, taillés, nourris, soignés & entretenus gratuitement jusqu'à parfaite guérison. cy.

28645 ⁷⁷ 3 ² 2 ²

Indépendamment de cette somme, l'Hôpital jouira de la donation du gagnage dit de Launay, acquis par M. de Meschek des deniers de S. M. moyennant vingt-quatre mille livres de Lorraine, faisant au cours de France

18580. 12. 10.

Total 47225. 16. 0.

CHAPITRE VIII.

MAISON DE CHARITÉ de Lunéville.

Cette Maison prit naissance en 1724, sous le règne & la protection du Duc Léopold, qui donna un fonds de *trois mille livres*, avec lequel, les Directeurs acheterent de la Ville, une partie de vieille maison qui appartenait anciennement à la Commanderie de St. George.

Le Duc François autorisa cet établissement, par Lettres-Patentes du 23 Mars 1736, la prit sous sa protection spéciale, lui continua pour toujours la franchise & exemption des deniers & droits d'octrois, & ordonna qu'elle fut dès-lors administrée par un de ses Conseillers d'Etat, & une autre personne notable de la Ville, pour, conjointement avec le St. Curé de la Paroisse, régir les biens & revenus en dépendans.

Ces Lettres-Patentes furent enrégistrées à la Chambre des Comptes de Lorraine & à la Cour Souveraine, en exécution de leurs Arrêts des 10 & 18 Avril de la même année 1736.

A l'avènement du Roi dans ses Etats de Lorraine & Barrois, cette maison étoit occupée par la Demoiselle Gontier, qui y tenoit des boüillons, quelque nourriture, & des remèdes qu'elle distribuoit charitablement aux pauvres malades de la Ville. Mais S. M. s'étant apperçue que son zèle, ni les revenus de la Maison ne pouvoient y fournir suffisamment, Elle fit l'acquisition d'un jardin potager, situé au ban de Lunéville, voisin de celui de la Charité, au canton des Chenus, autrement *ès champs Frere-champ*, contenant cinq

ommées vingt verges ; moyennant *sept cent livres* cours de Lorraine. Le Contrat en fut passé par M. le Chancelier, stipulant pour le Roi, avec Jean de Laval vendeur, le premier Octobre 1745, devant Drouin, Notaire à Lunéville.

Par autre Contrat passé devant le même Notaire le 4 Novembre, le Roi stipulant par M. le Chancelier, fit donation à la maison de Charité, du jardin dont il vient d'être parlé, déchargé de tous droits d'amortissement.

Les *sept cent livres* de Lorraine, qui en firent le prix, reviennent en argent de France à 541^l 18^s 8^d

En 1746 S. M. ayant fait démolir l'ancienne Paroisse de Lunéville, à côté de laquelle la Maison de Charité étoit située, Elle ordonna qu'elle seroit aggrandie sur partie de l'emplacement de l'Eglise, & qu'après la mort de la Demoiselle Gontier, il y seroit placé deux Soeurs de St. Lazare, qui, en suivant son exemple, soulageroient les pauvres malades de la Paroisse. Dans cet vuë, Elle fit remettre une somme de *dix mille livres* cours de France, aux Directeurs de cette Maison, qui en donnèrent quittance le 15 Juillet 1746 par Acte passé devant Drouin, pour être, partie employée à l'augmentation du bâtiment de la maison, & le surplus en acquisition de rentes, ou de biens fonds, dont le produit serviroit à y entretenir, après la mort de la Demoiselle Gontier, deux Soeurs de St. Lazare, conformément aux volontés du Roi, ce qu'ils promirent de faire, & S. M. agréa ce Contrat, par un Acte signé de sa main, mis au bas de la Minute le 22 du même mois. cy. 10000. 0. 0.

S. M. ayant fait en 1748, un fonds de *soixante & douze mille livres* remis au Trésor-Royal de France, produisant *trois mille six cent livres* de rente, cours du Royaume, pour être employée au soulagement des pauvres malades des Paroisses où Elle a des bâtimens; Elle fit passer en son Nom, par M. le Chancelier, un Contrat devant Pierre Notaire à Nancy le 7 Juin, par lequel, il est réglé, que la maison de Charité de Lunéville participera dans cette rente pour *six cent livres*, à la charge que les Directeurs y entretiendront une troisième Soeur de St. Lazare, avec les deux déjà fondées par S. M. pour le soulagement des pauvres malades de la Paroisse, conformément à l'Acte ci-dessus rappelé.

La Demoiselle Gontier étant décédée, le Roi fit

10541. 18. 8.

réédifier la maison à neuf, à ses frais, sur le plan qui fut arrêté, & les Directeurs passèrent devant Febyrel Notaire de son Hôtel à Lunéville le 21 Avril 1750, un Traité avec Soeur Anne Coepliez, l'une des filles de la Charité servantes des pauvres malades, établies à Paris, grande-ruë du Fauxbourg S^t. Lazare, Paroisse S^t. Laurent, en qualité de Procuratrice spécialement fondée des Supérieure, Assistantes, oëconome & Officières, & du Supérieur Majeur de cette Communauté; par ce Traité, la Soeur Coepliez est convenüe de former en la Ville de Lunéville, un établissement de Filles de son Ordre, pour le service des pauvres malades de la Ville, & de ses Fauxbourgs & l'instruction des jeunes Filles, en voici l'extrait :

1^o. Les Officières présentes & avenirs, seront obligées de fournir & tenir toujours à l'avenir en la Ville de Lunéville, pour le soulagement des pauvres malades, & l'instruction des jeunes Filles, quatre Filles de la Charité ou plus grand nombre s'il en a besoin dans la suite, auxquelles il sera donné par M^{rs}. les Directeurs un logement commode, séparé & meublé dans la maison actuelle dite *de la Charité*, située sur la place de l'ancienne Paroisse, en laquelle elles n'auront néanmoins aucun droit de propriété, pour la quelle elles ne payeront conséquemment aucuns cens, droits Seigneuriaux, d'amortissement, capitation, taxes, impositions, ni autres choses quelconques prévues, ou non prévues, de tout quoi M^{rs}. les Directeurs promettent de les tenir exemptes, & d'y fournir sur les fonds de la maison; ils se chargent en outre des grosses & menuës réparations, & des ustenciles du logement sur les revenus de la Charité.

2^o. Les Filles de la Charité seront nourries, chauffées, blanchies & entretenues de gros linges, comme draps, nappes, serviettes, essuyemains, torchons, & tabeliers blancs, &^a. aux dépens de la Charité de Lunéville, & pour leur entretien personnel d'habits, menus linges à leur usage & de souliers, il leur sera donné par M^{rs}. les Directeurs, la somme de *cent vingt écus* ou *trois cent soixante livres* argent au cours de France, à raison de *trente écus* ou *quatre-vingt dix livres* pour chacune d'elles par an, à compter

du

10541.

18.

8.

du premier Janvier 1750, jour de leur arrivée à Lunéville, en deux payemens égaux, de six mois en six mois d'avance, sur la simple quittance de celles d'entr'elles, qui aura la conduite des autres, de laquelle somme elles ne rendront compte qu'à la Supérieure de Paris.

3°. Ces Filles s'occuperont, suivant leur institut, au service des pauvres malades de la Ville & des Fauxbourgs de Lunéville, & à l'instruction des jeunes Filles.

4°. Elles feront elles-mêmes les saignées, sirops, décoctions, tisanes & infusions aux pauvres malades, & leur administreront tous les secours qu'il conviendra, avec les boiillons, la nourriture & les ustensiles, les drogues & autres choses nécessaires, autant que pourront le permettre les revenus de la Maison, de l'emploi desquels elles rendront compte à M^{rs}. les Directeurs.

5°. L'une d'entr'elles fera assiduëment, dans une salle de leur logement, à ce destinée, l'Ecole aux jeunes Filles, dont le nombre ne pourra excéder celui de cinquante, elle n'y admettra aucun garçon de quelque bas âge il puisse être. Et lors que le service des pauvres malades, à cause de leur grand nombre, empêchera de vacquer aux Ecoles, elle les suspendra seulement pendant ce tems; pour les reprendre aussitôt qu'il se pourra.

6°. Elles vivront en particulier dans leur logement, & n'y admettront avec elles aucunes Filles, ni femmes, & ne s'engageront point au service des personnes riches, ni de leurs domestiques malades, s'ils ne sont reçus comme Pauvres à la portion de la Charité, elles ne se mêleront en aucune façon du ménage, ni des affaires domestiques de qui que ce soit.

7°. On laissera vivre ces Filles dans la pratique des exercices de piété, qui leur sont, & seront prescrits dans leur Communauté.

8°. Elles ne seront point obligées d'aller de nuit assister aucun malade, ni de rendre leurs services qu'aux Pauvres, & encore moins aux femmes dans leurs accouchemens, non plus qu'aux personnes décriées pour le vice d'impureté, ou atteintes du mal qui

en procède ; si toutes fois , les femmes accouchées sont Pauvres , on pourra leur donner pendant quelques jours la portion , comme aux autres malades.

9°. Lorsque les Filles de la Charité seront malades , elles seront traitées & médicamentées comme les Pauvres. Leur décès arrivant , le corps de la defunte sera levé par le Curé , & sera porté simplement , & sans aucune pompe funébre dans l'Eglise , les autres Filles de la Charité le suivront , ayant un cierge à la main , & après les Vigiles & une Messe haute , le corps sera enterré dans l'Eglise , ou dans le Cimetière , & outre la grande Messe , il sera célébré deux Messes basses pour le repos de la defunte , le tout sur les fonds destinés pour les Pauvres , à moins que le Curé ne veuille le faire gratis.

10°. Pour le spirituel , elles seront soumises à M^r. l'Evêque de Toul & au Curé de Lunéville , en qualité seulement de Paroissiennes ; en sorte que le Supérieur-Général de la Congrégation de la Maison de S^t. Lazare , Supérieur de la Communauté des Filles de la Charité établie à Paris , pourra faire à la Communauté de Lunéville ses visites , ou les faire faire , & leur assigner sur les lieux un Confesseur approuvé de l'Ordinaire , les changer & les rappeler quand il jugera à propos , & en renvoyer d'autres en leur place. Si le changement de quelqu'une se fait à la sollicitation de la Ville , ou de M^{rs}. les Directeurs , ou pour cause de mort , ou qu'elles soient devenues infirmes , ou aient demeuré six ans à la Maison , en ce cas , les frais de voyages seront aux dépens de la Charité. Mais si ces changemens se font pour le bien , & à la réquisition de la Communauté des Filles de la Charité , les frais de voyage , tant de celle qui sera rapellée , que de celle qui la remplacera , seront à leurs dépens.

Par Acte du même jour 21 Avril 1750 , mis au bas de la Minutte du Contrat , M. Alliot Conseiller Aulique & Commissaire-Général de la Maison du Roi , l'a approuvé au Nom de S. M. comme une suite de sa Fondation , & le 27 , les Supérieures des Sœurs l'ont ratifié en tout son contenu par Acte Authentique déposé ès Minuttes de Febyrel le 14 Mai suivant.

Et par Lettres-Patentes du 7 Février 1752 S. M. a agréé, & confirmé tous les Actes ci-devant rappelés; ensemble les Lettres-Patentes du Duc François III. du 23 Mars 1736, pour sortir leur plein & entier effet. Le tout a été enregistré, tant à la Cour Souveraine, qu'à la Chambre des Comptes de Lorraine.

Indépendamment de tous ces bienfaits, le Roi a encore contribué à la reconstruction & à l'ameublissement du Bâtiment de la Charité, par différentes sommes & en différens tems, ce qui a coûté à S. M. la somme de

17597. 5. 7.

S. M. ayant considéré, que le nombre des pauvres malades de Lunéville étoit si considérable, que les quatre Soeurs ne pouvoient subvenir à leur administrer les secours nécessaires, ni donner aux jeunes Filles les instructions dont elles sont chargées; Elle a, par un autre Contrat passé devant Febvrel le 6 Novembre 1756, entre M. le Chancelier & les Directeurs de la Maison de Charité, fondé une cinquième Sœur, pour augmenter les secours donnés aux pauvres malades de la Paroisse, & l'instruction des jeunes Filles, pour rétribution de cette Fondation, S. M. a promis de faire délivrer lors de son décès, aux Directeurs une somme de *dix mille livres* cours de France, qui sera par eux placée à intérêts, ou en acquisition de bien fonds au profit de la Maison; au moyen du paiement de laquelle somme, ils se sont engagés de mettre dès-lors, & d'entretenir à perpétuité une cinquième Sœur de la Charité, pour remplir les intentions de S. M. ci

10000. 0. 0.

Ce Contrat a été confirmé par Lettres-Patentes de S. M. du 17 Janvier 1757, pour être exécuté immédiatement après son décès, aux charges, clauses & conditions y portées, & il a été enregistré, avec les Lettres au Greffe de la Cour Souveraine, en exécution de son Arrêt du 14 Février.

Enfin, le Roi trouvant encore ce nombre de cinq Socurs insuffisant pour remplir les besoins de cette Maison, dont l'établissement lui a paru chaque jour plus utile; a fait passer le 19 Mai 1759, devant Febvrel, un Acte entre M. le Chancelier, au Nom de S. M. d'une part, & M^{rs}. les Général, Assistans,

38139. 4. 3.

ci-contre. 38139^{fr} 4^{sr} 3^{sr}

Prieur, sous-Prieur & Chanoines Réguliers composant le Chapitre de la Maison de Lunéville; d'autre part, au sujet de la suppression du Titre Abbatial, & de la réunion des biens de la Manse Abbatale à celle de la Manse capitulaire; par lequel il est porté, entr'autres Fondations, à l'article 9.

Que les Chanoines Réguliers se chargent de délivrer, lors de la vacance de l'Abaye par la mort du Titulaire, ou autrement, à la Maison des Sœurs de la Charité de St. Lazare, établie à Lunéville, une somme de *cinq cent livres* cours de France par année, & à perpétuité pour l'établissement, nourriture & entretien d'une sixième Sœur, qui sera envoyée par leur Supérieur-Général, pour le secours des pauvres malades de la Paroisse, & l'instruction des jeunes Filles.

On sollicite actuellement à la Cour de Rome, les Bulles de suppression du Titre Abbatial, sur le consentement qu'y ont donné leurs M. T. C. & Polonoise.

Total 38139. 4. 3.

CHAPITRE IX.

CONSTRUCTION DE L'ÉGLISE DE ST. REMY, *Et bienfaits à la Fabrique de la Paroisse, & à la Ville de Lunéville.*

LE ROI ayant trouvé l'Eglise Paroissiale de St. Jacques de Lunéville, dans un état de vétusté, qui exigeoit sa réédification, prit la résolution, en 1745, de la faire démolir, de faire en même tems achever celle de l'Abbayé de St. Remy, commencée sous le règne du Duc François, & d'y faire transférer le service de la Paroisse; ce qui a été exécuté, au moyen d'une dépense de *cent trente quatre mille deux cent cinq livres onze sols deux deniers* de France, que S. M. a fait payer aux Ouvriers employés au parachevement de l'Eglise, à la construction des Tours, de l'Orgue, & des Ornaments qu'Elle y a fait faire, cy 134205. II. 2.

Et

En 1742 le 28 Juin, Le Roi fit passer en son Nom, devant Pierre Notaire à Nancy, un Contrat entre M. le Chancelier pour S. M. Les Prieur & Chanoines Réguliers de l'Abaye de S^t. Remy, les Fabriciens de la Paroisse S^t. Jacques de Lunéville, & les P. P. Jésuites des Missions-Royales, par lequel S. M. a fondé une Procession annuelle & perpétuelle, le Vendredi lendemain de l'Octave du S^t. Sacrement, jour de la Fête du Sacré-Cœur de Jesus, en mémoire de la plantation de la Croix de Mission, érigée à Lunéville, sur le chemin de Huviller, le premier du même mois de Juin.

Il est porté dans ce Contrat, que cette Procession sera annoncée aux Prônes des deux Messes Paroissiales du Dimanche précédent, que le lendemain de l'Octave de la Fête-Dieu, il sera chanté le plus solennellement que faire se pourra en l'Eglise Paroissiale, par le S^t. Curé, ou ses Vicaires, à neuf heures, une grande Messe suivie d'un Sermon en l'honneur de la Croix, qui sera prononcé par un des Missionnaires de la Mission-Royale; que les Vespres se chanteront à trois heures, après lesquelles on ira Processionnellement de la Paroisse à la Croix plantée sur le chemin de Huvillé, à laquelle Procession tous les Corps de la Ville seront invités d'assister, que le Prédicateur Missionnaire, outre le Sermon du matin, sera obligé de faire au pied de la Croix, lors que la Procession y sera arrivée, une exhortation sur ses Mystères; que l'on en reviendra processionnellement à la Paroisse en chantant, comme on aura fait en allant, des Pseaumes, Hymnes & Cantiques à l'honneur de la Croix; qu'au cas, que la Croix existante, vint à être renversée, soit par accident, ou vétusté, elle sera relevée, ou remplacée par une autre simple & sans ornemens, aux frais de la Fabrique de la Paroisse de Lunéville; que la Procession se fera pour la première fois, le Vendredi lendemain de l'Octave du Très-S^t. Sacrement de l'année 1743, & continuera à pareil jour d'année à autre à perpétuité.

Pour rétribution de cette Fondation, S. M. a fait payer comptant aux Chanoines Réguliers de l'Abbaye de S^t. Remy, comme Curés primitifs, de la Paroisse S^t. Jacques, pour le service & la Procession annuels,

une somme de *mille livres* de France & pareille somme à la Fabrique, entre les mains de Claude-François Chavanne alors Fabricien, dont la rente sera employée chaque année à la fourniture du luminaire des linges, des Ornaments d'Autel & de la sonnerie nécessaire, tant pour le service que pour la Procession, cy. 2000. 0. 0.

Indépendamment de ces *deux mille livres* les P. P. Missionnaires ont aussi reçu *mille livres*, dont la rente doit, servir à payer annuellement & à perpétuité les frais du voyage, que sera obligé de faire à Lunéville le Missionnaire chargé du Sermon & de l'exhortation.

Le Roi a chargé, par une clause particulière du Contrat, le Lieutenant-Général de Police, les Conseillers & Officiers de l'Hôtel-de-Ville de Lunéville, de veiller à l'exécution de la Fondation.

Le 12 du même mois de Juin, M. l'Evêque de Toul a agréé & approuvé le projet de cette Fondation; a permis au Curé de Lunéville de célébrer la Messe, & les Vespres, de faire la Procession, de faire au retour dans la Paroisse, un Salut, avec les Prières & cérémonies accoutumées, & de donner la Bénédiction au peuple avec le S^t. Sacrement dans l'Ostensoir, &c.

Ce Contrat a été ratifié par M. le Général des Chanoines Réguliers, & accepté par le Recteur des Jésuites du Noviciat de Nancy, au nom du R. P. Provincial, par Actes des 30 Juin & 2 Juillet 1742, joints à la Minute.

Par un autre Contrat passé devant Aubertin, Notaire à Lunéville le 9 Juillet 1745. M. le Général des Chanoines Réguliers, Abbé de S^t. Remy, & les Prieur & Chanoines de l'Abbaye de Lunéville, en reconnaissance des bienfaits dont le Roi n'a cessé de les combler, se sont engagés pour eux & leurs successeurs, de chanter pour S. M. une Messe solennelle chaque année le 9 de May, pendant sa vie, & après son décès, de faire à perpétuité, par chacune année un Service solennel, avec Vigiles pour le repos de son ame.

Le 29 Novembre 1745, il a été passé, de l'agrément du Roy, entre les Abbé, Prieur & Chanoines Réguliers de l'Abbaye & les Officiers de l'Hôtel-de-Ville

de Lunéville, devant Pierre Notaire à Nancy, au sujet de la translation de la Paroisse St. Jacques dans l'Eglise de l'Abbaye, une Transaction par laquelle les articles suivans ont été convenus & arrêtés, sous l'agrément de M. l'Evêque de Toul.

1°. Les Abbé, Prieur & Chanoines Réguliers consentent que leur Eglise Abbatiale serve à perpétuité de Paroisse aux Bourgeois & Habitans de la Ville de Lunéville & de ses dépendances, & que toutes les Fonctions pastorales y soient faites, sous l'autorité & la juridiction de M. l'Evêque de Toul, & de ses successeurs, ainsi & de même qu'elles se faisoient dans l'Eglise Paroissiale de St. Jacques.

2°. Ils cèdent aux Habitans une Tour de l'Eglise pour y poser les Cloches appartenantes à la Paroisse.

3°. Les Bourgeois & Habitans demeureront chargés de l'entretien de cette Tour, de la construction du belfroy, & de toute la charpente nécessaire pour élever & poser leurs Cloches, de leur entretien, sonnage, cordes nécessaires & généralement de tout ce qui concernera les mêmes Cloches, ensemble des abavents des vitreaux.

4°. Les Paroissiens seront & demeureront chargés de la fourniture de l'Horloge qu'ils feront poser, de son entretien, & des gages de celui qui sera préposé pour avoir soin de la monter.

5°. Les Chanoines Réguliers s'obligent à la fourniture & à l'entretien à perpétuité de tous les vaisseaux Sacrés & autres nécessaires pour le service de l'Autel, & la célébration de tous les Offices de la Paroisse, de fournir & entretenir les chandeliers, crucifix, bénitiers, burettes, & leurs plats, les clochettes, les dais, les écharpes, les chappes, chasubles, étolles, manipules, tuniques, les bources, palles, voiles de calices, coussins & tapis d'Autel, les bouquets, tablettes qui se mettent au milieu des Autels & aux extrémités, communément appelées canons, les éteignoirs, les cierges, les croix, bierres, chandeliers de morts, pupitres de cœur & d'Evangiles, les sièges des chantres & des officians, tous les linges d'Eglise, comme aubes, surplis, rochets pour le Curé & les Vicaires, & pour les enfans, au nombre de quatre, qui servent

à l'Autel, les bonnets quarrés, les cottes de drap bleu pour ces quatre enfans, les corporeaux, les purificateurs, les amits, les nappes d'Autel, les nappes de communion, les *lavabo*, les essuyemains des Sacristies & leurs roulots, les lavoirs, les draps mortuaires, les missels, rituels, processionaux, les livres de cœur comme antiphonaires, graduels, & généralement tous les meubles nécessaires pour l'Office & les Services de la Paroisse, à l'effet de quoi tous les linges actuels de la Paroisse leur seront remis sans inventaire.

6°. Il sera dressé un inventaire exact de tous les Ornaments, du poids & du titre de l'argenterie, des chandeliers de toutes espèces & des autres effets appartenans aux Paroissiens, lesquels seront ensuite remis aux Chanoines Réguliers, avec une copie de l'inventaire pour demeurer à leur garde & servir à l'usage de l'Eglise, cet inventaire sera dressé en présence d'un Commissaire de l'Hôtel-de-Ville & du S^r. Prieur ou autre préposé de la part des Chanoines Réguliers, pour être joint à la Minute de la Transaction & y avoir recours le cas échéant. Et s'il arrivoit qu'on fit construire dans la suite une Eglise Paroissiale, & que celle des Chanoines Réguliers n'en servit plus, ils seront obligés de rendre le tout au contenu de l'inventaire, & dans l'état qu'il sera pour lors, à moins que par le long usage il n'y ait des Ornaments absolument usés, & le cas arrivant, les Chanoines Réguliers en avertiront les Officiers de la Fabrique, pour en être fait mention sur l'inventaire & en être rayés.

7°. Les Sacristains nécessaires pour le service de la Sacristie seront au choix des Chanoines Réguliers, attendu qu'ils sont chargés des fournitures de linges, des Ornaments & de leur entretien.

8°. Si par incendie ou quelqu'autres défastres imprévus, les Ornaments, vases Sacrés & autres effets d'argent ou de métal périssent, les Chanoines Réguliers ne seront point obligés de les représenter.

9°. Les Prieur & Chanoines Réguliers s'obligent de fournir le bois de Scaristie, l'encens & tout le luminaire en cire blanche, en quoi il puisse consister pour le Service de la Paroisse, à condition que les cierges d'offrandes & des pains bénits leurs seront abandonnés.

10°. Les cierges qui se distribuent le jour de la Purification aux Officiers de l'Hôtel-de-Ville, & à quelques personnes qualifiées, demeureront à la charge de la Fabrique, & non à celle des Chanoines Réguliers.

11°. Ils s'engagent à fournir l'huile nécessaire pour la lampe qui brûlera perpétuellement devant le S^t. Sacrement.

12°. Ils fourniront un Organiste à leurs frais pour les Offices de la Paroisse seulement, & l'entretien-général de tout l'Orgue & des dépendances sera toujours à leur charge.

13°. Les droits des enterremens qui se feront dans l'Eglise des Chanoines Réguliers leur appartiendront à eux seuls, sans que la Fabrique puisse y rien prétendre, même dans la nef.

14°. Quoique par la Transaction les Chanoines Réguliers s'engagent à l'entretien ordinaire de leur Eglise; Si néanmoins il arrivoit des grosses réparations à faire aux vitres, pavé & voutes de la nef, les Paroissiens seront obligés d'y contribuer pour moitié, de même qu'au blanchissage le cas échéant.

15°. Les Paroissiens demeureront chargés de faire balayer & nettoyer le pavé, la voute & les murailles de la nef; le chœur en entier & ce qui l'environne étant à la charge des Chanoines Réguliers.

16°. Il leur sera payé, chaque année, la somme de *neuf cent cinquante livres* argent au cours de Lorraine, faisant en monnoye de France celle de *sept cent trente-cinq livres neuf sols sept deniers*, pour les fournitures & l'entretien à perpétuité des vaisseaux sacrés, ornement, livres de chœur, du linge, de son blanchissage, d'un Organiste, du luminaire & généralement pour toutes les fournitures énoncées aux Articles 5, 8, 10 & 11, sans pouvoir jamais y déroger.

17°. Les Paroissiens auront l'usage de l'Eglise Abbatiale de S^t. Remy, ainsi qu'ils avoient de la Paroisse de S^t. Jacques. Les Offices s'y feront aux heures convenables, au maître Autel, & les Messes fondées s'y acquiteront aux heures réglées, de même que les Services des Confréries.

18°. Ils conserveront toujours S^t. Jacques pour leur Patron, & la Fête y sera célébrée avec les solemnités ordinaires.

19°. Au cas qu'il plut à S. M. permettre l'établissement des bancs dans la nouvelle Eglise, ils se feront à frais communs, entre les Chanoines Réguliers & la Fabrique, & le produit des places vendues, par-devant les Officiers de Fabrique, se partagera par moitié.

20°. Si S. M. ne veut que des chaises, elles seront pareillement fournies à frais communs, & le produit aussi partagé par moitié.

21°. Si la fourniture s'en laisse à un particulier moyennant une rétribution annuelle, dont il sera convenu avec lui, entre les Officiers de la Fabrique & le Prieur des Chanoines Réguliers, ou un préposé de sa part, la rétribution sera également partagée entre la Fabrique & le Chapitre des Chanoines Réguliers.

22°. Il sera construit des fonds Baptismaux, dans l'Eglise des Chanoines Réguliers aux frais des Paroissiens, & leur entretien sera pareillement à leur charge.

23°. Dans le cas de l'établissement d'une autre Paroisse, l'intention expresse du Roi, est, que tous les Autels construits dans l'Eglise des Chanoines Réguliers, & expressément le maître Autel de marbre, transporté de l'ancienne Paroisse, ensemble la Chaire de Prédicateur, les Confessionaux & généralement tout ce que S. M. a ordonné & ordonnera être fait dans l'Eglise, y reste, sans que les Paroissiens puissent jamais en rien enlever, ni rien prétendre, pour cette raison.

24°. Le Roi voulant donner aux Paroissiens de la Ville de Lunéville, des marques signalées de ses bontés dans la translation de la Paroisse St. Jacques dans l'Eglise des Chanoines Réguliers, & les mettre en état de leur payer les *neuf cent cinquante livres* convenuës pour les charges ci-devant détaillées; a fait don à la Fabrique de la somme de *dix-neuf mille livres* cours de Lorraine, faisant en argent de France celle de *quatorze mille sept cent neuf livres treize sols six deniers*, qui est le fonds de cette rente. A charge par la Fabrique de faire chanter tous les ans, dans la Paroisse, une Messe solennelle pour la conservation de S. M. & de la Reine son Epouse, le 20 Octobre, jour de la Naissance de S. M. & un Service à perpétuité le jour de sa mort & de celui de la Reine, pour le repos de leurs Ames; ces deux Services réduits à un,

après le décès de leurs Majestés; & le tout acquité aux frais de la Fabrique.

25°. Cette somme de *dix-neuf mille livres* sera délivrée aux Chanoines Réguliers, au moyen de quoi la Fabrique sera déchargée de leur payer les *neuf cent cinquante livres* de rente portées en l'Article 16, & si les Paroissiens de Lunéville faisoient dans la suite construire une nouvelle Paroisse, & que l'Eglise de l'Abbaye n'en servit plus, les Chanoines Réguliers seront obligés de rendre cette somme à la Fabrique, ou de lui en payer la rente à cinq pour cent, jusqu'au parfait remboursement.

Le même jour 29 Novembre 1754, M. le Général des Chanoines Réguliers a ratifié cette Transaction, par Acte mis au bas de la Minute. Et le 3 Décembre suivant, M. l'Evêque de Toul l'a aussi approuvé pour être suivie & exécutée; en conséquence, il a ordonné que le Service de la Paroisse de Lunéville & Annéxes, sera & demeurera transféré en l'Eglise Abbatiale de S. Remy, laquelle seroit en même-tems Eglise Paroissiale, pour y être fait le Service à perpétuité, sous son autorité & juridiction Episcopale, ainsi & de même qu'il se faisoit en l'Eglise de S. Jacques, & aux clauses & conditions énoncées en la Transaction.

Par Arrêt du 17 du même mois de Décembre, le Conseil d'Etat a homologué cette Transaction pour être suivie & exécutée, & a ordonné qu'elle seroit enregistrée pour y avoir recours le cas échéant, ce qui a été fait au Greffe du Conseil le 10 Janvier 1746, & le 17 en celui du Bailliage de Lunéville, en exécution d'une Sentence du même jour, & enfin au Greffe de la Cour Souveraine de Lorraine le même jour 17 Janvier en exécution de son Arrêt du 10.

Le 18 Novembre de la même année, les Prieur & Procureur de l'Abbaye de S. Remy, ont donné quittance de la somme de *quatorze mille sept cent neuf livres treize sols six deniers* cours de France, faisant celle de *dix-neuf mille livres* de Lorraine, qu'ils ont reconnu avoir reçue en trois fois des mains du S. Rétel Trésorier de l'Hôtel de S. M. en exécution de la Transaction. cy

	14709.	13.	6.
Total	150915.	4.	8.

CHAPITRE X.
FONDATIONS A LA CHAPELLE
*Du Château, à l'Eglise de St. Remy, & avantages
faits à la Ville & aux Pauvres
de Lunéville.*

LA résidence que le Roi a fait à Lunéville, de préférence à ses autres maisons, fit naître à S. M. en 1759, l'idée de perpétuer, dans la Chapelle de son Château les hommages & les Adorations qu'Elle y a rendus à Dieu depuis son avènement sur le Thrône de Lorraine, & de faire en même-tems un bien essentiel à la Ville & aux Pauvres de Lunéville, en renonçant au droit de nommer en commende à l'Abbaye de St. Remy, en cas qu'elle vint à vacquer du vivant de S. M. & en engageant le Roi son Gendre, de consentir à la suppression du Titre Abbatial, pour laisser la jouissance entière de ses biens, après le titulaire actuel, aux Chanoines Réguliers de cette Maison, à la condition de remplir les vûes de S. M.

Et pour effectuer ce projet, Elle fit passer en son Nom par M. le Chancelier, devant Febvrel Notaire de son Hôtel à Lunéville le 19 Mai 1759, avec M. le Général des Chanoines Réguliers, ses Assistans, Prieur, Sous-Prieur, Procureur & autres Chanoines Réguliers, composant le Chapitre de la Maison de Lunéville, un Contrat par lequel, ces derniers se sont engagés de faire exécuter à perpétuité les charges, clauses & conditions suivantes.

1°. Immédiatement après le décès de S. M. ils diront tous les jours à dix heures une Messe basse, dans la Chapelle du Château de Lunéville, suivant les intentions du Roi.

2°. Ils célébreront dans la même Chapelle, tous les ans, quatre Services solennels avec grandes-Messes. Le premier, le 4 Février, jour du décès du Prince Pierre-Raphaël Pere du Roi. Le second, le 19 Mars, jour de la mort de la Princesse Catherine Reine de Pologne son Epouse. Le troisième, le 20 Août, jour du décès de la Princesse Anne, Mere du Roi. Et le quatrième au jour que le décès de S. M. arrivera, applicable pour le repos de leurs Ames. Et au cas qu'il se trouveroit quelque empêchement pour les jours fixés, les Services se feront aux autres jours les plus prochains.

3°. Tous les Samedis Saints, vers les huit heures du soir, ils feront dans l'Eglise de St. Remy, la cérémonie de la Résurrection de Notre Sauveur, ainsi qu'elle se fait tous les ans, à la Chapelle du Château, depuis le séjour
du

du Roi à Lunéville, & ils viendront Proceffionnellement de leur Eglise à la Chapelle le jour de la Fête Dieu, & celui de son Octave.

4°. Ils diront tous les Dimanches de l'année dans la même Chapelle une Messe basse, pour le repos de l'Ame du Roy, après son décès, & ils continueront de la dire pendant sa vie, ainsi qu'ils le font déjà, à l'honneur de la divine Providence indépendamment de celles énoncées aux Articles première & second.

5°. Ils fourniront à perpétuité tout ce qui sera nécessaire pour la décoration & le Service de la Chapelle, tant en meubles, ornemens, luminaire, linges, livres de chœur, que pain, vin & généralement tout ce qu'il faudra pour la décence du Service Divin.

6°. Au cas que la Chapelle ne fusteroit plus par des raisons de convenance, vetusté, ruine totale, ou par d'autres motifs qu'on ne peut prévoir, tous les objets cy-dessus seront exécutés dans l'Eglise de S^t. Remy.

7°. Lors de la vacance de l'Abbaye, par la mort du Titulaire, ou autrement, les Chanoines Réguliers renonceront pour toujours à la somme de *douze cent livres* cours de Lorraine, que la Ville de Lunéville paye tous les ans à leur Maison, pour la pension d'un Préfet & de quatre Régens chargés d'enseigner à la jeunesse les humanités dans leur Collège public; l'entretien de ces Préfet & Régens restera pour toujours à leur charge, conformément aux Actes de l'établissement du Collège, sans que la Ville puisse jamais avoir aucune obligation à remplir à cette occasion.

8°. Ils délivreront annuellement & perpétuellement aux Freres des Ecoles Chrétiennes, fondées par le Roi à Lunéville, une somme de *trois cent livres* cours de France, pour l'établissement, l'entretien & la nourriture d'un cinquième Frere, que leur Supérieur-Général fournira par augmentation pour l'instruction des Pauvres enfans mâles de la Ville.

9°. A la Maison des Soeurs de la Charité de S^t. Lazare établie à Lunéville, une somme de *cinq cent livres*, aussi cours de France, par année & à perpétuité, pour l'établissement, la nourriture & l'entretien d'une sixième Soeur qui y fera envoyée par leur Supérieur-Général, pour le secours des pauvres malades de la Paroisse & l'instruction des jeunes Filles.

10°. L'intention du Roi étant qu'il soit distribué chaque année, par M. le Curé, le 2 Novembre, jour des Trépassés après le Service de la Paroisse, une somme de *cent livres* de France, aux Pauvres les plus nécessiteux; les Chanoines Réguliers seront tenus de fournir à perpétuité cette somme pour être employée suivant la volonté de S. M.

Par le même Contrat S. M. a cédé & abandonné en toute propriété, aux Chanoines Réguliers, tous les meubles, argenterie, vermeil, linges, ornemens, livres de chœur & autres effets, qui sont actuellement, ou qui existeront dans la Chapelle du Château de Lunéville, & dans sa Sacristie au moment que ce Contrat aura lieu; avec liberté de les enlever & transporter quand ils le jugeront à propos, en fournissant par eux exactement tout ce

qui sera nécessaire à la Chapelle pour l'entière exécution des dispositions ci-devant détaillées.

S. M. a promis de ne point nommer en commande, ni autrement à l'Abbaye de St. Remy, en cas qu'elle vint à vacquer de son vivant; d'employer son crédit en Cour de Rome, pour obtenir la suppression du Titre de cette Abbaye, & la réunion de ses biens & droits à la Manse conventuelle, & enfin d'engager le Roi T. C. de se joindre à Elle pour l'obtention des Bulles,

Dès le premier du même mois de Mars, S. M. T. C. avoit déjà fait savoir au Roi Fondateur, que non seulement Elle favoriseroit ce projet à la Cour de Rome, mais qu'Elle vouloit bien encore prendre sur Elle l'engagement d'exécuter ses intentions au cas qu'il plairoit à Dieu de disposer de S. M. P. avant la mort du Titulaire actuel de l'Abbaye de St. Remy. Ce qui est constaté par une Lettre de M. le Duc de Choiseuil, Ministre des affaires étrangères jointe à la Minute du Contrat.

Pour l'exécution de ce projet, on sollicite en Cour de Rome, comme il est déjà dit au Chapitre 8 du présent Recueil, des Bulles de suppression du Titre Abbatial après la mort de l'Abbé actuel, & de réunion de tous les biens de cette Abbaye à la Manse Capitulaire.

Le 24 Octobre 1758, le Sous-Prieur des Chanoines Réguliers de Lunéville & le Curé de la Paroisse, signèrent un Acte privé, par lequel ils s'engagèrent au nom du Chapitre de leur Maison, de dire tous les Dimanches de l'année, depuis cette époque, dans l'Eglise de l'Abbaye, une Messe basse en action de grâces à la Providence pendant la vie du Roi, & de la continuer après sa mort à perpétuité, pour le repos de son Ame. Mais S. M. ayant désiré qu'il en fut fait un Acte authentique, M^r le Chancelier en signa, devant Febvrel Notaire à Lunéville, le 19 Juin 1760, un Contrat par lequel les Chanoines Réguliers assemblés & comparant dans l'Acte, ont promis d'effectuer à perpétuité les intentions du Roi qui, à cet effet, leur a fait payer comptant une somme de *six cent livres* pour servir de fonds cy. 600 # 0 5 0 2

CHAPITRE XI.

FONDATION DE MESSES AUX MINIMES de Lunéville.

SA Majesté la Reine, ayant aussi voulu laisser à perpétuité dans la Ville de Lunéville, des marques de sa piété, à faire passer par le St. Pierre Romain Marchand Intendant de sa Maison, avec les RR. PP. Minimes devant Galland Notaire en la même Ville & l'Evêque son confrère, qui en a la Minute, le 15 Septembre 1746, un Contrat par lequel S. M. a fondé en

l'Eglise de PP. Minimes, de Lunéville une Messe basse qui se dit tous les jours, depuis le 16 du même mois, & se continuera à perpétuité à dix heures du matin, à l'intention de S. M. ce qu'ils se sont obligés de faire au moyen du paiement d'une somme de *six mille livres* au cours de France qui leur a été remise comptant par le St. Marchand, & dont le Contrat porte quittance. cy 6000 ^{fr} 0 ⁵ 0 ²

CHAPITRE XII.

MESSES FONDÉES AUX DOMINICAINS de Nancy.

PAR Contrat passé devant Pierre Notaire à Nancy le 15 Février 1746, entre M. le Chancelier stipulant pour le Roi, & les Prieur & Religieux Dominicains de la Maison de Nancy; S. M. a fondé, dans leur Eglise, douze Messes basses de *requiem* à l'intention des ames du Purgatoire les plus abandonnées & qui ne sont pas aidées des prières de leurs parens & amis; S. M. ordonne que ces Messes soient dites par les RR. PP. Dominicains, les premiers Vendredis de chaque mois de l'année à perpétuité à neuf heures du matin, tant en Eté qu'en Hiver, à commencer le Vendredi 4 Mars 1746, & ainsi continuer tous les premiers Vendredis de chaque mois; & à la fin de chacune de ces Messes, le célébrant récitera au pied de l'Autel le *Deprofondis*; au cas que quelques-uns des jours de premiers Vendredis des mois se trouvent empêchés par quelques Fêtes d'obligation de Messe, celles de la présente Fondation seront dites le lendemain des Fêtes sans aucun retard. Pour rétribution de ces Messes & pour la fourniture du pain, du vin, du luminaire, des ornemens & des autres choses nécessaires à leur célébration; S. M. a fait payer comptant aux Dominicains, la somme de *mille livres* de France, dont ils ont donné quittance sur le Contrat, avec promesse d'en effectuer les obligations. cy 1000 ^{fr} 0 ⁵ 0 ²

Par le même Contrat S. M. a chargé les premiers Prélats & Procureur - Généraux de ses Cours Souveraines, le Lieutenant - Général de Police & les Officiers de l'Hôtel-de-Ville de Nancy, de veiller à l'exécution de cette Fondation.

Total 1000. 0. 0.

CHAPITRE XIII.

HOSPICE DE CAPUCINS

Etabli à la Malgrange & bien-faits à leur Maison de Nancy.

EN 1742, le Roi a fait bâtir près du Château de la Malgrange, une Chapelle dédiée à S^t. Félix de Cantalice, avec une maison où S. M. entretient depuis le 14 Septembre jour de la Bénédiction de la Chapelle deux Religieux Prêtres & un Frere Capucins, qui se tirent de la Maison de Nancy, laquelle leur fournit la subsistance, le chauffage, l'habillement & la dépense de Sacristie.

En 1744 S. M. a fait rétablir à neuf & à ses frais une Aile de la Maison de Nancy, & y a fait des réparations qui lui ont coûté la somme de *trente-six mille cinq cent vingt-deux livres onze sols sept deniers* cours de France. cy

36522 [#] 11 ^s 7 ^d

En reconnoissance de ces bien-faits, la définition de la Province de Lorraine, a donné un Acte sous seing privé le 9 Juin 1745, par lequel les Capucins s'engagent.

1°. D'entretenir à perpétuité, selon leur état, tant la Maison de la Mal-grange, que les deux Religieux Prêtres & un Frere Laic, pour y servir Dieu & le prochain.

2°. D'appliquer tous les Vendredis de l'année pour le Roi & la Reine, une Messe à l'issuë de laquelle le célébrant, accompagné, récitera les Litanies de la Passion au pied de la Croix, qui termine les Stations érigées par la piété de S. M.

3°. De faire assister la Communauté de Nancy, avec les Religieux de la Mal-grange, le jour de l'Exaltation, à la Procession annuelle fondée par S. M. dont le Sermon sera à la charge de la Communauté.

4°. De faire assister la Communauté de Lunéville à la Procession qui s'y fait annuellement le jour de l'Invention de la Croix de Mission; le tout conformément aux intentions de S. M.

Par autre Acte de la même définition du 3 Janvier 1747, Elle s'est engagée de faire dire, pendant la

vie 36522. 11. 7.

ci-contre. 36522 ^{fr} 11 ^{sh} 7 ^{den}

vie du Roi, tous les jours une Messe dans les Couvents de Nancy & de Lunéville à l'intention de S. M.

Enfin le 25 Octobre 1758 le R. P. Pascal Provincial des Capucins de Lorraine, signa, au nom des Religieux de sa Province, un Acte par lequel il promit de faire dire tous les Mardis de chaque semaine dès lors & à perpétuité, une Messe basse à l'Autel de S^t. Antoine de Padoine de leur Eglise de Lunéville, en action de grâces à la divine Providence pendant la vie du Roi, & après son décès pour le repos de son Ame. S. M. leur a, pour cet effet, fait payer une charité de *six cent livres* pendant le mois de Juin 1760. cy

600. 0. 0.

Total 37122. 11. 7.

CHAPITRE XIV.

FONDATION DE BOÜILLONS

En faveur des pauvres malades des lieux où le Roi a des Bâtimens.

EN 1747, le Roi conçut le dessein de contribuer au soulagement des pauvres malades des Paroisses, sur le territoire desquelles S. M. a des Châteaux & maisons, & pour y parvenir, Elle fit d'abord remettre au Trésor-Royal de France une somme de *soixante douze mille livres*, dont le S^t. Gaudion de la Grange, donna le 13 Février 1748, sa quittance enrégistrée au Contrôle-Général des Finances le 21 par M. Machault. cy 72000 ^{fr} 0 ^{sh} 0 ^{den}

Le 10 Mai même année, il fut passé à Paris entre M^r. Hulin Ministre de S. M. & M. le Comte de Lucé envoyé extraordinaire du Roi son Gendre près de sa personne, une convention par laquelle les Articles suivans furent arrêtés.

1^o. Il sera payé par chacune année à perpétuité, à commencer du premier Janvier 1748, de six mois en six mois, aux Receveurs des Bureaux de Charité établis par Lettres-Patentes, la rente à cinq pour cent de la somme de *soixante douze mille livres* argent au cours de France, délivrée au Trésor-Royal par Ordre du Roi de Pologne.

X

72000. 0. 0.

d'autre part. 72000 # 0 5 0 8

2°. Cette rente, montant à *trois mille six cent livres* sera payée ainsi que s'ensuit, savoir :

Pour chacune des six Paroisses de la Ville & Faux-bourgs de Nancy *trois cent livres*, ce qui fait pour les six 1800 #

Pour les Pauvres d'Huillecourt, Vandoeu-vre & Jareville, Paroisse de la Mal-grange, *cent livres* à chaque Village ce qui fait . 300.

Pour le Bureau de la Charité de la Paroisse de Lunéville une somme de *six cent livres*; à charge par les Directeurs d'entre-tenir à perpétuité une troisième Socur de S. Lazare, avec les deux déjà Fondées par S. M. P. par Acte du 15 Juillet 1746, pour avoir soin des pauvres malades de la Paroisse, après la mort de la D^{elle}. Gontier. cy 600.

Pour la Paroisse de Chanteheu proche de Lunéville. 100.

Pour la Paroisse de Huvillé, dit *Jolivet* Idem. 100.

Pour les Pauvres d'Einvile, *trois cent livres*. 300.

Pour le Bureau de Charité de Com-mercy. 400.

3600.

3°. Cette somme de *trois mille six cent livres* sera payée régulièrement sur le produit des Fermes-Générales de Lorraine & Barrois, pour être employée, sui-vant les intentions de S. M. P. conformément au Contrat qui en sera passé, où elles seront plus ample-ment détaillées.

Cette convention a été ratifiée par S. M. T. C. le 13 Mai 1748 & par S. M. P. le 20 du même mois.

Le Roi fit ensuite passer, en son Nom, par M. le Chancelier, avec les Directeurs des Bureaux de Cha-rité, ou Curés des Paroisses ci-dessus nommées, le 7 Juin de la même année, devant Pierre Notaire à Nancy, un Contrat par lequel, après avoir rappelé le Traité ci-dessus, il est porté.

1°. Que les Directeurs & Curés reçoivent avec la

72000. 0. 0.

plus vive réconnoissance cette nouvelle grace de S. M. en faveur des Pauvres de leurs Paroisses, & promettent tant pour eux que pour leurs successeurs, de se conformer exactement & perpétuellement aux pieuses & charitables intentions de S. M. en remplissant les règles qu'Elle leur a prescrites pour l'employ des sommes ci-devant spécifiées.

2°. Que pour en faciliter la Recette, le Roi autorise le Sr. Parmantier Prêtre habitué en la Paroisse S^r. Sébastien de Nancy, établi Receveur - Général du Bureau des Charités de la Ville, à la faire seul des mains du Receveur-Général par chacune année.

3°. Qu'il remettra à chaque Receveur des Bureaux de Charité des Villes où il y en aura, & aux Curés des Villages ci-dessus énoncées, les sommes qui leur sont assignées, dont il tirera quittances pour lui servir de pièces justificatives dans les comptes qu'il rendra de cette somme de *trente six mille livres*.

4°. Qu'il sera établi, suivant la prudence des Directeurs & Curés des pots pour faire & fournir du bouillon aux pauvres malades.

5°. Que cette charité ne s'étendra pas sur les malades placés dans les Hopitaux, mais seulement sur ceux qui ne pourront y être reçus; les pauvres femmes en couche, jusqu'au tems où elles pourront entrer dans les Hopiteaux; les incurables; les Pauvres honteux, connus tels par les Curés & Directeurs; & les Pauvres atteints de maladies contagieuses doivent, suivant l'intention du Roi, y avoir part comme les pauvres malades ordinaires.

6°. Que s'il est possible, avec les fonds donnés par S. M. les Directeurs & Curés feront fournir aux pauvres malades des alimens propres à leur état, de même que du linge, des draps, des couvertures, du bois, ce qui est laissé à leur prudence & à leur piété, sur laquelle S. M. se repose de l'exécution de sa Fondation.

7°. Que toutes les distributions de bouillon, alimens & autres, se feront sur les billets des Directeurs & Curés, conformément aux Réglemens qui seront faits dans les Bureaux de Charité.

8°. Que s'il arrivoit que les fonds destinés par S. M.

d'autre part 72000 ^π 0 ^σ 0 ^ς

uniquement pour le soulagement des pauvres malades ne pussent être employés ; son intention est , que ce qui resteroit des sommes , le soit à acheter du linge pour des chemises , des draps , des couvertures de laine & autres choses à l'usage des pauvres malades , lesquels effets seront mis en réserve dans chaque Paroisse pour s'en servir dans le besoin.

Ce Contrat a été agréé & confirmé par Lettres-Patentes de S. M. du 13 Août 1748 , pour être suivi & exécuté , selon sa forme & teneur , registrées avec le Contrat , à la Cour Souveraine & à la Chambre des Comptes de Lorraine en exécution de leurs Arrêts des 20 & 31 du même mois , pour y avoir recours le cas échéant.

Total 72000. 0. 0.

CHAPITRE XV.

FONDATION DE MESSES AU MONASTÈRE de Graffinthall dans la Lorraine Allemande.

LA Princesse Anne Fille aînée du Roi étant inhumée sous l'Autel S^{te}. Anne de l'Eglise du Monastère de Graffinthall Ordre de St. Guillaume ; S. M. fit proposer en 1749 aux Religieux de cette Maison , de se charger de célébrer annuellement & à perpétuité une Messe hebdomadaire à son intention , au moyen d'une somme de *mille livre* de France qu'elle offrit de leur faire remettre pour servir de fond.

Par une Délibération signée des Religieux de la Communauté le 9 Novembre 1749 , ils représentèrent qu'ils ne pouvoient se charger pour leurs successeurs de l'exécution de cette Fondation , à moins que le Roi ne prit le parti d'y assigner un fond solide , permanant & suffisant , autre que de l'argent.

Néanmoins Feu M. le Duc Ossolinsky , alors Grand-Maître de la Maison du Roi , fit expédier le 23 Décembre un Mandement au S^t. Rétel Trésorier de l'Hôtel de S. M. portant somme de *mille livres* de France , payable aux Religieux de Graffinthall , pour Fondation de Messes à perpétuité , pour le repos de l'Ame de Madame la Princesse Anne.

Et par quittance mise au bas le 18 Mars 1750 signée F. P. Arnold , il a déclaré avoir reçu cette somme , pour dire des Messes à l'intention de S. M. le Roi de Pologne. cy.

1000 ^π 0 ^σ 0 ^ς

CHAPITRE

CHAPITRE XVI.

NOVICIAT DES FRERES

*Des Ecoles Chrétiennes , établi dans la Maison
de correction de Maréville & Fondation
d'Ecoles gratuites à Nancy.*

LE Roi voulant étendre ses soins paternels sur l'éducation des pauvres Enfans de ses Etats, & pourvoir en même-tems à la correction de ceux, dont le libertinage pourroit tendre au deshonneur de leurs familles; prévenu des progrès que faisoient dans ce genre les Freres des Ecoles Chrétiennes, & charitables établis dans plusieurs Villes du Royaume de France, & particulièrement dans la Maison de correction de St. Yon, au Fauxbourg de Roüen : S. M. résolut en 1748 de les attirer en Lorraine, en leur confiant celle de Maréville près de Nancy, pour y faire un Noviciat de Freres de leur Ordre, y recevoir les Enfans de Familles, dont les mœurs demanderoient d'être corrigées, & de leur former d'ailleurs quelques établissemens dans les Villes principales de cette Province, pour l'instruction des jeunes garçons que leurs parens indigens laissent croupir dans l'ignorance de leur Religion & des choses les plus nécessaires à la société.

C'est dans ces vues que S. M. fit passer en son Nom, par M. le Chancelier, devant Pierre Notaire de son Hôtel à Nancy, le 29 Juillet 1749, un Contrat avec Frere Exupère de l'institut des Ecoles Chrétiennes, au nom & comme Procureur fondé des Supérieur-Général & ses Assistans représentant le corps de l'institut, demeurant dans leur Communauté de St. Yon, établie à Roüen, Fauxbourg & Paroisse - St. Sévere, par Procuration authentique, en date du 2^e. Décembre 1748, jointe à la Minute du Contrat; par lequel il est stipulé ce qui suit.

Au moyen de la somme de *trente-trois mille livres*, cours de France que S. M. a fait délivrer comptant au Frere Exupère, qui a déclaré l'avoir reçu en présence du Notaire & des témoins nommés au Contrat, les Freres de l'institut des Ecoles Chrétiennes, s'engagent de fournir sept Freres au moins, & un plus grand nombre, s'il est nécessaire, pour avoir soin de la Maison de correction de Maréville près de Nancy, & enseigner gratuitement aux pauvres enfans mâles des trois Paroisses de la Ville-Neuve de Nancy & Fauxbourgs qui y repondent, à lire, écrire, chiffrer, l'orthographe, les quatre premières règles de l'arithmétique & la Religion, suivant le Catéchisme du Diocèse, le tout conformément à la méthode de leur institut & aux clauses, charges & conditions qui suivent.

ARTICLE PREMIER.

La Maison de Maréville, dans l'état qu'elle est, sera abandonnée à perpétuité en toute propriété aux Freres, avec tous les Bâtimens, cours, jardins, enclos, terres, fontaines & meubles qui s'y trouvent, ou qui en dépendent.

ART. II.

Les Freres seront tenus de réparer, s'il est nécessaire, & d'entretenir à perpétuité la Maison & ses dépendances, de toutes grosses & menuës réparations & vilains-fondoirs, à raison de quoi la Fondation faite par les Testament & codicil de la Dame Anne Fériet, des 4 Août 1597 & 25 Novembre 1599, leur sera transportée aussi à perpétuité, avec toutes ses circonstances & dépendances, à la charge d'en acquitter ou faire acquitter toutes les obligations par qui bon leur semblera.

ART. III.

La rente annuelle de *mille cinquante frans* Barrois, provenant de cette Fondation, de laquelle rente la Ville de Nancy jouit actuellement, & dont elle continuera de jouir, leur sera payée aussi annuellement & à perpétuité, par la Ville, sur le pied de *cinq cent livres*, au cours de France, à laquelle somme elle demeure évaluée.

ART. IV.

Les Freres auront droit de faire construire un colombier ouvert, à pied, ou sur quatre piliers, de pigeons fuyards, dans l'enclos de Maréville; d'y planter des vignes, & faire dans les Bâtimens tels changemens qu'ils jugeront à propos.

ART. V.

Il leur sera permis d'établir un Noviciat de leur institut dans la Maison de Maréville, d'y mettre autant de Freres Profès qu'ils voudront, & d'y recevoir des Pensionnaires de bonne volonté aux conditions dont ils conviendront avec eux, ou leurs parens.

ART. VI.

Il seront tenus de recevoir, garder & entretenir, dans la Maison tous les Sujets qu'il plaira à S.M. de leur adresser par Lettres de Cachet, moyennant une somme annuelle de *trois cent livres* au cours de France pour toutes choses, à l'exception seulement de l'habillement & des médicamens: laquelle somme sera prise sur les biens des Sujets, ou fournie par les parens, & dans l'un & l'autre cas, payée d'avance & par quartier, en donnant, s'il est jugé nécessaire, caution reséante à Nancy.

ART. VII.

M. le Procureur-Général de la Cour Souveraine de Lorraine & Barrois, aura droit de visiter à son gré les Pensionnaires de correction, pour s'assurer

de la manière dont ils seront tenus ; il ordonnera de leur nourriture , tant pour le boire que pour le manger , veillera à ce que son règlement soit exécuté , & fera donner main-forte aux Freres , en cas de besoin.

ART. VIII.

La Maison appelée l'Hôpital - St. Jean , située vis - a - vis l'Hôpital - St. Charles , sera abandonnée aux Freres pour leur logement. Elle sera accommodée à leur usage , aux frais de la Ville , & leur sera remise en état de toutes grosses & menuës réparations , à dire d'experts ; ensuite de quoi ils l'entreprendront de toutes choses à l'exception seulement des gros bois , gros murs , & vilains-fondoirs , qui resteront à perpétuité au compte de la Ville , ainsi que ceux des salles d'Ecoles , desquelles les unes seront placées dans cette maison , & les autres au-dessus de la porte - St. Nicolas.

ART. IX.

La Ville accommodera de même à ses frais les salles d'Ecoles , & elle y fera faire , une fois seulement , les chaises , bancs & pupitres nécessaires , l'entretien desquels sera ensuite & à perpétuité au compte des Freres , ainsi que toutes réparations locatives.

ART. X.

La Maison des Freres & les salles d'Ecoles , seront mises en état pour le lendemain des Fêtes de la Toussaint prochain , auquel jour les exercices commenceront.

ART. XI.

Il sera payé aux Freres , par la Ville , une fois seulement , la somme de *quatre mille deux cent livres* au cours de France , pour leurs meubles & frais de voyages , après quoi la fourniture & entretien des meubles & frais de voyage seront au compte des Freres.

ART. XII.

Nul ne sera admis aux Ecoles gratuites que sur des Certificats de pauvreté des parens , donnés par les Curés & vérifiés par les Officiers Municipaux.

ART. XIII.

Les Freres feront tous les jours le Catéchisme aux Ecoliers , sans exception des Fêtes & Dimanches , ils les conduiront tous les jours à la Messe & toutes les Fêtes & Dimanches aux Offices & Catéchismes de Paroisse.

ART. XIV.

Les Catéchismes , livres , papiers , plumes & encre , nécessaires aux Ecoliers leur seront fournis par les Freres.

ART. XV.

M. l'Ecolatre de la Primatiale , aura droit de visiter , à son gré , les salles des Ecoles gratuites , & il veillera , sur tout , à l'exécution de l'Article qui

précède; M^{rs}. les Curés pourront aussi les visiter, quand ils jugeront à propos, pour s'assurer de la manière dont elles se tiendront, & si tout est exécuté au desir du présent Traité, par lequel il n'est prétendu donner aucune atteinte à ce qui se pratique, peut, ou doit se pratiquer pour les autres Ecoles.

ART XVI.

Les Freres seront obligés de fournir, outre les sept précédemment désignés, un huitième Frere, pour enseigner dans l'Hôpital-S^t. Julien de Nancy pendant toute l'année, sans distinction des vacances, les enfans de cet Hôpital, & particulièrement les enfans-orphelins de la Fondation de S. M. depuis les six heures du matin jusqu'à onze, & depuis une heure après midi jusqu'à cinq, lequel Frere sera tenu de se conformer aux réglemens faits ou à faire par M^{rs}. les Directeurs, qui feront donner annuellement aux Freres la somme de *trois cent livres* au cours de France, pour la nourriture, meubles, frais de voyages, habillement & entretien de celui-ci, sain ou malade.

Ce Contrat a été accepté par M^{rs}. les Officiers de la Chambre & Conseil de Ville de Nancy, par Acte du lendemain 29 Juillet 1749, déposé pour Minute chez Pierre Notaire le 16 Août suivant, dans lequel il est dit; qu'ils déclarent recevoir ce nouvel établissement, avec la plus respectueuse reconnaissance & soumission aux intentions de S. M. en ce qui concerne les conditions qui leur sont imposées, & promettent de les exécuter à leur égard, même de remettre aux Freres, les Titres & papiers, que la Chambre peut avoir concernant Maréville, par inventaire qui sera joint à la Minute de l'Acte pour y avoir recours le cas échéant.

Le Supérieur-Général de l'institut des Freres & ses Assistans, représentans le corps de l'institut de la Communauté de S^t. Yon à Roüen, ont aussi accepté, & ratifié ce Contrat dans toutes ses clauses, stipulations, circonstances & dépendances, pour sortir son plein & entier effet, avec promesse de l'exécuter à leur égard. L'Acte en a été passé devant Notaires à Roüen le 6 Août 1749 & déposé le 16 ès Minutes de Pierre.

Le Roi l'a aussi approuvé, & confirmé par Lettres-Patentes du 18 & ordonné en même-tems, qu'à commencer au 2 Novembre suivant, il seroit ouvert à perpétuité deux Ecoles publiques & gratuites aux pauvres enfans des trois Paroisses de la Ville-Neuve de Nancy & Fauxbourgs en dépendans, aux conditions énoncées au Contrat; & que la Maison de Maréville sera aussi abandonnée aux Freres, audit jour, pour s'y établir aux termes du Contrat; S. M. leur faisant don & remise de tous droits, qui pourroient lui appartenir à Titre d'amortissement, ou tous autres, pour raison de ces concessions, ensemble pour toutes les acquisitions d'héritages qu'ils pourroient faire, ou legs, donations & Fondations qui pourroient leur être faits à l'avenir.

Ces Lettres, ensemble le Contrat, accession & ratification ont été régistrées à la Cour Souveraine, en exécution de son Arrêt du 23 Août 1749,

& à la Chambre des Comptes de Lorraine le même jour, pour être exécutés suivant leur forme & teneur, & y avoir recours le cas échéant.

Le fonds donné par S. M. pour cet établissement est de *trente trois mille livres* de France. cy . . . 33000 ^l 0 ^s 0 ^d

Cet établissement ayant excité le zèle de plusieurs personnes charitables de la Ville de Nancy, notamment de M^r. Jean - Claude Comte de Bouzey, grand Doyen de l'Eglise Primatiale, nommé par le Roi pour veiller à l'exécution de la Fondation des Ecoles Chrétiennes à Nancy; il a été passé, de l'agrément de S. M. un Contrat devant Billecard Notaire en la même Ville, le 10 Février 1751, entre lui & Frere Anaclét de l'institut des Ecoles Chrétiennes, Supérieur de la Maison de Nancy, au nom & comme Procureur fondé de ses Supérieurs Majeurs, par Acte passé à Roüen le 18 Novembre 1750, joint à la Minute, par lequel il conste que ce dernier a reçu de M. le Comte de Bouzey une somme de *dix-huit mille livres*, de M. l'Abbé Antoine, Chantre de l'Eglise Primatiale, celle de *huit mille livres*, & *deux mille livres*, de M. l'Abbé de Tervenus Ecolâtre de la même Eglise, faisant en tout *vingt-huit mille livres* cours de Lorraine; au moyen de laquelle somme le Frere Anaclét s'est engagé, au nom de ses Supérieurs majeurs & de tout l'institut des Ecoles Chrétiennes, d'accomplir les clauses, charges & conditions qui suivent:

S A V O I R.

1°. Les Freres entretiendront dorénavant à leurs frais, neuf Freres dans la Ville-Neuve de Nancy, où ils tiendront neuf Classes, à commencer au premier Mai 1751, trois à la Maison qu'ils occupent près de la porte-S^t. Jean; trois sur la porte-S^t. Nicolas, & trois sur la porte-S^t. George.

2°. Ils seront tenus de recevoir dans leur Classes autant d'enfans pauvres qu'elles pourront en contenir, tant de la Ville-Neuve de Nancy, que des Fauxbourgs qui y répondent, sans aucune distinction, tous les enfans de l'Hôpital-S^t. Julien, & ceux des trois Ecoles gratuites des Paroisses de S^t. Sébastien, S^t. Roch & S^t. Nicolas, desquelles trois Ecoles S. M. a promis de leur faire abandonner les fonds, pour concourir à leur entretien, après quoi seulement, s'il y a des

Z

33000. 0. 0.

places vacantes, elles pourront être occupées subsidiairement & par intérim, par des enfans aisés, en préférant toujours les moins aisés, aux plus aisés, de façon que dans le cas que toutes les places seroient remplies & que quelqu'un auroient été données à des enfans aisés, faute d'enfans pauvres, les enfans aisés doivent nécessairement céder à l'instant leurs places aux pauvres à mesure & autant de fois qu'il s'en présentera, ce dont la conscience des Freres sera spécialement chargée, à quoi ils pourront d'ailleurs être contraints par M^{rs}. les Curés, Officiers Municipaux de la Ville, & Ecolâtre de la Primatiale.

3°. Le Roi ayant bien voulu réduire aux enfans de la première Classe de chacune des trois Ecoles, l'obligation imposée aux Freres par l'Article 14 du Contrat de leur Fondation, de fournir à tous les Ecoliers indistinctement les Catéchismes, livres, papiers, plumes & encre, nécessaires; ils demeureront déchargés de les fournir aux enfans des deux autres Classes.

4°. Les *deux mille livres* provenans de M. de Tervenus, & *trois mille livres* à prendre sur les *dix-huit mille livres* provenans de M. le Prélat de Bouzey, ayant été données pour fournir des Catéchismes, livres, papiers, plumes & encre nécessaires, à raison de *cinq livres* annuellement par chaque enfant de la seconde ou troisième Classe; les Freres seront obligés de les fournir à cinquante enfans de ces deux Classes, desquels cinquante enfans, cinq seront à la nomination des Prêtres de la Communauté de St. Sébastien, en considération de ce qu'ils avoient la direction de l'Ecole gratuite de cette Paroisse, & les quarante cinq autres seront à la nomination de M^{rs}. les Curés, qui se concilieront pour choisir entre les enfans de la Ville-Neuve & des Faux-bourgs qui y répondent, ceux qui paroîtront les plus nécessiteux, ou les plus sages, & avoir le plus de disposition à apprendre.

5°. Les nouvelles Ecoles & les salles ou Classes, seront accommodées & mises en état de toutes choses, puis respectivement entretenues de la même manière, dans la même forme & par les mêmes personnes qu'il a été réglé pour les anciennes, par les Articles 8 & 9 du Contrat de Fondation Royale des Freres, du 29 Juillet 1749.

Ce Traité a été ratifié par les Supérieurs majeurs du Frere Anaclet, par Acte passé devant Notaire à Roüen le 16 Février 1751, déposé pour Minute chez Billecard le 6 Mars suivant.

Et le tout ayant été communiqué au Roi, S. M. après l'avoir agréé, & confirmé, en a pris occasion de faire differens réglemens nouveaux qui sont relatifs à ce Contrat, & contenus en huit Articles de ses Lettres-Patentes du 29 Mars 1751 dont Elle ordonne l'exécution & suivant lesquelles.

A R T I C L E P R E M I E R.

Depuis le premier Mai suivant, les Freres de l'institut des Ecoles Chrétiennes sont tenus d'entretenir à leurs frais, en la Ville-Neuve de Nancy, neuf Freres pour tenir trois Ecoles publiques & gratuites au lieu des deux ci-devant fondées; savoir: une dans la maison qu'ils occupent près la porte-S^t. Jean, une à la porte-S^t. Nicolas, & l'autre à la porte-S^t. George.

A R T. II.

Ils partagent dans chacune des trois Ecoles, les enfans qu'ils enseignent en trois Classes différentes, selon la portée de leurs âge & progrès, & mettent un Frere à la tête de chacune de ces Classes.

A R T. III.

Ils doivent recevoir gratuitement dans les Classes, autant d'enfans pauvres qu'elles peuvent en contenir, tant de la Ville-Neuve que des Fauxbourgs qui y répondent; les orphelins fondés par S. M. à l'Hôpital-S^t. Julien, les autres enfans de cet Hôpital & ceux des trois Ecoles fondées ci-devant par différens Laïcs dans les Paroisses de S^t. Sébastien, S^t. Roch & S^t. Nicolas.

A R T. IV.

Les fonds des trois Ecoles sont abandonnés & appliqués aux Freres, pour toujours & à perpétuité, à commencer au premier Mai.

A R T. V.

Les Freres pourront recevoir dans leurs Ecoles les Enfans aîlés de la Ville-Neuve & de ses Fauxbourgs,

d'autre part 33 000 # 0 5 0 2

en cas seulement qu'il n'y ait pas d'Enfans pauvres en suffisance pour les occuper, & à charge, en ce cas, que les moins aisés seront encore préférés aux plus aisés & que les uns & les autres seront toujours obligés de céder la place à mesure qu'il sera indiqué des enfans pauvres par les Curés & Officiers Municipaux de la Ville, ou par l'Ecolâtre de la Primatiale.

ART. VI.

L'obligation imposée aux Freres, par l'Article 14 de la Fondation du 29 Juillet 1749, de fournir à tous les Ecoliers indistinctement les Catéchismes, livres, plumes, papier & encre nécessaires; est réduite aux enfans de la première Classe de chacune des trois Ecoles, & en conséquence, S. M. a déchargé de les fournir aux enfans des deux autres Classes de chacune des trois Ecoles.

ART. VII.

Ils sont néanmoins obligés, en conséquence des sommes particulières qui leur ont été délivrées à cet effet, de faire gratuitement cette fourniture à cinquante enfans pauvres, pris entre ceux qui composent les deux dernières Classes des trois Ecoles, cinq desquels sont à la nomination des Prêtres de la Communauté de St. Sébastien, & les quarante cinq autres à la nomination des Curés, qui doivent se concilier pour choisir entre les enfans de la Ville-Neuve & de ses Fauxbourgs, ceux qui paroissent les plus nécessiteux, ou les plus sages & avoir plus de disposition à apprendre.

ART. VIII.

Les nouvelles Ecoles, salles, ou Classes, ont été mises en état de toutes choses nécessaires, aux frais de l'Hôtel-de-Ville de Nancy, aux conditions & restrictions portées par les Articles 8 & 9 de la Fondation de S. M. du 29 Juillet 1749, qui sera suivie & exécutée en tous ses points & Articles, auxquels il n'est pas dérogé par ceux-ci, ainsi que le Contrat du 10 Février 1751.

Ces Lettres-Patentes, ensemble le Contrat de Fondation de M. le Comte de Bouzey, & les pièces

y 33 000. 0. 0.

ci-contre. 33000 # 0 5 0 2

y jointes, ont été registrées au Greffe de la Cour Souveraine de Lorraine & Barrois, en exécution de son Arrêt du 19 Avril 1751, pour être exécutés selon leur forme & teneur & y avoir recours le cas échéant.

Total 33000. 0. 0.

CHAPITRE XVII.

ÉCOLES CHRÉTIENNES

Fondées à Lunéville.

Après que le Roi eut fondé des Ecoles gratuites dans la Capitale de ses Etats, S. M. songea à en établir aussi dans celle de sa résidence, & pour effectuer son projet, Elle acheta de M. le Marquis de la Galaizière son Chancelier, par Contrat passé devant Fébvre Notaire de son Hôtel à Lunéville, le 9 Mars 1750, *sept mille cinq cent livres* de rente héréditaire, au principal de *cent cinquante mille livres* argent de Lorraine, créé originairement au profit de la Dame Marquise de Maulevrier, sur la Ferme-Générale des Domaines & tabac de Lorraine & Barrois. Cette acquisition fut faite moyennant pareille somme de *cent cinquante mille livres*, faisant au cours de France celle de *cent seize mille cent vingt-neuf livres sept deniers* que S. M. déclara vouloir appliquer, savoir : *dix mille livres* à l'augmentation de sa Fondation, en faveur des Pauvres attequés de maladies populaires, & le surplus, montant à *seize mille cent vingt-neuf livres sept deniers* de France, à l'établissement de trois Freres des Ecoles Chrétiennes dans la Ville de Lunéville, pour y instruire les pauvres enfans conformément au Contrat particulier qui seroit passé à ce sujet, avec les Freres; & qu'à cet effet, les grosses des Contrats de rentes héréditaires au nombre de trois, de *cinquante mille livres* de Lorraine chacun; l'expédition du transport de la Dame de Maulevrier & de l'Arrêt de subrogation seroient remis, tant aux Directeurs de la Fondation des maladies populaires, qu'au fondé de procuration des Freres.

Par quittance du 19 du même mois de Mars, mise au bas de la Minute du Contrat, M. le Chancelier a déclaré avoir reçue de S. M. par les mains de M. Alliot son Conseiller Aulique & Commissaire-Général de sa Maison, en une rescription sur le St. Coster l'aîné, Banquier à Nancy, payable le 10 Avril suivant, la somme de *cent cinquante mille livres* de Lorraine & l'en décharger.

Ci pour ce qui en est attribué à cette Fondation. 16129 # 0 5 7 2

Les trois Contrats constitutifs de la rente de *sept mille cinq cent livres* cours de Lorraine, ont été originellement passés devant Oudot Tabellion-Général à Nancy le 16 Septembre 1720, sous les N^{os}. 43, 44 & 45, de la création du 8 Juillet 1720, au profit de la Dame Marthe Henriette de Froulay de Tessé, veuve du S^r. François-Edoïard de Maulevrier.

Le Roi fit passer en son Nom par M. le Chancelier devant Febyrel le 13 Mars 1750, avec le Frere Exupère Directeur des Freres des Ecoles Chrétiennes de la Ville de Nancy, au nom de l'institut des Freres de son Ordre, & en qualité de Procureur fondé de ses Supérieurs Majeurs, par Acte du 3 du même mois, passé devant Notaires à Rouen, dont l'original est resté joint à la Minute, un Contrat par lequel S. M. a déclaré céder & transporter au Frere Exupère la somme de *seize mille cent vingt-neuf livres sept deniers* de principal, qui produit *huit cent six livres neuf sols* cours de France, de rente annuelle à prendre sur le restant des trois Contrats de *cinquante mille livres* de Lorraine chacun, que S. M. a cédé & abandonné, par Acte passé devant Pierre Notaire à Nancy le 11 du même mois, jusqu'à concurrence de *cent mille livres* de France, aux Directeurs de la Fondation faite en faveur des Pauvres attequés de maladies populaires.

Et au moyen de cette rente perpétuelle de *huit cent six livres neuf sols* & de la somme de *dix-huit cent soixante dix livres dix-neuf sols cinq deniers* aussi de France, que S. M. a bien voulu faire payer comptant au Frere Exupère, qui a déclaré l'avoir reçu pour supplément de capital, à charge d'employ; il s'est engagé, pour son institut, de fournir à perpétuité trois sujets capables, du même institut, pour instruire gratuitement les pauvres enfans mâles des Villes & Fauxbourgs de Lunéville, à lire, à écrire, à chiffrer, l'orthographe, les quatre premières règles de l'arithmétique & la Religion, suivant le Catéchisme du Diocèse, le tout conformément à la méthode de l'institut & aux clauses charges du Contrat, dont voici les conditions. cy

1870.	19.	5.
18000.	0.	0.

1°. D'enseigner aussi gratuitement les douze enfans des domestiques du Roi retirés de l'Hôpital - S^t. Julien de Nancy , & de demeurer à l'avenir chargés d'en instruire douze autres , lors que ceux-ci seront sortis de leur Ecole.

2°. La Maison dite de l'Ecole appartenante à l'Hôtel-de-Ville de Lunéville , située proche la Maison de Charité , sera abandonnée aux Freres pour leur logement , avec toutes ses dépendances. Elle sera accommodée à leur usage aux frais de la Ville , & leur sera remise en état de toutes grosses & menuës réparations à dire d'experts. Ensuite de quoi ils l'entretiendront de toutes choses , à la réserve des gros bois , gros murs & vilains-fondoirs , qui resteront à perpétuité au compte de la Ville de Lunéville , ainsi que ceux des salles d'Ecole qui seront , autant qu'il sera possibles , près les unes des autres.

3°. La Ville accommodera de même à ses frais , les salles d'Ecoles , & y fera faire des chaises , tables , bancs & autres meubles nécessaires aux Freres , suivant leur usage , & fera le tout entretenu aux frais de la Ville.

4°. La Maison des Freres & les salles d'Ecole seront mises en état pour le premier Mai 1750 , & les exercices commenceront le lendemain.

5°. Ils fera payé par S. M. aux Freres , une fois seulement , une somme de *deux mille livres* cours de France , pour leurs meubles & frais de voyages , après cela , la fourniture & entretien des meubles & frais de voyages seront au compte des Freres.

6°. Nul sujet ne sera admis aux Ecoles gratuites que sur des Certificats de la pauvreté des parens , qui seront donnés par M. le Curé & vérifiés par M. le Lieutenant-Général de Police , ou les Officiers de l'Hôtel-de-Ville en son absence.

7°. Les Freres feront tous les jours sans exception des Fêtes & des Dimanches , le Catéchisme aux Eco-liers. Ils les conduiront tous les jours à la Messe & toutes les Fêtes & les Dimanches aux Offices & Catéchismes de la Paroisse.

8°. M. le Curé aura droit de visiter les Ecoles gratuites , & il veillera sur-tout , à l'exécution de l'Article précédent.

18000. 0. 0.

5.
0.

9°. Le Roi, par un effet particulier de ses bontés, fait don aux Freres des Ecoles Chrétiennes de Lunéville, d'un jardin appartenant à S. M. situé sur le chemin de Lunéville à Monfel, avec la maison & dépendances qui est au devant, sur le chemin de Villers, le tout contenant un jour quatre ommées seize toises vingt-trois pieds, entre le Jardin de feu M. Thomassin au couchant d'une part, une ruëlle de Ville d'autre, dont le plan & toisé sont joints & annexés à la Minute du Contrat; pour du tout jouir en tous droits de propriété dès ce jour.

Les Officiers de l'Hôtel-de-Ville de Lunéville, ont reçu cet établissement avec la plus vive reconnaissance, se sont soumis aux volontés de S. M. & ont promis d'exécuter les conditions qui leur sont imposées par le Contrat. L'Acte en a été passé le lendemain 14 Mars 1750, & mis au pied de la Minute.

Les Supérieurs Majeurs du Frere Exupère l'ont ratifié en tout son contenu, pour sortir son plein & entier effet, par Acte passé devant Notaires à Roüen, le 21 Mars, déposé ès Minutes de Febvrel le 14 Avril suivant.

Le Roi rendit ensuite, en son Conseil-Royal des Finances & Commerce, le 14 Mars 1750, un Arrêt par lequel S. M. en conformité du Contrat du 9 du même mois, portant acquisition de *sept mille cinq cent livres* de rente cours de Lorraine, a agréé, approuvé, autorisé & confirmé ceux des 11 & 13, par lesquels Elle a disposé de la même rente, tant en faveur de sa Fondation faite pour le soulagement des maladies populaires, que de l'Ecole Chrétienne établie à Lunéville; en conséquence, Elle a subrogé aux lieu & place de M. le Chancelier, les Freres de l'Ecole, au moyen de quoi, Elle veut & ordonne qu'ils soient à l'avenir employés sur l'état des rentes affectées sur les Domaines, gabelles & tabacs de Lorraine & Barrois, pour toucher annuellement des mains du Receveur-Général en exercice, à commencer au premier Janvier précédent, la rente de *mille quarante une livres treize sols quatre deniers*, cours de Lorraine, faisant *huit cent six livres neuf sols* de France, sur celle de *sept mille cinq cent livres* portée ès trois

Contrats 18000. 0. 0.

ci contre. 18000. 0 5 0

Contrats lesquels appartiendront dès ce moment, savoir: Ceux sous les N^{os}. 43, & 44, en entier aux Administrateurs de la Fondation des maladies populaires, & celui sous le N^o. 45 pour *vingt-neuf mille cent soixante-six livres treize sols quatre deniers* en principal, & *mille quatre cent cinquante-huit livres six sols huit deniers* d'intérêt. Le surplus du même Contrat N^o. 45, montant à *vingt mille huit cent trente trois livres six sols huit deniers* en principal, & *mille quarante-une livres treize sols quatre deniers* de rente, appartiendra aux Freres de l'Ecole Chrétienne. S. M. autorisant les uns & les autres à recevoir & toucher chacun à leur égard le capital de la somme de *cent cinquante mille livres* en cas de remboursement sous la charge expresse du remploi.

Le Roi donna encore sur cet Arrêt le 16 du même mois de Mars, des Lettres-Patentes, adressées aux Compagnies souveraines & aux autres Tribunaux supérieurs de ses Etats, portant mandement de le faire incessamment registrer & publier par tout où besoin seroit, afin que personne n'en ignorât, ce qui a été exécuté.

S. M. a fait payer aux Freres les *deux mille livres* qu'Elle avoit promises pour leurs meubles & frais de voyages, cy

2000. 0. 0.

Elle a fait payer en outre les réparations, & mise en état de la Maison qu'ils habitent.

S. M. s'étant apperçuë que les trois Freres par Elle fondés à Lunéville, étoient insuffisans pour instruire convenablement tous les pauvres enfans-mâles de la Ville & des Fauxbourgs, à cause de leur quantité, résolut en 1756 d'en augmenter le nombre. Et par Contrat passé, en son Nom, par M. le Chancelier devant Febvrel le 6 Novembre, Elle a fondé un 4^e. Frere de l'institut des Ecoles Chrétiennes & charitables dans la maison de Lunéville, pour y demeurer, à commencer immédiatement après le décès de S. M. y être nourri & entretenu perpétuellement aux frais de la maison, & s'occuper avec les trois autres ci-devant fondés, à enseigner gratuitement & à perpétuité aux pauvres enfans mâles de la Ville & Fauxbourgs de Lunéville, à lire, à écrire, à chiffrer,

Bb

20000. 0. 0.

l'orthographe, les quatre premières règles de l'arithmétique & la Religion, suivant le Catéchisme du Diocèse, conformément à la méthode de l'institut & à ce qui est prescrit par le Contrat de leur Fondation du 13 Mars 1750, pour rétribution de laquelle augmentation S. M. à promis de faire délivrer, lors de son décès, au Supérieur de la Maison des Freres des Ecoles de Lunéville, une somme de *huit mille livres* au cours de France, qui sera par lui placée sûrement à intérêts, ou en acquisition de biens fonds, au profit de la Maison; au moyen du paiement de laquelle somme il sera tenu de mettre dès-lors & d'entretenir perpétuellement dans la Maison un 4^e. Frere de son Ordre, pour s'y occuper aux mêmes exercices; & en outre de faire les réparations & les augmentations de Bâtimens & de fournir les meubles nécessaires.

C'est ce qui a été accepté & promis par Frere Jean-Baptiste-Pierre Mammere Supérieur de la Maison de Lunéville, qui en a signé l'obligation au Contrat, & ses supérieurs majeurs l'ont ratifié, avec promesse de le faire exécuter tant par eux, que par leurs successeurs, par un Acte authentique passé devant Notaires à Roüen le 14 Décembre 1759, déposé pour Minute chez Febvrel le 31 du même mois, cy. . . 8000. 0. 0.

Le Roi a aussi ratifié, & confirmé ce Contrat pour sortir son plein & entier effet & être exécuté incessamment après le décès de S. M. aux clauses, conditions & restrictions y portées, par Lettres-Patentes du 17 Janvier 1757 enrégistrées, avec le Contrat au Greffe de la Cour Souveraine, en exécution de son Arrêt du 14 Février suivant.

Enfin, S. M. trouvant encore ce nombre de quatre Freres insuffisant pour remplir les besoins de ces Ecoles; Elle songea à y en mettre un 5^e. dans l'arrangement qu'Elle fit le 19^e. Mai 1759, avec les Chanoines Réguliers de l'Abbaye de Lunéville, au sujet de la suppression du Titre Abbatial & de la réunion des biens de la Manse de l'Abbé, à celle des Chanoines. Ensorte, que dans le Traité passé à cette occasion, devant Febvrel le même jour, entre M. le Chancelier, stipulant pour S. M. & les Chanoines Réguliers, autorisés de leur Général, Elle fit insérer à l'Article 8.

Que les Chanoines Réguliers se chargeoient de délivrer annuellement & perpétuellement aux Freres des Ecoles Chrétiennes fondées à Lunéville, lors de la vacance de l'Abbaye, par la mort du Titulaire ou autrement, une somme de *trois cent livres* cours de France, pour l'établissement, entretien & nourriture d'un 5^e. Frere, que leur Supérieur-Général fournira par augmentation, pour l'instruction des pauvres enfans mâles de la Ville.

Total 28000. 0. 0.

CHAPITRE XVIII.

DONATION EN FAVEUR

Des Pauvres de Paris.

L E ROI voulant, en 1744, donner des marques de sa bienveillance & de son amitié à Madame la Princesse de Talmont, sa cousine, & y faire participer les Pauvres de Paris, au cas qu'elle ne laisseroit pas d'enfans. S. M. signa le 5 Mars de la même année, un Contrat devant Thiriet Notaire à Lunéville, par lequel Elle donna à Titre de donation entrevifs, pure, simple & irrévocable à Madame Marie-Anne Jablonwska, Epouse de M. Anne-Charles-Frédéric de la Trimouille Prince de Talmont, Duc de Chatellerault, Comte de Taillebourg & de Benon &c. une somme de *cent mille livres* au cours de France, qui fut remise comptant à ce Prince, au Nom de Madame son Epouse, en conséquence du pouvoir qu'Elle lui en avoit donné le 15 Février précédent, demeuré joint à la Minute du Contrat, aux charges, clauses & conditions suivantes:

1^o. Que cette somme de *cent mille livres*, seroit employée sans retard à l'acquisition de l'Hôtel de feüe Madame la Duchesse de Mazarin, située à Paris, rue de Varenne, dont Contrat seroit passé en forme ordinaire.

2^o. Que cette somme seroit spécialement & par préférence à toutes charges & créances, hipotéquée sur cet Hôtel, dont l'usufruit appartiendrait à M. le Prince & à Madame la Princesse de Talemont, au survivant des deux. Et qu'en cas de vente, la somme de *cent mille livres* seroit délivrée par l'acquéreur au survivant, auquel en appartiendrait l'usufruit, pour être placé en Maison, Hôtel, ou autre fonds des plus solide qu'on pourroit, qui demeureroient substitués suivant l'esprit de la donation.

3^o. Que la même somme de *cent mille livres* seroit substituée après la mort de M. & Madame les Prince & Princesse de Talmont, au Prince de

Taillebourg leur Fils, & aux enfans nés & à naître de leur mariage actuel, & à leurs descendans en légitime mariage, les mâles excluans toujours les femelles.

4°. Qu'en cas d'extinction de toutes les branches, tant masculines que féminines descendant du mariage actuel de M. & de Madame les Prince & Princesse de Talmont, le Roi vouloit expressement que cette somme de *cent mille livres*, ainsi hipotéquée, appartint en sa totalité aux Pauvres les plus nécessiteux de toutes les Paroisses des Ville & Fauxbourgs de Paris, auxquels S. M. ordonnoit qu'elle fût distribuée en entier en argent comptant, le plutôt que faire se pourroit, sans permettre qu'elle restât hipotéquée sur l'Hôtel, ni placée ailleurs à intérêts.

5°. S. M. nommoit par le Contrat tous les Curés des Ville & Fauxbourgs de Paris, pour faire le recouvrement de cette somme & être par eux distribuée suivant ses intentions, aux Pauvres de leurs Paroisses, auxquels ils recommanderoient de prier Dieu pour le repos de son Ame.

6°. Que toutes ces dispositions seroient spécialement inferées dans le Contrat d'acquisition de l'Hôtel, conformément à la donation, dont copie collationnée, mise sous une enveloppe fermée du Sceau des Armes de S. M. demeureroit jointe à la Minute du Contrat, pour être ouverte en cas d'extinction des branches masculines & féminines descendant du mariage actuel de M. le Prince & Madame la Princesse de Talmont, suivant l'endossement qui seroit mis sur son enveloppe, pour Document.

Cet Acte de donation porte quittance des *cent mille livres*, cy 100000 # 0 0 0 0

Il a été lû & publié au Parc civil du Châtelet de Paris, Audience tenante, & enregistré au Régistre des publications le 16 Janvier 1750 par Duchesne, & insinué à Paris le 12 Décembre 1749 par Thiéry

M. & Madame de Talmont achetèrent effectivement l'Hôtel de Mazarin, appartenances & dépendances, par Contrat passé devant d'Aoust & son confrère Notaires à Paris le 17 Mars 1744, moyennant la somme de *deux cent quatre-vingt huit mille deux cent quinze livres*, qui fut déléguée à payer aux créanciers de la succession de Madame la Duchesse de Mazarin. Et ils déclarèrent dans le Contrat que dans le paiement qu'ils en feroient, il entreroit celle de *cent mille livres* donnée à Madame la Princesse de Talmont par acte entre-vifs du 5 Mars 1744, enfermé dans un Paquet cacheté des Armes du donateur, qui est demeuré annexé à la Minute du Contrat d'acquisition, pour être ouvert dans le cas porté sur l'inscription.

M. 100000. 0. 0.

M. le Prince de Talmont ayant eu dessein, dans la suite de revendre cet Hôtel, & ne pouvant le faire qu'à la charge du emploi ordonné par la donation du Roi ; il proposa à S. M. de consentir de transférer l'hypothèque des *cent mille livres*, données sur le Comté de Bénon, qui lui appartenait, produisant environ *seize mille livres* de revenus, qui ne sont tenus d'autre chose que du Doüaire de Madame de Talmont, qui s'étend encore sur tous ses autres biens ; & S. M. considérant que ce fond seroit plus solide que celui d'un Hôtel sujet à plusieurs accidens ; Elle signa, devant Febvrel Notaire de son Hôtel à Lunéville, le 6 Juin 1750 ; un nouvel Acte, par lequel Elle déclara, interprétant sa volonté & ses intentions à cet égard, qu'en cas de vente de l'Hôtel de Mazarin, en consentant par M. le Prince de Talmont à ce qu'au lieu du emploi dont il est parlé dans la donation, l'hypothèque des *cent mille livres* affecté sur l'Hôtel de Talmont fut transféré sur la Terre & comté de Bénon, de l'agrément de M^{rs}. les Curés de Paris, ou de M. l'Archevêque ; S. M. consentoit aussi que cette translation d'hypothèque, Privilège & substitution, fut faite par Lettres-Patentes du Roi Très-Chrétien, & que l'Hôtel de Talmont en fut déchargé à l'avenir, avec liberté à l'acquéreur de remettre les *cent mille livres* à M. le Prince de Talmont, au moyen de cette translation sur le Comté de Bénon qui en repondroit à l'avenir, & sur lequel elles seroient prises, après l'usufruit fini, pour être distribuées en argent comptant aux Pauvres les plus nécessiteux de toutes les Paroisses des Ville & Fauxbourgs de Paris de la manière expliquée par la donation, qui, au surplus, seroit exécutée selon sa forme teneur.

En conséquence de ce consentement, S. M. T. C. donna des Lettres-Patentes le 9 Juillet 1750, par lesquelles Elle a déchargé l'Hôtel de Talmont des hypothèque & substitution en question, & les a transféré sur le Comté de Bénon. Ces Lettres ont été enrégistrées au Parlement de Paris, en exécution de son Arrêt du 3 Août de la même année.

Total 100000. 0. 0.

Cc

CHAPITRE XIX.

FONDATION D'UNE BOURSE

Pour le Corps des Marchands de Nancy.

LE ROI s'achant que la principale cause de la langueur du commerce, provient du peu de facultés de la plus part des Fabricans & commerçans, ce qui les met hors d'état de faire les avances nécessaires pour s'approvisionner, de façon à satisfaire le gout du public; en sorte que pour empêcher la décadence de leurs affaires, ils se trouvent souvent forcés de recourir à des empruns onéreux, qui les entraînent dans une ruine inévitable, au préjudice du commerce en général; & S. M. désirant remédier dans sa Ville de Nancy, à cet inconvénient, par l'établissement d'un fonds public, qui facilitât aux Marchands & aux Fabricans de cet Ville, le moyen de se pourvoir d'un secours d'argent sur un pied plus avantageux que le cours ordinaire, résolut en 1749, de gratifier le corps des Marchands d'une somme de *cent mille livres*, dont il répondroit, en prenant les précautions nécessaires pour le placer en bonnes mains.

Les intentions de S. M. ayant été notifiées aux Juges-Consuls, & notables du corps des Marchands; ils s'assemblèrent le 29 Mai 1749, & signèrent un Acte, par lequel ils donnèrent pouvoir aux S^{rs}. Coster le jeune, Noir-demenge & Chailly, Juges-Consuls en exercice; aux S^{rs} Coster l'ainé, Laufel & Puiseur anciens premiers Juges consuls & notables, de se transporter à Lunéville à l'effet de remercier S. M. de ses bontés pour leur corps, de recevoir ses Ordres & de terminer aux clauses & conditions qu'il lui plairoit apposer au don qu'Elle vouloit bien faire, de signer à cet effet tous Actes valables &c.

Ces députés, ou Procureurs fondés, présentèrent le lendemain à S. M. un Acte signé d'eux, au nom du corps, par lequel ils se soumirent aux Articles ci-après détaillés.

ARTICLE PREMIER.

Que la somme de *cent mille livres* au cours de France, que S. M. a la bonté de donner à perpétuité, sera déposée entre les mains du premier Juge-Consul Maître du corps des Marchands, lequel n'en pourra disposer que de l'avis & du consentement par écrit de ses Collègues, & à la pluralité des voix des notables représentant le corps des Marchands.

ART. II.

Que le corps des Marchands demeurera garant & responsable de cette somme & des intérêts à perpétuité, sauf à lui de prendre les sûretés & précautions nécessaires envers ceux auxquels il la prêtera.

ART. III.

S'il arivoit néanmoins des accidens de force majeure , comme ravages de guerre , mortalité , incendies ou autres , auxquels le commerce est exposé , & qui missent les débiteurs hors d'état de satisfaire , soit au tout , soit à partie des capitaux & intérêts , ils espèrent des bontés de S. M. , que dans ces cas , Elle les déchargera de la garantie.

ART. IV.

Cette somme sera prêtée , selon les louables intentions de S. M. à des négocians , Marchands & Fabricans dans la Ville & requës Maîtres , par différentes parties , dont néanmoins les plus petites ne pourront être moindres de *trois mille livres* & les plus fortes au delà de *dix mille livres* , pour le tems qui sera jugé à propos , qui ne pourra cependant excéder trois années.

ART. V.

Les particuliers auxquels ces sommes auront été prêtées , payeront annuellement entre les mains du premier Juge Consul en exercice , deux pour cent d'intérêts , par chacune année , au prorata du tems qu'aura duré le prêt , lesquels intérêts s'accumuleront avec le fonds à perpétuité , pour être toujours prêté de la même manière.

ART. VI.

Le premier Juge-Consul , Maître du corps des Marchands , tiendra un registre exact , contenant les délibérations qui l'auront autorisé à prêter , le nom des particuliers entre les mains desquels les sommes seront prêtées qui expliquera si c'est par simple promesse , par obligation ou Contrat , & dans lequel registre il insérera annuellement les intérêts qu'il aura perçus , & l'usage qui en aura été fait , de tout quoi il rendra compte au corps , trois mois après la fin de son exercice gratuitement & sans frais , & ensuite pardevant M. le Chancelier Intendant & ceux qui lui succéderont , par la représentation du même registre & des titres ou copies en forme probante.

Le même jour 30 Mai 1749 , les députés mirent au bas de la soumission ci-dessus , une quittance signée d'eux , par laquelle ils reconnurent que le Roi leur avoit fait remettre la somme de *cent mille livres* de France , en un Mandement de M. Alliot sur M. le Maire, Receveur-Général des Fermes à Nancy.

S. M. rendit ensuite un Arrêt en son Conseil des Finances & Commerce le même jour 30 May , par lequel Elle a ordonné ce qui suit.

1°. Que la somme remise au premier Juge-Consul , dont S. M. fait don au corps des Marchands à perpétuité , ne sera employée , conformément à la soumission , que de l'avis & du consentement par écrit de ses Collègues , & notables représentant le corps , à la pluralité des voix , lequel corps demeurera garant & responsable pour toujours , de la somme & des intérêts qu'elle

aura produit , sauf à prendre les sûretés & précautions nécessaires envers ceux auxquels il sera prêté , laquelle garantie n'aura lieu dans les accidens de force majeurs, comme ravages de guerre, incendies & autres cas imprévus.

2°. Cette somme sera prêté à des négocians , Marchands & fabricans dans la Ville & reçus Maîtres , par différentes parties , selon les besoins , dont néanmoins les plus petites ne pourront être au-dessous de *trois mille livres* , ni les plus fortes au-dessus de *dix mille livres* , & pour tel tems qu'il sera jugé à propos , qui ne pourra cependant excéder trois années.

3°. Les particuliers auxquels les sommes auront été prêtées , payeront annuellement , entre les mains du premier Juge - Consul en exercice , deux pour cent d'intérêts par chacune année , au prorata du tems qu'aura duré le prêt , lesquels intérêts s'accumuleront avec le fonds à perpétuité , pour être toujours employés de la même manière.

4°. Le premier Juge - Consul , Maître du corps des Marchands , tiendra un registre exact , contenant les délibérations qui l'auront autorisé à prêter , le nom des particuliers entre les mains desquels les sommes seront prêtées , dans lequel registre il sera expliqué si c'est par simple promesse , obligation ou Contrat , & les intérêts perçus annotés , ainsi que l'usage qui aura été fait des sommes principales & des intérêts.

5°. De tout ce que dessus le Juge - Consul rendra compte au corps , trois mois après la fin de son exercice gratuitement & sans frais , & ensuite pardevant M. le Chancelier Commissaires départi pour l'exécution des Ordres de S. M. dans ses Etats de Lorraine & Barrois , & ceux qui lui succéderont par la représentation du même registre & des Titres ou copies en forme probante.

Les deux Juin suivant , S. M. donna ses Lettres - Patentes sur cet Arrêt , adressées à M. le Chancelier , avec Mandement de le faire registrer , où besoin seroit , pour y avoir recours le cas échéant , de tenir la main à sa pleine & entière exécution , sans permettre qu'il y soit contrevenu &c.

Les *cent mille livres* furent payés par M. le Maire , au premier Juge - Consul , à la présentation du Mandement de M. Alliot, cy

100000 # 0 0 0 0

Le corps des Marchands , ayant représenté au Roi en 1752 , que les intérêts de cette somme pourroient être portés jusqu'à cinq pour cent , sans que les particuliers emprunteurs fussent privés du soulagement que S. M. a eu en vuë de leur procurer , étant souvent forcés en certains cas d'en payer de bien plus considérables ; Elle se détermina à leur permettre de fixer les intérêts sur le pied de cinq pour cent par an , à compter du jour des échéances des prêts qui subsistoient alors ; & S. M. voulant de plus en plus marquer

combien 100000. 0. 0.

combien Elle avoit à cœur de faire fleurir le commerce dans la Ville de Nancy, par l'établissement d'un lieu d'exercice pour la Jurisdiction-Consulaire & d'une bourse où les commercans s'assemblant chaque jour, trouveroient plus de facilités & de commodités pour les négociations & autres fonctions de leur état: Elle résolut de les gratifier, en outre, d'une somme de *quarante mille livres* au cours de France, & de leur permettre de prendre sur les trois pour cent excédent les deux pour cent d'intérêts qui auroient lieu à l'avenir, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour l'acquisition des terrains & construction des Bâtimens, dans le lieu & suivant les plans qui seroient arrêtés par S. M. Ce qui ayant été accepté par délibération du corps des Marchands du 11 Mai 1752, S. M. rendit en son Conseil-Royal des Finances & Commerce un autre Arrêt le 13 du même mois par lequel Elle a ordonné.

Qu'à compter du jour des échéances des prêts faits, par portions de la somme de *cent mille livres*, les intérêts courront sur le pied de cinq pour cent, & accroîtront de même au principal; & que conformément à la délibération, restée jointe à la Minute de l'Arrêt, le corps des Marchands sera chargé de faire l'acquisition des maisons sur la place du Palais, désignées par le plan, pour servir à l'emplacement de la bourse & Jurisdiction-Consulaire, & de faire en outre toutes les avances nécessaires pour la construction des Bâtimens, suivant les plans & élévation qui leur seront remis, après avoir été agréés par S. M. qui les a déchargé de tous droits d'amortissement & autres pour raison de ces acquisitions; leur faisant don en outre de la somme de *quarante mille livres* de France, payable dans les termes énoncés en la délibération. Et pour le surplus tant des acquisitions que construction des Bâtimens, S. M. leur permet d'y employer les trois pour cent d'excédent accordés à l'avenir sur les intérêts de la somme de *cent mille livres*, jusqu'à parfait remboursement des capitaux, intérêts des emprunts qu'ils pourroient faire à ce sujet, après lequel les trois pour cent d'intérêts demeureront réunis aux deux anciens, & formeront à perpétuité l'accroissement

de cinq pour cent à la somme de *cent mille livres*, dont les prêts continueront d'être faits à l'ordinaire, aux termes de l'Arrêt du 30 Mai 1749, auquel S. M. n'entend qu'il soit dérogé que pour cet Article seulement, voulant que le surplus sorte son plein & entier effet. Manda S. M. à M. le Chancelier Commissaire départi pour l'exécution de ses Ordres dans ses Etats de Lorraine & Barrois, de tenir la main à l'exécution de cet Arrêt, sur lequel les Lettres nécessaires ont été expédiées.

En conséquence de cet Arrêt, le Roi fit remettre au premier Juge-Consul les *quarante mille livres* de nouvelle donation, pour les employer à faire l'acquisition de quatre maisons voisines, situées sur la place de la carrière à Nancy, vis-a-vis le nouveau Palais des Juridictions, & S. M. voulant effectuer Elle-même cette acquisition, il fut passé, de son Ordre, par M. le Chancelier, devant Febvrel Notaire de son Hôtel à Lunéville, le 27 du même mois de Mai 1752, un seul Contrat par lequel M. le Chancelier, acheta, au Nom de S. M. & du corps des Marchands de Nancy, les quatre maisons en question, dont le prix fut payé comptant par le Juge-Consul, avec les *quarante mille livres* provenant de la donation du Roi, dont il est fait mention dans le Contrat.

S A V O I R.

La première, du S^r. François-Jacques Hocquet, Receveur des Finances au Bureau de Pont-à-Mousson & Dame Barbe-Rose Grandpaire son Epouse, laquelle maison a son issue sur la grande rue, entre le S^r. Mougnot Orphèvre du côté de la carrière & de la grande rue d'une part, la veuve Desviller & le S^r. Chailly Médecin d'autre, chargée d'une rente annuelle de *cinquante frans* Barrois, envers les confréries du S^r. Sacrement & de la Conception, établies en la Paroisse-S^r.-Evre de Nancy, pour la somme de *quatorze mille cinquante livres* au cours de Lorraine, outre l'abandon fait aux S^r. & Dame Hocquet, par forme d'Echange ou mieux valuë de la propriété d'un terrain, contenant cent trente deux pieds ou environ de largeur, sur quatre-vingt deux pieds de profondeur,

mesure de roi, à prendre dans l'emplacement des jardins, remises & écuries qui dépendoient ci-devant de l'Hôtel de Gerbéviller, situé entre les deux Ville de Nancy, dont S. M. a fait l'acquisition, par Contrat du 22 Mars même année, pour jouir de ce terrain, par les S^r. & Dame Hocquet en toute propriété sans aucun cens, rente, ni autre charge quelconque, & y construire tels Bâtimens & maison que bon leur sembleroit, en se conformant néanmoins aux plan & faces des maisons voisines, cy. . 14050 #

La seconde, du S^r. Claude-Michel Chailly, Médecin stipendié de la Ville de Nancy, & Dame Marie-Elizabeth Jacob son Epouse, située entre la précédente & celle de Madame de Lichécourt, le derrier aboutissant sur la veuve Desviller, moyennant la somme de *treize mille livres* cours de Lorraine, cy. . . 13000.

La 3^e. de Dame Marie-Janne Charpentier, Epouse non commune en biens de M. Sébastien-Rathier, Seigneur de Lichécourt, cette Maison ayant son issue sur la grande rue, entre la précédente & celle de Joseph-Séverin du côté de la place, & entre la veuve Desviller & la Demoiselle de Baillivy du côté de la grande rue, pour la somme de *dix-sept mille livres* argent de Lorraine, cy. 17000.

Et la quatrième, de Joseph-Séverin, Maréchal-Ferrant à Nancy, & Marie Pigeon sa femme, située entre la précédente d'une part, celle de M. de Luiton d'autre, aboutissant par derrier sur Jacques le Maire, chargée de porter les eaux de celle dudit le Maire, moyennant *sept mille six cent seize livres treize sols quatre deniers* de Lorraine, cy. . . 7616.13.4.

Cours de Lorraine, . . . 51666.13.4

Cette somme fait au cours de France celle de *quarante mille livres*, dont les vendeurs ont donné,

d'autre part 100000^{fr} 0^l 0^s 0^d

au Juge - Consul , quittance & décharge , comme
l'ayant reçu des deniers provenant de S. M.

40000. 0. 0.

Le corps des Marchands a depuis fait construire
sur l'emplacement des quatre maisons , un Bâtiment
manifique , appelé la bourse , dans lequel se tient la
Jurisdiction-Consulaire & où se traitent toutes les affai-
res relatives au commerce en général. La face est
entièrement semblable à celle du Palais des jurisdic-
tions ordinaires qui est vis-a-vis.

Total 140000. 0. 0.

C H A P I T R E X X.

C H A I R E S D E M A T H É M A T I Q U E S

Et de Philosophie fondées à Nancy,

LE ROI , ingénieux à imaginer les moyens de rendre heureux les
peuples de la Lorraine , forma encore le dessein en 1749 , de fonder
une chaire de Mathématiques en l'université de Pont-à-Mousson , en effet au
8 Septembre de la même année , S. M. fit passer en son Nom , par M. le
Chancelier , devant Pierre Notaire à Nancy , un Contrat par lequel Elle
fonda à perpétuité une chaire de Mathématiques aux clauses , charges &
conditions suivantes.

1°. Qu'il seroit établi une salle de Mathématiques dans le Collège des Jésuites
de Pont-à-Mousson.

2°. Que le Professeur seroit nommé par le R. P. Provincial des Jésuites ,
choisi & connu pour le plus habile dans cette science , dans la Province de
Champagne , & à son défaut dans quelle Province de la compagnie il seroit
possible de l'avoir.

3°. Qu'il seroit à perpétuité uni à l'université de Pont-à-Mousson &
jouïroit de tous les droits honneurs & prérogatives dont jouïssent , ou doivent
jouïr les Professeurs de l'Université.

4°. Qu'il auroit le Titre de Professeur-Royal.

5°. Qu'il seroit choisi dans le Collège des Jésuites , une salle propre à y
donner les leçons & y faire les expériences.

6°. Que le Professeur-Royal seroit chargé d'y faire deux leçons par jour.

7°. Que chaque leçon dureroit une heure.

8°. Que les deux leçons de Mathématiques se donneroient toujours une
heure immédiatement avant la Classe des Philosophes.

9°. Que

9°. Que la salle de Mathématiques seroit ouverte , & le Professeur-Royal commenceroit à y donner les leçons publiques le 3 Novembre 1749.

10°. Qu'il donneroit ses leçons tous les jours qui ne seroient pas congé pour les Philosophes.

11°. Que les leçons de Mathématiques, pour la première année , finiroient le 20 Août, de chaque année, & celles de la seconde année le 15 de Juillet.

12°. Que le Professeur-Royal enseigneroit toutes les parties de Mathématiques en deux ans.

13°. Qu'il commenceroit par l'Arithmétique , l'Algèbre , la Géométrie , la Trigonométrie , Rectilignes , &c. pour les Ecoliers de la première année.

14°. Que les leçons de la seconde, seroient sur l'Architecture civile & militaire , la Statique , l'Hidrostatique , la Pyrotéchnie , l'Astronomie , la Gnomonique , &c.

15°. Que les Mathématiciens de la première année répondroient en public trois fois ; & que la dernière action publique renferméroit toutes les matières enseignées pendant le cours de l'année.

16°. Que ceux de la seconde année paroîtroient de même trois fois , & que la dernière action contiendrait tous les traités de Mathématiques qui formeroient une Thèse générale sur toutes les parties de cette science.

17°. Que toutes les leçons se donneroient en langue françoise.

18°. Que toutes personnes seroient reçues aux leçons de Mathématiques & enseignées gratuitement.

19°. Que tous les Ecoliers seroient soumis aux règles établies dans l'Université.

20°. Qu'on distribueroit tous les ans deux prix , pour les Mathématiciens de la première année , & deux autres prix pour les Mathématiciens de la seconde.

21°. Que ces prix seroient des volumes in 4°. proprement reliés , avec les armes du Roi sur les couvertures pour la première année ; & in f°. reliés de même , avec les armes du Roi , pour la seconde année.

22°. Que le Professeur-Royal , avec deux Examineurs nommés par le Recteur de l'Université , feroient l'examen des sujets pour la distribution des prix , qui seroient donnés à ceux qu'ils auroient trouvé avoir le mieux répondu.

23°. Que pour assurer à perpétuité cet établissement , l'intention du Roi étoit qu'il fut délivré en argent comptant la somme de *quinze mille livres* argent au cours de France , à la Maison des Jésuites de Pont-à-Mousson , qui demeureroient chargée de tous les Articles ci-dessus.

24°. S. M. vouloit qu'après son décès , tous les livres & machines qui sont actuellement à l'Hôtel de ses Cadets , appartenissent en toute propriété à la Maison des Jésuites de Pont-à-Mousson , à laquelle Elle en faisoit don , pour servir aux expériences qui seroient à faire dans la salle de Mathématiques ; cette Maison demeurant chargée de leur entretien , & de fournir à

ses frais celles qui pourroient dans la suite être nécessaires.

Les PP. Jésuites du Collège de Pont-à-Mousson étant comparus au Contrat, par le P. Gauthier Provincial de la Province de Champagne & le P. Bernard Recteur de l'Université; ils acceptèrent avec respect & reconnaissance un établissement aussi avantageux au public & se chargèrent pour eux, & leurs successeurs à jamais, de l'entière & parfaite exécution de tous les Articles ci-dessus énoncés, au moyen de la somme de *quinze mille livres* au cours de France, qu'ils déclarèrent avoir reçue, suivant les ordres de S. M. & promirent de faire ratifier le Contrat par le R. P. Général de la Compagnie de Jesus, dans l'espace de trois mois, cy 15000 # 0 0 0 0

Ce Contrat ayant été adressé à la Cour Souveraine, pour le faire enregistrer en ses Greffes, Elle rendit un Arrêt le 9 Juin 1752, par lequel en ordonnant l'enregistrement, Elle ordonna aussi que la chaire de Professeur des Mathématiques, établie par l'Article 5 de l'Edit du Duc Léopold du 6 Janvier 1699, seroit également remplie, & qu'en conséquence il y auroit toujours deux chaires & deux Professeurs, dont chacun feroit deux leçons par jour, dans l'une desquels chaires, on enseigneroit chaque année les élémens de Mathématiques, & dans l'autre le reste du cours.

Mais S. M. ayant considéré que l'Ecole de Mathématiques anciennement établie au Collège de Pont-à-Mousson étoit devenue inutile, au moyen de sa Fondation du 8 Septembre 1749, qui renferme toutes les parties des Mathématiques; Elle rendit un autre Arrêt en son Conseil d'Etat le 5 Janvier 1753, par lequel sans s'arrêter à celui de la Cour Souveraine du 9 Juin de l'année précédente, Elle ordonna que cette ancienne Ecole seroit & demeureroit convertie en une chaire de Professeur d'Histoire; & que le Recteur des Collège & Université de Pont-à-Mousson, seroit tenu de fournir à perpétuité un Professeur qui seroit chargé d'enseigner un cours d'Histoire, & qui à cet effet donneroit une leçon d'une heure en langue françoise tous les jours qui ne seroient pas congé, pour les Philosophes, & à toute autre heure que celles des leçons de Philosophie, auxquelles seroient admises toutes personnes, quand même elles ne suivroient aucune autre leçon du Collège. Ordonnoit S. M. que le Professeur, qui rempliroit cette chaire, jouiroit des droits, honneurs & prérogatives dont jouissent les autres Professeurs de l'Université. Au

moyen de quoi le Recteur demeureroit déchargé de fournir un Professeur de Mathématiques autre que le Professeur-Royal par Elle fondé.

Le Roi adressa cet Arrêt à la Cour Souveraine par Lettres-Patentes du 7 du même mois de Janvier 1753, avec Mandement de le faire incessamment registrer, ensemble les Lettres, en ses Greffes, pour y avoir recours le cas échéant, de tenir & faire tenir la main à sa pleine & entière exécution, sans permettre ni souffrir qu'il y soit contrevenu directement ni indirectement; en conséquence desquelles Lettres, la Cour en rendit un autre le 24, par lequel Elle ordonna que le tout seroit lû à l'Audience publique de la Cour, registré en ses Greffes, pour être suivi & exécuté selon sa forme & teneur, imprimé, envoyé à la Justice du conservateur des Privilèges de l'Université, & dans tous les Bailliages ressortissant nuëment à la Cour, sauf les droits du Roi & d'autrui. Ce qui a été effectué & a eu lieu jusqu'en l'année 1760.

Mais S. M. considérant alors que cette chaire de Mathématiques seroit d'une plus grande utilité dans la Ville Capitale de ses Etats, Elle résolut de la transférer au Collège des Jésuites de Nancy, & d'y fonder encore deux Professeurs de Philosophie pour la plus grande facilité de ses Ecoliers, & le soulagement des familles.

C'est dans cette idée qu'Elle fit passer en son Nom, par M. le Chancelier, devant Febyrel Notaire de son Hôtel à Lunéville, le 14 Mai 1760, un nouveau Contrat par lequel il déclara, pour S. M. transférer au Collège des Jésuites de Nancy, la chaire de Mathématiques qu'Elle avoit fondée en l'Université de Pont-à-Mousson, par le Contrat, du 8 Septembre 1749, pour désormais, à compter du 3 Novembre suivant, y être fait les exercices, démonstrations & expériences détaillés au même Contrat & aux termes, libertés, Privilèges, charges, clauses & conditions y portés; S. M. déchargeant à cet effet, le Collège des Jésuites de Pont-à-Mousson, des obligations qui lui avoient été imposées par ce Contrat; à la charge toutes fois, de remettre en argent comptant à celui

de la Ville de Nancy, la somme de *quinze mille livres* au cours de France, qui lui a été délivrée pour le fond de l'établissement transféré ; ou de lui en payer annuellement l'intérêt , à cinq pour cent, jusqu'au remboursement à compter du 3 Novembre suivant, pour le mettre en état de remplir les charges de la Fondation.

M. le Chancelier a déclaré en même-tems , que l'intention du Roi est que le Collège de Nancy recueille le fruit de la donation des livres & machines de Mathématiques qui sont à l'Hôtel de ses Cadets, énoncés en l'Article 24 ci-devant rappelé , pour les mêmes motifs & à pareilles conditions.

Et que pour augmenter l'avantage que les Ecoliers de la Province & de la Ville de Nancy en particulier, reçoivent de l'établissement du Collège des Jésuites ; S. M. y fondeoit dès ce moment , pour toujours & à perpétuité deux Professeurs de Philosophie, que le R. P. Provincial des Jésuites de la Province de Champagne seroit tenu d'y fournir perpétuellement & sans discontinuation, pour enseigner publiquement & gratuitement , dans ce Collège , toutes les parties de la Philosophie, à commencer à la rentrée suivante pour la logique , & à la rentrée de l'année 1761, pour la Physique, en continuant ainsi ces deux Classes annuellement & perpétuellement selon les règles qui s'observent es autres Collèges de la Province , dans les salles qui seroient à cet effet construites & entretenues, ainsi que celle des Mathématiques, aux frais de celui de Nancy, sans que S. M. ni la Ville soient tenus d'y contribuer en rien en aucun tems.

Pour rétribution desquels établissement & Fondation S. M. à destiné , premièrement les *sept cent cinquante livres* de rente que produisent les *quinze mille livres* de France, payées au Collège des Jésuites de Pont-à-Mousson, pour la Fondation de la chaire de Mathématiques transférée dans celui de Nancy, & même le fond lors du remboursement, auquel cas, S. M. entendoit qu'il fut remplacé à intérêts, ou en acquisition de biens, dont le revenu seroit appliqué annuellement & perpétuellement à la nourriture & entretien du Professeur de Mathématiques ; secondement,

un 15000. 50. 0.

un autre
argent d
livres ,
Provincia
de const
jusqu'à
rente ann
des. Prof
à leur n
acquisition
affranchi
dénier. I
mille bu
doit être
& entre
& de Pl
des autr
occasion
Au moy
mille li
l'intentio
portée f
en fave
Mai 17
Le R
de la I
Contrat
& autr
Pont-à
grande
bontés
les sujet
tems ,
vingt m
de cert
S. M. a
lui que
cutter an
fes, cha
exprime
de S. M
Général
deux m

ci-contre. 15000 # 0 0 0 2

un autre fonds de *vingt mille livres* de France, faisant en argent de Lorraine *vingt-cinq mille huit cent trente trois livres, six sols huit deniers*, qui seroit remis au R. P. Provincial des Jésuites, lequel à ce moyen, seroit tenu de constituer à intérêts, ou en acquisition de biens jusqu'à concurrence de *mille livres* de Lorraine de rente annuelle, pour former *cinq cent livres* à chacun des Professeurs de Logique & de Phisique, & servir à leur nourriture & entretien à perpétuité; lesquelles acquisitions, ou constitutions, S. M. a bien voulu affranchir de tous droits d'amortissement & centième dénier. Le surplus de cette somme, montant à *cinq mille huit cent trente trois livres six sols huit deniers*, doit être employé à la construction, établissement & entretien perpétuel des salles de Mathématiques & de Philosophie, des Chambres des Professeurs & des autres changemens que ces Fondations pourront occasionner dans les Bâtimens du Collège de Nancy. Au moyen du paiement de laquelle somme de *vingt mille livres* de France & des établissemens susdits, l'intention du Roi est que la Pension de *mille livres* portée sur l'Etat de la dépense de la Maison de S. M. en faveur du Collège, soit supprimée à compter du 14 Mai 1760.

Le R. P. Augustin Noiro, Provincial des Jésuites de la Province de Champagne, étant intervenu au Contrat, tant en son Nom, qu'en ceux des Recteurs & autres Religieux des Collèges de Nancy, & de Pont-à-Mousson, il a déclaré recevoir, avec la plus grande reconnoissance, cette nouvelle marque des bontés du Roi pour les Religieux de son Ordre & les sujets Lorrains en général; il a reconnu en même-temps, avoir reçu comptant de S. M. la somme de *vingt mille livres* au cours de France, pour le fonds de cette Fondation, dont il a quitté & déchargé S. M. au moyen de quoi, il s'est chargé, tant pour lui que ses successeurs & lesdits Collèges de faire exécuter annuellement & perpétuellement toutes les clauses, charges, conditions & autres obligations ci-dessus exprimées, conformément aux volontés & intentions de S. M. même de faire ratifier le Contrat par le R. P. Général de la Compagnie de Jesus, dans l'espace de deux mois cy.

Ff

20000.	0.	0.
35000.	0.	0.

Ce dernier Article a été exécuté par Acte signé du R. P. Laurent Ricci Général de la société, daté de Rome le 14 Juin 1760, déposé ès Minutes de Febvrel le 12 Juillet suivant.

Le Roi donna ensuite ses Lettres - Patentes, en forme de déclaration le 19 du même mois de Mai, par lesquelles S. M. ordonne, que conformément au Contrat, la chaire de Mathématiques par Elle fondée en l'Université de Pont - à - Mousson, soit transférée dans le Collège de Nancy, pour y être, les exercices de cette science, commencés au 3 Novembre suivant, & continués d'année en année, à perpétuité, aux clauses & conditions portées au Contrat de Fondation du 8 Septembre 1749.

En outre, qu'au décès du Titulaire actuel de la place de Secrétaire perpétuel de la société Littéraire de Nancy, cette place soit remplie par le Professeur des Mathématiques & ses successeurs, aux droits, Privilèges, prérogatives & honoraires de *sept cent livres* cours de France, réglés par les traités du 17 Janvier 1751, Arrêt du 12 Février, déclaration du 15 Mai 1752 & autres réglemens intervenus à ce sujet; à la charge d'employer annuellement cette somme de *sept cent livres* à l'achat, fourniture & entretien de livres, instrumens & autres machines de toutes espèces propres à l'étude des Mathématiques; de quoi il rendra compte tous les ans aux Directeurs de la présente Fondation, lesquels livres, instrumens & machines seront communs, tant aux exercices de la société Littéraire, qu'à ceux de la salle des Mathématiques & serviront dans l'une & dans l'autre; de faire les fonctions de Secrétaire de la société Littéraire; de prendre soin de la Bibliothèque publique & du cabinet des instrumens & machines; de se charger de l'achat des livres, manuscrits & de tout ce qui sera jugé nécessaire pour le bien & l'avantage de la société par les membres, qui à cette effet, lui fourniront les deniers destinés aux achats, sur délibérations par écrit, dont il leur rendra compte de six mois en six mois.

Au moyen de quoi S. M. a révoqué ses Arrêts & Lettres - Patentes des 5 & 7 Janvier 1753, qui

convertissent en chaire d'Histoire, celle de Mathématiques ci-devant fondée dans le Collège & Université de Pont-à-Mousson, qui y sera rétablie suivant sa première institution.

Veut aussi S. M. qu'à commencer au premier Octobre 1760, pour la Logique, & au premier Octobre 1761, pour la Philosophie, il soit établi à perpétuité dans le Collège de Nancy, deux chaires pour y enseigner toutes les parties de la Philosophie, conformément aux statuts de l'Université de Pont-à-Mousson, à laquelle le Collège sera à l'avenir uni & aggrégé, & jouira des grades, Privilèges, prérogatives & généralement de tous les autres avantages, sous l'autorité, direction & inspection du Chancelier de l'Université.

Et pour d'autant mieux assurer l'exécution de cette Fondation, S. M. en a nommé Directeurs les premiers Présidens, Procureurs-Généraux de ses Cour Souveraine & Chambre des Comptes, & le Lieutenant-Général de Police de Nancy, présents & avenir, qu'elle a chargé expressément d'y veiller, dérogeant à tous Arrêts, déclarations & Lettres-Patentes qui pourroient y être contraires.

Cette déclaration a été adressée à la Cour Souveraine, aux Chambres des Comptes de Lorraine & de Bar, & aux Bailliages de Bar & de la Marche, avec Mandement de la faire incessamment registrer en leurs Greffes, avec le Contrat, pour y avoir recours le cas échéant, ce qui a été effectué & copies envoyées dans tous les autres Sièges des Etats de S. M. pour y être lûes publiées & registrées. L'Arrêt d'entérinement à la Cour est du 22 Mai 1760.

Total 35000. 0. 0.

CHAPITRE XXI.

FONDATION D'UNE CHAMBRE

De Consultation à Nancy.

LE ROI attentif à tout ce qui peut procurer du soulagement à ses Sujets indigens, s'étant apperçu que nombre de Procès se soutenoient journellement sans moyens solides, faute par les parties de se munir d'une

bonne consultation, à cause de la dépense à laquelle elle donnoit lieu, ce qui occasionnoit quelques fois leur ruine; a voulu y remédier, en établissant une Chambre de Consultation, composée de Juris-Consultes distingués par leurs lumières & par leur probité, pour prendre connoissance des affaires que les Pauvres se trouveroient dans le cas de porter par appel en sa Cour Souveraine, & leur en donner gratuitement leur avis, sans lequel l'appel ne pourroit être reçu. C'est dans ces vues, & en conséquence de la déclaration de S. M. du 20 Juillet 1750.

1°. Que le lendemain de la St. Martin suivant, il a été formé dans l'emplacement du Palais destiné à cet effet, une Chambre de Consultation composée de cinq Avocats, auxquels S. M. a fait expédier les Lettres nécessaires, où ils s'assemblent tous les jours, que la Cour Souveraine ne vaque pas, depuis huit heures du matin, jusqu'à onze, & depuis deux heures, jusqu'à cinq heures après midi.

2°. L'Avocat de la Miséricorde est tenu de porter à la Chambre toutes les causes d'appel en matières civiles, soit en demandant soit en défendant, dont il est chargé par son ministère, d'expliquer en personne les faits & les moyens, & sur chacune il lui est fourni une consultation signée de trois des consultans au moins.

3°. S. M. fait défense à sa Cour Souveraine de recevoir aucun appel, dans ce cas, qu'il n'ait été préalablement justifié de la consultation.

4°. Ses autres sujets pourront dans tous les cas, où ils auront à se pourvoir par appel à la Cour, se présenter en personnes, ou par leurs Avocats à la Chambre, & y obtenir des consultations.

5°. Le plus ancien en matricules des cinq Avocats consultans préside à la Chambre, & le moins ancien doit rédiger & expédier à ses frais les consultations mentionnées ès Articles 2 & 4 de la présente déclaration, qui sont délivrées gratis, aux parties.

6°. Les Consultans ont la liberté de continuer l'exercice de toutes les fonctions du Bateau; ils jouissent des mêmes Privilèges & exemptions dont jouissent les Conseillers du Bailliages de Nancy, & en outre chacun de deux mille livres monnoye de France, par année dont le fonds est constitué à perpétuité par S. M.

7°. S. M. attribue à son Procureur-Général de la Cour, l'autorité de faire pour l'exécution de cette Fondation tout ce qu'il jugera nécessaire.

Cette déclaration a été adressée à la Cour Souveraine, avec Mandement de la faire lire, publier, registrer & afficher par tout où besoin seroit, & de tenir la main à sa pleine & entière exécution, ce qui a été effectué en conséquence de son Arrêt du 25 du même mois de Juillet 1750.

Il fut ensuite passé à Paris le 14 Septembre 1750, une convention entre M. le Comte de Lucé, Ministre du Roi T. C. & M. Hulin Ministre de S. M. P. en vertu des pleins pouvoirs qui leur avoient été donnés, par laquelle

laquelle les Articles suivant furent arrêtés.

1°. Que le Roi de Pologne ayant requis le consentement de S. M. T. C. pour assurer la durée de la Fondation d'une Chambre de Consultations dans la Ville de Nancy , conformément à la Déclaration donnée par S. M. P. le 20 Juillet précédent ; Et S. M. voulant seconder les intentions du Roi de Pologne à cet égard , Elle promet de confirmer & de maintenir cet établissement si utile aux peuples de la Lorraine & du Barrois.

2°. Que la somme de *deux cent mille livres* , monnoye de France , que S. M. P. a fait remettre dès le premier Juillet au S^r. Paris de Monmartel, Garde du Trésor-Royal, servira de fonds à la Fondation d'une Chambre de Consultations , à raison de cinq pour cent, ainsi qu'il sera déclaré dans la quittance de Finance qui sera expédiée à cet effet, au Nom de S. M. P. par le S^r. de Savalette, Garde du Trésor-Royal en exercice.

3°. Qu'au moyen de la remise faite au Trésor-Royal des *deux cent mille livres* , S. M. consent à l'emploi qui sera ordonné être fait par S. M. P. dans l'Etat de ses Finances de Lorraine & Barrois , d'une rente de *dix mille livres* par an , monnoye de France, payable de six mois en six mois , à compter du premier Juillet 1750, aux cinq Avocats de la Ville de Nancy , qui seront pourvus, à présent & à l'avenir, des Lettres nécessaires, conformément à la déclaration. Entend S. M. que l'emploi continuera d'être fait à perpétuité dans les Etats de ses Finances de Lorraine & Barrois , pour être la rente payée conformément à la susdite Déclaration & pour subvenir aux Charges de cet établissement.

Laquelle rente de *dix mille livres* , sera exempte du dixième , vingtième deniers & autres impositions ordonnées , ou qui pourroient l'être à l'avenir.

Promet en outre S. M. de faire exécuter toutes les clauses & conditions amplement détaillées dans la même Déclaration.

Cette convention a été ratifiée par Lettres-Patentes de S. M. T. C. du 17 Septembre & de S. M. P. du 12 Octobre 1750 , par lesquelles les deux Rois ont promis de l'accomplir , garder & observer inviolablement , selon sa forme & teneur , sans jamais y contrevenir , &c.

M. Jacques Savalette de Magnanville , Garde du Trésor-Royal de France, expédia le 19 Mars 1751, sa quittance, par laquelle il reconnoît avoir reçu comptant en la Ville de Paris, dès le 12 Août 1750, de sa Majesté le Roi de Pologne , Duc de Lorraine & de Bar, la somme de *deux cent mille livres* monnoye de France , pour servir de fonds à la présente Fondation. cy. 200000

200000 ^{fr} 0 5 0 2

Cette quittance a été enregistrée au Contrôle-Général des Finances, par M. de Machault, le 24 du même mois de Mars.

Gg

200000. 0. 0.

Le Roi informé du grand nombre de Procès arrêtés par cet établissement, & voulant soulager les Avocats par la création d'un Secrétaire, qui partageroit leur travail en mettant leurs affaires en état de leur être présentées, & en tenant Régistre de leurs Consultations, leur fit remettre au mois de Mai 1751, une somme de *six mille livres* de France, pour former *trois cent livres* de gages annuels au Secrétaire, laquelle somme a été constituée à intérêts au denier vingt, ès mains de M. Protin de Hincourt, par Contrat passé devant Billecard Notaire à Nancy, le 27 du même mois de Mai, dans lequel il est énoncé que ce capital provient des deniers de S. M. destinés à l'établissement d'un Secrétaire en la Chambre des Consultations. cy 6000. 0. 0.

Sur les bons témoignages qui lui furent rendus de l'intelligence, capacité & probité de M^c. Jean Claude Beurard, Procureur à la Cour Souveraine, Elle le nomma, & institua Secrétaire de la Chambre des Consultations, par Brevet du 26 Août même année, pour vacquer aux expéditions & faire en outre toutes les autres fonctions dont les Avocats Consultans jugeront à propos de le charger pour le service public, dans l'exercice de leurs commissions, aux honneurs Privilèges, exemptions & aux appointemens qui lui seront réglés.

Le Roi désirant fixer & assurer à la Chambre des Consultations une somme annuelle, tant pour son chauffage que pour autres menuës nécessités, & faire connoître ses intentions, à cet égard; S. M. rendit le 12 Février 1752, en son Conseil des Finances & Commerce, un Arrêt par lequel Elle a ordonné que par M. de Gallois, Commissaire député pour l'administration & réformation des Eaux & Forêts des Duchés de Lorraine & de Bar, il fera chaque année employé sur l'Etat des dépenses des bois, à commencer sur celui de l'ordinaire de 1752, la somme de *trois cent livres* au cours de France, à la quelle S. M. a fixé le chauffage & autres menuës nécessités de la Chambres des Consultations, laquelle somme sera payée ès mains du Secrétaire, & sur ses quittances, alloüée dans les comptes des Receveur-Généraux des Domaines & bois.

Cet
Lettres-
année
tariat
recours
pleine
fait, p
de M.
Maîtrise

En
ne pou
avec le
constitu
résolut
payable
intérêts
à ce Sé
assigné
la Cha

Elle
devant
Février
Nom
aux A
Confu
France
ou en
fera ap
livres
Secrét
le S.
récom
Roi. C

Ce
Patter
lesque
qui s
1^o.
la C
vertu
1751
2^o.
Secré

Cet Arrêt a été adressé à M. de Gallois, par Lettres-Patentes de S. M. du 27 Février de la même année, avec Mandement de le faire registrer au Secrétariat du Bureau des Eaux & Forêts, pour y avoir recours le cas échéant, & de tenir la main à sa pleine & entière exécution. Cet enrégistrement a été fait, par Antoine le 29, en vertu d'une ordonnance de M. de Gallois du même jour, & au Greffe de la Maîtrise de Nancy, par Petit le 2 Mai 1752.

En 1758, S. M. ayant considéré que ce Secrétaire ne pouvoit satisfaire aux charges de sa commission, avec les *trois cent livres* de gages provenans du fonds constitué es mains de M. Protin de Heincourt; Elle résolut d'y ajouter *douze mille livres*, aussi de France, payables lors de son décès, pour être constitués à autres intérêts & former en tout *neuf cent livres* de gages à ce Secrétaire, indépendamment des *trois cent livres* assignés pour chauffage & autres menuës besoins de la Chambre.

Elle fit passer en conséquence par M. le Chancelier, devant Febvrel Notaire de son Hôtel à Lunéville, le 17 Février 1758, un Contrat, par lequel, il promet au Nom de S. M. de faire délivrer, lors de son décès, aux Avocats qui composeront alors la Chambre des Consultations, une somme de *douze mille livres* de France, qui sera par eux placée, sûrement à intérêts, ou en acquisition de biens fonds, dont le produit sera appliqué, avec celui du premier fonds de *six mille livres*, à former les gages annuels & perpétuels du Secrétaire de la Chambre. A quoi ayant été présent le S^r. Jean-Claude Beurard, il a déclaré accepter avec reconnaissance, cette nouvelle marque des bontés du Roi. cy

12000. 0. 0.

Ce Contrat a été confirmé & ratifié par Lettres-Patentes de S. M. du 6 Mars même année, par lesquelles Elle a ordonné par forme de règlement ce qui suit:

1°. Que Jean-Claude Beurard institué Secrétaire de la Chambre, continuera d'en faire les fonctions en vertu du Brevet qui lui en a été accordé le 26 Août 1751.

2°. Qu'à l'avenir, & après Beurard, la place de Secrétaire des Consultations sera remplie par un Praticien

218000. 0. 0.

expérimenté, qui sera choisi & pourvu par la Chambre des Consultations.

3°. Qu'il jouira des mêmes Privilèges & exemptions que les cinq Avocats qui composent la Chambre.

4°. Qu'il lui sera payé annuellement par le Receveur-Général des Domaines & bois, la somme de *trois cent livres*, pour chauffage & autres besoin de la Chambre, en conformité de l'Arrêt du Conseil des Finances du 12 Février 1752.

5°. Qu'il touchera des mains des débiteurs la rente, tant des *six mille livres* déjà constituées, que des *douze mille livres* qui le seront après le décès de S. M. en conformité du Contrat du 17 Février 1758,

6°. Que ce Secrétaire sera tenu de recevoir le dépôt des mémoires & pièces des parties dans le cas de Consulter, conformément à la Déclaration du 20 Juillet 1750, & de tenir registre exact du dépôt, & de la distribution qui en sera faite entre les cinq Avocats qui composent la Chambre.

7°. Qu'il tiendra registre des Consultations & en délivrera gratuitement une expédition aux parties, pour lesquelles elles auront été faites.

8°. Qu'il pourra, lors que la Chambre l'en requerra, assister aux assemblées, Consultations & délibérations de la Chambre.

9°. S. M. attribue à son Procureur-Général de la Cour Souveraine, l'autorité de faire pour l'exécution de ces Lettres & de la Déclaration du 20 Juillet 1750, tout ce qui sera nécessaire.

Ces Lettres-Patentes, ensemble le Contrat du 17 Février, ont été registrés ès Greffes de la Cour Souveraine & de la Chambre des Comptes de Lorraine, pour être suivis & exécutés selon leur forme & teneur, & y avoir recours le cas échéant, en vertu de leurs Arrêts des 17 & 18 Mars 1758.

Le 13 Juillet 1759, le Roi étant en son Conseil d'Etat, rendit un Arrêt par lequel S. M. a ordonné que dans les cas de vacance des places des Consultans, ou de celle du Secrétaire, il sera proposé à S. M. par la Chambre, pour les remplir, des sujets ayant les qualités requises, même à titre de survivance, avec ou sans partage d'honoraires, comme la Chambre le

trouvera 218000. 0. 0.

trouve
seront
Membr
crétaire
Comm
Souver
tant en
Cet
Patten
pour le
le cas
par fo
Lacro

L
Arts
l'ann
put
& c
dign
que

Il
danc
mar
Bibl
des
tam

L
non

E

trouvera plus avantageux au service public; ces sujets seront sur les présentations, pourvus par S. M. les Membres de la Chambres des Consultations & le Secrétaire jouissent en exécution de cet Arrêt du droit de *Committimus*, aux Requêtes du Palais près la Cour Souveraine, pour leurs causes personnelles & mixtes tant en demandant que défendant.

Cet Arrêt a été adressé à la Cour par Lettres-Patentes de S. M. du 16 du même mois de Juillet, pour le faire registrer en ses Greffes, & y avoir recours le cas échéant, ce qu'Elle a effectivement ordonné par son Arrêt du 21 & exécuté le même jour par Lacroix.

Total 218000. 0. 0.

CHAPITRE XXII. SOCIÉTÉ LITTÉRAIRE

Et Bibliothèque publique fondée à Nancy.

LE ROI, toujours animé du desir de faire le bonheur de ses sujets, voulant les mettre à portée de cultiver les Sciences, les Lettres & les Arts, pour lesquels il leur trouvoit des dispositions heureuses, résolut en l'année 1750, de former à Nancy une Bibliothèque publique, où chacun put puiser de quoi se perfectionner dans le genre d'Etude qu'il auroit embrassé, & de fonder des prix annuels à distribuer aux pièces qui en seroient jugées dignes par des Censeurs; c'est dans cet esprit de bonté & d'encouragement que S. M. donna le 28 Décembre 1750. un Edit portant ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

Il sera incessamment disposé un emplacement suffisant à l'Hôtel de l'Intendance, dans la Ville de Nancy, pour contenir en ordre tant les livres & manuscrits dont S. M. fera faire l'achat, & qui commenceront le fonds de la Bibliothèque, que ceux que ses sujets zélés pour le progrès des Sciences, des Lettres & des Arts, voudront y joindre à l'avenir par donations, Testamens ou autrement.

ART. II.

La Bibliothèque sera à perpétuité sous la direction d'un Bibliothécaire nommé par S. M. & un sou-Bibliothécaire, aux gages qui seront arrêtés par S. M.

ART. III.

Elle sera ouverte tous les jours, depuis huit heures du matin, jusqu'à onze, &
Hh

depuis une heure après midi, jusqu'à quatre, excepté les jours de Dimanche & de Fêtes, la quinzaine de Pâques & la huitaine de Noël.

A R T. IV.

Le fonds de la Bibliothèque sera augmenté chaque année, jusqu'à la concurrence de la somme de *trois mille livres* de France, qui sera employée en achats de livres & manuscrits, & cette augmentation sera inscrite à mesure dans le Catalogue général de la Bibliothèque.

A R T. V.

Si quelqu'un pour raison d'incommodité, ou d'une plus grande assiduité à l'Etude, vouloit faire usage chez lui de quelques livres ou manuscrits de la Bibliothèque, il sera permis au Bibliothécaire de les lui prêter, en prenant par lui toutes les sûretés nécessaires pour que ces livres ou manuscrits ne s'égarent point, & que la Bibliothèque se trouve complète au bout de chaque année, dans la visite qui en sera faite.

A R T. VI.

Il sera distribué, chaque année, deux prix de *six cent livres* de France chacun, l'un à un ouvrage de Sciences, l'autre à un ouvrage de Littérature, ou Arts, composés par les sujets de S. M. seulement, sur t'elles matières relatives aux Sciences, Littératures & Arts qu'ils jugeront à propos, selon leur gout, pourvû qu'elles soient d'une utilité évidente.

A R T. VII.

Et pour l'examen des ouvrages, S. M. a créé à perpétuité quatre Censeurs-Royaux, aux gages qui leur seront par Elle ordonnés, lesquels conjointement avec le Bibliothécaire, qui formera le cinquième, y vacqueront pendant les mois d'Octobre, Novembre & Décembre de chaque année, & décideront auxquels des ouvrages ces prix devront être adjugés, dont il sera cependant, par eux rendu compte à S. M.

A R T. VIII.

Les Censeurs tiendront leurs assemblées à la Bibliothèque, aux jours & heures dont ils conviendront entr'eux, non seulement durant les trois mois qu'ils emploieront à examiner les ouvrages, mais pendant tout le cours de l'année; l'intention de S. M. étant qu'outre cet examen, ils travaillent eux mêmes, joignent leurs ouvrages à ceux qui auront remporté les prix, & qu'ils les donnent au public à la fin de chaque année, avec l'Approbation ordinaire.

A R T. IX.

Les sujets qui auront travaillé pour obtenir les prix, seront tenus de remettre leurs ouvrages avant le premier Octobre de chaque année au Bibliothécaire, qui tiendra lieu de Secrétaire parmi les Censeurs, dont il leur

donnera récépissé, & feront les ouvrages souscrits d'une devise ou sentence à l'ordinaire, sans nom d'Auteur, à peine d'être rejetés du concours.

A R T. X.

Ceux qui auront remporté deux fois l'un des prix auront droit dans la suite, d'assister, comme Juges, aux assemblées des Censeurs, auxquels S. M. attribué le pouvoir & la liberté de remplacer ceux d'entr'eux qui viendront à manquer, comme aussi, après son décès la distribution des prix, la disposition de la Bibliothèque publique & l'achat des livres dont Elle fera augmentée chaque année.

Cet Edit a été adressé à la Cour Souveraine, aux Chambres des Comptes & aux autres Tribunaux Supérieurs de Lorraine & Barrois, avec Mandement de le faire lire, publier & afficher par tout où besoin seroit, pour être exécuté selon sa forme & teneur, ce qui a été effectué dans les mois de Décembre 1750 & Janvier 1751.

Il a été suivi d'une convention faite entre le Ministre du Roi & celui du Roi son Gendre, signée à Luneville le 17 Janvier 1751, par la quelle ils ont arrêté les Articles suivans.

1°. Que le Roi de Pologne ayant réquis le consentement de S. M. T. C. pour assurer la perfection & la durée de l'établissement d'une Bibliothèque publique à Nancy, & de la Fondation de deux prix annuels, S. M. voulant y coopérer, Elle promet de les confirmer & de les maintenir à perpétuité, au plus grand avantage des peuples de la Lorraine & du Barrois.

2°. Que la somme de *cent quarante quatre mille livres* monnoye de France, que S. M. P. a fait remettre l'onze du même mois au S^r. Paris de Montmartel, servira de fonds à ces établissement & Fondation, à raison de cinq pour cent, suivant la distribution qui en sera ordonnée par S. M. P. au nom de laquelle il sera expédié une quittance de Finance de cette somme, par le Garde du Trésor-Royal en exercice.

3°. Qu'au moyen de la remise faite au Trésor-Royal des *cent quarante quatre mille livres*, S. M. consent à l'employ qui sera ordonné être fait par S. M. P. dans l'Etat de ses Finances de Lorraine & Barrois, d'une somme de *sept mille deux cent livres* monnoye de France, par année, payable de six mois, en six mois, à compter du premier Janvier 1751, conformément à l'Edit ci-dessus rappelé.

Entend S. M. T. C. que l'employ continuera d'être fait à perpétuité dans les Etats de ses Finances de Lorraine & Barrois, pour être la même rente payée conformément à l'Edit & à l'Etat arrêté par S. M. P. & pour subvenir aux charges de l'établissement.

Laquelle rente de *sept mille deux cent livres* sera exempte du dixième, vingtième dénier & autres impositions ordonnées, ou qui pourront l'être à l'avenir.

Promet en outre S. M. T. C. de faire exécuter toutes les clauses & con-

ditions amplement détaillées dans le même Edit.

Ce traité a été ratifié par S. M. P. le 25 Janvier 1751, & par le Roi son Gendre le même jour, avec promesse d'accomplir garder & observer inviolablement tous les Articles y contenus, sans jamais y contrevenir, &c.

Le 30 Mars de la même année M. Jean-Paris de Monmartel Garde du Trésor-Royal de France, a donné sa quittance, par laquelle il reconnoit avoir reçu de S. M. P. la somme de *cent quarante-quatre mille livres* de France, énoncée au traité ci-dessus, pour le fonds des établissemens faits par l'Edit du 28 Décembre 1750.

cy 144000 # 0 5 0 2

Cette quittance a été enregistrée au Contrôlle-Général des Finances à Versailles le 7 Avril 1751 par M. de Machault.

La rente de ce capital, faisant *sept mille deux cent livres* par année, étoit destinée par le Roi à être distribuée.

SAVOIR:

3000. #	En achats de livres & manuscrits.
1200.	Pour les deux prix à distribuer par année.
2000.	D'honoraires aux quatre Censeurs à <i>cinq cent livres</i> chacun.
700.	Au Bibliothécaire.
300.	Au sous-Bibliothécaire.
7200.	

Mais S. M. voulant rendre égale, pour l'avenir, la condition des Membres de la Société Littéraire par Elle établie, entre lesquels il ne doit y avoir d'autre distinction que celle du plus de mérite; Elle donna le 15 Mai 1752 une déclaration par laquelle Elle ordonna.

Que les honoraires de *cinq cent livres* attachés à chacun des quatre Censeurs, seroient à l'avenir, à mesure que les places vaqueroient, réunis à la somme de *trois mille livres* destinée en achats de livres & manuscrits, pour y servir annuellement par augmentation, ne laissant subsister que les gages ordonnés aux Bibliothécaire & sous-Bibliothécaire qui continueroient, ainsi que leurs successeurs d'en jouir.

Et par Arrêt rendu au Conseil-Royal des Finances

& 144000. 0. 0.

& Commerce le 6 Novembre 1757, S. M. a jugé à propos d'ordonner que les *cinq cent livres* d'honoraires attribués à chacun des quatre Censeurs & appliqués par sa déclaration en supplément d'acquisition de livres, seront & demeureront affectés à perpétuité, & à mesure de la vacance, par accroissement, aux fonds destinés à l'assistance des sujets que les maladies populaires, la grêle, le feu ou d'autres fléaux mettront dans le cas d'avoir besoin d'être secourus sur le champ, par cette voye; S. M. dérogeant, à cet effet, aux Edit du 28 Décembre 1750 & déclaration du 15 Mai 1752.

Elle donna le 28 du même mois de Novembre ses Lettres d'attaches adressées à la Cour Souveraine, qui rendit un autre Arrêt, par lequel, Elle ordonna que celui du Conseil-Royal des Finances & Commerce, du 6 Novembre, ensemble les Lettres seroient registrés en ses Greffes, pour être suivis & exécutés selon leur forme & teneur, & y avoir recours le cas échéant, imprimés & affichés par tout ou besoin seroit.

Le Roi ayant transféré au Collège des Jésuites de Nancy, la chaire de Mathématiques qu'Elle avoit fondée en 1749, en l'Université de Pont-à-Mousson; Elle a jugé à propos d'attacher à perpétuité à la place du Professeur de Mathématiques, celle de Secrétaire de la Société Littéraire de Nancy, & à cet effet, S. M. a donné le 19 Mai 1760, ses Lettres-Patentes, par lesquelles Elle ordonne entr'autres choses.

Qu'au décès du Titulaire actuel de la place de Secrétaire perpétuel de la Société, cette place soit remplie par le Professeur de Mathématiques & ses Successeurs, aux droits Privilèges prérogatives & honoraires de *sept cent livres* cours de France; à la charge d'employer annuellement cette somme à l'achat, fourniture & entretien de livres, instrumens & autres machines de toutes espèces propres à l'Etude des Mathématiques, dequoi il rendra compte tous les ans, lesquels livres, instrumens & machines seront communs, tant aux exercices de la Société Littéraire, qu'à ceux de la salle des Mathématiques, & serviront dans l'une & dans l'autre; de faire les fonctions de Secrétaire de la Société Littéraire; de prendre soin de la Bibliothèque

publique & du cabinet des instrumens & machines ; de se charger de l'achat des livres , manuscrits & de tout ce qui sera jugé nécessaire pour l'avantage de la Société , par les Membres , qui à cet effet , lui fourniront sur délibération par écrit les deniers destinés aux achats , dont il leur rendra compte de six mois en six mois.

Cette déclaration a été adressée à la Cour Souveraine , & aux Chambres des Comptes de Lorraine & de Bar , avec Mandement de la faire registrer en leurs Greffes , pour y avoir recours le cas échéant , ce qui a été effectué , & copies envoyées dans tous les autres Sièges des Etats de S. M. pour y êtres luës publiées & registrées.

En 1752 le Roi desirant fixer & assurer à la Bibliothèque publique , une somme annuelle , tant pour son chauffage , que pour autres menuës nécessités ; S. M. rendit le 12 Février même année , en son Conseil des Finances & Commerce , un Arrêt par lequel Elle a ordonné que par M. de Gallois Commissaire ordonnateur & réformateur des Eaux & Forêts , il fera chaque année employé sur l'Etat des dépenses des bois , à commencer sur celui de l'ordinaire de 1752 , la somme de *trois cent livres* au cours de France , à laquelle S. M. a fixé le chauffage & autres menuës nécessités de la Bibliothèque-Royale , laquelle somme sera payée ès mains du Secrétaire , & sur ses quittances , alloiïée dans les comptes des Receveurs-Généraux des Domaines & bois.

Cet Arrêt a été adressé à M. de Gallois par Lettres-Patentes de S. M. du 27 Février de la même année , avec Mandement de le faire registrer au Secrétariat du Bureau des Eaux & Forêts , pour y avoir recours le cas échéant , & de tenir la main à sa pleine & entière exécution ; cet enrégistrement a été fait par Antoine le 29 , en vertu d'une ordonnance de M. de Gallois du même jour , & au Greffe de la Maîtrise de Nancy par Petit le 2 Mai 1752.

Le Roi a fait faire les dispositions , arangemens & réparations convenables à l'Hôtel-de-l'Intendance , pour y recevoir la Bibliothèque & les personnes destinées à en prendre soin ; ce qui a couté à S. M. *quarante-trois*

mille
denier
quatre
au S.
four

En
mille
S. M.
après
Chap
Il

L
patri
de
Posn
d'usu
L
Roi
par
Rein
reun
conc
pren
à D
mille
florin
resté
qu'il
vie
à la
aux
avec

ci-contre. 144000 ^{fr} 0 ^l 0 ³ 2

mille cent cinquante-cinq livres quatorze sols deux deniers, en frais de Bâtimens & *deux mille neuf cent quatre-vingt-seize livres cinq sols sept deniers*, payés au S^r. Alebert Tapissier pour les ~~meubles~~ qu'Elle y a fourni, ce qui fait en tout

46151. 19. 9.

Total 190151. 19. 9.

Et en faisant distraction de la somme de *quarante mille livres* faisant le fonds des *deux mille livres* que S.M. a réunis à la Fondation des maladies populaires après la mort de quatre Censeurs, comme il est dit au Chapitre 4 du présent recueil, cy

40000. 0. 0.

Il restera pour le fonds de la présente Fondation, cy. 150151. 19. 9.

CHAPITRE XXIII.

FONDATION DE MISSIONS

Dans le Royaume de Pologne.

LA REINE de Pologne Duchesse de Lorraine & de Bar, étant dé.édée à Lunéville le 19 Mars 1747, laissa à la Reine de France sa Fille, ses biens patrimoniaux appelés Sierakow, la Ville, les villages, la partie du village de Pakavie & toutes autres dépendances, scituées dans le Palatinat de Posnanie au Royaume de Pologne, sur lesquels biens, le Roi avoit un droit d'usufruit appelé advitalité..

La Reine sa Fille ayant conçu le dessein de vendre ces biens, proposa au Roi son Pere de se déporter de ce droit en sa faveur, & S. M. y consentit par son Diplome daté de Lunéville le 6 Mai 1749, ensuite duquel, la Reine chargea le S^r. Joseph Celinski Echançon de Czernichoir son Procureur fondé en Pologne, de négocier la Vente de ces biens. Elle fut en effet conclue avec M. Henry d'Oeiszyno Bruhl Comte du S^t. Empire Romain, premier Ministre du Roi de Pologne, Electeur de Saxe, & le Contrat passé à Dresde le 23 du même mois de Mai 1749, moyennant la somme d'un *million de florins* de Pologne, sur laquelle il fut payé *six cent quarante mille florins*, & les *trois cent soixante mille florins* restant, faisant *vingt mille ducats* restèrent dûs & spécialement affectés sur les biens vendus, sous la charge qu'il en seroit payé annuellement *mille ducats* de rente au Roi pendant sa vie, nonobstant sa renonciation au droit d'advitalité, & après son décès, à la Reine sa Fille aussi pendant sa vie, après laquelle cette rente passeroit aux Jésuites de la Couronne, en vertu d'une convention préliminaire passée avec eux,

Ce Contrat de Vente fut ratifié par Lettres-Patentes de la Reine datées de compeigne le 22 Juillet 1749.

Le Roi & la Reine sa Fille conçurent le dessein d'employer cette rente de *mille ducats*, à fonder dans le Royaume de Pologne des Missions fixes dirigées par les Peres de la Compagnie de Jesus ; mais comme elle étoit insuffisante pour remplir leurs pieuses intentions, le Roi résolut d'y joindre une pareille rente & de fournir le fonds nécessaire au Trésor-Royal de France, qui seroit chargé, à ce moyen, de la payer annuellement, ce qui ayant été proposé au Roi T. C. il fut passé de l'Ordre de leurs Majestés, entre leurs Ministres respectifs, une convention signée à Paris le 20 Novembre 1749, par laquelle les Articles suivans furent arrêtés.

1°. Le Roi de Pologne ayant fait remettre au Trésor-Royal la somme de *deux cent dix mille livres* en argent & monnoye de France le premier Octobre de cette année ; le Roi s'engage de payer la rente de cette somme, à perpétuité, à cinq pour cent.

2°. Laquelle rente commencera du même jour, & sera spécialement affectée & hipothéquée sur le produit des Domaines & droits de la Lorraine & du Barrois.

3°. La Reine de France Fille du Roi de Pologne, jouira de cette rente pendant sa vie, & Elle lui sera payée annuellement de six mois en six mois, par le Receveur-Général de la Lorraine & du Barrois.

4°. Au moment du décès de la Reine de France, le Roi s'engage de faire payer annuellement & à perpétuité la même rente, à cinq pour cent de six mois en six mois, aux Peres Jésuites de la Province de Pologne, qui auront à cet effet, nommé leur Procureur à Paris, le tout conformément à la donation qui leur en a été faite par le Roi de Pologne Duc de Lorraine & de Bar, & par la Reine de France sa Fille, dûment autorisée par le Roi son Epoux ; à la charge par les Jésuites de la Province de Pologne d'exécuter à perpétuité les Fondations faites en Pologne, par leurs Majestés le Roi de Pologne & la Reine de France sa Fille, conformément aux clauses, charges & condicions de l'Acte passé avec eux.

Cette convention a été ratifiée par le Roi T. C. en ses Lettres-Patentes données à Versailles le 22 Novembre 1749, & par S. M. P. le premier Décembre suivant, avec promesse de la garder & observer inviolablement chacun à son égard.

Le 30. Décembre même année, M. Paris de Montmartel Garde du Trésor-Royal, donna sa quittance, par laquelle il reconnoit avoir reçu de S. M. P. la somme de *deux cent dix mille livres* au cours de France, pour le principal de *dix mille cinq cent livres* de rente annuelle & perpétuelle applicable à l'exécution du traité ci-dessus rappelé, cy

210000^{fr} 0^{ss} 0^{ds}

Cette 210000. 0. 0.

Cette quittance a été enregistrée au Contrôle-Général des Finances le 21 Janvier 1750 par M. Machault.

La Reine de France ayant fait part au Roi son Mari du dessein qu'Elle avoit formé de Fonder dans le Royaume de Pologne les Missions en question, & d'employer à cette fin, un capital de *quarante mille ducats d'or* de Hongrie, composé, savoir : de la somme de *vingt mille ducats*, provenant de la Vente de ses biens propres de Sirakow, dont le Comte Henry de Bruhl a passé Contrat à Dresde le 23 May 1749, avec l'intérêt à cinq pour cent, & de pareille somme de *vingt mille ducats*, provenant de *deux cent dix mille livres* de France, placées & enregistrées au Trésor-Royal, & dont S. M. s'est engagé de payer aussi la rente à cinq pour cent; le Roi fit expédier à Fontainebleau le 25 Octobre 1750, ses Lettres-Pattantes, par lesquelles il autorisa la Reine & lui permit de passer & signer tel Acte qu'Elle aviseroit bon être, pour assurer aux Peres Jésuites de la Province de Pologne, le capital de *quarante mille ducats d'or*, avec les intérêts ci-dessus mentionnés, qu'elle avoit destiné pour l'entretien de ces Missions.

La Reine donna ensuite son diplôme de Fondation, en date du 30 Octobre 1750, signé Marie & contre-signé Rossignol, par lequel S. M. ratifie & approuve tous les Actes faits à ce sujet, par le S^r. Joseph Celinski son Procureur fondé en Pologne, & déclare que son intention est que ces Missions soient fondées conformément à celles établies dans la Lorraine & le Duché de Bar par le Roi son Pere; c'est à dire, qu'elles aient lieu dans toute l'étendue du Royaume de Pologne, & que pendant leur durée on fasse des aumônes aux Pauvres véritablement dans l'indigence; pour le fonds desquelles Missions & aumônes Elle donne au R. P. Provincial des Jésuites de la Province de Pologne & ses Successeurs la somme capital de *quarante mille ducats d'or* de Hongrie, avec l'intérêt qui doit en revenir, à cinq pour cent, tant pour l'exécution des Fondations que la subsistance & entretien de 16 Missionnaires & autres frais nécessaires. Laquelle somme de *quarante mille*

K k

210000. 0. 0.

est composée, savoir : de *vingt mille ducats*, dont le Comte Henry Docieszyno Bruhl a passé Contrat à Dresde le 23 Mai 1749, avec l'intérêt à cinq pour cent, & de pareille somme provenant de *deux cent dix mille livres* de France, placées & enregistrées au Trésor-Royal, aussi avec l'intérêt à cinq pour cent, ainsi qu'il est spécifié dans la convention du 20 Novembre 1749, ce qui forme *deux mille ducats* de revenu annuel.

S. M. veut en conséquence, qu'il soit désigné seize Prêtres des Peres Jésuites de la Province de Pologne, que l'on placera dans les quatre Provinces principales du Royaume, savoir: dans la Grande-Pologne, dans la petite Pologne, dans la Russie & dans la Prusse, afin que quatre Prêtres fassent dans chacune, tous les ans quatre Missions dans le même-tems, c'est-à-dire aux quatre-tems, pendant l'espace de trois ou quatre semaines, ou autrement, ainsi que le demanderont le lieu, la fréquence du peuple, ou d'autres circonstances, & que de cette manière il soit fait tous les ans dans le Royaume de Pologne & dans ses Provinces seize Missions, toutes par quatre Prêtres, selon l'Ordre & la règle de la Compagnie de Jesus, avec l'Approbation des ordinaires des lieux, lesquels Missionnaires distribueront dans chaque Mission en aumônes, ou œuvres de miséricorde en faveur des Pauvres véritablement indigens, *mille florins* de Pologne, dont ils seront tenus de rendre compte tous les ans au Pere Provincial & à leur Supérieur ses subordonnés; pour lesquelles aumônes la Reine affecte *seize mille florins* de Pologne par an, & *vingt mille autres florins* par an, pour fournir à l'entretien des 16 Missionnaires, tant en subsistance, habillement, frais de voyages, domestiques, voitures qu'autres dépenses nécessaires dans les Missions, ou à leur occasion. Lesquelles deux sommes de *seize mille florins* & de *vingt mille florins* de Pologne, S. M. veut être prises sur celle de *deux mille ducats d'or*, qui forme l'intérêt à cinq pour cent des *quarante mille ducats d'or* ci-dessus exprimés, & que les Peres de la Compagnie de Jesus commencent & continuent ces Missions & ces aumônes aussi-tôt

qu'ils
qu'elle
S. M.
naire
Czern
tous
met
de Po
patrie
Elle la
Le
Comte
dépou
deux

L
disette
qui e
Villes
nécess
fait a
sentir
l'entre
ment
selon
vraim
des F
1°.
à leur
jugere
2°.
dront
Offici
Grain

qu'ils recevront cette rente , après l'usufruit viager qu'elle s'en est réservé.

S. M. nomme & commet pour son Commissaire & Plénipotentiaire le St. Celinski Echanfon de Czernikow, auquel Elle donne pouvoir de faire & signer tous Actes que pourra exiger la Fondation qu'Elle met sous la protection des Rois & de la république de Pologne, & qu'Elle fait par attachement pour sa patrie & pour que ces Saintes Missions attirent sur Elle la prospérité & la Bénédiction du Seigneur.

Le Fonds de *vingt mille ducats* dûs par M. le Comte de Bruhl & dont le Roi de Pologne s'est dépoüillé de l'usufruit monte à pareille somme de *deux cent dix mille livres* de France, cy

210000.	0.	0.
Total	420000.	0. 0.

CHAPITRE XXIV.

MAGAZINS A BLE D

Etablis en Lorraine & Barrois.

LA Lorraine malgré la bonté de son Terroir, étant quelque fois exposée par les orages, la grêle, ou la mauvaise qualité des récoltes, à une disette de grains, presque générale, le Roi a songé à prévenir les malheurs qui en résultent, en formant de ses propres fonds, des Magazins dans les Villes principales, d'où les peuples pussent dans ces cas, tirer les secours nécessaires à leur subsistance, sans les suracheter, au moyen d'un versement fait à propos dans les marchés des lieux où la cherté du Bled se feroit sentir le plus rigoureusement, en prenant les mesures convenables pour l'entretien à perpétuité de ces Magazins, la conservation & le renouvellement des grains, même l'accroissement en quantité dans chaque Magasin, selon les circonstances qui pourroient s'en présenter. C'est dans ces vues vraiment paternelles que S. M. rendit le 2 Mai 1750, un Arrêt en son Conseil des Finances, par laquelle Elle a ordonné.

1°. Que dans les Villes de Nancy, Bar, Epinal & Etain, il seroit disposé, à leurs frais des Magazins en suffisance, pour contenir les Grains que S. M. jugeroit à propos d'y faire placer.

2°. Que tant les Bâtimens des Magazins, que les Grains qu'ils contiendront seront entretenus à perpétuité, par les Villes, à l'effet de quoi, les Officiers & Ouvriers nécessaires à l'inspection, transport & remuage des Grains seront préposés.

3°. Que ces Grains seront transportés, en tout, ou en partie, suivant l'exigence des cas, dans les lieux où il seront jugés nécessaires, pour y être exposés en Vente, dans les Halles & marchés publics, & le prix en provenant employé le plus avantageusement qu'il se pourra, en achat d'autres Grains, pour remplacement dans les Magazins, jusqu'à concurrence du prix.

S. M. manda par cet Arrêt, à M. le Chancelier, Commissaire départi pour l'exécution de ses ordres, de faire procéder, sans délai, à l'établissement des Magazins, veiller à leur entretien & conservation des Grains qui y seront déposés; à ce que les sommes destinées aux premiers achats; (savoir: celle de *soixante mille livres* pour Nancy; *trente mille livres*, pour Bar; *quinze mille livres* pour Epinal & *quinze mille livres* pour Etain, le tout monnoye de France, qu'Elle feroit remettre par son Trésorier,) y soient employées en saisons convenables; ordonner le transport des Grains aux Halles & marchés publics des Etats, suivant les besoins; faire remplacer le prix entier en d'autres achats; connoître seul & en dernier ressort de toutes les contestations qui pourroient survenir à ce sujet, circonstances & dépendances, & faire pour la pleine exécution de cet Arrêt, tout ce qui seroit nécessaire.

Lé Roi fit expédier des Lettres d'attaches en date du 3 du même mois de Mai, adressées à M. le Chancelier, avec Mandement de faire registrer l'Arrêt, avec les Lettres, lire, publier & afficher, par tout où besoin seroit, afin que personne n'en ignorât; & le lendemain 4 M. le Chancelier rendit une ordonnance, portant qu'il seroit suivi & exécuté suivant sa forme & teneur; lû, publié & affiché par tout où besoin seroit, &c.

En conséquence de cet Arrêt, S. M. fit remettre au S^r. Coster Banquier à Nancy, la somme de *cent vingt mille livres* au cours de France, pour être distribuée, sur les ordres de M. le Chancelier, aux Officiers des Hôtels-Communs de ces Villes, ou aux particuliers qui auroient l'entreprise de la fourniture des Grains.

Et par quittance mises aux bas des Mandemens de M. le Chancelier, il conste que le S^r. Coster à payé.

S A V O I R :

Aux Entrepreneurs qui ont fournie sept mille sept cent quarante-cinq rezeaux trois bichets de bled dans les Magazins de Nancy. 60000 ^{fr}

Aux S^r. Eloy & Gérard qui en ont fournie trois mille sacs à Bar. 30000.

Au S^r. Dondaine pour la fourniture de deux mille treize rezeaux à Epinal. 15000.

Et à Raphaël Dennery Juif, pour trois mille six cent quatre-vingt-dix cartes fournies à Etain. 15000.

de France.	120000. cy	120000.	0.	0.
		En	120000.	0. 0.

En 1754, le Roi s'étant fait rendre compte de l'exécution de l'Arrêt du 2 Mai 1750, & S. M. connoissant de plus en plus, que le véritable moyen de prévenir le malheur de ses peuples, dans les cas d'une mauvaises recolte, est de faire rassembler, dans les années d'abondance, une certaine quantité de bleds, & de les confier à la garde & aux soins des Officiers Municipaux des Villes principales, pour être transportés aux Halles & marchés publics dans les cas, & les lieux où les besoins se feroient sentir, & se ménager par cette ressource, le tems nécessaire, pour, par des secours étrangers assurer la subsistance des sujets; Elle crût devoir augmenter quelques uns des Magazins déjà formés & en établir d'autres, dans différentes Ville de ses Etats, à t'elle distance qu'ils pussent concourir respectivement à remplir ses intentions, dans les disettes prévues ou inopinées;

C'est ce qui engagea S. M. de rendre en son Conseil des Finances le 23 Mars 1754, un nouvel Arrêt, par lequel, Elle ordonna que la somme qu'Elle feroit remettre par son Trésorier, feroit employée dès-lors au dehors, en achats de bleds, qui, mis en dépôt dans les lieux de ses Etats, où la récolte de cette année avoit été la moins abondante, y feroient vendus, de là, à la moisson suivante, pour le prix en provenant, servir tant à l'augmentation des Magazins des Villes de Nancy & de Bar, qu'à la formation d'autres Magazins, dans les Villes de Lunéville, S^t. Mihiel, Pont-à-Mousson, Dieuze, Sarguemines S^t. Diéy, Boulay, Mirecourt & Noeuf-Château, suivant la répartition, qui en feroit faite, lors des formations, à l'effet de quoi, les Officiers Municipaux des Villes disposeroient chacun endroit soi, les Bâtimens & remplacemens convenables, pour recevoir les Grains qui y feroient envoyés, dont la garde & conservation feroient confiées à leurs soins & aux frais des Villes, conformément à l'Arrêt du 2 Mai 1750. dont S. M. ordonnoit l'exécution en ce qui n'y étoit dérogé par celui-ci. Mandoit à M. le Chancelier, de faire employer sans délai aux achats des bleds, les sommes qui feroient fournies par le Trésorier de son Hôtel, & de les faire transporter

dès lors dans les lieux des Etats qu'il jugeroit à propos, pour y être vendus, de là, à la recolte suivante, & le prix en provenant, servir à l'augmentation & à la nouvelle formation des Magazins, dont il auroit l'entière disposition; & de faire tout ce qui seroit nécessaire pour l'exécution de cet Arrêt, avec la même attribution que celle portée par celui du 2 Mai 1750.

Le Roi donna le premier Avril 1754, ses Lettres-Patentes adressées à M. le Chancelier, portant Mandement de faire lire, publier & afficher par tout où besoin seroit, tant l'Arrêt que les Lettres d'attache, afin que personne n'en ignorât, & de tenir la main à son exécution, circonstances & dépendances, lui en attribuant seul & en dernier ressort tout pouvoir & Jurisdiction, l'interdisant à toutes ses autres cours & Juges.

M. le Chancelier rendit le lendemain son ordonnance portant que cet Arrêt seroit suivi & exécuté suivant sa forme & teneur, lû, publié & affiché par tout où besoin seroit, ce qui a été effectué.

En conséquence de ce dernier Arrêt, le Roi a fait délivrer par le Trésorier de sa Maison, *cinquante mille livres*, dès le 15 Mars 1754, & pareille somme le 18 Avril suivant, faisant en tout *cent mille livres* au cours de France, cy 100000. 0. 0.

Cette somme de *cent mille livres* fut dès lors employée en augmentation d'achats de bleds, mis en dépôt dans ces nouveaux Magazins, & ensuite vendus & remplacés conformément à l'Arrêt du 23 Mars 1754, & leur revente faite en 1759, ayant procuré des fonds en suffisance pour placer des bleds dans des Villes où on n'avoit pû en mettre dans les commencemens, M. l'Intendant a eu l'attention d'établir des Magazins par tout où il a cru qu'ils seroient d'une plus grande commodité, pour porter promptement du secours à tous les peuples de la Province, dans les occasions; ensorte qu'il y a actuellement des Magazins bien ordonnés dans les Villes de Nancy, Lunéville, S. Nicolas, Dieuze, Sarguemines, Boulay, Pont-à-Mousson, Etain, Briey, S. Mihiel, Bar, Gondrecourt, Noeuf-Château, Mirecourt, Raon-l'Etape,

ci-contre. 220000 # 0 5 0 3

Epinal , Commercy & Ligny , dont nous avons ref-
senti l'utilité en la présente année 1760.

Total 220000. 0. 0.

CHAPITRE XXV.

ANNIVERSAIRE PERPÉTUEL

Pour le ROI, dans l'Ordre des Chartreux.

LE 9 Mai 1751 , le Frere Michel de Larnage , Prieur de Chartreuse & Général de l'Ordre des Chartreux , & les Définiteurs du Chapitre Général tenu en Chartreuse le même jour , donnèrent au Roi une Lettre de Filiation conçue en ces termes :

Nous ayant été représenté par le Vénérable Pere Dont Boucheron , Prieur de votre Chartreuse de Nancy , que votre Majesté uniquement occupée à s'assurer la jouissance du souverain bien , en rependant sur ses Sujets les effets du zèle qu'Elle a pour la Gloire de Dieu , & pour leur Salut , par les différentes Fondations & établissemens qu'Elle fait tous les jours pour procurer l'un & l'autre. Nous avons cru qu'Elle aura pour agréable de participer à toutes les prières & bonnes œuvres qui se pratiquent dans notre Ordre ; adjoutant qu'après une vie glorieuse , qui ne finiroit pas , si le Seigneur écou-
toit les vœux de vos Sujets ; nous ferons célébrer à perpétuité une Anniversaire dans toutes les Maisons de notre dit Ordre , & nous ordonnerons aussi à chaque Religieux de dire une Messe de la Très-Sainte Vierge pour le repos de l'Ame de V. M.

CHAPITRE XXVI.

NOUVEAU PALAIS

Des Jurisdictions à Nancy.

LE ROI ayant voulu épargner à ses Sujets la dépense indispensablement nécessaire pour rétablir à neuf le Palais où Siégeoient les Jurisdictions de Nancy ; résolut en 1751 de faire l'acquisition de l'Hotel de Craon , situé sur la Place de la Carrière , & d'y faire les changemens & augmentations nécessaires , aux différens corps de Justice , pour y tenir leurs séances , Greffes , Prisons , &c.

En effet , par Contrat passé devant Febvrel Notaire de l'Hotel de S. M.

à Lunéville le 12 Juin de la même année, entre M. le Chancelier, stipulant pour S. M. & le S^r. Jean-Baptiste Vanier, au nom & comme Procureur fondé du S^r. Denis Morin, Tuteur élu à la substitution portée au Contrat de Mariage de M. le Prince de Beauvau, Fils aîné de M. le Prince de Craon, avec Madame Marie-Sophie Charlotte de la Tour-d'Auvergne Princesse de Beauveau; dans laquelle substitution l'Hôtel de Craon étoit compris; S. M. a acquis cette maison, consistante en vingt-neuf toises neuf pouces de France de longueur de face, & dix-neuf toises deux pieds six pouces de largeur hors d'œuvre, y compris tous les corps de Bâtimens, cour d'entrée, cour des remises & écuries, ensemble ses commodités, appartenances & dépendances, sans aucune réserve, moyennant la somme de *soixante dix mille livres* cours de France, faisant la seule & unique mise qui eut été faite, nonobstant les publications & affiches précédemment faites, pour parvenir à la vendre. Laquelle somme S. M. s'est chargée de faire payer à l'acquit & décharge de la substitution, aux créanciers hypothécaires des autres biens qui la composent.

S A V O I R :

- 1°. 40000 ^{fr} 0 ⁰ 0 ⁰ Duë au S^r. Alexandre-Hilaire, Commissaire ordinaire des Guerres à Metz, pour restant du capital de *cent trente mille livres* qui a formé le prix de la Baronnie d'Harbouey, par lui venduë à M. le Prince de Craon, par Contrat passé devant Ferry Tabellion à Lunéville le 28 Avril 1727.
- 2°. 7741. 18. 8. Faisant *dix mille livres* cours de Lorraine, duë aux héritiers du S^r. Bazelaire de Lesseux, résident à S^r. Diey, pour prix d'une maison & héritages situés à Ménil près de Lunéville, vendus à crédit à M. le Prince de Craon, par Contrat passé devant Ferry le 26 Juillet 1724.
- 3°. 13935. 9. 7. Faisant *dix-huit mille livres* au cours de Lorraine en capital dû à M. Marc-Antoine de Vendœuvre demurant à Nancy, par Contrat obligatoire passé à son profit, par M. le Marquis de Bissy, devant Leclerc Tabellion à Nancy, le 15 Décembre 1724, portant dix ans de crédit, délégué à M. le Prince de Craon sur le prix de la terre de Lorquin, acquise de M. de Bissy.
- 4°. 7741. 18. 8. Faisant *dix mille livres* de Lorraine de capital, dû aux Dames de la Visitation de Nancy par Contrat de constitution passé devant Leclerc le 19 Mars 1725, par M. le Marquis de Bissy, qui avoit délégué cette somme à payer sur le prix de la Baronnie de Lorquin.

Et

69419. 6. 11.

69419 # 6 s II s ci-contre.

Et | 580. 13. 1. Payé comptant au St. Vanier pour fournir aux frais
d'avis de parens , rapports d'experts , frais de publica-
tions & affiches judiciaires , tant à Paris qu'ez Ville
de Nancy , & de Lunéville , frais de quittances de
remboursement , & autres pour parvenir à la Vente,
70000. 0. 0. demeurés au compte du St. Morin.

M. le Prince de Craon , & Madame la Princesse son Epouse , par ratifi-
cation postérieure, se sont déporté de la jouissance viagère qu'ils s'étoient ré-
servé de cet Hôtel , en en donnant la propriété à M. le Prince de Beauveau
leur Fils , à charge de substitution. Et le St. Vanier au nom & comme Pro-
cureur fondé de M. le Prince & de M. le Chevalier de Beauveau , appellés
pour recueillir la substitution , a donné tout consentement & acquiescement
nécessaires à la Vente, tant pour eux que pour les enfans mâles que pour-
roient produire leurs branches.

Les 16 17 22 & 30 du même mois de Juin 1751 , les créanciers ont
donné séparément quittance des sommes qui leur étoient dûes , avec subro-
gation de tous leurs droits , Privilèges & hipothèques en faveur de S. M.
qui leur a effectivement fait payer les sommes dûes. Ces quittances sont
au pied , & jointes à la Minute du Contrat , avec les Procurations & autres
pièces de formalités observées pour la rupture de la substitution ;

Enforte que le prix total de l'acquisition se trouve
acquité , cy 70000 # 0 s 0 s

Le 15 Juillet de la même année 1751 , le Roi
donna ses Lettres-Patentes , adressées à la Cour Sou-
veraine , & à la Chambe des Comptes , par lesquelles ,
après avoir agréé & ratifié le Contrat , pour avoir
son plein & entier effet ; il manda à ses Compagnies
Souveraines de le faire registrer , avec ces Lettres
en leurs Greffes , pour y avoir recours le cas éché-
ant , & être ensuite déposé au Trésor des Chartres.
Ce qui a été exécuté.

Indépendamment du prix de l'acquisition , le Roi
a encore fait payer , tant pour l'estimation des ou-
vrages faits pour mettre cet Hôtel en état de rece-
voir les Tribunaux , les Greffes & les prisonniers ,
que pour pot-de-vin , la somme de *soixante mille*
livres d'une sorte , & *trente mille livres* d'autres , ce
qui fait en tout. 90000. 0. 0.

Total 160000. 0. 0.
M m

CHAPITRE XXVII.
COLLÈGE ROYAL DE MÉDECINE
Etabli à Nancy.

LE ROI ayant toujours eu à cœur de faire fleurir dans ses Etats les Sciences & les Arts , pour procurer à ses sujets , tous les fruits qu'on peut en recueillir ; S. M. porta , en 1752 une attention particulière sur la Médecine , & tout ce qui tend à ses progrès & à sa perfection , & dans cette vue , Elle forma le dessein d'établir dans la Ville de Nancy un Collège de Médecine , à l'instar de ceux qui sont établis dans quelques-unes des grandes Villes du Royaume de France. En effet , Elle donna à Lunéville , le 15 Mai 1752 ses Lettres-Patentes , par lesquelles , Elle a érigé & établi dans le Ville de Nancy , un Collège de Médecine , sous le Titre de Collège - Royal des Médecins de Nancy , qui sera composé de tous les Docteurs Médecins résidans & exerçans dans la Ville , en représentant leurs Lettres de Maîtres-ès-Arts , ou un Certificat de deux années d'Etude en Philosophie , avec leurs Lettres de Docteurs en Médecine dans une Université approuvée & reconnue ; & de tels autres Docteurs Médecins qui y seront reçus & agréés à l'avenir , dans la forme & aux conditions prescrites par les Statuts & Réglemens copiés ci-après , que S. M. leur a donné & qu'elle veut être suivis & observés selon leur forme & teneur ; ce Collège tiendra des assemblées régulières pour y délibérer sur l'état de la Médecine & régler ce qu'il estimera devoir en étendre les progrès , la porter à sa plus grande perfection , contribuer au soulagement des pauvres malades & au maintien d'une bonne Police dans l'exercice de cette Profession. S. M. fait défense à tous autres Médecins , d'exercer la Médecine dans la Ville de Nancy , & ses Fauxbourgs , à peine de *cinq cent livres* d'amende , sans empêcher néanmoins les habitans d'appeler , si bon leur semble , des Médecins étrangers auxquels ils auront confiance , pour les assister dans leurs maladies , lesquels Médecins pourront aussi , pendant leur séjour à Nancy , visiter & assister les autres habitans qui voudront les employer. Permet au Collège de choisir entre les agréés quatre Officiers ; savoir , un Président pour six années , deux Conseillers pour trois années , & un Secrétaire perpétuel , lesquels , avec le Doyen par ancienneté , formeront le Conseil du Collège ; a , néanmoins S. M. pour cette fois seulement , nommé & commis pour Président , pendant les six premières années , le S^r. Bagard ; pour Conseillers , pendant trois ans , les S^{rs}. Palmon & Platel , & pour Secrétaire perpétuel , le S^r. Gormand , après lesquels termes , il sera procédé à l'Election de ces Officiers dans la forme prescrite par les Statuts ; enjoint à son Procureur-Général de la Cour Souveraine

de tenir la main à l'entière exécution des mêmes Lettres-Patentes , Statuts & Réglemens.

Ces Lettres & Statuts ont été adressés à la Cour souveraine de Lorraine & Barrois, qui rendit le 29 Mai, Arrêt par lequel, Elle ordonna que le tout seroit lû & publié Audience publique tenante & enregistré en ses Greffes; que copies dûment Collationnées seroient envoyées à la diligence du Procureur-Général dans tous les Bailliages & Sièges ressortissans nuëment à la Cour, pour y être pareillement lû, publié & enregistré; & qu'à la diligence du substitut du Bailliage-Royal de Nancy, les Lettres-Patentes & Réglemens seroient enregistrés dans les Registres de la Maîtrise des Chirurgiens & Apoticaire de la Ville de Nancy; enjoint aux Médecins du Collège de procéder exactement & incessamment au Tarif du prix des drogues que doivent avoir les Apoticaire, & de le renouveler autant de fois que le cas le requérera, conformément à ce Règlement & aux Ordonnances, & de se conformer au surplus de leur prescrit.

Ensuite, la Cour a donné Acte de la Lecture & publication de l'Arrêt, ensemble des Lettres-Patentes & Réglemens y joints; ordonné qu'ils seront suivis & exécutés selon leurs forme & teneur, & enregistrés en ses Greffes pour y avoir recours le cas échéant, &c.

*Suivent les Réglemens & Statuts donnés par
SA MAJESTÉ au Collège de Médecine
établi en la Ville de Nancy.*

ARTICLE PREMIER.

LE COLLÈGE sera composé de tous les Docteurs Médecins qui résident & exercent actuellement en la Ville de Nancy, & de ceux qui venant à l'avenir s'y établir, se feront recevoir & agréger audit Collège, dans la forme & aux conditions ci-après déclarées.

II.

IL y aura quatre Officiers électifs, savoir, un Président, deux Conseillers, & un Secrétaire perpétuel, lesquels avec le Doyen par ancienneté formeront le Conseil du Collège, dans lequel le Doyen prendra rang & séance immédiatement après le Président.

III.

LORSQUE lesdits Offices auxquels Sa Majesté a nommé pour cette fois seulement, seront vacans, il sera procédé à l'élection de nouveaux Officiers, à la pluralité des voix; savoir, du Président pour six années, des Conseillers pour trois, & du Secrétaire pour sa vie; les mêmes Officiers pourront encore être continués pour autant de tems; le Président sortant de charge sera néanmoins l'un des Conseillers de droit.

IV.

LES Médecins qui aspireront à l'avenir à être agrégés au Collège, seront tenus de représenter l'extrait de leur Batême, leurs Lettres de Maître-ès-Arts, & leurs Lettres de Docteurs en Médecine, dans une Université reconnue & approuvée, & en outre des certificats en bonne forme de deux années d'étude en Philosophie, & de trois années en Médecine.

V.

ILS seront aussi obligés de justifier par de bons certificats, qu'ils ont au moins trois années de pratique dans la Médecine, ou qu'ils ont suivi pendant autant de tems les Médecins des Pauvres, ou les Médecins des Hôpitaux, ou autres agrégés, dans leurs visites.

VI.

ILS subiront ensuite un examen pendant trois heures, en présence du Collège assemblé, sur la pratique de la Médecine, & sur la matière médicale, la Chimie, la Chirurgie & la Pharmacie; à l'effet de quoi le Collège nommera quatre Examineurs, non compris le Président qui sera de droit Examineur, & tous les agrégés qui assisteront à l'examen auront voix délibérative, & la réception ou le renvoi de l'Aspirant se fera à la pluralité des voix de tous les agrégés qui auront assisté.

VII.

LE Collège donnera ensuite, à la pluralité des voix, au Récipiendaire, un Aphorisme d'Hippocrate à expliquer publiquement par un discours latin qui durera au moins une heure, aux jour & heure qui lui seront indiqués.

VIII.

SI quelques-uns des Professeurs de la Faculté de Médecine en Université de Pont-à-Mousson viennent à s'établir en la Ville de Nancy, & se faire agréger audit Collège, ils seront dispensés de l'examen & des formalités prescrites par les Articles IV. V. & VI. ci-dessus; ils seront cependant obligés de faire le discours latin mentionné en l'Article VII. sur un Aphorisme d'Hippocrate.

IX.

LE Collège pourra aussi recevoir pour agrégés-honoraires des Médecins de réputation, & connus par leur Science & par les ouvrages qu'ils auront composés, lesquels seront pareillement exemts des épreuves, examens & formalités ci-dessus.

X.

AUSSI-TÔT que le Récipiendaire aura été reçu, il prêtera serment de suivre & observer ponctuellement les présens Statuts & Réglemens, & de travailler pour l'honneur & le bien du Collège & du public, & ce pardevant le Bailly de Nancy, ou son Lieutenant, auquel seront représentés les actes de sa réception; à l'effet de quoi le Récipiendaire sera conduit par des
Députés

Députés du Collège, à l'Audience publique du Bailliage, pour y prêter ledit serment, avant lequel il ne pourra faire aucune fonction, ni exercer la Médecine dans ladite Ville.

XI.

Si l'Aspirant est reçu il payera une somme de *trois cent livres* au cours de France, qui sera remise au Secrétaire, & employée suivant qu'il sera réglé par le Collège; les fils & les Gendres des agrégés ne payeront que moitié.

XII.

Le Conseil du Collège s'assemblera lorsque le Président le jugera à propos, pour régler par provision les affaires pressantes, & veiller à ce que les Statuts, Réglemens & Délibérations du Collège soient ponctuellement observés; il aura droit de faire venir les agrégés qui y contreviendront, pour les avertir & les reprendre; & s'il s'agit de quelques cas graves & de conséquence, il en remettra la connoissance à l'Assemblée générale du Collège, auquel il rendra aussi compte de ce qui se fera passé dans les Assemblées particulières, & de ce qu'il y aura réglé.

XIII.

Le Collège s'assemblera régulièrement une fois le mois, au jour fixé, qui sera convenu & arrêté entre tous les agrégés, & extraordinairement lorsque le cas paroîtra au Conseil l'exiger; le Président en fera le chef, & y occupera la première place, & en cas d'absence, le plus ancien des Conseillers le remplacera dans ses fonctions; mais en tous autres, les Conseillers & le Secrétaire n'y prendront rang parmi les autres agrégés que suivant l'ordre de leur réception.

XIV.

L'ASSEMBLÉE ne sera censée être Assemblée générale du Collège, à moins qu'il ne s'y trouve au moins les deux tiers des agrégés, tant Officiers qu'autres.

XV.

Tous les agrégés auront voix délibérative dans les Assemblées générales, & y prendront séance du jour de leur réception; & si aucun quittoit la Ville de Nancy pendant plus d'un an, en changeant de domicile, il perdrait son titre d'agrégé, à l'exception néanmoins de ceux qui auroient quitté pour le Service de S. M. & celui de sa Maison.

XVI.

ON traitera dans ces Assemblées les matières qui concernent la Médecine, & tout ce qui peut contribuer à ses progrès & à sa perfection, & celles qui concernent la Police du Collège, dans l'ordre que le Conseil particulier aura réglé. Le Président proposera les matières, & recueillera les voix, en commençant par les derniers reçus; après quoi, chaque agrégé aura droit d'y proposer ce qu'il estimera tendre au bien de la Médecine, & de représenter en quoi il croira que les Ordonnances, Réglemens & Statuts ont été violés, & de requérir qu'il y soit délibéré par le Collège.

XVII.

LE Collège pourra, à la pluralité des voix, faire de nouveaux Réglemens suivant l'exigence des cas, pour ce qui concerne la police dans l'exercice de la Médecine & celle du Collège seulement.

XVIII.

Si quelqu'un des aggrégés s'apperçoit que son Confrère se trompe dans quelque faits, ou sur quelques principes de Médecine, il lui fera connoître en particulier avec douceur & modestie, & s'ils ne tombent pas d'accord, l'un ou l'autre portera le différent au Conseil, ou à l'Assemblée du Collège, pour en décider; & si quelqu'un des aggrégés insultoit un de ses Confrères dans l'Assemblée, il en seroit repris par le Président, & privé pour cette fois, de la voix délibérative.

XIX.

COMME l'objet principal de l'Etablissement de ce Collège, est de perfectionner la Médecine dans toutes ses parties, d'étendre non-seulement à chacun des membres qui le composeront, mais encore à tous les Médecins des Etats, les lumières & les connoissances que chacun d'eux aura acquises, & les découvertes qu'il aura faites, les aggrégés liront & feront examiner dans les Assemblées du Collège, les mémoires & ouvrages qu'ils auront composés, & les observations qu'ils auront faites sur les différentes maladies; & pour y réussir plus efficacement, chaque aggrégé choisira de bonne volonté une maladie sur laquelle il travaillera particulièrement.

XX.

IL fera fait lecture dans les Assemblées du Collège, de ces ouvrages & mémoires, mais celui qui voudra les lire, les communiquera auparavant à deux autres aggrégés, qui les examineront & les signeront, pour les rendre plus dignes de l'attention du Collège, & lorsqu'il en fera lecture, il ne sera pas interrompu.

XXI.

LE Mémoire ayant été lu, sera remis au Secrétaire, qui en donnera communication à ceux des aggrégés, qui voudront y proposer des objections, lesquelles ils donneront par écrit; celui qui l'aura composé pourra le corriger & augmenter ainsi qu'il jugera à propos, & le Collège portera son jugement sur le tout.

XXII.

CES Mémoires & ouvrages ne seront admis & déposés chez le Secrétaire que de l'avis des deux tiers des aggrégés assemblés en Collège.

XXIII.

L'AGGRÉGÉ qui composera des mémoires, les commencera par l'anatomie exacte des parties qui ont rapport à la maladie dont il traitera; il proposera ensuite dans un ordre naturel les observations que les Auteurs ont

donné sur cette matière ; & celles que sa pratique & celle de ses Confrères lui auront fournies , d'où il tirera des aphorismes ou maximes générales sur la cause , la nature , les différentes variations , les pronostics dans les différens cas , & sur la cure générale & particulière ; il évitera dans ses mémoires les systèmes & les raisonnemens trop éloignés , & décrira les observations simplement & de bonne foi , telles que la nature les présente , sans rechercher le merveilleux & l'extraordinaire.

XXIV.

LORSQU'UN agrégé trouvera quelque cas rare & extraordinaire dans une maladie , il invitera deux de ses Confrères à voir avec lui le malade , afin de donner à ses observations le degré de croyance qu'elles demandent , & le Collège n'en recevra aucune sans cette précaution.

XXV.

LE Collège se chargera de faire des Cours d'Anatomie , de Botanique & de Chimie ; & pour cet effet il fera construire un Bâtiment convenable à ces usages , & fera planter & cultiver un Jardin de toutes les plantes usuelles étrangères , de même que de toutes celles du Pays , usuelles ou non.

XXVI.

CHACUN agrégé choisira un certain nombre de plantes qui viennent naturellement dans la Province , & dont l'usage n'est pas bien connu , ou ne l'est pas du tout , pour chercher à en découvrir la nature , les bons & les mauvais effets , & les avantages que l'on peut en retirer pour enrichir la matière médicale.

XXVII.

L'OUVERTURE des cadavres étant un des principaux moyens d'avancer les progrès de la Médecine , le Collège fera ouvrir , sans aucune rétribution , les corps des personnes qui seront mortes de mort inopinée & extraordinaire , ou dont la cause est inconnue , & ce du consentement des familles. Les Médecins des Hôpitaux auront soin d'avertir le Secrétaire du Collège des personnes qui y seront mortes de ces sortes de maladies , & l'un des Officiers du Conseil sera tenu , quand il en sera requis par un agrégé , de faire les diligences nécessaires pour par venir à l'ouverture du cadavre , en conformité de l'Article XXXVII. de l'Ordonnance de 1708.

XXVIII.

LE Médecin ordinaire de la personne décédée avertira le Secrétaire , de l'heure de l'ouverture & de la nature de la maladie , pour qu'il en donne avis à quelques agrégés , & surtout à celui qui s'est chargé d'écrire sur la maladie dont cette ouverture fait le sujet.

XXIX.

AVANT l'ouverture le Médecin ordinaire fera une courte narration de ce

qui est arrivé au malade , & tirera ses conjectures sur ce que l'on doit trouver dans le cadavre ; chaque agrégé présent proposera ensuite son avis , sans toucher publiquement à la conduite du Médecin ordinaire pendant la maladie.

XXX.

ON examinera tout l'extérieur du cadavre , pour voir si l'on peut en tirer quelque indice pour l'intérieur ; on examinera aussi scrupuleusement chaque viscère en particulier , & on dressera une relation de ce qui s'y trouvera , & le tout se fera avec le plus de décence & de propreté qu'il sera possible , & la relation , tant de la maladie & de l'ouverture , que de la conférence des Médecins qui y auront assisté , si elle est importante , sera déposée au Secrétariat.

XXXI.

LE Collège aura , dans les différentes Villes de la Province , des correspondans , pour s'instruire respectivement des maladies qui y régneront , & des moyens qu'on peut employer pour les guérir. Les correspondans enverront aussi au Collège les observations qu'ils auront faites , tant sur la Médecine que sur l'Histoire naturelle ; & ils ne pourront être que des Médecins habiles qui se feront fait connoître par quelque mémoires & ouvrages qui auront été reçus du Collège.

XXXII.

ILS lui feront aussi part de ce qui se passera dans leurs Villes , au sujet de la Police dans l'exercice de la Médecine , & des contraventions qui pourront y être commises , pour que le Collège puisse y faire pouvoir & remédier.

XXXIII.

LORSQUE les correspondans se trouveront dans la Ville de Nancy , ils auront droit d'assister aux Assemblées du Collège , & y auront séance après les agrégés , & voix délibérative , à l'exception néanmoins des cas de réception des agrégés , & d'élections des Officiers du Collège.

XXXIV.

EN cas que les Médecins stipendiés se trouvent surchargés dans les tems de maladies épidémiques ; le Collège leur associera un nombre suffisant d'agrégés pour suppléer à leurs fonctions.

XXXV.

LES Médecins des Pauvres donneront chaque mois un mémoire succinct sur les maladies extraordinaires qu'ils auront vues , lequel mémoire sera lu , par les Médecins Consultans , & ensuite déposé chez le Secrétaire , s'il le jugent digne des collections du Collège.

XXXVI.

XXXVI.

OUTRE les Médecins des pauvres , le Collège nommera de trois ans en trois ans cinq aggrégés , Officiers ou non , pour consulter gratuitement les maladies des pauvres ; ils s'assembleront à cet effet une fois toutes les semaines , à tel jour , heure & lieu qui seront réglés , pour répondre aux pauvres malades qui viendront les consulter , ou aux mémoires qui leur seront envoyés de leur part de toute la Province , en justifiant néanmoins de leur pauvreté par un certificat du Curé du lieu.

XXXVII.

L'UN des Consultans interrogera le malade , ou fera le rapport du mémoire aux quatre autres ; ils donneront ensemble leur avis sur la nature de la maladie , & sur les remèdes & le régime qui conviendront. Ce Médecin Consultant dressera & signera le résultat.

XXXVIII.

SI l'un des Consultans se trouve empêché par maladie , ou autrement , il aura soin de se faire suppléer dans les Consultations , par un autre aggrégé.

XXXIX.

LE Collège députera deux aggrégés pour aller une fois le mois dans les Hôpitaux de la Ville de Nancy , & plus souvent dans les cas de maladies épidémiques , dont les Médecins des Hôpitaux seront tenus de donner connoissance au Conseil du Collège ; & les Médecins Consultans députeront un d'entr'eux pour aller conjointement avec les Médecins des pauvres , consulter chez les pauvres malades dans les cas graves.

LX.

LES aggrégés qui seront dans la suite nouvellement reçus au Collège , seront obligés d'assister pendant deux ans , à toutes les Consultations , & d'écrire ce que les Consultans dicteront , & s'il se présente dans ces Consultations quelques cas rares , il en fera dressé un mémoire qui sera déposé au Secrétariat , & l'un des Consultans sera chargé de se faire instruire de la suite & de l'événement de la maladie , pour en être aussi faite annotation sur le mémoire.

XLI.

L'OFFICE du Secrétaire fera de tenir des Régistres exacts de tout ce qui se passera dans le Collège , d'y inscrire les réceptions de tous les aggrégés , les délibérations du Collège & celles du Conseil , les élections des Officiers , les Edits , Arrêts & Réglemes qui pourront le concerner , & généralement tout ce que le Collège jugera à propos d'y faire insérer , & ce dans l'ordre & dans la forme qu'il aura réglés ; & toutes les pièces qui seront insérées dans ces Régistres seront signées de deux membres du Conseil.

IL fera chargé avec un autre agrégé de faire des observations journalières sur l'air, les vents & le tems qui régneront à Nancy, dont il dressera des tables; il recevra & conservera exactement les mémoires qui auront été reçus par le Collège.

XLIII.

LES Régistres & pièces ne sortiront de chez lui que pour être portés dans les Assemblées générales ou particulières, & il ne les communiquera à aucune personne étrangère du Collège que par une permission du Conseil; il sera tenu de se trouver à toutes les Assemblées générales ou particulières, & d'y apporter les Régistres & pièces qui y seront nécessaires.

XLIV.

EN cas d'absence, ou de maladie, il substituera en sa place celui des agrégés avec lequel il en conviendra, qui sera tenu aux mêmes règles que lui; il sera exempt de la charge de Médecin Consultant.

XLV.

LES Régistres, Titres & Collections du Collège, seront examinés par le Conseil une fois l'année; il en sera dressé un Inventaire qui restera au Secrétariat, & dont le double sera remis au Président.

XLVI.

AUSSÎ-TÔT que le Collège aura un Bâtiment convenable pour tenir ses assemblées, le Secrétaire y aura une Chambre particulière où les registres, Collections, & tous autres Actes seront mis en dépôt dans une armoire dont il aura la clef.

XLVII.

LORSQUE le Collège aura des fonds & des deniers à recevoir, ils seront remis au Secrétaire, lequel fera les fonctions de Trésorier, & elles qu'elles seront réglées par un résultat du Collège.

XLVIII.

UNE Bibliothèque des principaux Auteurs de Médecine étant nécessaire, le Collège en formera une par les moyens qu'il avisera, & elle sera placée dans les Bâtimens qu'il se propose de faire construire, pour y tenir les assemblées & faire les Consultations.

XLIX.

IL choisira pour lors un agrégé pour Bibliothécaire, dont il réglera pareillement les devoirs & les fonctions par un Règlement particulier, si mieux il n'aime les faire exercer par le Secrétaire.

L.

LE Président & l'un des Conseillers, feront tous les six mois les visites des Pharmacies des Apoticaire, & des Hôpitaux & Maisons de Charité,

de même que celles des Boutiques des Marchands Droguiste de la Ville de Nancy ; elles seront auparavant convenues & concertées avec le Lieutenant-Général de Police de ladite Ville, & seront au surplus faites conformément aux Ordonnances , Arrêts & Réglemens.

L I.

LE Magistrat de ladite Ville ne permettra aux Charlatans , Opérateurs & Empiriques , de vendre , débiter ou exercer , qu'après avoir consulté le Président du Collège , qui en conférera avec le Conseil.

L II.

LE Conseil du Collège nommera deux aggrégés qui devront assister aux examens & chef-d'œuvres qui se feront en la Ville de Nancy , des Aspirans en Chirurgie & en Pharmacie , pour le tout y être fait en conformité des Ordonnances & Réglemens.

L III.

LES Apoticairens seront tenus de se conformer au Dispensaire approuvé pour la Ville de Paris ; & à l'égard du Tarif du prix des Drogues qui doivent entrer dans le Dispensaire , il sera fait par le Président & deux aggrégés députés par le Collège , en présence du Lieutenant-Général de Police , conformément aux Arrêts & Réglemens donnés à ce sujet ; & il pourra en être fait un tous les ans , des Drogues dont le prix varie souvent ; à l'effet de quoi , les Marchands Droguistes seront obligés de leur représenter leurs factures , & chaque Apoticaire sera tenu d'avoir chez lui un exemplaire desdits Dispensaire & Tarif. FAIT & arrêté au Conseil , à Lunéville , le 15 Mai 1752.

Collationné , ROÛOT , Secrétaire d'Etat.

CHAPITRE XXVIII.

PLACES POUR SIX JEUNES

*Gentils - Hommes au Collège de Saint Louis
à Metz.*

LES Chanoines Réguliers de l'Abbaye de St. Piermont , Ordre de St. Augustin , Congrégation du Sauveur , ayant demandé au Roy T. C. un emplacement & la permission d'établir un Hospice , ou Maison de Refuge , avec une Eglise dans le nouvel ouvrage des Fortifications de Metz , appelé *la double Couronne de Mozelle* ; S. M. , par Lettres-Patentes du mois de Juin 1735 , accorda la demande pour 6 Chanoines Réguliers Prêtres approuvés de l'ordinaire , indépendamment des domestiques dont ils auroient besoin.

Le 25 Octobre 1736, on érigea l'Eglise qu'ils feroient bâtir, en l'Eglise Paroissiale, indépendante de toute autre & soumise à la juridiction des Evêques de Metz; & il fut réglé qu'elle seroit desservie par trois Chanoines Réguliers.

Ils s'appliquèrent à l'éducation de la jeunesse, y réussirent, & formèrent le dessein de demander l'extinction du Titre de l'Abbaye de St. Piermont, & l'union des biens qui en dépendent à la nouvelle Maison de Metz. Le Roi de Pologne y consentit par Brévet du 29 Mai 1752, à charge de nourrir & loger à perpétuité douze jeunes Gentils-Hommes; six desquels seroient à sa nomination, & les six autres à celle du Roi T. C. & de leur donner l'éducation convenable à leur naissance, le tout en la manière & pendant le tems qui seroient réglés. S. M. T. C. y consentit aussi par son Brévet du 24 Décembre suivant.

En conséquence ils obtinrent une première Bulle le 7 des Kalendes d'Octobre 1753, qui commettoit l'Official du Diocèse de Metz, pour procéder à la suppression & à l'union. Une seconde Bulle du 17 des Kalendes d'Août 1754, qui commit M. de Choiseul-Beaupré, Primat de l'Eglise Primatiale de Nancy, pour exécuter la première sur le refus de l'Official de Metz.

Le 4 Novembre 1754, il rendit son décret de fulmination, supprima le Titre Abbatial de l'Abbaye de St. Piermont, unit ses biens & revenus à la Maison d'Hospice de Metz; à charge d'y nourrir & d'y instruire douze jeunes Gentils-Hommes, qui leurs seroient nommés, tant par le Roi que par le Roi de Pologne.

Le 14 Avril 1755, S. M. Polonoise donna ses Lettres-Patentes, enregistrées à la Cour Souveraine le 23, portant confirmation des Bulles d'union de la Manse Abbatial de St. Piermont à la Maison des Chanoines Réguliers de Metz, & du décret de fulmination, pour être suivis & exécutés selon leur forme & teneur, aux charges, clauses, conditions & réserves y portés, pourvu néanmoins qu'ils ne contiennent rien de contraire aux constitutions Canoniques, & usages observés dans les Etats de S. M. & à la charge de nourrir & loger à perpétuité gratuitement douze jeunes Gentils-Hommes, auxquels il sera donné pendant six ou neuf ans au plus, l'éducation convenable, ainsi qu'aux Pensionnaires admis dans la maison, lesquels douze élèves seront nommés depuis l'âge de sept ans, jusqu'à celui d'onze inclusivement, savoir: six par Elle, & six par le Roi son Gendre, après avoir fait preuve de quatre Génération de Noblesse de Pere seulement.

S. M. T. C. donna d'autres Lettres-Patentes au mois de Mai 1755, enregistrées au Parlement de Metz, le 3 Juillet suivant qui confirment aussi les Bulles; accordent différens Privilèges à cette nouvelle Maison, & la charge.

ART. VIII. De nourrir & loger gratuitement , à perpétuité , douze Jeunes Gentils-Hommes , six desquels seront à la nomination de S. M. T. C. & de ses Successeurs Rois , & six à la nomination de S. M. P. pendant sa vie , & après son décès , à celle de S. M. T. C. ou des Rois ses Successeurs , & de leur donner l'éducation , ainsi qu'il sera dit ci-après.

ART. IX. L'instruction que recevront les douze élèves Gentils-Hommes , roulera sur la Religion , l'Art de l'Ecriture , les langues savantes , les Belles-Lettres , la Philosophie & les Mathématiques.

ART. X. L'entretien de leurs habits & linges , ainsi que le payement des Maîtres de langues étrangères vivantes , de dessin , d'Armes , de Musique & d'Instrumens , ou d'autres Maîtres de cette espèce , que les parens de ces élèves jugeroient à propos de leur donner , seront à leur charge , & non à celle de la Maison.

ART. XI. Il ne sera d'ailleurs fait aucune différence entre les élèves Gentils-Hommes & les autres Pensionnaires de la Maison , quant à la nourriture , l'habillement & l'instruction.

ART. XII. Ces élèves ne seront admis qu'en vertu de Brévet du Roi T. C. & du Roi de Pologne , ou des Rois Successeurs de S. M. T. C. & que depuis l'âge de sept ans jusqu'à celui d'onze inclusivement , pour demeurer dans la Maison d'espace de six ou neuf ans au plus.

Le Roi déclare en même-tems que les Brévets de nomination ne s'accorderont que sur une preuve de quatre génération de Noblesse de Pere seulement , & que S. M. accordera la préférence aux Enfans dont les Peres auront servi dans ses armées.

CHAPITRE XXIX.

PLACES POUR DOUZE JEUNES

*Demoiselles , aux Dames du Saint Sacrement
à Nancy.*

EN 1751 , le Roi ayant voulu favoriser la pauvre Noblesse de ses Etats , en procurant quelques secours aux Filles Nobles , qui , faute d'une fortune proportionnée à leur condition , se trouvent hors d'état de

prendre un établissement dans le monde , ou d'embrasser la vie Religieuse , & dont les familles restent , par cette raison , chargées sans ressource ; S. M. donna à Commercy le 14 Juillet 1751, ses Lettres Pattentes, par lesquelles, Elle créa huit Pensions viagères de *six cent livres* monnoye de France chacune , pour autant de pauvres Filles Nobles de ses Etats , qui se trouveroient à portée , au moyen de ce secours , de se marier convenablement, & quatre autres pensions de *trois cent livres* , même monnoye , pour autant de pareils sujets en disposition de se consacrer à Dieu , par des vœux de Religion , dont le fonds seroit fait à perpétuité , sur le Trésor-Royal de France , sans aucune retenue , sous quelque dénomination qu'elle puisse être , & les places remplies en vertu de Brévet que S. M. feroit expédier à mesure des vacances.

Ces Lettres furent adressées à tous les Tribunaux Supérieurs des Etats , pour les faire lire , publier , registrer & afficher par tout où besoin seroit , & tenir la main à leur entière exécution , ce qui a été effectué.

Le 17 Août même année , il fut passé en la Ville de Commercy, entre M. Hulin Ministre de S. M. & M. le Comte de Lucé envoyé extraordinaire du Roi T. C. près sa Majesté Polonoise , en vertu de leurs pleins pouvoirs , une convention , par laquelle les Articles suivans furent arrêtés.

1°. Au moyen de la somme de *cent vingt mille livres* de France que le Roi a fait remettre au Trésor-Royal de S. M. T. C. pour fonds de la rente de *six mille livres* , destinée à remplir les charges de cette Fondation ; le Roi T. C. qui s'en déclare Protecteur & vouloir la soutenir dans tous ses points , ordonnera que cette rente fixée à *six mille livres* , soit annuellement & perpétuellement payée sur les revenus de la Lorraine & du Barrois, de six en six mois , franche de toute retenue de Vingtième ou autres impositions quelconques , dès le premier Juillet 1751.

2°. Cette rente sera destinée à payer une pension viagère de *six cent livres* de France par an , à chacune des huit Filles Nobles , à compter du jour de la célébration de leur mariage , & de *trois cent livres* aussi de France , à chacune des quatre Filles Nobles , du jour de leur Profession dans l'état Religieux.

3°. Ces Pensionnaires seront tenues d'envoyer tous les six mois au Trésorier , avec leur quittances , un certificat de vie en bonne forme , signé par les Magistrats des lieux où elles feront leur résidence , dûment légalisé , & une fois seulement un Extrait du Brévet qui leur en aura été expédié.

4°. En cas de mort des Pensionnaires , leurs Maris , Enfans , ou héritiers , & respectivement les Maisons Religieuses , toucheront en entier la demie année commencée , sans pouvoir rien prétendre au delà ; & les portions de cette rente de *six mille livres* qui échoiront intermédiairement , seront employées à d'autres œuvres pieuses , ainsi que S. M. P. le jugera à propos.

Cette convention a été ratifiée par Lettres-Pattentes du Roi T. C. du 28 Août , & de S. M. P. du 7 Septembre même année , avec promesse de l'accomplir , garder & observer inviolablement.

Le 15 Octobre 1751, M. Paris de Monmartel
Garde du Trésor - Royal de France, expédia sa quit-
tance, par laquelle il reconnu avoir reçu de S. M.
le Roi de Pologne Duc de Lorraine & de Bar, la
somme de *cent vingt mille livres* en louis d'or d'ar-
gent & monnoye, pour le fonds de cette Fondation
cy.

120000 # 0 5 0 2

Cette quittance a été enregistrée au Contrôle-
Général des Finances, par M. Machault le 20 du
même mois.

En l'année suivante, le Roi destina un pareil fonds
à procurer, dans un Couvent distingué, à douze
pauvres Demoiselles des Etats de Lorraine & Barrois,
l'éducation & l'entretien convenable, jusqu'à ce quelles
se trouvaient en état d'entrer dans le monde; &
par ses Lettres-Patentes du 4 Septembre 1752, S. M.
ordonna:

ART. VIII. Que sur la somme de *six mille livres*,
faisant l'intérêt de celle de *cent vingt mille livres*
destinée à cet effet, il seroit nommé après Elle,
& les usufruitiers de cette somme, douze Demoiselles
pauvres, par Brévets, pour être élevées, nourries &
entretenues dans tel Couvent de la Ville de Nancy,
que S. M. choisiroit pendant six années, qui pour-
roient commencer depuis dix ans, jusqu'à quatorze
accomplis, à raison de *cinq cent livres* aussi de
France par chacune, suivant le Contrat qui en seroit
passé avec la Supérieure; & que ces Demoiselles
feroient leurs preuves d'âge, de quatre degrés de
Noblesse paternelle, & de pauvreté, par certificats
des Curés, attestés des Officiers Municipaux des lieux,
pardevant le Commissaire départi dans les Provinces
de Lorraine & Barrois.

Cette Déclaration a été enregistrée dans les Tri-
bunaux Supérieurs des deux Duchés, pour avoir son
effet.

Le 8 Avril 1752, il fut passé à Lunéville un
nouveau traité entre les Ministres des deux Rois,
ratifié par Lettres-Patentes de leurs Majestés du 16,
par lequel il a été convenu entr'autres choses:

ART I. Qu'au moyen de la somme de *cent vingt
mille livres* au cours de France, que S. M. P. a fait

120000. 0. 0.

remettre en deniers comptant au S^r. Paris de Monmartel Garde du Tréfor-Royal de S. M. T. C. dès le 4 Décembre 1752, il sera fait emploi dans l'Etat des Finances, d'une rente de *six mille livres*, qui sera perpétuellement affectée sur les impositions de Lorraine & Barrois, exempte de toutes retenues présentes & avenir, payable de six en six mois à S. M. P. pendant sa vie, à compter du premier Octobre 1752, & ensuite à qui, & ainsi qu'il sera expliqué ci-après.

Par l'Article 2 le Roi s'étoit réservé de disposer de l'usufruit de cette rente en faveur de qui bon lui sembleroit, & pour le nombre d'années que S. M. aviseroit, à l'extinction duquel usufruit, ou dans le cas qu'Elle n'auroit pas disposé de cette rente; il étoit convenu qu'elle seroit payée, à compter dès son décès, au Monastère avec lequel Elle auroit contracté pour l'exécution de sa Fondation faite pour l'entretien général, des douze pauvres Demoiselles de ses Etats de Lorraine & Barrois; mais on verra ci-après qu'Elle a eu lieu dès le premier Juillet 1754.

S. M. fit ensuite passer, devant Febvrel Notaire de son Hôtel à Lunéville le 13 Juin 1753, un Contrat entre M. le Chancelier stipulant pour Elle & en son Nom, & les Dames Prieure, Sous-Prieure, & Religieuses Bénédictine de l'Adoration perpétuelle du S^t. Sacrement établies à Nancy, par lequel il a été convenu des Articles suivans :

1°. Que le Roi fonde dans leur Maison douze places pour douze jeunes Demoiselles, nées en Lorraine ou Barrois, qui seront hors d'état d'être élevées par leurs Parens; ce qui n'aura lieu néanmoins que six mois après la mort de S. M. & de celle de la personne à qui Elle a accordé cette rente de *six mille livres* par usufruit.

2°. Qu'à cette époque, les Dames du S^t. Sacrement seront tenues de recevoir dans leur Maison, douze jeunes Demoiselles, qui seront nommées par Brévets du Roi T. C. ensuite des preuves d'âge, de Noblesse & de pauvreté qu'elles seront tenues de faire pardevant le Commissaire départi dans les Provinces de Lorraine & Barrois.

3°. Ces Demoiselles seront véritablement pauvres;

elles 120000. 0. 0.

elles ne pourront être admises avant l'âge de dix ans, ni après quatorze accomplis, & justifieront de quatre degrés de Noblesse paternelle seulement, y compris celui de la présentée.

4°. Elles apporteront au Monastère chacune leur couvert, composé de cuillère & fourchette d'argent qu'elles remporteront à leur sortie.

5°. Elles y resteront six ans entiers & ne pourront y être plus long-tems; trois mois avant leur échéance, la Supérieure avertira le Commissaire du Roi de la sortie des sujets, pour avoir le tems de pourvoir dans les règles à leur remplacement.

6°. Pendant les six années de résidence, le Monastère sera tenu d'élever, loger, chauffer, éclairer, nourrir, instruire, habiller, blanchir & fournir de tout, les douze Demoiselles, à ses frais, sans qu'il puisse en coûter aucune chose à leur famille.

7°. Le logement leur sera donné dans la partie qui sera choisie au quartier des Pensionnaires, où elles auront chacune un lit complet séparé l'un de l'autre placés dans une seule sale, composés chacun d'une paillasse, d'un bon matelat, d'un traversin, de deux couvertures avec rideaux; cette sale sera chauffée par un chauffoir commun, suffisamment éclairée & garnie de meubles nécessaires; & en cas de maladie, les Médecins, Chirurgiens & remèdes leur seront fournis au compte de la Maison.

8°. La nourriture consistera au pain seulement pour déjeuner; deux mets à diner, non compris la soupe, avec deux verres de vin pour chacune, au dessert, des fruits dans les tems qu'il y en aura; du pain & des fruits, ou de la pâtisserie à goûter; le soir, deux mets & deux verres de vin; cette nourriture leur sera servie proprement à une même table, à laquelle assisteront une ou plusieurs Maîtresses pour maintenir le bon ordre.

9°. On instruira ces jeunes Demoiselles de leur Religion & des devoirs de leur état. On leur apprendra à lire, à écrire & l'Arithmétique, à faire des ouvrages convenables à leur sexe, comme la couture, le tricotage, la broderie, la tapisserie & le dessin, lesquels ouvrages seront employés à leur

entretien. On leur fournira , à cet effet , un nombre suffisant de Maîtresses , de même que les livres , papiers , plumes , encre , crayons , fil , soye , laine , éguilles & autres choses nécessaires aux frais de la Maison. On enseignera aussi l'Histoire Sacrée & Profane , aux Demoiselles qui en seront capables , & la Musique pendant deux ans , à celles qui auront de la voix & les autres dispositions requises , dans les tems qui paroîtront leur être plus convenables. La maison leur fournira , à cet effet , un Maître de Musique à moins qu'il ne se trouve des Religieuses en état d'y suppléer.

10°. L'habillement & ajustement des Demoiselles leur seront fournis aux frais du Monastère , & consisteront en un corps de baleine couvert d'étamine ou de seconde figovie noire , deux jupons d'hiver , deux d'été , une robe de deshabilité d'indienne doublée , deux tabeliers , une douzaine & demie de chemises propres , une douzaine de mouchoirs de poche , une douzaine de paires de chaussons ; pour coëffure , un sere-tête frisé , avec un petit voile & un petit mouchoir de col rond , six paires de fouliers & six paires de gants. Lesquelles fournitures commenceront à l'entrée & seront renouvelées au besoin , & à la prudence de la Dame Supérieure , le Roi s'en rapportant entièrement à sa conscience sur cet objet. Chaque pièce de linge sera marquée des premières Lettres du nom de chaque Demoiselle , tant qu'elle lui servira , S. M. laissant à la Supérieure la liberté de les leur ôter , en y substituant du neuf , & de les faire servir à d'autres , à qui elles pourront convenir ; à la charge que les marques seront changées , & que le tout sera rendu propre & en bon état.

11°. La Supérieure choisira dans sa Communauté un nombre suffisant de Maîtresses , pour travailler à l'instruction des douze Demoiselles ; veiller à leur éducation , à leur conduite ; soigner leur linge & habits , & les accompagner au parloir , ou en prenant leurs leçons de Musique ; & leur fournira , au pardelà , une ou plusieurs Filles de service pour la sale , & faire leurs commissions , tant au dehors qu'au dedans du Monastère.

12°. Ces Demoiselles n'iront que rarement au Parloir & jamais sans être accompagnées d'une Religieuse, excepté avec Pere & Mere, ou ceux qui leur en tiendront lieu. S. M. recommandant l'exécution de cet Article, avec la plus grande sévérité, & laissant à la Dame Supérieure la liberté de refuser le Parloir, même avec Pere & Mere, au cas qu'ils en abuseroient, ou que leurs visites deviendroient trop fréquentes.

13°. Elles ne pourront sortir du Monastère avant l'expiration de leurs six années, que pour cause de maladies, ou autres absolument nécessaires, sans que pour raison de ces absences, de quel laps de tems elles soient, leurs parens puissent jamais rien répéter au Monastère, lequel ne leur sera comptable de rien. Si l'absence passe deux mois, la place sera vacante, & la Supérieure en donnera avis au Commissaire départi par le Roi, pour examiner si les raisons de cette absence sont légitimes, & pourvoir à son remplacement dans le cas contraire.

14°. La Supérieure aura le pouvoir de renvoyer les sujets qu'elle jugera ne pas convenir, après avoir fait tout le possible pour leur changement; mais elle ne pourra le faire qu'après avoir communiqué sa plainte au Commissaire départi, pour y être autorisée & pourvû au remplacement du sujet renvoyé: Les trois cas pour les congédier sont 1°. le défaut de subordination & l'indocilité habituelle contre la règle & la discipline établie dans le quartier des Pensionnaires. 2°. les mauvaises mœurs. 3°. les maladies habituelles, comme épilepsie, teigne, phrénésie, galle continuelle, la malpropreté nocturne habituelle & incurable, de même que les défauts extérieurs trop marqués.

15°. Un sujet renvoyé, pour un des deux premiers cas, s'étant rendu indigne des bontés du Roi, ne pourra rien prétendre ni emporter avec soi, des linges & habillemens qui lui auront été donnés; ses parens seront avertis de le venir rechercher & de le pourvoir de linge & d'habits pour son retour.

16°. Une Demoiselle qui sera renvoyée pour cause de maladie incurable, ou qui sera rappelée par sa

Famille, pour établissement avant l'échéance des six années, emportera avec elle son corps de bâleine, du linge & des habillemens qui lui auront été fournis, par proportion au tems qu'elle aura séjourné dans le Monastère.

17°. Mais à la sortie de celles qui y auront demeuré six ans, il leur sera délivré aux frais de la Maison, la somme de *cent livres* de France pour s'habiller, avec six chemises, six mouchoirs de poche, six paires de chaufsons, le corps de bâleine, les bas & les souliers dont elle fera alors usage.

La Supérieure sera tenuë d'avertir trois mois avant la sortie de chaque Demoiselle, ses parens, de venir la chercher à l'échéance des six années, sans que le Monastère soit obligé de contribuer à la dépense des voyages tant pour y venir que pour retourner.

18°. Les Supérieures Maitresses des Pensionnaires, ni aucune autre Religieuse, ne pourront recevoir d'elles, ni de leurs parens, aucun présent soit au nouvel an, ou aux Fêtes, de manière qu'il ne leur en coute aucune chose, ni à leurs Familles, pendant qu'elles feront leur résidence dans la Maison.

19°. La Supérieure ni aucune autre Religieuse ne pourront se mêler directement ni indirectement, du choix des Sujets à recevoir dans leur Monastère, ni en présenter aucun au Commissaire départi par le Roi.

20°. Pour rétribution de cette Fondation S. M. a assigné une pension annuelle & perpétuelle de *cinq cent livres* cours de France par chaque Demoiselle, faisant en tout *six mille livres* de rente, qui sera payée, franche de toutes impositions, de six mois en six mois, au Monastère, à raison de trois *mille livres* de France à chaque paiement, par le Receveur-Général des Domaines de Lorraine & Barrois, à compter du jour du décès de S. M. & de celui de la personne usufruitière de cette rente, afin qu'en recevant ainsi la rente de six mois, avant le commencement de la Fondation, le Monastère soit en état de pourvoir à la dépense des douze lits, meubles & autres choses nécessaires à son exécution.

21°. S'il arrive dans la suite quelque diminution
inprévuë 120000. 0. 0.

ci-contre. 120000. # 0 5 0 2

imprévuë & bien prouvée sur la rente de *six mille livres*, S. M. entend que le nombre des Pensionnaires sera retranché à proportion de la diminution, surquoi le Monastère se pourvoira pardevers le Commissaire départi.

Les Dames du S^t. Sacrement se sont obligées tant pour elles que leurs Successeurs d'effectuer & exécuter ponctuellement toutes les charges, clauses & conditions ci-dessus détaillées, du consentement de Dom-Remy Cellier Prieur Titulaire de Flavigny, Supérieur-Majeur de leur Monastère qui a signé le Contrat.

Le 4 Juillet 1753, M. Paris de Monmartel Garde du Trésor-Royal de France a expédié sa quittance, par laquelle il confesse avoir reçu comptant, en la Ville de Paris, dès le 14 Décembre précédent, de S. M. le Roi de Pologne Duc de Lorraine & de Bar, la somme de *cent vingt mille livres*, au cours du Royaume pour le fonds de cette partie de Fondation cy. 120000. 0. 0.

Cette quittance a été enregistrée au Contrôleur-Général des Finances par M. Machault, à Compiègne le 17 du même mois de Juillet.

Cette dernière portion de Fondation ne devoit commencer, comme on le voit, qu'après le décès du Roi & l'extinction de l'usufruit de la rente des *six mille livres*, provenant du fonds de *cent vingt mille livres*, mais S. M. voulant perfectionner cet établissement, en affectant les premières pensions de *six cent livres & trois cent livres* fondées par ses Lettres-Patentes du 14 Juillet 1751, aux Demoiselles qui devoient être élevées aux Dames du S^t. Sacrement; Elle donna une Déclaration le 14 Janvier 1754, par laquelle Elle a ordonné.

ARTICLE I. Qu'à commencer au premier Juillet même année, il seroit reçu dans la Maison des Religieuses du S^t. Sacrement de Nancy, douze Demoiselles nées dans ses Etats, de l'âge & qualités ordonnés par les Lettres-Patentes du 4 Septembre 1752, pour y être élevées conformément au Contrat du 13 Juin 1753, que les Brévets nécessaires à cet effet, seroient expédiés à chacune de ces Demoiselles.

R r

240000. 0. 0.

ART. II. Qu'à compter du même jour premier Juillet 1754, la rente de *six mille livres*, affectée sur les Domaines & Gabelles de Lorraine & Barrois, passera aux Dames du S^t. Sacrement, & sera perçue de six mois en six mois, sans aucune retenue, sur les quittances de la dépositaire, ou autre personne préposée par la Maison, S. M. lui en faisant, à cet effet, tout don & concession.

ART. III. Qu'à l'avenir, les pensions de *six cent livres & trois cent livres* créées par les Lettres-Patentes du 14 Juillet 1751, seront affectées spécialement aux Demoiselles qui sur les Brévets de S. M. auront reçu dans cette maison, l'éducation énoncée au Contrat du 13 Juin, à mesure que les Pensions vacqueront, & que les Brévets en seront expédiés sur les attestations des Dames du S^t. Sacrement, représentées au Commissaire départi dans ses Etats, à celles qui en seront susceptibles aux termes des Lettres-Patentes.

ART. IV. Et Qu'au cas que lors des vacances des pensions respectives de *six cent livres & trois cent livres*, il ne se trouva aucun des sujets élevés dans la Maison du S^t. Sacrement, en état de pouvoir en jouir aux conditions énoncées dans les Lettres-Patentes du 14 Juillet 1751. S. M. commet les Dames Religieuses pour les toucher aux échéances, à titre de dépôt, à charge de remettre ce qui en aura été par elles perçu successivement à la première des Demoiselles qui en sera pourvue par Brévet, dont S. M. lui fait dès ce moment tout don & concession.

Cette Déclaration a été publiée & enregistrée à la Cour Souveraine, le 17 du même mois de Janvier 1754, en exécution de son Arrêt de même date.

Pour compléter cet établissement, le Roi a encore fait payer *six mille livres* de France, pour mettre en état le Bâtiment destiné à recevoir les douze Demoiselles dans le Monastère, & *trois mille livres* pour achat de lits, linges &c, cy.

Ensorte que S. M. a la satisfaction de voir le fruit de sa Fondation & de recevoir, tous les jours ces témoignages de la reconnaissance que la Noblesse conserve d'un si grand bien-fait.

Total. 249000. 0. 0.

9000. 0. 0.

CHAPITRE XXX.

PLACES POUR DOUZE JEUNES

Gentils-Hommes Lorrains & Barisiens à l'École Militaire de Paris.

EN l'année 1748, le Roi forma le dessein de procurer à la jeune Noblesse de ses Etats de Lorraine & Barrois, dont la fortune ne répondroit pas à leur condition, le moyen de s'instruire & de s'élever sans frais. S. M. destina à cet effet, un fonds de *deux cent mille livres* à prendre dans plus grande somme déposée au Trésor-Royal de France, laquelle somme de *deux cent mille livres* produisant annuellement une rente de *dix mille livres* seroit payée à compter dès son décès, au Collège des Jésuites de Pont-à-Mousson, où il seroit alors placé successivement & à perpétuité, dès cette époque, douze jeunes Gentils-Hommes pauvres, Lorrains ou Barisiens, pour y être élevés, instruits, nourris & entretenus de tout pendant quatre années, après lesquelles, douze autres leur succédroient à perpétuité de quatre ans en quatre ans. Il y eut à cet effet, une convention passée le 30 Juillet entre le Ministre de S. M. & celui du Roi son Gendre, respectivement ratifié, par laquelle S. M. T. C. se chargeoit pour Elle & ses Successeurs à la Couronne de France, de la pleine & entière exécution de cette Fondation, & Contrat passé le 14 Septembre même année, devant Pierre Notaire à Nancy, avec le R. P. Provincial des Jésuites de la Province de Champagne, qui régloit les autres conditions sous lesquelles cette Fondation devoit s'exécuter.

Mais comme elle ne devoit avoir lieu qu'après le décès du Roi, & S. M. desirant, en 1751, procurer, dès-lors, à la pauvre Noblesse de ses Etats, des secours proportionnés, en la faisant participer aux avantages de l'établissement que le Roi son Gendre venoit de faire à Paris d'une Ecole Militaire, en faveur de cinq cent Gentils-Hommes du Royaume, S. M. P. prit le parti de faire passer en son Nom par M. le Chancelier, devant Février, le 18 Avril 1751, un Acte de révocation de cette Fondation & de laisser au Trésor-Royal les *deux cent mille livres* de fonds qui y étoient affectés, pour en disposer à sa volonté.

Il y eut ensuite un autre traité passé entre les Ministres des deux Rois, le 17 Août 1751, également ratifié, par S. M. T. C. le 28 du même mois & par S. M. P. le 7 Septembre suivant, par lequel, il est porté à l'Article 4 que S. M. ayant bien voulu dès-lors & à perpétuité, admettre pareil nombre de douze Gentils-Hommes Lorrains parmi les cinq cent en faveur desquels Elle avoit formé une Ecole-Royale & Militaire à Paris;

la convention du 30 Juillet 1748 & les ratifications qui en avoient été données respectivement, demeueroient nulles & de nul effet, comme si elles n'eussent point été faites.

En conséquence, la jeune Noblesse de Lorraine est admise à l'Ecole-Royale, concurremment avec la jeune Noblesse de France, dans l'Ordre des Classes établies par l'édit d'établissement de l'Ecole-Royal.

CHAPITRE XXXI.

PENSIONS POUR DOUZE

Gentils - Hommes qui s'attacheront au Service-Militaire de France.

EN l'année 1752 le Roi résolut d'assurer, après son décès, à douze de ses Sujets d'âge & condition requises, une somme, à titre de gratification, par chacune des deux années qu'ils seront attachés, en qualité de volontaires, aux corps où ils désireront d'être placés; c'est dans cette idée que S. M. donna le 4 Septembre des Lettres-Patentes, qui ont été enregistrées dans les Tribunaux Supérieurs de ses Etats, par lesquelles Elle a ordonné entr'autres choses.

ARTICLE I. Qu'il sera pris annuellement après son décès, sur les revenus de ses Domaines de Lorraine & Barrois, une somme de *six mille livres* au cours de France, pour être distribuée à raison de *cinq cent livres* à douze Gentils-Hommes de ses Etats attachés aux differens corps Militaires d'Infanterie, Artillerie, Génie, Cavalerie ou Dragons, dont il leur sera expédié des Brévets.

ART. II. Que ceux auxquels ces gratifications seront accordées, feront preuve pardevant le Commissaire départi dans les Provinces de Lorraine & Barrois, de quatre degrés de Noblesse Paternelle, y compris celui du sujet admis.

ART. III. Qu'ils justifieront aussi devant le même Commissaire de leur âge au-dessus de quinze & au-dessous de vingt ans, & de leur pauvreté par certificats des Curés, attestés par les Officiers Municipaux des lieux.

ART. IV. Que ces gratifications ne seront payées que pendant deux ans, à chacun, sur l'attestation des Commandans des corps où ils serviront, de leur résidence continuelle & assiduité à tous les exercices; & qu'au cas que quelqu'un parvint au grade d'Officier avant l'expiration des deux années, la gratification cessera au terme du quartier où il aura été nommé.

Ensuite de ces Lettres, il y eut une convention passée entre les Ministres de leurs M^{es}. T. C. & P. le 8 Avril 1753, par Elle ratifiée le 16, portant entr'autres dispositions. Qu'au

Qu'au moyen de la somme de *cent soixante-six mille six cent soixante-six livres treize sols quatre deniers* au cours de France, dont le Roi T. C. a consenti que S. M. P. disposa de son vivant, au-delà de ce, à quoi elle a droit pendant sa vie, sur les impositions des Etats de Lorraine & Barrois; il sera fait employ dans l'Etat des Finances de la rente de cette somme, montant à *huit mille trois cent trente-trois livres six sols huit deniers* qui sera perpétuellement affectée sur les impositions de ces Provinces, exempte de toutes retenues, à compter du jour du décès de S. M. P, payable de six en six mois.

Que de cette rente il en sera payé *six mille livres*, pour être annuellement distribuées, à titre de pensions, à douze pauvres Gentils-Hommes de Lorraine ou Barrois, qui auront fait preuve de quatre degrés de Noblesse au moins, & qui étant âgés de quinze ans au moins & au-dessous de l'âge de vingt ans, se seront attachés aux divers services Militaires, soit d'Infanterie, Cavalerie, Dragons, Artillerie ou Génie, pour mériter d'y avoir de l'employ, de leur admission dans lesquels corps, ils seront tenus de justifier, ainsi que de leur pauvreté & Noblesse, pardevant le Commissaire départi pour l'admission à ces preuves.

Que ces pensions n'aient lieu, pour chacun de ceux qui y parviendront, que pendant deux ans au plus, s'ils restent sans obtenir de l'employ comme Officiers, & cesseront avant les deux années, à compter du premier jour du quartier dans lequel ils auront obtenu de l'employ; suivant la date des Brévets pour passer ainsi successivement & perpétuellement à d'autres aux mêmes conditions.

Qu'en fin elles ne seront payables à ceux à qui elles seront accordées, que sur les certificats des Commandans des corps, justificatifs de la résidence continuelle & assiduité aux exercices des Pensionnaires.

Le capital de cette rente de *six mille livres* est de 120000^{fr} 0^l 0^s 0^d

Le surplus des *huit mille trois cent trente-trois livres six sols huit deniers*, de rente affectée sur les Domaines de Lorraine, montant à *deux mille trois cent trente-trois livres six sols huit deniers*, a été employé à l'augmentation des fonds du Collège de Bar-le-Duc, à la Fondation de deux Ecoles-Chrétiennes dans la même Ville, & d'une autre dans celle de Commercy, ainsi qu'il est énoncé ci-après.

CHAPITRE XXXII.

PENSION FAITE AU COLLÈGE

De Bar, pour continuer l'Instruction de la jeunesse.

CE Collège étant tombé dans la langueur, faute d'un revenu suffisant, le Roi a voulu qu'il se ressentit de ses libéralités, après son décès, en le faisant participer pour une rente annuelle de *cinq cent trente-trois livres six sols huit deniers* cours de France, à prendre sur celle de *huit mille trois cent trente-trois livres six sols huit deniers*, affectée sur les Domaines de Lorraine & Barrois, par les Lettres-Patentes de S. M. du 4 Septembre 1752, rappelées ès deux Chapitres précédent.

Ces Lettres portent, Article 5, qu'il sera pris annuellement sur ces Domaines une somme de *cinq cent trente-trois livres six sols huit deniers*, au profit du Collège des Jésuites de la Ville de Bar, pour le mettre d'autant plus en état de continuer l'Instruction de la jeunesse, dont il est chargé.

Le traité fait entre les Ministres des deux Rois, le 8 Avril 1753, ratifié le 26 Mai, rappelle cet objet comme faisant partie de la rente du principal de *cent soixante-six mille six cent soixante-six livres treize sols quatre deniers* cours de France, dont S. M. T. C. a consenti que le Roi de Pologne disposât de son vivant, au-delà de ce, à quoi il a droit pendant sa vie sur les impositions des Etats de Lorraine & Barrois.

Il porte que sur la rente de *huit mille trois cent trente-trois livres six sols huit deniers*, que ce capital produit, il en sera annuellement payé *cinq cent trente-trois livres six sols huit deniers*, au Collège des Jésuites de Bar, pour les mettre d'autant plus en état de continuer avec succès l'Instruction de la jeunesse, dont ce Collège est chargé par sa Fondation.

Cette rente doit être payée franche de toutes impositions, de six en six mois, à compter du jour du décès de S. M. relativement à la convention ci-dessus.

Le capital de cette rente de *cinq cent trente-trois*

livres six sols huit deniers, fait. 10666 ^{fr} 13 ^s 4 ^{dr}



CHAPITRE XXXIII. ÉCOLES CHRÉTIENNES

Fondées à Bar-le-Duc.

Les attentions du Roi sur les besoins de la Ville de Bar, le portèrent aussi en 1752, à procurer aux pauvres enfans, les moyens de s'instruire sans être à charge à leurs parents, & par les Lettres-Patentes que S. M. donna le 4 Septembre de la même année, enregistrées à la Chambre des Comptes de Bar, le 15 Novembre suivant, Elle veut Article 6.

Qu'il soit payé, après son décès sur les revenus de ses Domaines de Lorraine & Barrois chacune année, la somme de *douze cent livres* au cours de France, pour être employée à la subsistance & entretien de quatre Freres de l'institut des Ecoles-Chrétiennes, pour y tenir deux Ecoles gratuites dans les emplacements designés par les Officiers Municipaux, l'une dans la Ville haute, l'autre dans la Ville basse de Bar.

S. M. fit passer en conséquence, devant Eebvrel par M. le Chancelier, avec Frere Ciriac Directeur des Freres des Ecoles Chrétiennes de Maréville, au nom & comme Procureur fondé des Supérieurs de son institut établis à Roüen, un Contrat par lequel il est stipulé.

ARTICLE I. Que S. M. fonde à perpétuité dans la Ville de Bar-le-Duc, une Maison composée de quatre Freres de l'institut des Ecoles-Chrétiennes & charitables, pour y tenir, à commencer au décès de S. M. continuellement & perpétuellement, deux Ecoles réglées, l'une à la Ville haute & l'autre à la Ville basse, pour l'instruction des pauvres enfans mâles des deux Villes & Faubourgs de Bar, & leur enseigner gratuitement à lire & à écrire, l'Orthographe, l'Arithmétique & la Religion, suivant le Catéchisme du Diocèse, le tout conformément à la méthode universellement pratiquée dans l'institut.

ART. II. Qu'il sera payé aux Freres par S. M. une fois seulement *deux mille quatre cent livres* cours de France, pour leurs meubles & frais de voyages, après cela, la fourniture & entretien de ces meubles & frais de voyages seront au compte des Freres.

ART. III. Qu'immédiatement après le décès de S. M. il sera fourni en toute propriété & à perpétuité, aux Freres, par les Officiers Municipaux, & aux frais de la Ville de Bar, une Maison convenable dans l'une des deux Villes, pour leur habitation ordinaire & y tenir une salle d'Ecole, & qu'il leur sera aussi fourni une autre salle dans l'autre Ville, pour y former & tenir une seconde Ecole.

ART. IV. Que cette maison & logement seront mis en bon état, exempts

de toutes grosses & menuës réparations & accomodés, aux frais de la Ville, à l'usage des Freres, qui les entretiendront ensuite de toutes choses, à la reserve des gros bois, gros murs & vilains-fondoirs qui seront à perpétuité au compte de la Ville.

ART. V. Que les salles d'Ecoles, tables, chaises, bancs, cartes & autres meubles nécessaires aux Ecoles, seront fournis aux Freres & entretenus aux frais de la Ville à perpétuité.

ART. VI. Que le tout sera mis en bon état à la diligence des Officiers Municipaux, pour que l'exercice des Ecoles commence immédiatement après le décès de S. M.

ART. VII. Qu'aucun sujet ne sera admis aux Ecoles gratuites, que sur des certificats de pauvreté, qui seront donnés par Messieurs les Curés & vérifiés par les Officiers Municipaux de la Ville.

ART. VIII. Que les Freres feront tous les jours sans exception des Fêtes & Dimanches, le Catéchisme aux Ecoliers, les conduiront les jours ouvriers à la Messe & toutes les Fêtes & Dimanches aux Offices de Paroisse.

ART. IX. Que Messieurs les Curés auront droit de visiter les Ecoles gratuites, & veilleront particulièrement à l'exécution de l'Article précédent.

ART. X. S. M. a assigné à cet effet, une rente annuelle & perpétuelle de *douze cent livres* cours de France, qui sera payée tous les ans, à compter du jour de son décès sur les Domaines de Lorraine & Barrois, à la Maison d'Ecole, pour rétribution de cette Fondation & servir à la nourriture, habillement & entretien de quatre Freres.

ART. XI. A ce moyen, le Frere Ciriac s'est engagé pour son institut de fournir & entretenir perpétuellement dans la Maison de Bar, dès le moment du décès de S. M. le nombre de quatre Freres pour remplir ses intentions, & d'exécuter toutes les conditions ci-dessus.

Les Officiers de l'Hôtel-de-Ville de Bar, ont accédé à ce Contrat, & promis d'exécuter les obligations qu'il leur impose. L'Acte est daté du 18 Décembre 1752, & déposé ès Minutes de Febvrel le 11 Janvier 1753.

Les Freres Supérieurs de l'institut des Ecoles-Chrétiennes, l'ont aussi ratifié, par Acte passé à Roüen le 12, déposé pour Minute à Febvrel le 18 Janvier 1753,

La convention faite le 8 Avril même année, entre les Ministres de leurs Majestés très-Chrétienne & Polonoise, énoncée au Chapitre précédent, rappelle les *douze mille livres* de rente appliquée à cette Fondation, comme faisant partie de celle des *cent soixante-six mille six cent soixante-six livres treize sols quatre deniers* cours de France, dont le Roi T. C. a consenti que S. M. P. disposât de son vivant au-delà de ce dont elle a droit de jouir pendant sa vie sur les impositions des Etats de Lorraine & Barrois.

Cette convention porte que sur la rente de *huit mille trois cent trente-trois livres six sols huit deniers*, que ce capital produit, il en sera payé annuellement

annuellement *douze cent livres* aux quatre Freres des Ecoles-Chrétiennes de Bar , à la charge par eux de remplir avec exactitude les clauses & conditions du Contrat, passé avec eux le premier Décembre 1752 , & que cette rente de *douze cent livres* , fera payé exemte de toutes impositions , à compter du jour du décès de S. M.

Cette convention a été ratifiée par Lettres-Patentes respectives de leurs Majestés d'un même Jour 16 Avril 1753.

Le capital de cette rente est de 24000 ^{fr} 0 ^l 0 ^{ss}

Les meubles & frais de voyages à payer par le
Roi , sont fixés à 2400. 0. 0.

Total. 26400. 0. 0.

CHAPITRE XXXIV.

AUTRE ÉCOLE CHRÉTIENNE

Fondée à Commercy.

Les Lettres-Patentes du 4 Septembre 1752 rappelées ès trois Chapitres précédent, portent aussi qu'il sera payé , après le décès de S. M. sur les revenus de ses Domaines de Lorraine & Barrois, chacune année, la somme de *six cent livres* au cours de France , pour la Fondation d'une Ecole en la Ville de Commercy, semblable à celle de Bar-le-Duc. En conséquence desquelles Lettres , il a été passé le premier Décembre 1752, entre M. le Chancelier & le Frere Ciriac, au nom de ses Supérieurs, devant Febvrel Notaire à Lunéville, un Contrat dans les mêmes termes que celui des Ecoles des Bar , avec ces différences , que la Fondation de Commercy n'est que pour deux Freres , qui y tiendront une seule Ecole dans la Maison qui leur sera fournie par la Ville , pour leur logement , & que S. M. ne leur payera que *douze cent livres*, pour leurs meubles & frais de voyages.

Les Officiers de l'Hôtel-de-Ville de Commercy , ont accédé à ce Contrat par Acte du 3 du même mois, déposé ès Minutes de Febvrel le 28, & les Supérieurs des Freres l'ont ratifié par Acte passé à Rouen le 12 Janvier 1753 , déposé pour Minute à Febvrel le 18.

Le traité passé le 8 Avril même année , entre les Ministres de France & de Lorraine , rappelle les *six cent livres* de rente appliquées à l'exécution de cette Fondation, comme faisant partie de celle de *huit mille trois cent trente-trois livres six sols huit deniers* , provenant du fonds dont le Roi T. C. a consenti que S. M. P. disposa au-delà de ce , dont Elle a droit de jouir pendant sa vie, sur les impositions des Etats de Lorraine & Barrois ; & porte que sur cette rente , il en sera payé annuellement *six cent livres* ,

franches de toutes retenues, à compter du jour du décès de S. M. aux deux Freres des Ecoles Chrétiennes de Commercy, à la charge de remplir exactement les conditions du Contrat passé avec eux, le premier Décembre 1752, ce traité a été ratifié par les deux Rois, par leur Lettres-Patentes datées l'une & l'autre du 16 Avril 1753.

Le capital de cette rente de *six cent livres*, est de 12000 ^{fr} 0 ⁵ 0 ²

Les meubles & frais de voyage à payer par le

Roi sont fixés à	1200.	0.	0.
Total.	13200.	0.	0.

CHAPITRE XXXV. FONDATION EN FAVEUR

Des pauvres honteux des Ville de Lorraine & Barrois.

EN l'année 1756, le Roi voulant faire participer à ses graces & à ses charités particulières les pauvres, dont la naissance ou l'état ne leur permettent pas de montrer hautement leurs besoins; S. M. résolut de fonder en leur faveur une rente de *dix mille livres* cours de France, qui leur seroit distribuée, eu égard à leurs nécessités, par les Curés des Paroisses des Villes des ses Etats de Lorraine & Barrois.

Et pour remplir ce dessein, Elle fit passer le 24 Avril 1756, devant Febvrel Notaire de son Hôtel à Lunéville, par M. le Chancelier, stipulant pour Elle, un Contrat, avec le Sieur Nicolas-Puiseur, au nom & comme Procureur fondé des Magistrats de l'Hôtel-de-Ville de Nancy, par lequel il est convenu que les Officiers de l'Hôtel-de-Ville de Nancy, payeront annuellement & perpétuellement cette rente de *dix mille livres*, à compter de ce jour & à commencer au 24 Avril 1757, entre les mains des Curés des Villes ci-après détaillées & suivant la répartition faites par S. M.

S A V O I R :

1°. *Quatorze cent livres*, pour les Paroisses de Nancy & ses Fauxbourgs, à repartager aux Curés, de cette sorte.

A celui de S ^t . Sébastien.	290 ^{fr}
à celui de S ^t . Evre.	260.
à celui de Notre-Dame.	110.
à celui de S ^t . Rock.	290.
à celui de S ^t . Pierre.	100.
à celui de S ^t . Nicolas.	240.
& à celui de Bouzonville, ou S ^t . Fiacre.	110.
	1400.

<i>ci-contre.</i>	1400 ^{fr}
2°. <i>Cinq cent livres</i> pour chacune des Villes de Bar-le Duc & de Lunéville. . . .	1000.
3°. <i>Trois cent livres</i> , pour chacune des Villes de Pont-à-Mousson & de Com- mercy.	600.
4°. <i>Deux cent livres</i> , pour chacune des Villes de Badonviller, Bitche, Blamont, Boulay, Bourmont, Bouzonville, Briey, Bruyères, Charmes, Château-Salins, Châ- tel-sur-Mozelle, Darnay, Dieuze, Epinal, Etain, Fénéstrange, Ligny, Lixin, Lon- guion, Lamarche, St. Diey, St. Mihiel, S. Nicolas, Mircourt, Nœuf - Château, Nommeny, Plombière, Remberviller, Remiremont, Rozières-aux-Salines, Sar- guemines, Thiaucourt, Vézelize, & Viller- la-Montagne, cy.	6800.
5°. Et <i>cent livres</i> , pour chacun des Bourgs de Raon - l'Etape, & de Tholey Siège du Bailliage de Schambourg, cy. .	200.
Au cours de France.	10000.

Toutes lesquelles somme, faisant *dix mille livres*, seront annuellement & perpétuellement remises, lors de chacune échéance, entre les mains des Curés de ces Villes, pour être par eux distribuées aux pauvres honteux & les plus nécessiteux de leurs Paroisses, selon leur direction & leur conscience & eu égard à la qualité des Pauvres qui s'y trouveront de l'espèce que le Roi, a en vuë; à la charge par les Curés de recommander aux Pauvres qui participeront à ces aumônes, de prier Dieu pour le repos des âmes des Pere & Mere de S. M.

Pour le fonds de cette Fondation, le Roi a fait remettre le même jour 24 Avril 1756, une somme de *deux cent mille livres* au cours de France, en deux parties, savoir:

1°. *Cent vingt mille livres* au Sr. Denis Richer Trésorier de l'Hôtel-de-Ville de Nancy, qui en a donné quit-
tance dans le Contrat, pour être employées aux besoins de la Ville, ou placé à intérêt à son profit

& à titre de constitution de rente perpétuelle, produisant *six mille livres* de France, & appliquées, avec les *quatre mille livres* provenant de la seconde partie dont on va parler, à l'exécution de cette Fondation.

2°. *Quatre-vingt mille livres* même cours de France, à titre de prêt, au profit de l'Hôtel-de-Ville de Nancy, à M. François-Antoine Alliot, Fermier-Général, qui a figuré au Contrat, pour employer au paiement de partie des fonds qu'il étoit tenu de fournir d'avance à la Caisse de la Ferme-Générale à Paris; lequel, à ce moyen, s'est obligé de payer annuellement une rente de *quatre mille livres* de France, au 24 Avril de chacune année, sans aucune retenue de Vingtième, Dixième ni autre imposition quelconque, entre les mains du Receveur de l'Hôtel-de-Ville de Nancy, pour la parfaite exécution de cette Fondation, & de continuer ce paiement jusqu'au remboursement des *quatre-vingt mille livres*, fixé à la fin du bail des Fermes-Générales commencé au premier Octobre 1756, pour être aussi placé aux besoins de la Ville, ou autrement, à cinq pour cent, à son profit, à la charge par l'Hôtel-de-Ville, de continuer à payer exactement & perpétuellement aux Curés des Villes ci-devant nommées la rente de *dix mille livres*, selon la répartition.

Ils est stipulé dans ce Contrat, qu'au cas que l'Hôtel-de-Ville jugeroit à propos de rembourser le Fonds de *deux cent mille livres*, il lui fera libre de le faire en quatre fois, par somme de *cinquante mille livres* chacune, entre les mains du Garde du Trésor-Royal de France, auquel cas, la rente diminuera à proportion des payemens; S. M. P. s'engageant de prier le Roi son Gendre, de l'agréer & de donner ses ordres, pour que cette somme y soit reçue & que la rente à cinq pour cent, en soit exactement & perpétuellement payée chaque année, entre les mains du Receveur de l'Hôtel-de-Ville de Nancy, pour être distribuée aux Curés de chacune des Paroisses ci-devant nommées.

S. M. a mis cette Fondation sous la direction de M. le Chancelier & de ses Successeurs Intendants de Lorraine & Barrois, qu'elle charge de veiller scrupuleusement à son exécution, cy

	200000	ff	0	5	0	3
Ce	200000.		0.		0.	

ci-contre 200000 # 0 5 0 2

Ce Contrat a été ratifié par Lettres-Patentes de
S. M. du 17 Mai 1756, Régistrées, avec le Contrat,
à la Cour Souveraine le premier Juin, en exécution
de son Arrêt du même jour.

Total 200000. 0. 0.

CHAPITRE XXXVI.

MESSES FONDÉES

En l'Eglise des Théatins de Paris.

Saint Goetan, Instituteur de l'Ordre des Théatins, étant singulièrement
honoré en Pologne, & du Roi en particulier, S. M. fit proposer en
1758, aux Religieux de cet Ordre établis à Paris, de se charger de dire,
tous les Jeudis de chaque semaine, une Messe, dans leur Eglise, à l'honneur
de S^t. Goetan, & de la continuer à perpétuité, selon les intentions de S. M.
moyennant une somme de *deux mille livres*, qu'Elle leur feroit remettre pour
servir de fonds à cette Fondation; ces Religieux l'acceptèrent par Acte privé
du 19 Novembre 1758, en conséquence duquel le Roi leur fit expédier
le 30 un Mandement de cette somme sur le Trésorier de son Hôtel.

Et par quittance du 13 Décembre suivant, il
conste que leur Procureur a reçu cette somme, ey 2000. # 0 5 0 2

CHAPITRE XXXVII.

BIEN-FAIT ET FONDATION

De Messés aux Carmes de Lunéville.

LE Duc Leopold de Lorraine, Fondateur principal de la Maison des
Carmes déchaussés de Lunéville, ayant laissé leur Eglise imparfaite, &
le Roi voulant contribuer à sa perfection, & à son embellissement; S. M.
y a fait faire en stuc ou marbre artificiel le Maître-Autel, ensuite le
Tabernacle & les deux Autels Collatéraux, à l'honneur de la Sainte Famille
& de S^t. Jean Népomucène, qui sont d'une magnificence peu commune.

Ces ouvrages ont coûté à S. M. la somme de . . 16549 # 9 5 1 2

Elle fait encore actuellement travailler à des gril-
lages en fer qui entoureront les trois Autels, & Elle

vient d'ordonner de placer dans l'Eglise une Chaire à Prêcher qui sera en stucque , ornée de sculpture & répondra à la beauté des Autels.

Dès le 28 Octobre 1758 , S. M. fit célébrer dans cette Eglise tous les Lundi & Jeudi de chaque semaine, une Messe basse à l'honneur de la divine Providence, savoir : le lundi à l'Autel de S^t. Jean Népomucène, & le jeudi à celui de la Sainte Famille ; & S. M. ayant désiré que ces deux Messes continuent à se dire pendant sa vie , à la même intention , & à perpétuité après son décès, pour le repos de son Ame , il en a été passé de son ordre par M. le Chancelier le 19 Juin 1760 , devant Febyrel Notaire de l'Hôtel du Roi à Lunéville , un Contrat par lequel les Peres Carmes se sont obligé d'exécuter perpétuellement cette Fondation , au moyen d'une somme de *douze cent livres* de France , que S. M. leur a fait délivrer en argent comptant , cy

en argent comptant , cy	1200.	0.	0.
Total.	17749.	9.	1.

CHAPITRE XXXVIII.

FONDATION EN FAVEUR

Des Curés & Vicaires infirmes , des Duchez de Lorraine & de Bar , au Diocèse de Toul.

LE ROI ayant été informé en la présente année 1760 , qu'il se trouve journellement des Curés , ou Vicaires , dans la grande étendue de la partie du Diocèse de Toul de ses Etats , qui , par leur âge , leurs infirmités , caducités , ou autres empêchemens , ne peuvent plus remplir le Ministère Pastoral qui leur est confié , & qu'ils le continuent cependant , faute de ressources pour subsister en le quittant ; ce qui porte un préjudice sensible au Service Divin , sur tout dans les Paroisses de la campagne ; & S. M. voulant seconder les intentions louables de M. l'Evêque de Toul , justifiées par ses différens efforts pour des établissemens qui remédiaient à ce mal ; Elle a jugé qu'il seroit avantageux de créer un nombre de pensions en faveur de ces Curés , ou Vicaires hors d'état de faire leurs fonctions , au

jugement de M. l'Evêque, lesquelles pensions s'appliqueroient subsidiairement dans les cas ou elles ne se trouveroient pas remplies par les Curés & Vicaires, à la subsistance & entretien, dans le Séminaire de Toul, de jeunes Clercs du Diocèse, ses sujets, aussi à la nomination de M. l'Evêque.

C'est dans ces vues de prévoyance & de piété que le Roi fit passer, au Château de Commercy devant Febvrel Notaire de son Hôtel le 5 Août 1760, un Contrat par M. le Marquis de la Galaizière son Chancelier, avec M. Claude Drouas Evêque & Comte de Toul; par lequel M. le Chancelier a déclaré au Nom de S. M. fonder pour toujours une rente annuelle de *deux mille quatre cent livres* au cours de France, au principal de *quarante huit mille livres* même cours, pour être distribuée, franche de toutes retenues de Dixième, Vingtième, don gratuit & autres impositions, sous qu'elle dénomination ce puisse être, pour le présent & l'avenir; de façon que cette rente soit toujours payée nette par les Supérieurs du Séminaire de Toul, en douze pensions de *deux cent livres* chacune, à douze Curés ou Vicaires du Diocèse de Toul, Sujets des Etats de Lorraine & Barrois dont les infirmités, ou la caducité ne leur permettront plus de continuer les fonctions du Ministère de Pasteur, tels que M. l'Evêque les nommera sur les attestations des Médecins, & les connoissances particulières qu'il aura de l'impossibilité où ils seront de continuer le service, qu'ils font d'une conduite édifiante & auront rempli tous les devoirs de leur état. Pour jouir de ces pensions, chacun à son égard, pendant sa vie, à moins que par le rétablissement de sa santé, ou autrement, il ne fut pourvu d'un bénéfice, ou poste, au moins de même valeur; auquel cas, la place sera vacante & donnée par M. l'Evêque, à un autre Sujet des qualités ci-devant annoncées.

Il est entendu dans ce Contrat, que dans le cas d'imposition de Vingtième, Dixième, ou autre charge, sur cette rente de *deux mille quatre cent livres*, M. l'Evêque de Toul s'engagera pour lui & ses Successeurs, de les faire acquitter, suivant les arrangemens qu'il prendra, pour qu'elle reste toujours entière, ainsi qu'il la promis à S. M.

Et que s'il ne se trouvoit pas de Sujets en nombre suffisant pour remplir les pensions vacantes, par la passe à un bénéfice, ou par le cas de mort; l'intention du Roi est qu'elles soient appliquées à mesure des vacances, à l'entretien, au Séminaire de Toul, d'un pareille nombre de jeunes Clercs, Sujets de S. M. que M. l'Evêque jugera à propos de nommer; en sorte que les douze places soient toujours remplies de préférence, par les Curés & Vicaires, & subsidiairement seulement par les jeunes Clercs du Séminaire du Diocèse.

M. l'Evêque de Toul a déclaré dans ce Contrat, avoir reçu comptant de la part de S. M. la somme de *quarante-huit mille livres* au cours de France,

pour le fonds de cet établissement. Au moyen de laquelle il a promis, tant pour lui que ses Successeurs Evêques, & pour les Supérieurs du Séminaire de Toul, d'effectuer & exécuter ponctuellement, annuellement & perpétuellement le contenu de cet Acte, même d'y faire accéder les Supérieurs du Séminaire par un Acte séparé, cy.

48000 ^{fr} 0 ^l 0 ^o

Le 10 du même mois d'Août, les S^{rs}. Guillaume Bernard-d'Houdain & Pierre-Toussaint Directeurs & Administrateurs perpétuel des biens du Séminaire de Toul, ont effectivement signé au bas de la Minute du Contrat, un nouvel Acte par lequel ils ont déclaré le ratifier; approuver & y accéder de leur part pour être suivi & exécuté suivant sa forme & teneur, en ce qui les concerne, avec promesse d'effectuer toutes les charges, clauses & conditions imposées au Séminaire, annuellement & à perpétuité sous l'obligation de tous ses biens.

Le Roi donna le 11, ses Lettres-Patentes portant que la somme de *quarante-huit mille livres*, que S. M. a fait délivrer pour le fonds de cet établissement, pourra être employée, exempte d'amortissement & de toutes autres charges en acquisitions de biens fonds dans ses Etats, à la charge de fournir annuellement à perpétuité, douze pensions de *deux cent livres*, exemptes de toutes charges quelconques, à douze Curés ou Vicaires, ou subsidiairement, au lieu de celles qui pourroient se trouver non remplies, des places au Séminaire, à des Pauvres Clercs ses Sujets de ce Diocèse.

Ces Lettres ont été adressées aux Cour Souveraine & Chambres des Comptes de Lorraine & de Bar, & aux autres Tribunaux Supérieurs des Etats, où le tout a été lu, publié & enregistré, notamment à la Cour, qui, sur les réquisitions de M. le Procureur-Général, rendit le 22 du même mois, un Arrêt par lequel Elle ordonna que le Contrat de Fondation, ensemble la ratification & les Lettres-Patentes seroient lus & publiés à la première Audiance & enregistrés dans ses Greffes pour être exécutés selon leur forme & teneur & conformément aux Saints Canons, Loix & usages de l'Etat, & pour y avoir recours le cas échéant. Elle ordonna aussi que les Directeurs du

Séminaire 48000. 0. 0.

Sémin
elleme
a Fon
fourni

Et
public
Général
& ten

Le
fe de
exécute

SUP

S

A

vrer
de fon
Bon-S
de la
à l'ex
par A
choisi
heures
Epou

Au
page
à la S
livres
perpé
les ga

ci-contre. 48000 ^{fr} 0 0 0

Séminaire de Toul seroient tenus de certifier annuellement M. le Procureur-Général de l'exécution de la Fondation, à l'effet de quoi, ils en feroient leur soumission au bas de cet Arrêt.

Et le 26, la Cour donna Acte de la lecture & publication du tout, ce requérant M. le Procureur-Général, & ordonna qu'il seroit exécuté selon sa forme & teneur conformément à son Arrêt du 22.

Le 30 tous ces Actes furent aussi enregistrés au Greffe de la Chambre des Comptes de Lorraine en exécution de son Arrêt du même jour.

Total. 48000. 0. 0.

CHAPITRE XXXIX.

SUPPLÉMENT AUX FONDATIONS DU ROI,

*Sur les objets des aumônes de Bon-Secours,
de l'Hôpital de Plombière, du Collège des
Jésuites de Nancy, & des Religieux
de Saint Jean-de-Dieu.*

AU CHAPITRE 2 concernant les Fondations faites à Notre-Dame de Bon-Secours, il est dit page 24, que le Roi a promis de faire délivrer sur les deniers qui se trouveront dans la Casette de S. M. au moment de son décès, aux Supérieur & Religieux de la Maison des Minimes de Bon-Secours, une somme de *quatorze mille livres* de France, pour le fonds de la rente annuelle & perpétuelle de *sept cent livres*, que S. M. a destinée à l'exécution de l'aumône de *trente-six sols* par jour, qu'Elle a fondée par Acte du 10 Novembre 1759, en faveur des douze Pauvres qui seront choisis, & qui assisteront à la Messe qui se dira journellement à onze heures pour le repos de l'Âme de S. M. & de celle de feu la Reine son Epouse, à raison de *trois sols* chacun, &c.

Au Chapitre 6, concernant l'Hôpital de Plombière, il est également dit, page 58, que le Roi a promis de faire délivrer, au moment de son décès à la Supérieure de l'Hôpital St. Charles de Nancy, une somme de *cinq mille livres* cours de France, pour servir de fonds à la nourriture & entretien perpétuel d'une quatrième Soeur permanente d'augmentation, & à payer les gages d'un infirmier fondés par Contrat du 10 Novembre 1759.

MÀIS pendant l'impression de cet ouvrage, S. M. ayant voulu se décharger de ces deux engagements & former en même-tems quelques autres établissemens également utiles à ses Sujets ; Elle a fait faire de concert avec le Roi son Gendre, entre leurs Ministres respectifs, une Convention signée à Paris le 17 Décembre 1760, par laquelle il est porté :

QU'AU moyen de la remise faite par S. M. P. au Trésor-Royal à Paris, d'un fonds de *quarante-neuf mille livres* cours de France, faisant partie de ce qui lui étoit dû, pour la vaisselle qu'Elle a fait porter l'année dernière à la monnoye de Metz ; il sera créé par le Roi T. C. sur les revenus des Duchés de Lorraine & de Bar, une rente annuelle & perpétuelle de *deux mille quatre cent cinquante livres*, exempte de toutes impositions subsistantes & de celles qui pourroient survenir, sous quelque dénomination que ce soit, payable de trois mois en trois mois, en monnoye au cours de France, à commencer du premier Janvier 1761, pour raison des établissemens & Fondations ci-après, dont le Roi T. C. demeurera chargé, à perpétuité, au lieu & place de S. M. P. qui en sera entièrement libérée, laquelle rente sera divisée & payée en quatre parties.

S A V O I R :

1°. *Deux cent cinquante livres*, au principal de *cinq mille livres*, à la Maison de S^t. Charles de Nancy, à la charge d'établir une quatrième Soeur permanente, & un Infirmier, seulement pendant le temps des eaux, à l'Hôpital de Plombière, pour le soulagement des pauvres malades, savoir : *deux cent livres* pour la Soeur, & *cinquante livres* pour l'Infirmier, suivant le Contrat passé le 10 Novembre 1759.

2°. *Sept cent livres*, au principal de *quatorze mille livres*, aux Minimes de Bon-Secours, pour la distribution journalière de l'aumône que S. M. P. fait dispenser à douze Pauvres à raison de *trois sols* chacun, à l'issue d'une Messe d'onze heures, à laquelle ils sont obligés d'assister, suivant le Contrat passé à ce Sujet, le 10 Novembre 1759.

3°. *Cinq cent livres* au principal de *dix mille livres*, au Recteur du Collège de Nancy, pour une Chaire de Professeur d'Histoire & de Géographie, que S. M. P. projettoit d'ajouter aux deux Chaires de Professeurs de Philosophie, qu'Elle avoit précédemment fondées & dont Elle a payé les fonds.

4°. *Mille livres*, au principal de *vingt mille livres*, pour l'augmentation de deux Freres de la charité, dans la Maison fondée à Nancy.

Cette Convention a été ratifiée par Lettres-Patentes de S. M. P. du 31 Décembre 1760, & par autres de S. M. T. C. du premier Janvier 1761, & la quittance donnée par M. Micault d'Harvelay, Garde du Trésor-Royal de France, le 30 du même mois de Janvier, justifie que dès le 29 Décembre précédent, il a reçu de S. M. P. la somme de *quarante-neuf mille livres*, dont il est fait mention dans la Convention & pour les causes y portées.

Il résulte de ceci, que le Roi de Pologne est déchargé de faire payer, après son décès, les *cinq mille livres* d'une sorte, & les *quatorze mille livres* d'autre en principaux, dont S. M. étoit attentuë, tant envers la Supérieure de l'Hôpital-S^t. Charles de Nancy, que les Peres Minimes de Bon-Secours & que le Roi T. C. en a affecté les rentes & les capitaux sur les revenus des Duchés de Lorraine & de Bar.

Pour consommer l'objet concernant le Collège de Nancy, le Roi fit passer en son Nom, le 4 Janvier 1761, devant Febvrel Notaire de son Hôtel à Lunéville, un Contrat par lequel, M. le Chancelier stipulant pour S. M. a fondé à perpétuité, un Professeur d'Histoire & de Géographie, dans l'enceinte du Collège des Jésuites de la Ville de Nancy, qui a dû y être fourni dès-lors & le fera à jamais & sans discontinuation, par le Pere Provincial des Jésuites, pour enseigner publiquement & gratuitement dans le même Collège toutes les parties de ces sciences, aux Ecoliers des Etats de S. M. qui voudront s'y appliquer, selon les règles qui s'observent es autres Collèges de la Province, dans une salle qui doit être à cet effet fournie, mise en état & entretenuë aux frais de celui de Nancy, sans que S. M. ni la Ville soient tenus d'y contribuer en rien en aucun tems. L'Acte porte en outre, que ce Professeur aura comme ceux de Mathématiques & de Philosophie, déjà fondés à Nancy, le titre de Professeur-Royal, jouira de tous les droits, honneur & prérogatives dont jouissent ceux de l'Université de Pont-à-Mousson, & qu'il donnera exactement deux leçons, de chacune une heure, tous les jours qui ne seront pas congé, pour les Philosophes & immédiatement avant ou après leur Classe. A l'exécution de laquelle Fondation, le Roi a affecté la rente perpétuelle de *cinq cent livres* de France, dont il est fait mention dans le Traité du 17 Décembre 1760, pour la nourriture & entretien général du Professeur; ce Contrat a été accepté par le R. P. Louis Masson Recteur du Collège des Jésuites de Nancy, tant en son nom qu'en celui des Religieux de sa Maison, & s'est obligé d'exécuter annuellement & perpétuellement toutes les obligations qui y sont insérées à sa charge, & aussi longtems que la rente de *cinq cent livres* sera payée au Collège. Il s'est engagé aussi de faire ratifier ce Contrat par le R. P. Général de la Compagnie de Jesus, & d'en apporter l'Acte en bonne forme dans deux mois, pour être joint à la Minute, cette dernière clause n'est pas encore effectuée, à cause de l'éloignement du Général, mais dès qu'elle sera remplie, S. M. se propose de faire adresser ce Contrat à tous ses Tribunaux, avec ses Lettres de Confirmation, pour le faire lire, publier, registrer & rendre notoire à tous les peuples de ses Etats.

Le principal, fourni par le Roi pour la constitution de cette rente de *cinq cent livres* de France, est de

En ce qui concerne l'objet des *mille livres*

10000	#	0	5	0	2
10000.		0.		0.	

d'autre part. 10000 ff 0 s 0 3/4

de rente destinée à l'augmentation de deux Freres de la Charité dans la Maison fondée à Nancy ; il fut aussi passé le 6 Janvier 1761, devant Febvrel, un autre Contrat par lequel, M. le Chancelier agissant pour le Roi, a fondé deux Freres de la Charité, Ordre de S. Jean-de-Dieu, d'augmentation dans la Maison que S. M. a établie à Nancy, qui à ce moyen sera composée de neuf Religieux, fournis & entretenus de toutes choses dès-lors & à perpétuité, par le Supérieur-Provincial de l'Ordre établi dans le Royaume de France, pour s'occuper conjointement ou séparément, selon les règles de leur institut au soulagement des pauvres malades des Etats de Lorraine & Barrois, conformément à ce qui est prescrit par le Contrat de leur Fondation primitive, passé devant Febvrel le 25 Avril 1750, & autres Actes postérieurs, à l'effet de laquelle augmentation le Roi a consenti que le Supérieur de la Maison reçoive annuellement à compter du premier Janvier 1761, des mains du Receveur-Général de Lorraine & Barrois, la rente annuelle & perpétuelle de *mille livres* cours de France, énoncée au traité ci-devant rappelé, pour la nourriture & entretien général de ces huitième & neuvième Religieux. Ce Contrat a été accepté par le Pere Richard-Garnier Prieur de la Maison de Nancy, qui s'est engagé, au nom de son institut, d'en exécuter annuellement & perpétuellement toutes les obligations, tant & si longtems que cette rente de *mille livres* lui sera payée & à ses Successeurs. Il a été aussi ratifié par les Supérieurs Majeurs de l'Ordre, au Couvent établi à Paris rue des S^s. Peres, quartier S^t. Germain des prés, par Acte Authentique du 12 du même mois de Janvier, passé devant Sauvaige & Quinquet Notaires au Châtelet, déposé ès Minutes de Febvrel le 20. Le Roi a ensuite adressé ce Contrat, avec ses Lettres de Confirmation du 26, à ses Compagnies Souveraines & autres Tribunaux Supérieurs des Etats pour y être lus, publiés, enregistrés & rendus notoires à tous les peuples.

Le principal de cette rente de *mille livres*, est de 20000. 0. 0.
Total. 30000. 0. 0.

CHAPITRE XL.

CHAPITRE XXX.

AUTRE SUPPLÉMENT,

*En ce qui concerne les quatre objets énoncés
au Chapitre précédent.*

LE ROI Très-Chrétien voulant assurer d'autant mieux la solidité de ses Fondations & le payement annuel des rentes qui y sont affectées à fait rendre, le 16 Février 1761, en son Conseil d'Etat, un Arrêt par lequel, S. M. ordonne que les *deux mille quatre cent cinquante livres* de rente perpétuelle au capital de *quarante-neuf mille livres*, énoncées dans la convention du 17 Décembre 1760, demeureront assignées à perpétuité sur les fonds & revenus des Duchés de Lorraine & de Bar, & que les arrérages à compter du premier Janvier précédent, en seront payés annuellement, sans aucune retenue, de trois mois en trois mois, par les Receveurs - Généraux des Finances de Lorraine & Barrois, en vertu de l'employ qui en sera fait dans les Etats de S. M. Savoir ; *deux cent cinquante livres* au principal de *cinq mille livres* à la Maison-St. Charles de Nancy ; *sept cent livres* au principal de *quatorze mille livres* aux Minimes de Bon-Secours ; *cinq cent livres* au principal de *dix mille livres* au Recteur du Collège de Nancy ; & *mille livres* au principal de *vingt mille livres* aux Freres de la Charité de la Maison fondée à Nancy, le tout conformément à la convention & à la quittance de Finance de *quarante-neuf mille livres* expédiée par le Garde du Trésor-Royal le 13 Janvier, laquelle quittance tiendra lieu de Contrat de constitution des *deux mille quatre cent cinquante livres* de rente ; veut S. M. que ces sommes ainsi payées annuellement, soient passées & allouées dans les comptes de l'Adjudicataire-Général des Fermes & des Receveurs-Généraux en vertu du même Arrêt.

Le même jour 16 Février S. M. T. C. donna dans les mêmes termes ses Lettres-Patentes de confirmation, qui ont été registrées à la Chambre des Comptes de Paris le 7 Avril suivant, pour être exécutées selon leur forme & teneur.

Objet du Collège de Nancy en particulier.

IL est dit à la page 175. Que le Pere Louis Masson s'est engagé de faire ratifier le Contrat, par le R. P. Général des Jésuites, & d'en apporter l'Acte en bonne forme dans deux mois, pour être joint à la Minute ; que cette clause n'est pas encore effectuée à cause de l'éloignement du Général & que dès qu'elle sera remplie, le Roi se propose de faire adresser le Contrat à tous ses Tribunaux, avec ses Lettres de confirmation, pour le faire lire,

publier, registrer & pour le rendre Notoire à tous ses Peuples.

Depuis l'impression de la feuille qui contient cette objet, le R. P. Laurent Ricci Général de la Compagnie de Jesus, à ratifié le Contrat de la Fondation d'une Chaire d'Histoire & de Géographie au Collège de Nancy, par Acte sous feing-privé daté de Rome le 28 Février 1761, qui a été déposé pour Minute à Febvrel Notaire à Lunéville & joint à un Acte de dépôt du 26 Mars suivant.

Le 29 du même mois, le Roi fit expédier ses Lettres de confirmation de ce Contrat, pour être suivi & exécuté en tous ses points & Articles. Elles portent aussi que pour d'autant mieux assurer l'exécution de sa Fondation, S. M. en nomme pour Directeurs les premiers Présidens & Procureurs-Généraux des Cour Souveraine & Chambre des Comptes de Nancy, avec le Lieutenant-Général de Police de la même Ville présens & à venir, qu'Elle charge expressément d'y veiller.

Ces Lettres ont été adressées, avec le Contrat, à la Cour Souveraine de Lorraine & aux autres Tribunaux des Etats, pour y être registrés, y avoir recours le cas échéant & veiller à son exécution.

*Suite du Chapitre 10, concernant les Fondations
faites à la Chapelle du Château, à l'Eglise de
St. Remy de Lunéville, &c.*

ON a dit es pages 68 & 78, qu'on sollicitoit en Cour de Rome les Bulles de suppression du Titre Abbatial & d'union des biens de la Manse de l'Abbé à celle du Chapitre, après la mort du Titulaire actuel.

Depuis l'impression de cet Article, le St. Siège a accordé les Bulles, elles sont datées du 14 des kalendes du mois de Juin 1761, & ont été fulminées le premier Août suivant. Et sur le tout, il y a eû Lettres-Patentes de confirmation par le Roi de Pologne le 10 dudit mois; & par le Roi T. C. au mois d'Octobre suivant. Lesquelles Lettres-Patentes, ainsi que les Bulles & l'Acte de fulmination ont été enrégistrés en la Cour Souveraine de Lorraine le 29 Janvier 1762, & en la Chambre des Comptes le.....

*Nouvelle Fondation en faveur des Pauvres de
plusieurs Paroisses de Lorraine & Barrois.*

LE ROI de Pologne ayant toujours à cœur le soulagement de ses Sujets indigens, S. M. a crû devoir ajouter aux différens établissemens qu'Elle a ci-devant faits à cette fin, une rente annuelle, qui, répartie avec attention, par les Magistrats & les Curés des Villes où Elle juge que les besoins sont plus grands, servira à en diminuer le poids; c'est dans ces vues qu'Elle a fait

un fonds de *cent vingt mille livres* remis au Trésor-Royal de France le 27 Avril 1761, suivant la quittance expédiée le même jour, par le Sr. Michault d'Harvelay, & enregistrée au Contrôle-Général des Finances le 6 Mai.

Le Roi T. C. à ensuite rendu le 11 en son Conseil d'Etat, un Arrêt, par lequel S. M. ordonne que cette quittance tiendra lieu de Contrat de constitution de *six mille livres* de rente, dont S. M. se charge à perpétuité, pour les arrérages avoir cours du premier Avril 1761, & être payés de trois mois en trois mois, au Receveur de l'Hôtel-de-Ville de Nancy, qui en fera la distribution suivant les intentions de S. M. aux Curés & Magistrats de plusieurs Villes de Lorraine & Barrois pour être par eux employés, au soulagement des Pauvres des mêmes Villes.

S A V O I R :

Noms des Villes.	Rentes.	PRINCIPEAUX.
Nancy.....	800 ^{fr} 0. 0. 0.	16000 ^{fr} 0. 0. 0.
Bar-le-Duc.....	600. 0. 0.	12000. 0. 0.
Lunéville.....	600. 0. 0.	12000. 0. 0.
Saint-Dié.....	400. 0. 0.	8000. 0. 0.
Mircourt.....	400. 0. 0.	8000. 0. 0.
Pont-à-Mousson.....	400. 0. 0.	8000. 0. 0.
Saint-Mihel.....	400. 0. 0.	8000. 0. 0.
Noeuf-Château.....	400. 0. 0.	8000. 0. 0.
Ligny.....	400. 0. 0.	8000. 0. 0.
Blamont.....	400. 0. 0.	8000. 0. 0.
Bourmont.....	300. 0. 0.	6000. 0. 0.
Remiremont.....	300. 0. 0.	6000. 0. 0.
Bruyères.....	300. 0. 0.	6000. 0. 0.
Epinal.....	300. 0. 0.	6000. 0. 0.
TOTAUX.....	6000	120000

A avoir & prendre sur les fonds & revenus des Duchez de Lorraine & de Bar, que S. M. y affecte, oblige & hipotecte spécialement, avec exemption sur les arrérages des rentes, de toutes revenus d'impositions faites ou à faire. Veut en conséquence S. M. qu'il soit annuellement fait employ dans ses Etats de la recette générale des Finances de Lorraine & Barrois, de la somme de *six mille livres* de rente, que les Receveurs-Généraux la payent exactement de trois mois en trois mois, au Receveur de l'Hôtel-de-ville de Nancy & que sur sa quittance elle soit passée & allouée dans les comptes des Receveurs

Généraux sans aucune difficulté, tant au moyen de l'employ qui en sera fait dans les Etats de S. M. qu'en vertu de son Arrêt.

S. M. P. donna le 30 Juin suivant des Lettres-Patentes dans les mêmes termes. Elles ont été lues, publiées & enregistrées en la Chambre du Coufeil & des Comptes du Duché de Bar le 8 Juillet suivant; à la Cour Souveraine de Lorraine en exécution de son Arrêt du 13, ensuite à la Chambre des Comptes de Nancy, & dans les autres Tribunaux des Etats.

Le capital de cette rente est de. 120000 ^{fr} 0 ^l 0 ^{ss}

*Donation faite aux Jésuites de la
Province de Champagne & aux Col-
lèges de Nancy & de Bar-le-Duc.*

LES Jésuites de la Province de Champagne, dans laquelle sont comprises les Maisons des Jésuites de Lorraine & Barrois, s'étant trouvés obligés en 1761 de contribuer aux besoins actuels de la Compagnie de Jesus, pour une somme de *deux cent cinquante mille livres*, que le R. P. Général a promis de rembourser le plû-tôt qu'il sera possible; le Roi a voulu concourir pour quelque chose au payement de cette somme, & pour effectuer sa bonne intention, S. M. a fait don aux Jésuites de la Province de Champagne de *cinquante mille livres* au cours de France, qu'Elle a fait payer par le Trésorier de sa Maison au R. P. Noiro Provincial, sous la condition que lorsque le R. P. Général fera le remboursement des sommes acquittées par chacune des Provinces de la Compagnie, celle de *cinquante mille livres* ainsi donnée par S. M. sera remboursée par préférence à toutes autres, sur quelle Province se puisse être, à celle de Champagne, pour être employée à la reconstruction des bâtimens du Collège des Jésuites de Nancy, & à l'entretien de celui de Bar-le-Duc, & qu'enfin le Pere Provincial fera tenu de justifier l'employ de cette somme aux usages ci-dessus, pardevant les Magistrats de ces deux Villes.

L'Acte de cette donation est daté du 20 Novembre 1761; au bas duquel le R. P. Augustin Noiro Provincial a donné quittance, le même jour, au Trésorier de l'Hôtel du Roi, des *cinquante mille livres* en question, avec promesse d'exécuter les volontés de S. M. même d'apporter dans deux mois, la ratification du R. P.

Général 120000. 0. 0.

Ci contre 120000 # 0. 5 0. 2

Général pour l'acceptation du don , aux conditions qui y sont portées , & spécialement pour le remboursement de la somme à la Province de Champagne , préféablement à toute autre , afin qu'elle puisse être aussi-tôt employée à l'exécution des volontés du Roi.

Cette pièce a été déposée pour minute à Febyrel Notaire de l'Hôtel de S. M. à Lunéville le 26 du même mois de Novembre 1761 , & la ratification du R. P. Laurent Ricci Général des Jésuites , datée de Rome le 9 Janvier 1762 , ainsi que la lettre du même Général au Roi de Pologne en date du même jour , ont été remises au même Notaire , & jointes à un Acte de dépôt du huit Mars suivant , cy. 50000. 0. 0.

*Changemens faits à la Fondation de
la Bibliothèque publique de Nancy,
en faveur de la Fondation concer-
nant les maladies Epidémiques.*

LE Roi s'étant apperçu que cette Bibliothèque se remplissoit au point de se promettre que dans quelques-temps elle se trouveroit complete & avec choix ; & ayant considéré qu'en réduisant à *mil livres* chaque année le fonds de *trois mille livres* , destiné aux entretiens & augmentations , les *deux mille livres* excédantes pourroient être employées avec plus de fruit par accroissement à la rente annuelle de *huit mille livres* , fondée par ses Lettres-Petentes du 17 Septembre 1748 , & Arrêt du Conseil du 14 Mars 1750 , pour le secours des pauvres affligés de maladies épidémiques , grêles , ou incendies , sans préjudice à l'application au même objet des gages des Censeurs de l'Académie ordonné par l'Arrêt du Conseil du 26 Novembre 1757 ; & que comme la garde de cette Bibliothèque exige des dépenses habituelles , notamment pour gages & habillement au Suisse , écrivain , impression d'ouvrages , lumière & autres ; S. M. a jugé à propos d'y pourvoir en appliquant à cet usage , sous la direction du Bibliothécaire , la moitié des deux prix fondés par l'Edit du 28 Décembre 1750 , qui par

Z z

170000. 0. 0.

moyen se trouvent réduits à *trois cent livres*, au lieu de *six cent livres* chacun.

C'est dans cette idée, que par déclaration du 23 Novembre 1761, S. M. a ordonné qu'à commencer du 1^{er}. Janvier 1762 à perpétuité, il sera distrait sur la rente annuelle de *trois mille livres* de France affectée à la Bibliothèque publique, la somme de *deux mille livres* chaque année, pour être jointe à celle de *huit mille livres*, servant au secours des pauvres de ses Etats dans les maladies épidémiques, grêles & incendies, ainsi que les gages des Censeurs à mesure des vacances; qu'à l'avenir les deux prix fondés par l'Edit du 28 Décembre 1750, seront réduits à *trois cent livres* chacun; & que le surplus montant à *six cent livres* par année pour les deux, sera employé par le Bibliothécaire, aux frais indispensables de gages & habillement du Suisse, Ecrivain, impression d'ouvrages, luminaire & autres dépenses communes, dont il rendra compte à l'Académie.

Cette Déclaration a été adressée à la Cour Souveraine, ès Chambre des Comptes de Lorraine de Bar, & ès autres Tribunaux des Etats, où elle a été publiée & enregistrée pour être suivie & exécutée en tout son contenu.

TOTAL 170000. 0. 0.

CHAPITRE XXXXI.

Erection de la Statuë de LOUIS XV. sur la place-Royale de Nancy & bâtimens faits en conséquence.

LE Roi ayant voulu signaler son règne par un monument qui répondit tout à la fois à sa gratitude envers le Roi son gendre, & à son amour pour les peuples de la Lorraine, commença en 1751, à jeter entre les deux villes de Nancy, les fondemens d'une place, au milieu de laquelle, il avoit formé le dessein d'élever la Statuë Pédestre du Roi T. C. Sa Majesté employa les Artistes & les Ouvriers Lorrains qu'Elle jugea capables de l'exécution de ce grand projet: On vit, en moins de huit années, leur émulation & leur empressement élever une nouvelle ville au centre de Nancy; des Palais superbes environnent la Statuë qui en fait aujourd'hui l'ornement & la gloire.

CES grands ouvrages ont été exécutés avec tant d'ordre & d'économie qu'ils n'ont coûté d'abord à S. M. que la somme de *trois millions cinq cent quatre-vingt cinq-mille trois cent quarante-six livres cinq sols deux deniers*, suivant le compte qu'en a rendu le St. Michel Controlleur de la maison du Roi, chargé du paiement de ces bâtimens : Ce Compte sera imprimé à la suite de cet ouvrage, avec le supplément des payemens faits depuis, par le Trésorier de l'Hôtel de S. M. & montant à *cent vingt-cinq mille neuf cent quarante livres onze sols six deniers* ; lesquelles deux sommes forment celle de *trois millions sept cent onze mille deux cent quatre-vingt six livres seize sols huit deniers*, cy.

3711286^r 16^s 8^d

RÉCAPITULATION

Des sommes fournies par le Roi, pour les Fondations & les Etablissmens rapportés dans cet ouvrage.

CHAP.	PAGES.	S A V O I R,	S O M M E S.
1.	1. jusqu'à 18.	S EMINAIRE-ROYAL des Missions, établi au Faubourg St. Pierre près de Nancy.	691320 ^r 19 ^s 9 ^d
2.	18. jusqu'à 25.	Fondations faites à Notre-Dame de Bon-Secours & constructions de l'Eglise & des Bâtimens.	172924. 19. 0.
3.	25. jusqu'à 32.	Fondation pour des Enfans-orphelins à l'Hôpital-St. Julien de Nancy.	218150. 0. 0.
4.	32. jusqu'à 43.	Fondation en faveur des pauvres attequés de maladies épidémiques, de la grêle ou des incendies.	300000. 0. 0.
5.	43. jusqu'à 51.	Maison de Religieux de la Charité Ordre de St. Jean-de-Dieu fondée à Nancy. . . .	131234. 10. 2.
			1513630. 8. 11.

CHAP.	PAGES.		SOMMES.		
		d'autre part	1513630	8	11
6.	51. jusqu'à 59.	Fondation pour le spauvres malades des Etats à l'Hôpital de Plombière.	81106.	11.	0.
7.	59 jusqu'à 62.	Donation faite à l'Hôpital St. Jacques de Lunéville, pour Fondation des opérations de la taille.	47225.	16.	0.
8.	62 jusqu'à 68.	Maison de Charité fondée à Lunéville.	38139.	4.	3.
9	68 jusqu'à 75.	Construction de l'Eglise de St. Remy & bien-faits à la Fabri- que, & à la Ville de Lunéville.	150915.	4.	8.
10.	76 jusqu'à 78.	Fondation à la Chapelle du Château, à l'Eglise-St. Remy, & avantages faits à la Ville & aux pauvres de Lunéville.	600.	0.	0.
11	78 & 79.	Fondation de Messes, aux Minimes de Lunéville. . . .	6000.	0.	0.
12.	79.	Messes fondées aux Domi- nicains de Nancy.	1000.	0.	0.
13.	80 & 81.	Hospice de Capucins établis à la Malgrange, & bien-faits à leur Maison de Nancy. . .	37122.	11.	7.
14.	81 jusqu'à 84.	Fondation de Boiillons en faveur des pauvres malades des lieux, où le Roi a des bâti- mens.	72000.	0.	0.
15.	84.	Messes fondées au Monastè- re de Graffinthal, dans la Lor- raine Allemande.	1000.	0.	0.
16.	85 jusqu'à 93.	Freres des Ecoles Chrétiennes établis à Maréville & Fonda- tion d'Ecole gratuite à Nan- cy.	33000.	0.	0.

Ecoles- 1981739. 16. 5.

CHAP. PAGES.

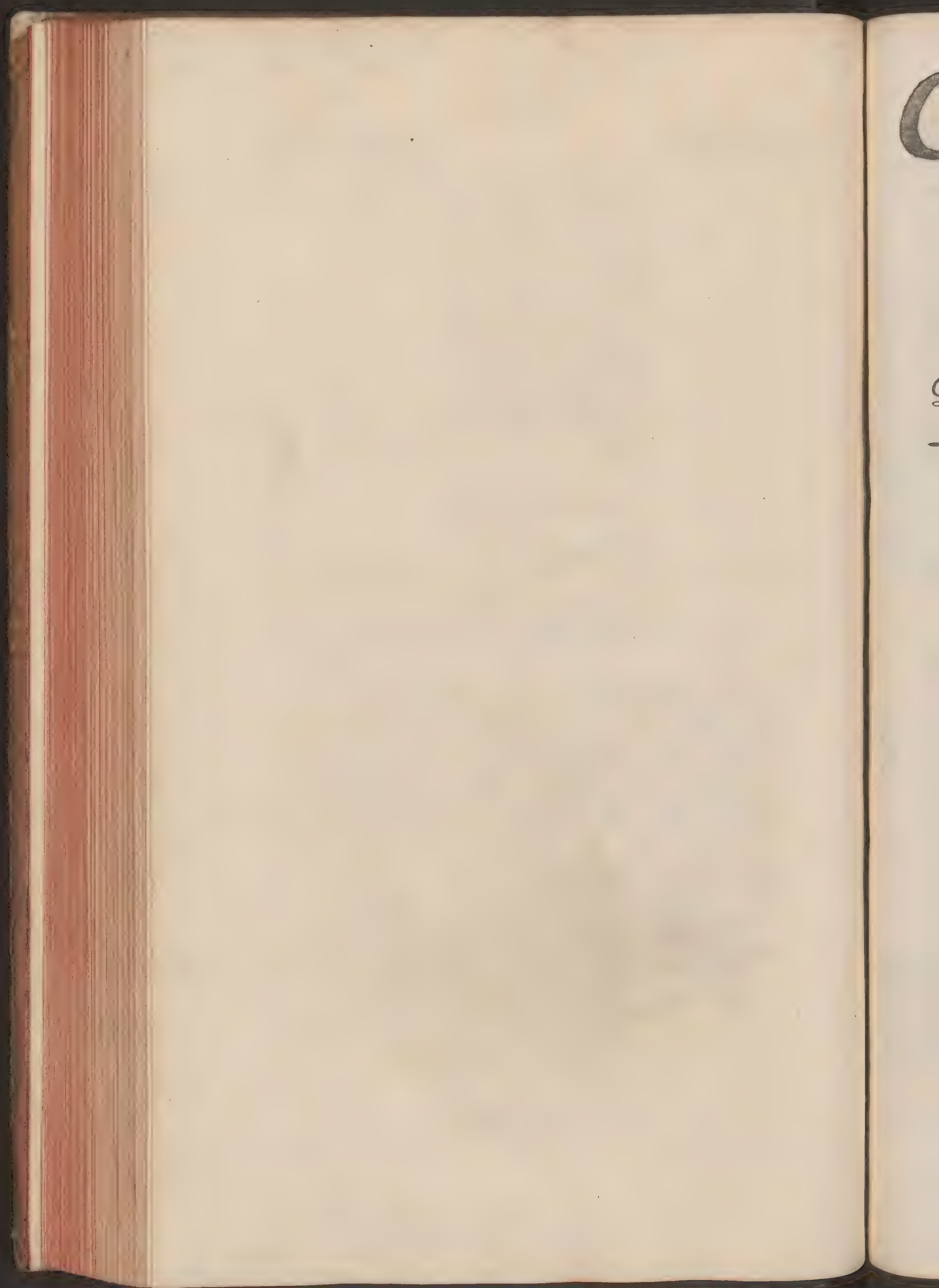
SOMMES.

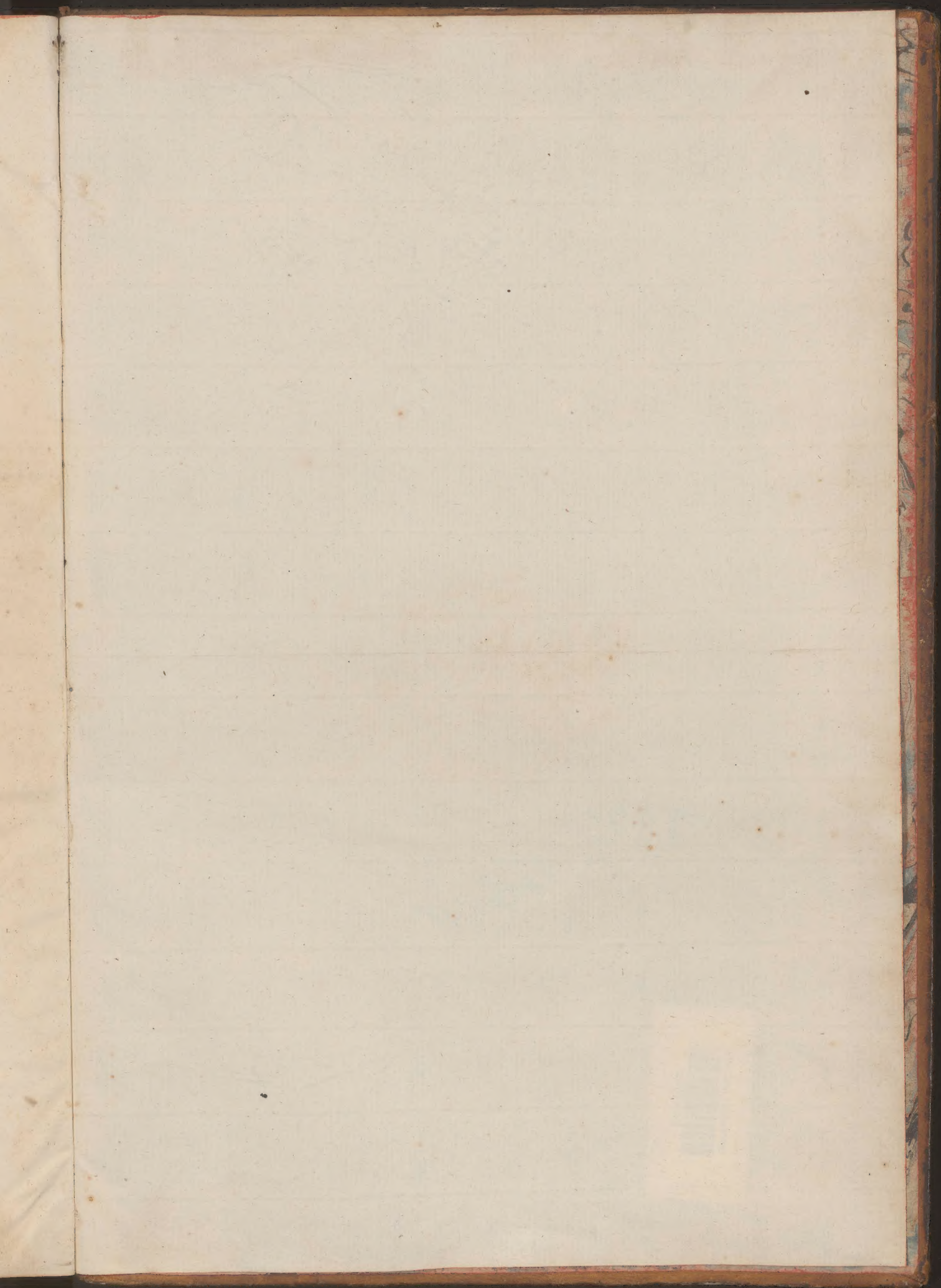
		ci-contre.	1981739 ^{fr}	16 ^{fr}	5 ^{fr}	2 ^{fr}
17.	93 jusqu'à 99.	<i>Ecoles-Chrétiennes fondées à Lunéville.</i>	28000.	0.	0.	
18.	99 100. & 101.	<i>Donation en faveur des pauvres de Paris.</i>	100000.	0.	0.	
19.	102 jusqu'à 108.	<i>Fondation d'une Bourse pour le Corps des Marchands de Nancy.</i>	140000.	0.	0.	
20.	108 jusqu'à 115.	<i>Chaires de Mathématiques & de Philosophie fondées à Nancy.</i>	35000.	0.	0.	
21.	115 jusqu'à 121.	<i>Fondation d'une Chambre de Consultation à Nancy. . .</i>	218000.	0.	0.	
22.	121 jusqu'à 127.	<i>Société Littéraire & Bibliothèque publique fondées à Nancy.</i>	150151.	19.	9.	
23.	127 jusqu'à 231.	<i>Fondation de Mission dans le Royaume de Pologne. . . .</i>	420000.	0.	0.	
24.	131 jusqu'à 135.	<i>Magasins à bled, établis en Lorraine & Barrois.</i>	220000.	0.	0.	
25.	135.	<i>Anniversaire perpétuel pour le Roi, dans l'Ordre des Chartreux.</i>				
26.	135 136 & 137.	<i>Nouveau Palais des Jurisdictions à Nancy.</i>	160000.	0.	0.	
27.	138 jusqu'à 147.	<i>Collège-Royal de Médecine établi à Nancy.</i>				
28.	147 148 & 149.	<i>Places pour six jeunes Gentils-Hommes, au Collège de St. Louis à Metz.</i>				
		A a a	3452891.	16.	2.	

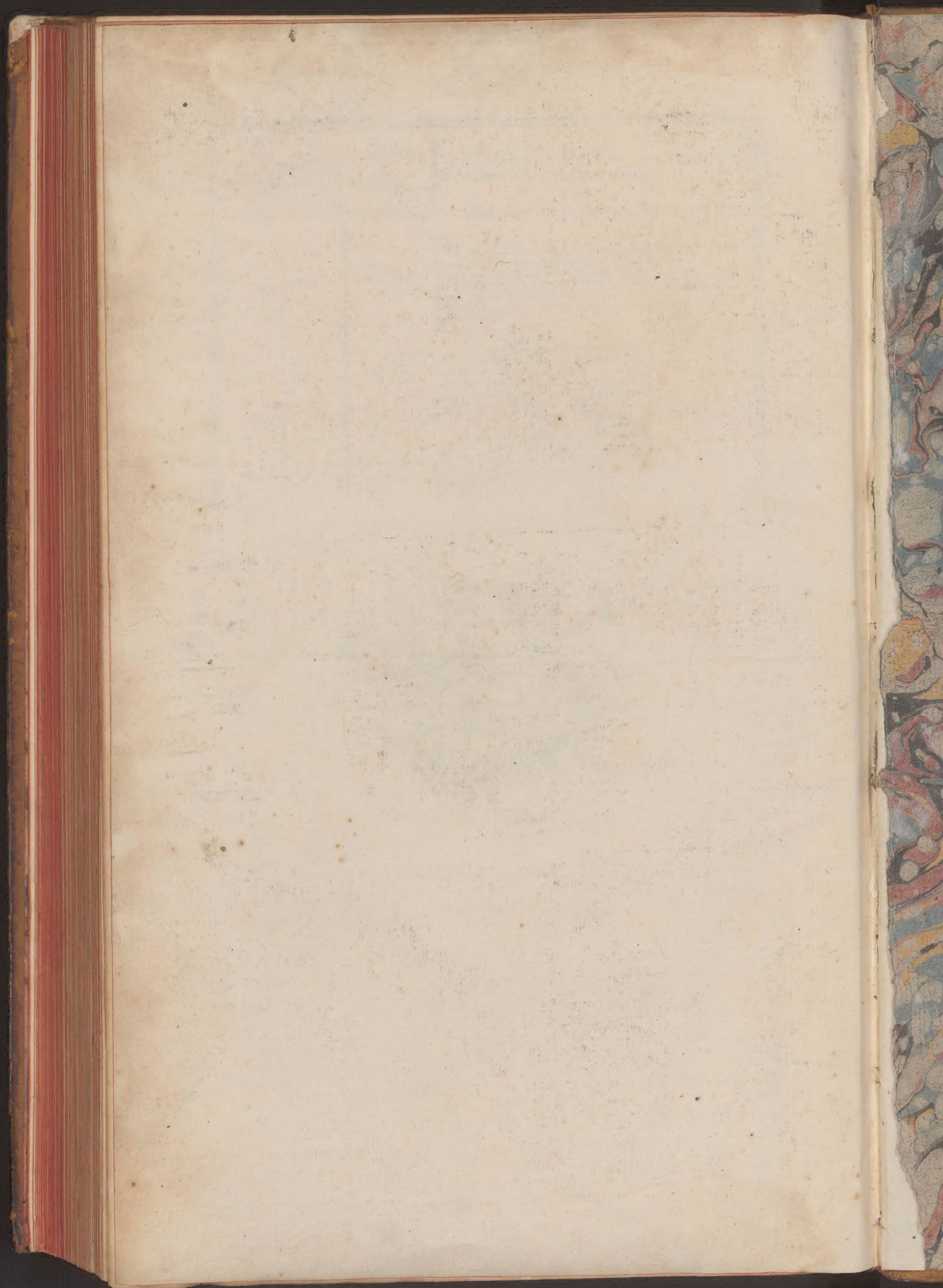
CHAP.	PAGES.		SOMMES.		
		d'autre part	3452891	16	2
29.	149 jusqu'à 158.	Places pour douze jeunes Ddemoiselles aux Dames du St. Sacrement à Nancy.	249000.	0.	0.
30.	159 & 160.	Places pour douze jeunes Gentils-Hommes Lorrains à l'Ecole Militaire de Paris.			
31.	160 & 161.	Pensions pour douze Gentils- Hommes qui s'attacheront au Service Militaire de France. .	120000.	0.	0.
32.	162.	Pension faite au Collège de Bar, pour continuer l'instruc- tion de la jeunesse.	10666.	13.	4.
33.	163 164 & 165.	Ecoles - Chrétiennes fondées à Bar-le-Duc.	26400.	0.	0.
34.	165 & 166.	Autre Ecole-Chrétienne fon- dée à Commercy.	13200.	0.	0.
35.	166 jusqu'à 169.	Fondation en faveur des pauvres honteux des Villes de Lorraine & Barrois.	200000.	0.	0.
36.	169.	Messes fondées en l'Eglise des Théatins de Paris.	2000.	0.	0.
37.	169 & 170.	Bien-faits & Fondation de Messes aux Carmes de Luné- ville.	17749	9.	1.
38.	170 jusqu'à 173.	Fondation en faveur des Curés & Vicaires infirmes du Diocèse de Toul.	48000.	0.	0.
39.	173 jusqu'à 176.	Supplément aux Fondations du Roi sur les objets des annuô- nes de Bon-Secours, de l'Hô- pital de Plombière, du Collège des Jésuites de Nancy, & des Religieux de St-Jean-de-Dieu.	30000.	0.	0.
			4169907	18.	7.

CHAP.	PAGES.	SOMMES.
		ci-contre. 4169907 ^{fr} 18. ⁰⁰ 7. ²
40.	177 jusqu'à 182.	<i>Autre Supplément concernant les quatre objets du Chapitre précédent, la nouvelle Fondation faite en faveur de plusieurs Paroisses de Lorraine & Barrois, les Jésuites de la Province de Champagne, les Collèges de Nancy & de Bar, la Bibliothèque publique de Nancy, & la Fondation concernant les maladies épidémiques.</i> 170000. 0. 0.
41.	182 & 183.	<i>Erection de la Statue de LOUI XV. sur la Place-Royale de Nancy & Bâtimens faits en conséquence.</i> 3711286. 16. 8.
TOTAL Général au cours de France.		8051194. 15. 3.











std:0026649

Biblioteka Jagiellońska

